



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries septembre 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 4 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (22 pages)

La causerie d'août est disponible au format pdf, 178 pages, tu parles de vacances !

J'ai posté trois commentaires sur le blog Les Crises à la suite d'un article sur les banques. Et je dois avouer à ma grande surprise (feinte) que j'ai plus de succès qu'avec les internautes qui se connectent à mon portail, c'est le comble ! On se détend un peu, est-ce que j'ai l'air crispé franchement ?

Et pourtant j'aurai de quoi l'être depuis que la CNAV a cessé de me verser ma retraite depuis le mois de mai. Attendez, hier j'ai reçu un message m'apprenant que ma situation pourrait être régularisée au mieux d'ici 4 à 6 semaines ! Quel recours ai-je pour faire valoir mes droits ? Absolument aucun. J'invite les agents de la CNAV à boycotter la journée d'action bidon du 9 octobre pour ne pas retarder davantage le traitement de mon dossier...

Heureusement que j'ai pensé à faire des réserves au cas où, comme l'on dit, j'ai de quoi tenir au moins 2 ans! J'ai peut-être l'air con et la vue basse (ou qui baisse c'est vrai), mais depuis que je consacre un peu plus de temps à mes propres affaires, je ne me laisse plus prendre au dépourvu. Quand on est seul à gérer ses propres affaires, on a intérêt à ne pas se laisser aller.

Certains lecteurs ou ex-lecteurs me prennent pour un sale type parce que je ne soutiens pas la vague de migration massive orchestrée par l'Otan, pour un peu je serais un raciste qui s'ignore ou je ne vaudrais pas mieux que l'extrême droite.

Bien que je sois en proie à des difficultés financières à cause de la CNAV, je viens de prêter sans intérêt 300.000 roupies au fils de ma compagne Selvi, un Indien, un tamoul, qui plus est aussi foncé de peau que sa mère, quelle horreur ! Un grand dadais de 28 ans bête et faible. Jayanti, une jeune femme de mon village, m'a emprunté 2.000 roupies la semaine dernière pour faire face à une dépense imprévue, alors qu'elle et son époux n'ont pas encore touché leurs paies. Kajelveli, ma voisine, est venue téléphonée chez moi, le lendemain elle m'a emprunté 40 roupies pour acheter de quoi manger, je lui ai également fourni deux kilos de riz, et hier elle est revenue me réclamer deux tomates et deux oignons pour préparer le dîner, alors qu'elle ne m'a jamais remboursé les 340 roupies qu'elle me doit depuis je ne sais plus combien de temps, et ainsi de suite. Vous comprenez pourquoi je me fous éperdument de ce pensent de moi ces lecteurs.

J'ai constaté que la musique que j'ai mise en ligne n'avait pas eu plus de succès que le reste, c'est révélateur, c'est logique en somme ! Il en faut plus pour me démonter. On se marre bien quand même.

Luka Šulic et de Stjepan Hauser sont des violoncellistes de génie, comme quoi l'homme est encore capable du meilleur, c'est rassurant, non ? Souriez, c'est pour la photo, merde !

Bon, l'actualité n'est pas de nature à être optimiste, certes, aussi faut-il puiser en nous-même la force qui nous permet de passer cette épreuve difficile, encore faut-il que cela ne sonne pas creux évidemment, d'où ces causeries qui nous fournissent la substance pour tenir le coup ou affronter toutes les situations sans y perdre son âme comme aurait dit Marx.

Il est vrai qu'au cours de notre vie on va de désillusion en désillusion, mais on doit reconnaître qu'on y est quelque part pour quelque chose, il faut être honnête jusqu'au bout, sinon à quoi bon, surtout quand on devient vieux. Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'on n'aurait plus rien à perdre quand on est encore bourré d'illusions.

Ma compagnie vous est toujours aussi désagréable, soit, je me passerai de la vôtre ! Vous l'aurez cherché ! Parfois je pense à Molière, à Audiard... Et en plus cela a le don de me mettre de bonne humeur, vous voyez que je ne peux pas être animé de mauvaises intentions, comment le pourrais-je en consacrant ma vie aux autres et à notre cause.

C'est désolant de devoir toujours se justifier, mais je conçois très bien que ce soit indispensable ici avec tous les charlatans qui sévissent sur le Net ou dans nos rangs. Avec mon entourage ou les Indiens que je croise régulièrement et qui m'apprécient, je procède de même.

Je les provoque pour tester les sentiments qu'ils ont envers moi, alors que pour moi l'essentiel ce sont les principes ou les valeurs que je respecte, que j'applique, au point qu'ils me détestent et renient leurs sentiments pour évaluer leur sincérité ou leur hypocrisie, et je crois avoir discerné que leurs sentiments demeuraient intacts, ce qui me fait dire que je dois être sincère. C'est d'ailleurs à cela que devait servir cet exercice, qui consistait à tester ma sincérité à travers celle des autres. Vous voyez à quel point on a besoin des autres pour progresser. Un bel exemple, non, je ne parle pas de moi évidemment, sans vouloir me livrer à une figure de style. C'est je pense un de nos biens les plus précieux ou une de nos qualités les plus précieuses.

Qu'on les raccourcissent !

Voilà qui convient très bien également à l'ensemble des oligarques, banquiers, hommes d'affaires, actionnaires du CAC40, patrons des quelque 2.000 grandes entreprises, spéculateurs, boursicoteurs, etc.

K . Marx - F. Engels - Luther montre très bien, par l'exemple de l'usurier, ce capitaliste de forme démodée, mais toujours renaissant, que le désir de dominer est un des mobiles de l'auri sacra fumes. « La simple raison a permis aux païens de compter l'usurier comme assassin et quadruple voleur. Mais nous, chrétiens, nous le tenons en tel honneur, que nous l'adorons presque à cause de son argent. Celui qui dérobe, vole et dévore la nourriture d'un autre, est tout aussi bien un meurtrier (autant que cela est en son pouvoir) que celui qui le fait mourir de faim ou le ruine à fond. Or c'est là ce que fait l'usurier, et cependant il reste assis en sûreté sur son siège, tandis qu'il serait bien plus juste que, pendu à la potence, il fût dévoré par autant de corbeaux qu'il a volé d'écus; si du moins il y avait en lui assez de chair pour que tant de corbeaux pussent s'y tailler chacun un lopin. On pend les petits voleurs... les petits voleurs sont mis aux fers; les grands voleurs vont se prélassant dans l'or et la soie. Il n'y a pas sur terre (à part le diable) un plus grand ennemi du genre humain que l'avare et l'usurier, car il veut être dieu sur tous les hommes. Turcs, gens de guerre, tyrans, c'est là certes méchante engeance; ils sont pourtant obligés de laisser vivre le pauvre monde et de confesser qu'ils sont des scélérats et des ennemis; il leur arrive même de s'apitoyer malgré eux. Mais un usurier, ce sac à avarice, voudrait que le monde entier fût en proie à la faim, à la soif, à la tristesse et à la misère; il voudrait avoir tout tout seul, afin que chacun dût recevoir de lui comme d'un dieu et rester son serf à perpétuité. Il porte des chaînes, des anneaux d'or, se torche le bec, se fait passer pour un homme pieux et débonnaire. - L'usurier est un monstre énorme, pire qu'un ogre dévorant, pire qu'un Cacus, un Géron, un Antée. Et pourtant il s'attife et fait la sainte-nitouche, pour qu'on ne voie pas d'où viennent les boeufs qu'il a amenés à reculons dans sa caverne. Mais Hercule entendra les mugissements des boeufs prisonniers et cherchera Cacus à travers les rochers pour les arracher aux mains de ce scélérat. Car Cacus est le nom d'un scélérat, d'un pieux usurier qui vole, pille et dévore tout et veut pourtant n'avoir rien fait, et prend grand soin que personne ne puisse le découvrir, parce que les boeufs amenés à reculons dans sa caverne ont laissé des traces de leurs pas qui font croire qu'ils en sont sortis. L'usurier veut de même se moquer du monde en affectant de lui être utile et de lui donner des boeufs, tandis qu'il les accapare et les dévore tout seul Et si l'on roue et décapite les assassins et les voleurs de grand chemin, combien plus ne devrait-on pas chasser, maudire, rouer tous les usuriers et leur couper la tête. » (Martin Luther, l. c.) (K . Marx : Le Capital - Livre I, Section VII)

L'origine de la discorde qui agite les deux clans de l'oligarchie vient de très loin.

K . Marx - F. Engels - "Cette savante dispute sur le moyen de répartir, de la manière la plus favorable à l'accumulation, entre le capitaliste industriel et le riche oisif, le butin pris sur la classe ouvrière, fut interrompue par la Révolution de Juillet." (K . Marx : Le Capital - Livre I, Section VII)

Si au lieu de juger on essayait de comprendre, on se porterait mieux.

K . Marx - F. Engels - Si terrible et si dégoûtante que paraisse dans le milieu actuel la dissolution des anciens liens de famille (324), la grande industrie, grâce au rôle décisif qu'elle assigne aux femmes et aux enfants, en dehors du cercle domestique, dans des procès de production socialement organisés, n'en crée pas moins la nouvelle base économique sur laquelle s'élèvera une forme supérieure de la famille et des relations entre les sexes. Il est aussi absurde de considérer comme absolu et définitif le mode germano-chrétien de la famille que ses modes oriental, grec et romain, lesquels forment d'ailleurs entre eux une série progressive. Même la composition du travailleur collectif par individus de deux sexes et de tout âge, cette source de corruption et d'esclavage sous le règne capitaliste, porte en soi les germes d'une nouvelle évolution sociales (325). Dans l'histoire, comme dans la nature, la pourriture est le laboratoire de la vie. (K . Marx : Le Capital - Livre I, Section VII)

Notes.

324 - V. F. Engels, l.c., p. 152, 178-83.

325 - « Le travail de fabrique peut être pur et bienfaisant comme l'était jadis le travail domestique, et même à un plus haut degré. » (Reports of Insp. of Fact. 31 st. oct. 1865, p.127.)

Selon que l'on considère que cette pourriture s'inscrit dans le cadre d'un processus historique ou qu'on l'aborde comme une abstraction sans tenir compte du processus historique dont elle est le produit provisoire, on en fera deux interprétations différentes, et les conclusions auxquelles on parviendra seront aléatoires, opposées ou erronées.

Tout état d'un élément ou d'un corps est le produit du mouvement de la matière à un moment donné. Qu'on ait besoin de décomposer ce mouvement en autant de fragments ou d'étapes de la transformation de la matière est indispensable pour saisir la nature ou la composition, le fonctionnement des différents éléments qui la composent, de les isoler du reste de la matière qui peut avoir une influence sur leur évolution, est une chose. Il n'en demeure pas moins que ce sont les rapports qu'ils entretiennent entre eux qui déterminera de quelle manière ces étapes s'enchaîneront, s'orienteront, et qui forgera leur destin.

On ne peut pas parler de prise de conscience, tant qu'on n'a pas à l'esprit l'ensemble de ce processus diachronique et synchronique, dialectique. Et comme il nous arrive à tous de ne pas l'avoir clairement en tête, on commet tous des erreurs d'appréciation, ce qui est somme toute naturel. Ce laboratoire de la vie qu'est la pourriture peut engendrer le pire comme le meilleur, tout dépend si on en prend conscience ou non, et s'agissant du meilleur, là c'est loin d'être acquis quand on baigne dans la plus inextricable des confusions qui consiste à le nier, on prend le risque de se condamner au pire et c'est bien dommage...

Défense du marxisme. Elargissons l'horizon de notre réflexion.

K. Marx - F. Engels - Supposé que le travail nécessaire à l'entretien du producteur et de sa famille absorbât tout son temps disponible, où trouverait-il le moyen de travailler gratuitement pour autrui ? Sans un certain degré de productivité du travail, point de temps disponible; sans ce surplus de temps, point de surtravail, et, par conséquent, point de plus-value, point de produit net, point de capitalistes, mais aussi point d'esclavagistes, point de seigneurs féodaux, en un mot, point de classe propriétaire (2) !

La nature n'empêche pas que la chair des uns serve d'aliment aux autres (3); de même elle n'a pas mis d'obstacle insurmontable à ce qu'un homme puisse arriver à travailler pour plus d'un homme, ni à ce qu'un autre réussisse à se décharger sur lui du fardeau du travail. Mais à ce fait naturel on a donné quelque chose de mystérieux en essayant de l'expliquer à la manière scolastique, par une qualité « occulte » du travail, sa productivité innée, productivité toute prête dont la nature aurait doué l'homme en le mettant au monde.

Les facultés de l'homme primitif, encore en germe, et comme ensevelies sous sa croûte animale, ne se forment au contraire que lentement sous la pression de ses besoins physiques. Quand, grâce à de rudes labeurs, les hommes sont parvenus à s'élever au-dessus de leur premier état animal, que par conséquent leur travail est déjà dans une certaine mesure socialisé, alors, et seulement alors, se produisent des conditions où le surtravail de l'un peut devenir une source de vie pour l'autre, et cela n'a jamais lieu sans l'aide de la force qui soumet l'un à l'autre.

A l'origine de la vie sociale les forces de travail acquises sont assurément minimes, mais les besoins le sont aussi, qui ne se développent qu'avec les moyens de les satisfaire. En même temps, la partie de la société qui subsiste du travail d'autrui ne compte presque pas encore, comparativement à la masse des producteurs immédiats. Elle grandit absolument et relativement à mesure que le travail social devient plus productif (4).

Du reste, la production capitaliste prend racine sur un terrain préparé par une longue série d'évolutions et de révolutions économiques. La productivité du travail, qui lui sert de point de départ, est l'oeuvre d'un développement historique dont les périodes se comptent non par siècles, mais par milliers de siècles. (K . Marx : Le Capital - Livre I, Section VII)

Notes.

2 - « L'existence d'une classe distincte de maîtres capitalistes dépend de la productivité de l'industrie. » (Ramsay, l. c., p. 206 .) « Si le travail de chaque homme ne suffisait qu'à lui procurer ses propres vivres, il ne pourrait y avoir de propriété. » (Ravenstone, l. c., p. 14, 15.)

3 - D'après un calcul tout récent, il existe encore au moins quatre millions de cannibales dans les parties du globe qu'on a déjà explorées.

4 - « Chez les Indiens sauvages de l'Amérique, il n'est presque pas de chose qui n'appartienne en propre au travailleur; les quatre-vingt-dix-neuf centièmes du produit y échoient au travail. En Angleterre, l'ouvrier ne reçoit pas les deux tiers. » (The advantages of the East India Trade, etc., p. 73.)

5 - Diod., l. c., 1. 1, ch. LXXX.

6 - « La première (richesse naturelle), étant de beaucoup la plus libérale et la plus avantageuse, rend la population sans souci, orgueilleuse et adonnée à tous les excès; tandis que la seconde développe et affermit l'activité, la vigilance, les arts, la littérature et la civilisation. » (England's Treasure by Foreign Trade, or the Balance of our Foreign Trade is the Rule of our Treasure. Written by Thomas Mun, of London, Merchant, and now published for the common good by his son John Mun. Lond., 1669, p. 181, 182.) « Je ne conçois pas de plus grand malheur pour un peuple, que d'être jeté sur un morceau de terre où les productions qui concernent la subsistance et la nourriture sont en grande proportion spontanées, et où le climat n'exige ou ne réclame que peu de soins pour le vêtement... Il peut y avoir un extrême dans un sens opposé. Un soi incapable de produire, même s'il est travaillé, est tout aussi mauvais qu'un soi qui produit tout en abondance sans le moindre travail. » (An Inquiry into the present high price of provisions. Lond., 1767, p. 10.)

Ce que les nostalgiques de la révolution française se gardent bien de vous dire, et pour cause.

K. Marx - F. Engels - Dès le début de la tourmente révolutionnaire, la bourgeoisie française osa dépouiller la classe ouvrière du droit d'association que celle-ci venait à peine de conquérir. Par une loi organique du 14 juin 1791, tout concert entre les travailleurs pour la défense de leurs intérêts communs fut stigmatisé d'attentat « contre la liberté et la déclaration des droits de l'homme », punissable d'une amende de 500 livres, jointe à la privation pendant un an des droits de citoyen actif (50).

Ce décret qui, à l'aide du code pénal et de la police, trace à la concurrence entre le capital et le travail des limites agréables aux capitalistes, a survécu aux révolutions et aux changements de dynasties. Le régime de la Terreur lui-même n'y a pas touché.

Ce n'est que tout récemment qu'il a été effacé du code pénal, et encore avec quel luxe de ménagements ! Rien qui caractérise ce coup d'Etat bourgeois comme le prétexte allégué. Le rapporteur de la loi Chapelier, que Camille Desmoulins qualifie de « misérable ergoteur (51) », veut bien avouer que le salaire de la journée de travail devrait être un peu plus considérable qu'il l'est à présent... car dans une nation libre, les salaires doivent être assez considérables pour que celui qui les reçoit, soit hors de cette dépendance absolue que produit la privation des besoins de première nécessité, et qui est presque celle de l'esclavage. Néanmoins il est, d'après lui, « instant de prévenir le progrès de ce désordre », à savoir « les coalitions que formeraient les ouvriers pour faire augmenter... le prix de la journée de travail », et pour mitiger celle dépendance absolue qui est presque celle de l'esclavage. Il faut absolument le réprimer, et pourquoi ? Parce que les ouvriers portent ainsi atteinte à la liberté « des entrepreneurs de travaux, les ci-devant maîtres », et qu'en empiétant sur le despotisme de ces ci-devant maîtres de corporation - on ne l'aurait jamais deviné - ils cherchent à recréer les corporations anéanties « par la révolution (52) ».

Notes.

50 - L'article 1 de cette loi est ainsi conçu : « L'anéantissement de toute espèce de corporations des citoyens du même état et profession étant l'une des bases fondamentales de la Constitution française, il est défendu de les rétablir de fait, sous quelque prétexte et sous quelque forme que ce soit. » L'article 4 déclare : « Si des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers prenaient des délibérations, faisaient entre eux des conventions tendant à refuser de concert ou à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux, les dites délibérations et conventions sont déclarées inconstitutionnelles, attentatoires à la liberté et à la déclaration des droits de l'homme, etc. », c'est-à-dire félonies, comme dans les anciens statuts. (Révolution de Paris, Paris, 1791, 3t. III, p. 253.)

51 - Révolutions de France, etc., n° LXXVII.

52 - Buchez et Roux : Histoire parlementaire de la Révolution française, X, p. 193-95, passim (édit. 1834).

On retiendra que "le régime de la Terreur lui-même n'y a pas touché", à cette loi organique du 14 juin 1791 qui dépouilla la classe ouvrière du droit d'association. Bravo à ceux qui s'en réclament, dont les trotskystes du POI et POID!

Parole d'un émigré.

Hormis être contraint à l'exil politique pour échapper à la répression d'un régime totalitaire ou à un génocide, rien ne justifie de quitter son pays, sinon des raisons d'ordre individuel que l'on ne peut pas invoquer pour contester le sort qui nous est réservé par la suite et que l'on doit assumer.

On a tendance à perdre de vue qu'assumer la responsabilité des décisions qu'on a été à prendre au cours de notre vie, le plus souvent sous la contrainte, fait partie de notre personnalité, et que s'y refuser nous conduit à perdre notre identité, en terme psychanalytique cela se traduit par la désagrégation de la personnalité ou schizoïde.

Quant à l'exil économique, il ne se justifie que lorsqu'il est une question de vie ou de mort, dans tous les autres cas il est motivé par des questions de convenance personnelle qui n'ont pas à être prises en compte, parce que tous les exploités sont logés à la même enseigne quel que soit leur statut, j'entends dans un pays donné. Quand vous tombez malade, si le système de santé est déplorable dans le pays où vous vivez, que vous soyez un ouvrier pauvre ou un cadre supérieur vous serez traité de la même manière, je peux même ajouter que c'est valable si vous êtes riche ou ministre, à moins d'aller se faire soigner dans un autre pays.

A ma connaissance, les grandes famines, les génocides ou les guerres du XVIII^e au XX^e siècle n'ont pas engendré de gigantesques migrations naturelles, hormis les juifs menacés d'extermination qui y ont été contraints par la barbarie nazi. On peut citer la guerre et la terrible famine qui a ravagé le Biafra (Nigéria), l'Ethiopie, le Soudan, les guerres et génocides de la région des Grands lacs en Afrique centrale (Rwanda...), la guerre de l'Otan qui a conduit à la dislocation de la Yougoslavie au début des années 90, le massacre des Palestiniens en 1948, etc.

Par ailleurs, il a toujours existé une immigration illégale en provenance d'Afrique ou d'Asie organisée par des organisations mafieuses, qui répondait à la tentation individuelle de membres des classes moyennes ou des classes inférieures disposant de quelques biens ou terres à vendre pour payer des passeurs ou leur voyage afin d'améliorer leur condition de vie à n'importe quel prix, en manifestant la plus parfaite indifférence à l'égard des membres de leur famille, de leurs proches, du milieu dans lequel ils avaient toujours vécu, bref, sans manifester la moindre conscience, y compris politique évidemment. Cela ne signifie pas que par la suite dans leur solitude, ils ne seront pas nostalgiques de leur passé ou ils ne prendront pas conscience qu'ils avaient plus à perdre qu'à gagner en se lançant aveuglément dans cette aventure, ce qui a le don de faire larmoyer les tiers-mondistes ou les mauvaises consciences en tous genres qui s'apitoient sur leur sort...

Nous sommes comptables du sort collectif des exploités et des opprimés à travers le monde, mais pas de leur sort individuel, avis à ceux qui confondent les deux et se font manipuler.

Tout drame humain doit retenir notre attention quelle qu'en soit l'origine, la question n'est pas là qu'on se comprenne bien. Mais dès lors qu'un drame humain a été conçu à grande échelle dans le cadre d'une machination sciemment orchestrée par des tiers, en l'occurrence l'Otan pour le compte du clan de l'oligarchie qui la dirige, puis instrumentalisés pour donner lieu à toutes sortes de manipulations afin de nuire aux intérêts d'autres personnes (ou peuples) ou à des fins politiques inavouables, devant l'ampleur des conséquences sociales et politiques qui en découlent, celles-ci retiendront davantage notre attention parce qu'elles coïncident avec les objectifs que poursuivaient ceux qui avaient échafaudé ce plan ou cette opération destinée à la fois à nuire aux intérêts de la majorité et à modifier l'orientation de la société dans une direction déterminée, les moyens d'y parvenir n'étant qu'occasionnels ou de circonstances parmi d'autres, par exemple le recours au terrorisme ou toute sorte de provocations ou coups tordus...

Ce processus est d'autant plus habile, scélérat et sordide qu'il a été conçu pour détourner l'attention des peuples à la fois de son origine et de son objectif, au profit de l'instrument ou du moyen qui aura été retenu pour en assurer le bon déroulement, instrument qui servira de bouc émissaire à l'extrême droite, ce qui permettra ensuite d'assimiler tous les opposants à cette machination ou ceux qui la dénoncent à des xénophobes ou des racistes, des fascistes et j'en passe, de les traîner dans la fange de l'opprobre, ce qui permettra de justifier la censure dont ils feront l'objet et la boucle de l'imposture sera bouclée.

Pour vivre dans un pays (Inde) qui a été colonisé par les puissances occidentales, je peux vous dire que les plus pauvres n'ont jamais imaginé un instant quitter leur pays, ce sont les classes moyennes et supérieures qui ont donné l'exemple. En revanche, si c'est vous qui proposez à un Indien de quitter l'Inde pour la France par exemple, donc si c'est vous qui lui suggérez que ce serait possible, là ils sont quasiment unanimes à vouloir partir, hormis les oisifs ou les rentiers qui seraient obligés de travailler et qui n'y tiennent pas.

J'ai aidé des Indiens à quitter leur pays au début des années 2000, et j'en ai dissuadé certains de le faire en leur expliquant qu'ils ne le regretteraient pas, parce que la France était appelée à régresser ou à s'effondrer, tandis que l'Inde était appelée à se développer, et comme ce fut effectivement le cas ils m'en sont reconnaissants. J'ai aussi dissuadé des Indiens d'aller travailler dans les pays du Golfe où des conditions infernales les attendaient. Et bien aussi incroyable que cela puisse paraître pour un esprit occidental borné, ils ont trouvé les moyens de continuer à vivre en Inde, ils travaillent et ils ont fondé une famille, bref, ils n'en sont pas morts !

Les puissances occidentales utilisent ces réfugiés ou migrants comme boucliers humains pour servir leur stratégie politique, de

la même manière que des barbares ont pris en otage le peuple syrien, et ce sont les mêmes crétins qui dans les deux cas aveuglés par leur dogmatisme ou leurs émotions à géométrie variable vont se placer au côté de leurs propres bourreaux. Qu'il nous soit permis de ne pas les imiter.

Quand le porte-parole de la barbarie devient le héros de nos gouvernants

Si la situation est pleine de contradictions et prête évidemment à confusion, en revanche elle force les uns et les autres à dévoiler leur vraie nature, un régal.

En famille. Qui a dit ?

- « John McCain était un héros américain, un homme décent et honoré et un ami à moi. Il va nous manquer non seulement au Sénat américain, mais à tous les Américains qui respectent l'intégrité et l'indépendance. »

Réponse : Le sénateur du parti démocrate Bernie Sanders sur Tweeter.

Hommage épouvantable à ce monstre de cruauté.

Rappelons qu'il fut un des modèles dont s'inspira Mélenchon lors de la campagne électorale des présidentielles de

2017, il avait envoyé quelques membres de son équipe de bras cassés aux Etats-Unis pour rencontrer des membres de l'équipe de Sanders, afin de glâner des idées pour avoir une meilleure audience ou gagner des voix auprès de la classe moyenne et de l'aristocratie ouvrière.

Sanders avait concouru à la candidature du parti démocrate à l'élection présidentielle américaine de 2017, avant de se rallier piteusement à H. Clinton.

Avant Sanders, il y avait eu Tsipras ou encore Mitterrand...

A peine avais-je fini d'écrire ces lignes que l'écho de Sanders nous parvenait.

- Mort de McCain : le vibrant hommage de son adversaire Biden - LeParisien.fr 31.08

- « Je m'appelle Joe Biden. Je suis démocrate. Et j'aime John McCain ! » LeParisien.fr 31.08

En fait tous les démocrates étaient des clones de McCain.

- Obama livre un hommage à son ancien adversaire John McCain, "Nous étions dans la même équipe" - Le HuffPost 01.09

Pour l'éternité, comme l'AFP...

- John McCain, "héros" de l'Amérique, de retour pour l'éternité à l'Académie navale - AFP 03.09

Si c'est Maduro qui le dit, les gauchistes et populistes de gauche et d'extrême gauche n'oseront pas le qualifier d'extrême droite.

- Depuis le Venezuela, Nicolás Maduro : «Arrêtez de laver les toilettes à l'étranger» - Liberation.fr 30 août 2018

Le président socialiste vénézuélien lance un appel à ses compatriotes qui ont fui le Venezuela : «Arrêtez de laver les toilettes à l'étranger et rentrez dans votre patrie !» Pour Nicolás Maduro, ce ne sont ni la pauvreté, ni l'hyperinflation, ni la faillite des services publics, ni les pénuries qui provoquent l'exode massif mais «une campagne de la droite». Liberation.fr 30 août 2018

Totalitarisme. Tous collabos, y compris contre vous-même !

- Le Conseil constitutionnel limite le droit au chiffrement - 01net.com 05.04

Chiffrer ses données est un droit pour tous les Français, sauf quand ils sont soupçonnés d'un crime ou d'un délit. Dans ce cas, ils peuvent être contraints par l'administration judiciaire de révéler leurs mots de passe de chiffrement selon les termes de l'article 434-15-2 du code pénal, même si cela revient à s'accuser soi-même. C'est en effet ce que vient de confirmer le Conseil

constitutionnel dans sa décision du 30 mars 2018.

En Europe, les interprétations en la matière sont assez différentes. Au Royaume-Uni, révéler un mot de passe ne relève clairement pas du droit de ne pas s'auto-incriminer. Sa non-divulgation est punie de cinq ans de prison, selon la loi Regulation of Investigatory Powers Act. Plusieurs personnes ont d'ailleurs déjà été condamnées. En Allemagne, en revanche, le droit de ne pas s'auto-incriminer est nettement plus protecteur : la divulgation d'un mot de passe est vue comme une participation active à l'enquête judiciaire, ce qu'un accusé peut donc logiquement refuser. 01net.com 05.04

C'est un peu comme si vous aviez planqué des lettres compromettantes, et que la police vous intime l'ordre de lui indiquer où elles se trouvent, le Conseil constitutionnel estime que c'est un devoir, normal son président est L. Fabius.

Commentaire d'un Internaute.

- "De tous temps les gouvernements "légaux" ont voté des lois leur permettant de garantir leur impunité.

Sur ce point, les "démocraties", les autocraties et les dictatures se rejoignent dans une sarabande sans fin. La première chose que fera tout système politique sera de protéger sa propre existence contre ses opposants. Et les motivations sont toujours "justifiées", qu'il s'agisse d'une junte ou d'une monarchie sanguinaire ou d'une révolution réellement démocratique.

C'est simplement une question de point de vue.

Alors on "barbouze" les opposants (souvent eux-mêmes manipulés par d'autres barbouzes aux service d'intérêts convergents) et il est nécessaire de savoir exactement ce que font les opposants.

Dans une dictature, il suffit d'invoquer des "mesures d'urgence" ou un "état d'exception" pour prévaloir la "sécurité de l'état".

Dans une "démocratie" les dirigeants se servent de prétextes fallacieux (parfois sous faux drapeaux) pour faire avancer le flicage total de l'ensemble de la population.

Désormais, nous avons la "lutte contre le terrorisme" et la "lutte contre le crime organisé" qui permettent de mettre en place des outils de flicage performants... pour fliquer les quidams, pas les terroristes ou les criminels qui arrivent facilement à passer entre les mailles de ce filet particulier.

L'énorme avantage de ces "mesures de protection de la population" est qu'elles permettent à certains ploutocrates de consolider leurs fortunes, et qu'elles ne nécessitent pas de déploiement de policier (humains et issus de la population) qui pourraient commettre l'affront de devenir solidaires de la population.

Fliquez, ça ne coûte pas (très) cher (de toute façon ce sont les fliqués qui payent) et au moins les systèmes automatiques ne risquent pas de se rebeller contre leurs "maîtres".

La dernière "épine dans le pied" est le chiffrement de données par les particuliers. Si on souhaite les espionner en masse le déchiffrement nécessite de très fortes puissances de calcul.

A mon avis, la prochaine loi sur ce sujet consistera dans l'obligation (pour "lutter contre le terrorisme") dans l'obligation pour tous les résidents de donner leurs clés de chiffrement aux services de l'état.

Connaissant la "porosité" de certaines sources de données je peux vous garantir que ces clés seront rapidement connues de la planète entière, à l'exception des "gueux" bien sûr.

Ils pourraient avoir l'idée incongrue d'aller fouiner dans les données personnelles de leurs "élites", ce qui pourrait s'avérer gênant."

LVOG - A ceci près qu'une "révolution réellement démocratique" exprime les aspirations de la majorité, donc elle est légitime pour employer tous les moyens contre la minorité de parasites qu'elle a chassé du pouvoir pour neutraliser leur pouvoir de nuisance...

[Voilà la seule chose qui intéresse l'écologiste : Continuer de boire du café et de manger du chocolat !](#)

- "Comment va-t-on continuer à boire du café et à manger du chocolat, ce qui ne poussera jamais ici, dans un monde où le prix du baril explose ? Le coût du fret conventionnel va nécessairement exploser".

Pauvre chéri, quelle angoisse ! Le transport maritime mondial représente 10,3 milliards de tonnes transporté par des dizaines

de milliers de cargos en 2016, soit environ 90 % du trafic commercial. (Source : Libération 30 août 2018)

En fait, les écologistes n'en ont rien à foutre du prix de ceci ou cela du moment qu'ils peuvent continuer de vivre comme avant. Leurs intentions sont viciées à la base. L'intérêt qu'ils portent à la qualité de l'air, de l'eau, des aliments, etc. a pour origine leur désir de profiter de la vie agréable qu'ils ont le plus longtemps possible, il est facile de comprendre dès lors pourquoi c'est leur priorité et non de changer de régime puisqu'ils sont satisfaits de celui qui est en place.

Parole d'Internaute

1- "Constatations de la montée des nationalismes des gens manifestant leurs inquiétudes parfois brutalement une population excédée de la vague migratoire que ces politiques ne savent manifestement pas gérer dans la paix civile, revers de la médaille et une des conséquences de nos guerres illégales crapuleuses en Libye et au Proche et Moyen Orient , et pas seulement en RFA, mais on assiste au même phénomène dans plusieurs états en Europe prélude à la chute de l'UE, et pour éviter ce cas de figure nos dirigeants si Européiste jusqu'au bout des ongles vont tout faire pour focaliser notre l'intention du public en diabolisant les Russes en prévision d'une Guerre Mondiale, et que le peuple hypnotisé bien échauffé par les médias propagandistes (présence sur les plateaux TV de sophistes sionistes et Atlantistes) alimentant ses phobies et confortant sa haine envers l'autre, désignant le bouc émissaire parfait "le méchant pour les sots" (L'Arabe, le Russe ou même le Chinois) sans jamais voir que les véritables ennemis des peuples sont justement ceux en qui ils manifestent toutes leurs confiances aveuglement (parce qu'ils causent bien et qu'ils passent bien à la Télé) mais focalisent leurs colères envers celui qui n'est pas comme eux, qui ne pense pas comme eux et qui dérange ses habitudes programmés pour entrainer nos pays vers une guerre absurde et perdue d'avance ou alors s'achevant vers une conclusion révolutionnaire ! A qui la faute ? à la politique pro-migration décidé par Merkel pour des raisons humanitaires dans une Allemagne championne du travail précaire en Europe..... ou pour une tout autre raison peut être ? Affaire à suivre ! Et pourtant pour régler ce problème c'est si simple mais il n'appartient qu'à vous concitoyen et concitoyennes d'y réfléchir et d'en trouver les solutions possibles tout en conservant sa dignité son honneur et en toute humanité !"

2- Le raccourci est vite fait ! Si vous n'êtes pas d'accord avec l'immigration vous êtes extrême ou populiste ! Mais visiblement l'amalgame n'est plus dissuasif !

LVOG - Au lieu d'aborder cette question sur le plan politique, la pseudo-gauche et extrême gauche l'aborde sur le plan émotionnel ou en mettant en avant des principes généraux sans tenir compte que les conditions qui en étaient à l'origine étaient totalement différentes, ils réalisent un amalgame favorable au plan de l'Otan.

En complément. Qui a dit ?

- "Si à nouveau des gens défilent aujourd'hui dans les rues en effectuant le salut nazi, notre histoire passée nous oblige à défendre résolument la démocratie"

Réponse : Le ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas. Lexpress.fr 02.09

L'Allemagne une démocratie, on s'étouffe !

Vous lirez plus loin qu'après 15 ans de guerre et de destruction, les Irakiens manifestent parce que les compagnies pétrolières qui ont vendus pour plus de 7,7 milliards de dollars de pétrole entre août 2017 et 2018 recourent à la main d'oeuvre étrangère au lieu d'employer des travailleurs irakiens qui sont massivement au chômage, de quoi ils se plaignent, non mais vraiment... Ils demandent juste au gouvernement que ces emplois leur soient réservés en priorité dans la mesure du possible pour pouvoir retrouver un semblant de vie normale après toutes ces années de guerre, normal, non ?

Sondage truquée ou fabriquée.

Par un sondage BVA diffusé vendredi 31 août commandé par Orange, RTL et La Tribune, le plus sérieusement du monde, on apprend que la popularité de l'ensemble des partis politiques est à la baisse à l'exception notamment d'EELV qui gagne 1% à 35%.

Or ce micro-parti de moins de 10.000 adhérents ne dépasse pas 5% sur le plan électoral, et s'il a une poignée d'élus c'est uniquement dû à des alliances avec le PS, le PCF ou LFI. Bref, il est quasiment inexistant.

Le résultat de ce sondage est donc assimilable à une fausse nouvelle (fake news). Sans avoir besoin de le vérifier, on devine que la question était posée de telle sorte que les personnes interrogées devaient se prononcer davantage sur l'écologie plutôt que sur les écologistes d'EELV.

Mais pourquoi ? Pour que ceux qui contestent un des aspects du régime continuent d'être divisés et que leurs voix soient éparpillées lors de chaque élection, de sorte que seuls les partis de la réaction puissent l'emporter, LREM en priorité, LR par défaut. C'est d'autant plus indispensable depuis que le PS a été réduit à une portion congrue. (Source : AFP 31 août 2018)

Les rats quittent le navire avant qu'il ne fasse naufrage

- Stéphane Bern quittera sa mission sur le patrimoine s'il n'est qu'un "cache-misère" ou "un pantin" - Franceinfo 31.08

L'animateur, chargé d'une mission sur le patrimoine, refuse d'"être associé" à une politique "en défaveur du patrimoine".
Franceinfo 31.08

Allez, vive la monarchie!

Quand les médias-oligarques sont comme Macron ni de droite ni de gauche.

- Macron a-t-il perdu la main ? - LeParisien.fr 31.08

En quelques jours, Emmanuel Macron a donné une image totalement inédite, à mille lieux de celle qu'il avait réussi à imprimer depuis le début de son quinquennat. Voilà en cette rentrée calamiteuse les horloges présidentielles totalement dérégées, avec un président qui semble momentanément avoir perdu la main. LeParisien.fr 31.08

- Philippe Besson nommé consul : le retour du vieux monde - Liberation.fr

Et voilà, Emmanuel Macron est comme les autres, il case les copains, les courtisans, il distribue des fromages.

- Six victoires des intérêts économiques sous Macron - Liberation.fr

Depuis l'élection du candidat En marche, les lobbys ont réussi au moins six fois à infléchir les plans gouvernementaux. Dernier exemple, révélé par «Libération» : la loi hydrocarbure.

- La République en marche veut inviter Obama à son deuxième conseil national - LePoint.fr

Macron ou le pouvoir de nuisance et de menace de l'Organisation terroriste de l'Atlantique nord (Otan) renforcée.

- Macron propose de renforcer la "solidarité" entre Etats de l'UE en cas d'attaque armée - AFP 30.08

Il a pour cela proposé que soit envisagée "une solidarité renforcée quasi-automatique, ce qui fera qu'entre Etats membres qui seront d'accord avec cette réforme, nous puissions avoir une véritable solidarité d'intervention si un Etat était attaqué".

Cela nécessitera de "refonder" les traités européens, en particulier l'article 47.2 du Traité de Lisbonne qui porte sur l'assistance mutuelle entre Etats, que la France a déclenché pour la première fois après les attentats du 13 septembre 2015 à Paris.

Cette réforme permettrait à l'UE d'avoir "une espèce d'article 5 renforcé", a précisé le président, en faisant allusion à la disposition de l'Otan qui stipule qu'une "attaque armée" contre un des pays membres est "considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties", déclenchant ainsi une assistance au secours de l'Etat concerné.

Emmanuel Macron a indiqué que cette "avancée" n'était "pas contraire" à l'Otan, qui "reste une alliance importante et stratégique". "Mais nous avons besoin d'une solidarité renforcée" entre Européens, selon lui. AFP 30.08

Ils inventent une menace pour justifier leurs dépenses militaires, 34 ou 37 milliards d'euros je crois, qui permettraient de rouvrir toutes les lignes de chemin de fer qui ont été fermées, les gares, les bureaux de poste, les écoles, les centres de la Sécurité sociale, etc. sans que cela coûte un centime de plus aux travailleurs, aux contribuables.

Ces dizaines de milliards, ces milliers de milliards de dollars dans le monde de dépenses militaires servent à engraisser des rentiers sur la mort, les actionnaires et propriétaires de l'industrie d'armement, qui sont le plus souvent des banquiers, des oligarques.

Aveu. La baudruche de la russophobie éventée.

- Le FBI a échoué à recruter un oligarque russe comme informateur - Le Parisien 02 septembre 2018

La tentative a échoué. Un oligarque russe, Oleg Deripaska, a été approché entre 2014 et 2016 par le FBI et le ministère américain

de la Justice pour faire de ce milliardaire proche du Kremlin un informateur travaillant pour le compte de Washington. Mais les choses ont mal tourné, rapporte le New York Times, l'informateur ayant averti les autorités russes.

Selon le quotidien américain, qui cite des associés d'Oleg Deripaska, les Américains souhaitent notamment avoir des informations sur l'ingérence russe lors de l'élection présidentielle de 2016 et une possible collusion entre l'équipe de campagne de Donald Trump et Moscou.

Des agents du FBI auraient ainsi rencontré Oleg Deripaska à New York pour lui demander si Paul Manafort, l'ancien directeur de campagne de Donald Trump, depuis reconnu coupable de fraude fiscale et bancaire par la justice américaine, avait servi d'intermédiaire entre le Kremlin et l'entourage du milliardaire républicain.

En échange de ces informations, les autorités américaines étaient prêtes à aider Oleg Deripaska avec ses différents problèmes judiciaires et administratifs aux Etats-Unis. Mais le milliardaire a nié toute collusion, et a même informé Moscou de ses échanges avec les autorités américaines.

Oleg Deripaska avait déjà offert de collaborer à cette enquête, chapeauté par le procureur spécial Mueller, assurant disposer de « preuves » montrant que la Russie n'avait pas aidé à faire élire Donald Trump.

Selon le New York Times, au-delà du simple cas d'Oleg Deripaska, les Etats-Unis ont approché clandestinement une demi-douzaine d'oligarques pour s'assurer de leur coopération. Sans succès, pour le moment.

Oleg Deripaska, 50 ans, fait partie des personnalités russes visées par les sanctions économiques de l'administration Trump. Il a ainsi été obligé de démissionner en mai du conseil d'administration de son groupe, le géant de l'aluminium Rusal, pour le protéger des sanctions le visant. Le Parisien 02 septembre 2018

[Schizophrénie collective ou quand les classes moyennes basculent dans la réaction ou justifient l'établissement d'un régime totalitaire.](#)

- Sécurité : malgré les critiques, les villes misent de plus en plus sur le tout-caméra - lefigaro.fr 17/08/2018

Il y a quelques années encore, elle faisait peur, elle est aujourd'hui encensée. Devenue omniprésente dans le paysage de la sécurité, la vidéo se répand comme une traînée de poudre. Dans nos rues, par le biais des caméras, c'est aujourd'hui le raz-de-marée, en dépit de vifs questionnements.

Même les plus petites communes aujourd'hui s'équipent. Baudinard-sur-Verdon dans le Var détient le record. Il est le village le plus surveillé, avec 12 caméras pour 156 habitants! Convaincus de la nécessité de s'équiper, mais aussi sous la pression de leurs administrés qui, depuis les attentats, réclament toujours plus de sécurité, les maires investissent des sommes folles dans ces installations onéreuses... lefigaro.fr 17/08/2018

Réaction d'internautes abonnés au Figaro.

- 1- "Ça m'est égal d'être filmé que ce soit dans les villes où je circule ou par des représentants de la loi parce que je pense me conduire correctement et poliment. Il y aurait atteinte à ma vie privée si on me filmait chez moi sans mon accord ! À l'extérieur c'est la vie publique et si chacun se conduit correctement, il n'y a aucune raison de refuser d'être filmé. Les droits de l'homme c'est le respect de l'autre et pas s'en servir pour excuser des personnes qui les bafouent."
- 2- "Les caméras sont donc utiles et elles le seront encore plus lorsque les logiciels de reconnaissance faciale seront utilisés."
- 3- "Ces installations sont de plus en plus nécessaires , soit disant rassurantes, les cas les plus significatifs médiatisés sont nombreux."
- 4- "A Monaco ,à dubai vidéosurveillance partout bilan un taux de crimes l'un des plus bas au monde"
- 5- "Un exemple à suivre pour toutes les villes de France."
- 6- "A généraliser partout en France, même dans les plus petits patelins."
- 7- "Avec la petite délinquance et incivilités en tout genre ces moyens sont utiles pour lutter contre ces fléaux..."
- 8- "Quand on a rien à se reprocher il n'y a aucun problème...et c'est un plus pour notre sécurité."

9- "On apprécie la camera qui filme l'arbitre d'un match de foot et on critique les cameras qui filment les criminels potentiels dans la rue."

10- "Pour avoir accueilli des millions d'immigrés inassimilables , inintégrables , et inemployables, qui vivent en vase clos dans des cités criminogènes de larcins , de trafics , de prostitution ..et d'allocations sociales , la France est confrontée à une insécurité grandissante qui oblige les Français à vivre reclus, surveillés, contrôlés. Les bienfaits de la mondialisation."

Totalitarisme et lobbying au pouvoir. Les trusts de l'industrie pharmaceutique qui nous empoisonnent recrutent dans les facultés de médecine.

- La faculté de médecine de Lille suspend son diplôme d'homéopathie - Liberation.fr 2 septembre 2018

La faculté de médecine de Lille a suspendu son diplôme d'homéopathie pour l'année universitaire 2018-2019 dans «l'attente de la position» de la Haute autorité de santé (HAS) sur cette pratique, a-t-on appris dimanche auprès du doyen de la faculté.

«La faculté de médecine de Lille décide de suspendre son diplôme d'université d'homéopathie pour l'année universitaire débutante dans l'attente de la position de la HAS et d'échanges nationaux sur l'encadrement de cette pratique et de son enseignement», peut-on lire sur le compte Twitter de la faculté de médecine de Lille. Il s'agit d'une position prise «dans le cadre d'une réflexion scientifique et pédagogique», a indiqué à l'AFP le doyen de cette faculté, Didier Gosset.

«Force est de constater que nous enseignons une médecine fondée sur les preuves - on tient à une rigueur scientifique, absolue -, et force est de constater qu'en parallèle l'homéopathie n'a pas évolué, que c'est une doctrine qui est restée en marge du mouvement scientifique, que les études sont rares sur l'homéopathie, qu'elles sont peu solides, maintenir notre enseignement serait le cautionner», a-t-il affirmé.

Le débat sur l'utilité de l'homéopathie a ressurgi avec vigueur en France, numéro un mondial des préparations homéopathiques, depuis la publication mi-mars dans Le Figaro d'une tribune au vitriol d'une centaine de médecins opposés à cette pratique et réclamant l'arrêt de sa prise en charge partielle par l'assurance maladie.

Cette tribune attaquait les «médecines alternatives», dont l'homéopathie, pratiquées selon les signataires «par des charlatans en tout genre qui recherchent la caution morale du titre de médecin pour faire la promotion de fausses thérapies à l'efficacité illusoire».

Des médecins favorables à l'homéopathie ont répliqué en portant plainte devant le Conseil de l'Ordre des médecins contre les signataires. Le ministère de la Santé a saisi la Haute autorité de santé pour évaluer l'efficacité de l'homéopathie et le bien-fondé de son remboursement et attend son avis d'ici fin février. Liberation.fr 2 septembre 2018

Autrefois quand notre fille était en bas âge, la pharmacopée allopathique étant inopérante, nous recourûmes à l'homéopathie qui nous donna entière satisfaction, et compte tenu de son âge il était impossible d'évoquer l'effet placebo ou l'autosuggestion pour expliquer sa guérison, nous en concluâmes logiquement que l'homéopathie était efficace.

Les charlatans, ce sont tous ces médecins allopathiques qui vous prescrivent des ordonnances longues comme le bras, qui vous bourrent de médicaments sans se soucier de leurs effets secondaires, bref, qui vous détruisent la santé, quand ils ne poussent pas la cruauté jusqu'à vous maintenir artificiellement en vie. C'est uniquement pour avoir bonne conscience ou par conformisme qu'il vous demande ce que vous mangez, si vous buvez de l'alcool ou fumer, généralement leur questionnaire ne dure pas plus de 10 secondes.

En revanche un médecin homéopathe consciencieux vous interrogera pendant 45 minutes à une heure, voire plus, pour tout savoir sur votre mode de vie, chez vous et au travail, votre alimentation, les conditions dans lesquelles vous prenez vos repas, combien de temps ils durent, où se situe votre habitation, si elle est aérée, sur votre chauffage, vos horaires, vos distractions, sur votre état d'esprit, la manière dont vous passez vos nuits, votre temps libre, vos rêves, etc. de manière à pouvoir se faire une idée la plus précise possible sur votre état de santé physique et psychique puisque les deux interfèrent, pour pouvoir vous prescrire un traitement qui permettra de s'attaquer à l'origine de votre déséquilibre biologique ou de renforcer vos anticorps, votre résistance aux différents virus, etc. qui est dû généralement à des carences en vitamines, minéraux, oligo-éléments, acide aminées et autres protéines, qu'un surmenage ou un manque de sommeil ou encore quelques excès viennent aggraver.

Je n'ai absolument aucune confiance dans les médecins allopathiques.

ACTUALITE EN TITRES

Comment ils fabriquent des handicapés à vie.

- Chine : si les enfants sont myopes, c'est à cause des jeux vidéo - LePoint.fr

En famille. Confirmation. LFI ou le PS bis.

- Mélenchon veut siphonner le PS - leparisien.fr 03 septembre 2018

Ils osent tout.

- Hollande égratigne Macron et prône un avenir à gauche. - Reuters 31.08

"On ne peut pas être simplement dans la gestion et dans l'accumulation des réformes soi-disant indispensables." Hollande à Cherbourg (Manche) Libération 31 août 2018

Hollande à Macron : Tout ce que tu fais est très bien, tu poursuis ma politique, mais vois-tu pour faire diversion tu dois monter des opérations... Regarde comment je m'y suis pris, j'ai débuté mon mandat avec le TSCG, la règle d'or, l'ANI, et bien tout de suite j'ai embrayé avec le mariage pour tous, cela a duré plus de 6 mois, c'est passé comme une lettre à la poste, puis j'ai continué avec les Roms, après ce fut le tour de la théorie du genre, du sexisme, de la misogynie, etc. entre temps on a manigancé un attentat puis on en a bénéficié d'un autre, quelle aubaine, et tu vois j'ai rempli ma mission et je suis allé au bout de mon mandat, fastoche non...

- Confiance en légère hausse (+1%) pour Macron selon un sondage - AFP

Avec une marge d'erreur de 3% ! Excellent !

- Un gendarme tire sur un automobiliste et le tue lors d'un contrôle routier dans le Gard - AFP 31 août 2018

- Il faut classer les vagues au patrimoine mondial de l'Unesco. » - Liberation.fr

- Les Nations unies défendent enfin les droits de la mer - Liberation.fr

... les dents de la mer !

- «En cinquante ans, les océans ont perdu 77 milliards de tonnes d'oxygène» - Liberation.fr

La chercheuse au CNRS de Toulouse Véronique Garçon explique...

Elle est très forte ! Ils osent tout. Quel délire !

- Orban et Salvini veulent-ils tuer la démocratie libérale? - L'Express.fr

La fondation Open Society, créée par George Soros, quitte la Hongrie. Symbole d'un recul de la démocratie face au populisme ? - L'Express.fr

Soros et Open Society incarnent la démocratie, il fallait oser le dire, c'est fait ! Rien ne les arrête.

- Agressions sexuelles dans le cinéma : Il faut que "les pouvoirs publics se positionnent aux côtés des femmes" - Franceinfo

Stratégie du chaos et de la tension, de la déstabilisation des Etats.

Une expression de l'AFP qui doit vous dire quelque chose.

- "Une stratégie de la tension qui semble porter électoralement ses fruits"

A propos de la situation en Allemagne créée pour faire monter l'extrême droite...

- Managua expulse la mission de l'ONU après un rapport dérangeant - AFP 1 septembre 2018

- Washington arrête de financer l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens - AFP 1 septembre 2018
- Lula mis hors-jeu de la présidentielle au Brésil - AFP 1 septembre 2018
- Ukraine : le principal dirigeant séparatiste tué dans un attentat - AFP 1 septembre 2018
- Crise économique au Venezuela : "C'est tout un système qui s'effondre" - actu.orange.fr 26 juil. 2018
- L'Argentine impuissante à enrayer la chute du peso - Reuters 30 août 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée

Totalitarisme. Apartheid et censure.

- Israël : la radio publique s'excuse après avoir diffusé du Wagner - LeParisien.fr 3 septembre 2018

La musique du compositeur allemand, taxé d'antisémitisme, est taboue sur les ondes israéliennes.

La radio publique israélienne s'est excusée pour avoir diffusé un morceau de Richard Wagner. Le compositeur allemand, est en effet boycotté en Israël pour ses propos antisémites.

Dans un communiqué publié dimanche, une porte-parole a qualifié d'« erreur » la diffusion vendredi par une station nationale de musique classique d'une partie du « Crépuscule des Dieux ».

Elle a rappelé que « les instructions au sein de la radio israélienne demeurent les mêmes depuis des années : la musique de Wagner ne doit pas être jouée ». Elle a souligné « la peine qu'une telle diffusion peut susciter chez les survivants de l'Holocauste » écoutant la radio.

« Nous nous excusons auprès de nos auditeurs », a conclu la porte-parole, estimant que « le responsable de l'émission musicale s'est trompé de choix en diffusant ce morceau ». Un des compositeurs favoris de Hitler

Le compositeur allemand (1813-1883), dont les oeuvres imprégnées de nationalisme ont été adoptées au XXe siècle par le IIIe Reich, est notamment célèbre pour avoir été l'un des compositeurs favoris d'Adolf Hitler. Il n'y a pas de loi en Israël interdisant de le jouer, mais les formations musicales s'en abstiennent.

L'oeuvre de Wagner reste taboue en Israël, même si en juillet 2001, le chef d'orchestre argentino-israélien Daniel Barenboïm avait osé jouer un extrait de Tristan et Iseult, avec l'Orchestre philharmonique de Berlin, à Jérusalem.

Jonathan Livny, chef de la Israel Wagner Society, a néanmoins salué la diffusion de la musique de Wagner par la radio publique. « Nous ne diffusons pas l'opinion du compositeur, mais la belle musique qu'il a écrite », a dit Livny, dont le père est un survivant de l'Holocauste. « Celui qui ne veut pas écouter cette musique peut éteindre la radio », a-t-il ajouté. LeParisien.fr 3 septembre 2018

En complément

- Antisémitisme «Corbyn doit reconnaître qu'il a un problème» - Liberation.fr

Il a osé soutenir des organisations palestiniennes, un crime !

- Pourquoi la chanteuse Lana Del Rey annule un concert en Israël? - Sputnik 02.09

La chanteuse américaine Lana Del Rey a annulé un concert prévu en Israël sous pression d'organisations pro-palestiniennes, justifiant sa décision par le fait qu'elle n'avait pas eu le temps d'organiser en même temps un concert en Palestine, selon

The Guardian.

La prochaine venue de la jeune femme en Israël avait provoqué une campagne pro-palestinienne pour l'annulation de sa prestation. Elle devait être la vedette du Festival Meteor en Haute Galilée prévu du 6 au 8 septembre en Israël, a indiqué The Guardian. Or la plupart des fans palestiniens de Lana Del Rey seront dans l'impossibilité de se rendre à ce festival.

«C'est important pour moi de chanter à la fois en Palestine et en Israël et traiter tous mes fans de façon équitable, a déclaré sur son compte Twitter l'artiste. Malheureusement, il n'a pas été possible d'enchaîner les deux visites par manque de temps, ce qui fait que je reporte ma prestation au Meteor Festival jusqu'au moment où je pourrais planifier des visites à la fois pour mes fans israéliens et palestiniens.» Sputnik 02.09

Syrie

- Moscou et Damas accusent Londres, Paris et Washington de préparer une attaque chimique - Réseau Voltaire 30 août 2018

Le destroyer USS The Sullivans (DDG-68) de l'US Navy avec 56 missiles de croisière à son bord a été prépositionné dans le golfe persique. Simultanément, un bombardier stratégique B-1 de l'US Air Force doté de 24 missiles de croisière air-sol AGM-158 JASSM est arrivé sur la base aérienne Al-Udeid au Qatar.

Le 29 août, le secrétaire général de l'Onu, António Guterres, a appelé toutes les parties impliquées en Syrie, à la retenue.

Le 30 août 2018, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et son homologue syrien, Walid al-Mouallem, ont, lors d'une conférence de presse jointe, accusé le MI6 britannique de préparer une attaque chimique en Syrie afin de justifier une attaque en retour de ce pays par les Occidentaux.

M. Lavrov a précisé que cette attaque était organisée via les Casques blancs, une ONG créée par le MI6 et qui a déjà participé de nombreuses fois aux combats.

M. al-Mouallem a indiqué que les Casques blancs venaient d'enlever 44 enfants dans le gouvernorat d'Idleb pour les sacrifier au cours de cette opération. Des experts anglophones de la compagnie britannique « Olive » sont arrivés à Kafr Zita pour superviser la mise en scène.

À Moscou, Alexeï Tsygankov, chef du Centre russe pour la réconciliation des conflits, a affirmé que les Casques blancs venaient d'acheminer des substances toxiques à Saraqib.

À Moscou, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a précisé que dans le cadre de cette opération, le MI6 venait de créer un compte Twitter au nom d'une fillette fictive, Hala, chargé de rendre compte en direct de l'attaque chimique et de l'attribuer au gouvernement syrien.

À Washington, l'ambassadeur de Russie, Anatoli Antonov, a mis en garde l'administration contre toute participation à cette opération sous faux drapeau. Réseau Voltaire 30 août 2018

En complément

- Syrie: Le pape lance un appel pour les civils d'Idlib - Reuters 03.09

Irak

- Irak: troubles près d'infrastructures stratégiques dans une région pétrolière - AFP 2 septembre 2018

Des centaines de manifestants bloquent dimanche différents points stratégiques de la province pétrolière de Bassora, berceau d'un mouvement de contestation sociale et qui, à ce jour, est également en proie à une crise sanitaire, a rapporté un correspondant de l'AFP.

Les exportations de pétrole ont atteint en août un pic annuel avec près de 112 millions de barils vendus pour plus de 7,7 milliards de dollars, selon le ministère du Pétrole.

Pourtant, la majorité des habitants, en particulier à Bassora, ont le sentiment de ne pas bénéficier des juteuses recettes de l'or noir et se plaignent d'un chômage galopant dans une région où les compagnies pétrolières emploient surtout de la main d'oeuvre étrangère.

Début juillet, ils avaient lancé de Bassora des manifestations qui ont ensuite gagné l'ensemble du sud du pays, pour réclamer de meilleurs services publics.

En outre, depuis trois semaines, la province de Bassora est en proie à une crise sanitaire sans précédent: près de 20.000 personnes ont été hospitalisées pour des intoxications après avoir bu de l'eau puisée dans le Chatt al-Arab.

L'agriculture, elle, pâtit également de cette pollution de l'eau, couplée à une sécheresse, importante cette année. AFP 2 septembre 2018

Inde

- En Inde, deux statues aussi politiques que gigantesques - AFP 3 septembre 2018

En proie à un accès de nationalisme et de gigantisme aux mains des nationalistes hindous, l'Inde est engagée dans la construction de deux statues titanesques. La première est en cours d'achèvement dans le Gujarat (ouest), bastion du Premier ministre Narendra Modi. La seconde, annoncée pour 2021, figurera un célèbre roi-guerrier hindou dans la baie de Bombay.

Chacune mesurera le double de la statue de la Liberté de New York. Coût de ces chantiers: environ 800 millions d'euros.

Le taille de ces statues et le choix des personnages qu'elles représentent - tous deux emblèmes nationalistes hindous - ne sont cependant pas anodins, alors que l'Inde entre en campagne électorale en vue des élections législatives de l'année prochaine.

Le Bharatiya Janata Party (BJP), parti au pouvoir depuis 2014 à New Delhi, "s'approprie des icônes depuis quelque temps", note Sudha Pai du Indian Council of Social Science Research.

Au Gujarat, la "Statue de l'Unité", en l'honneur de l'un des personnages-clés de l'indépendance, Sardar Vallabhbhai Patel, culminera bientôt à 182 mètres de haut au barrage Sardar Sarovar.

Sur ce chantier, des milliers de travailleurs s'affairent actuellement à poser le revêtement en bronze en vue de l'inauguration programmée pour le 31 octobre, date anniversaire de la naissance du premier ministre de l'Inde post-coloniale.

Aussi appelé "l'homme de fer de l'Inde", pour la façon dont il a négocié le ralliement d'États princiers à la nation fraîchement émancipée, Patel est une figure politique révérée par les nationalistes hindous.

Ceux-ci considèrent que l'Histoire l'a injustement oublié au profit de Jawaharlal Nehru, premier chef de gouvernement du pays et issu des rangs du parti du Congrès, formation actuellement dans l'opposition.

"Patel a été utilisé pour effacer l'héritage de Nehru. Le BJP veut changer la façon dont l'Histoire est perçue et montrer que la droite était tout aussi importante dans la lutte de l'Inde pour la liberté" contre le colon britannique, analyse Sudha Pai.

Les positions de Patel, socialement conservateur et économiquement favorable aux milieux d'affaires, sont assez proches de celles du BJP d'aujourd'hui, explique Ghanshyam Shah, ancien professeur à l'université Jawaharlal Nehru de New Delhi.

"Chaque Indien regrette que Sardar Patel ne soit pas devenu le premier Premier ministre" d'Inde, avait déclaré M. Modi en 2013.

En mettant en avant la place de Patel dans l'histoire indienne, la droite hindoue cherche à contrecarrer le legs de Nehru et sa famille, qui ont dirigé l'Inde moderne durant plusieurs décennies.

"Modi a énormément utilisé le legs de Patel dans ses campagnes électorales. Il utilisera très vraisemblablement la Statue de l'Unité durant la campagne à venir, mais je m'inquiète de la façon dont cela influencera les électeurs", estime Ghanshyam Shah.

En 2016, le Premier ministre indien a également posé à Bombay la première pierre d'un mémorial controversé du roi marathe Chhatrapati Shivaji, le montrant chargeant épée au vent sur son cheval.

Prévue pour s'élever sur un affleurement rocheux en pleine mer face à la mégapole, la structure du Shivaji devrait dépasser celle du Patel de 30 mètres - en prenant en compte les piédestaux.

Notoire pour avoir combattu l'empire musulman des Moghols au XVIIe siècle, ce chef de guerre hindou est un héros régional

au Maharashtra, État dont Bombay est la capitale. L'aéroport de la ville, la principale station ferroviaire ainsi qu'un parc sont déjà baptisés d'après Shivaji, dont le nom est souvent invoqué par le personnel politique local. AFP 3 septembre 2018

C'est ça, un truc "local" dont se foutent les Indiens ! Le nationalisme de l'extrême droite indienne ne concerne que le nord de l'Inde, et encore, seulement dans les Etats où le BJP est solidement implanté et principalement dans les grandes villes. Il attire les classes moyennes, les plus corrompues.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- COR-CGT et FO appellent à la mobilisation le 9 octobre - Reuters 31 août 2018

Les syndicats de salariés CGT et FO, ainsi que les syndicats étudiant Unef et lycéen UNL ont lancé jeudi soir un appel à une "première" journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle le 9 octobre contre la politique menée par le gouvernement.

L'Union syndicale Solidaires a également validé le principe de cette journée d'action mais doit encore valider la date retenue "lors de son instance nationale la semaine prochaine", est-il précisé dans un communiqué commun des cinq organisations.

Cette décision a été prise à l'issue d'une réunion intersyndicale organisée jeudi en fin de journée à l'initiative de FO.

Les cinq organisations précisent dans leur communiqué que cette "première journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle, étudiante et lycéenne" vise à dénoncer "une politique idéologique visant à la destruction de notre modèle social, favorisant notamment l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs".

Neuf organisations de retraités (CGT, FO, FSU, Solidaires, CFE-CGC, CFTC, FGR-FP, UNRPA Ensemble & Solidaires, LSR) avaient déjà appelé à manifester le 9 octobre. Reuters 31 août 2018

Une énième journée d'action bidon...

ECONOMIE

Argentine

- L'Argentine impuissante à enrayer la chute du peso - Reuters 30 août 2018

La banque centrale d'Argentine a porté jeudi son principal taux directeur à 60% dans l'espoir d'endiguer l'inflation, une initiative spectaculaire qui n'a pas suffi à enrayer la chute du peso, tombé à un plus bas historique face au dollar.

La monnaie argentine, qui a désormais perdu plus de la moitié de sa valeur depuis le début de l'année, plongeait de près de 20% vers 16h25 GMT, au-dessus de 40 pour un dollar, un creux sans précédent.

Le peso argentin est victime des inquiétudes suscitées par le niveau élevé de l'inflation, le ralentissement de l'économie et les conséquences plus larges des turbulences sur les marchés émergents liées à l'appréciation du dollar.

Outre le relèvement de son taux directeur de 15 points de base à 60%, la banque centrale a relevé le taux de réserves obligatoires des banques de cinq points.

Avant ces annonces, le coût d'une garantie contre un risque de défaut de l'Etat argentin sur sa dette en dollar à cinq ans avait bondi de plus de 40 points à 696 points selon les données d'IHS Markit.

La banque centrale a convoqué une réunion spéciale de son comité de politique monétaire, qui a voté à l'unanimité en faveur de ce relèvement de taux "en réponse à la situation des taux de change et au risque d'une inflation accrue", déclare-t-elle dans un communiqué.

Mercredi, pour tenter d'apaiser les marchés financiers, le gouvernement argentin a demandé au Fonds monétaire international (FMI) d'accélérer le versement d'une partie des 50 milliards de dollars de financements prévus. Le FMI a simplement déclaré étudier cette demande en réclamant un resserrement des politiques monétaires et budgétaires en Argentine.

En dépit de la signature de cet accord de financement avec le FMI au début de l'année, le président Mauricio Macri s'efforce de convaincre les marchés qu'il peut stimuler la croissance économique tout en réduisant les déficits publics et l'inflation.

Son chef de cabinet, Marcos Peña, a assuré jeudi devant la presse que le gouvernement "trouverait des moyens d'accélérer le processus de resserrement budgétaire".

L'Argentine est déjà convenue avec le FMI de ramener le déficit budgétaire cette année à 2,7% du produit intérieur brut (PIB) et à 1,3% l'an prochain, contre 3,7% en 2017.

Les mesures d'austérité rencontrent l'hostilité des Argentins qui doivent déjà faire face à une hausse de leurs factures de chauffage, d'électricité et d'eau.

La CGT, première confédération syndicale du pays, et d'autres syndicats ont appelé à des grèves générales de 24 heures et de 36 heures fin septembre pour protester contre ces mesures. Reuters 30 août 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 8 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- [Causerie au format pdf \(28 pages\)](#)

[Un petit mot personnel.](#)

Vendredi je suis allé en scooter à Chennai retirer mon overseas citizen of India card, autrement dit je suis devenu citoyen indien de l'étranger et je n'ai plus besoin de visa pour demeurer en Inde jusqu'à la fin de mes jours, ce qui équivaut à posséder la double nationalité française et indienne. J'avais entrepris cette démarche en novembre 2017 pour régler définitivement ma situation.

J'ai mis trois heures pour faire 180 kilomètres, la route était déserte à 6h du matin et excellente, je n'ai pas dépassé le 70 au compteur pour ménager mon nouveau scooter et profiter du paysage et du lever du soleil, en short, t-shirt et sandales comme toujours. Chennai a énormément changé depuis 2001 avec plein d'échangeurs et des voies à sens unique y compris en ville, de sorte qu'il n'y a pratiquement pas d'embouteillages, le trafic est fluide mais on ne s'arrête pas à des feux rouges, hormis trois ou quatre au total, et la chaussée était impeccable, j'en ai été agréablement surpris. Le retour a été plus pénible à cause de la chaleur, je n'avais rien emmené pour me couvrir la tête et je me suis pris un gros coup de soleil, pour un peu on va me prendre pour un touriste, ce que je déteste.

Avant de partir j'angoissais un peu parce que le port du casque est obligatoire à Chennai et je n'en ai pas évidemment, personne n'en porte où je vis depuis la loi qui est passée il y a deux ans. Selon les médias, les policiers étaient particulièrement attentifs à son respect et auraient dressé plus de 154.000 contraventions en deux ans. Tu parles, je me suis arrêté trois fois en ville pour demander mon chemin à des policiers qui s'en foutaient éperdument, ils étaient trop occupés avec leur iPhone ou à glander. Il paraît que 83% des conducteurs de deux-roues n'en portent pas à Chennai, parfois ils en ont un, mais pas sur la tête !

Sur ce plan-là les Indiens sont moins cons ou soumis que les Français qui obéissent au doigt et à l'oeil, ils ont adopté l'état d'esprit germanique en entrant dans l'UE il faut croire, bêtes et disciplinés.

Bref, j'avais le choix entre prendre le bus et devoir prendre ensuite un auto-rickshaw, ce qui m'aurait coûté 600 roupies pour un voyage de 4 h30 au moins à l'aller et la même chose au retour, soit 1.200 roupies, opter pour un bus climatisé et déboursier au total 1.900 roupies, ou prendre un taxi et payer environ 3.500 roupies, en essence je n'ai dépensé que 450 roupies aller/retour et j'étais rentré à 13h40. Selvi (ma compagne) a été heureuse de me revoir vivant ! Une bonne journée en somme et une bonne chose de régler.

Pour se marrer un instant, j'ai oublié de vous dire qu'il n'y avait pas de limitation de vitesse sur ces voies express genre autoroute, pas le moindre panneau, et si j'ai croisé des vaches, comme il avait plus les semaines précédentes elles broutaient l'herbe sur le bas-côté de la chaussée ou parfois sur le terre-plein central, alors qu'il y en a qui déboulent à fond la caisse, j'ai même été doublé

par une Jaguar et une grosse BMW qui filaient à toute allure, n'exagérons rien, disons à 130 ou 150 km/h, mais bon à cette vitesse-là une vache, la carcasse des passagers finirait au barbecue ou régalerait les charognards ! Non, ce n'est pas plus indécent que d'acheter une telle bagnole dans un pays pareil.

Je me suis aperçu qu'il m'arrivait d'être anxieux sans aucune raison apparente, hormis celles que je m'inventais. C'est peut-être dû à la vieillesse, parce qu'à mon âge on peut de moins en moins se retourner ou corriger notre trajectoire, les alternatives ont tendance à se faire rares, donc il faut éviter de faire des conneries ou de décider des trucs à la va vite. Et il y a toujours quelqu'un pour te dire ne fais pas ci ne fais pas ça, c'est pénible à la fin, alors le mieux c'est encore de décider soi-même et là tout se passe bien ou est sous contrôle.

C'était de la folie d'aller à Chennai en scooter (125cm³ Suzuki), le bout du monde ! Ils m'auraient privé de ce petit plaisir, alors que je n'en ai pas beaucoup déjà ; Pour aimer la vie et les autres, on n'a pas envie de vivre dans un monde où le plaisir n'existerait pas, personne ne serait heureux, mais le drame, c'est que c'est leur vie qui est ainsi ou plutôt la société. Vous me direz que pour vivre la tristesse, il faut connaître aussi le bonheur, ah oui, mais il est éphémère, tu n'as pas intérêt à le louper tellement il est tenu, tu pourras toujours te le raconter et le raconter aux autres, les Indiens sont très bavards.

A part cela, Kajaveli est venue me demander deux oignons et deux tomates pour préparer un cari (ou cary, curry), je ne pouvais pas lui refuser, c'est ma voisine d'en face et elle est plus pauvre que moi. Deux jours plus tard elle nous a apporté un cari de poisson au tamarin dans un grand bol, c'est gentil. Raika, mon autre voisine a raconté à ma compagne qu'ils ne s'en sortaient pas et elle a commencé aussi à travailler à mi-temps, toutes les deux ont des enfants en bas âge, elles ont moins de 25 ans. Du coup elle est tombée malade, gros mal de tête et elle est épuisée au point de dormir quand son époux rentre le soir, et comme elle n'avait pas préparé le repas, il l'a salement engueulée, s'il ne l'a pas frappé... Elle a raconté à Selvi qu'il n'était jamais là et picolait avec ses copains, et du coup son petit salaire ne suffit pas, tous mes voisins sont dans le même cas, c'est dramatique. J'évite de parler avec leurs époux qui a la première remarque se font menaçants ou tiennent des propos incohérents, ce qui ne m'empêche pas de leur rendre des services, comme par exemple leur prêter des outils.

Quand je vous dis que les Indiens ont des rapports épouvantables et des conditions de vie insupportables, je pourrais pratiquement l'illustrer quotidiennement, cela nous interpelle évidemment, c'est bien triste. Cela suffirait à expliquer ma radicalisation politique si c'était nécessaire. Et malgré tout il faut bien continuer à vivre...

[Cause toujours il en restera quelque chose...](#)

Les médias et ceux qui nous gouvernent ont pris l'habitude de relayer toutes sortes d'accusations non étayées à l'encontre des acteurs qui les encombrant ou qu'ils ont décidé d'éliminer, sachant pertinemment qu'elles étaient fabriquées ou l'oeuvre de minables faussaires connus ou anonymes, de manière à leur porter préjudice pour que la population s'en détourne et à apparaître comme les seuls garants de la vérité ou de la véritable information.

Comme ces accusations circulent en boucle continuellement, ils se fichent qu'elles soient éventées ou contredites plus tard ou même de devoir avouer eux-mêmes qu'ils s'étaient trompés, parce qu'entre temps elles auront pénétré profondément le cerveau des gens au point de se forger des convictions, qui par la suite seront pratiquement impossibles à déloger selon le principe qu'il n'y a pas de fumée sans feu, d'où la nécessité impérieuse de les traiter immédiatement avant que ce conditionnement n'opère ses ravages.

Quand une personne est accusée d'avoir commis un délit, on va éplucher sa vie et dans la plupart des cas on va s'apercevoir qu'elle n'a pas toujours eu un comportement exemplaire, ce dont évidemment elle ne s'était pas vantée lorsqu'on l'avait interrogée. Du coup, elle pourra être reconnue innocente du délit dont on l'avait accusé, mais certains passages de son passé peu reluisants laisseront des traces indélébiles. C'est le même principe qu'ils utilisent pour démolir quelqu'un ou faire en sorte que plus personne ne leur accorde leur confiance par la suite, ainsi leur objectif est atteint.

Alors quand on nous dit que cela n'a aucune incidence sur l'état d'esprit des travailleurs, qu'il nous soit permis d'en douter fortement, j'irais même plus loin en affirmant que les faits prouvent exactement le contraire et se traduit par la passivité des masses, leur neutralité, leur refus de se mobiliser, leur doute vis-à-vis de tout un chacun, y compris elles-mêmes, or c'est justement ce que les masses ont le plus besoin pour passer à l'action, avoir confiance en elles-mêmes et ne pas douter de leur capacité pour affronter et vaincre le régime en place. Sinon pourquoi la réaction se donnerait-elle autant de mal pour manipuler les masses si elle n'obtenait aucun résultat, un peu de logique s'il vous plaît.

Nous raconter à longueur de temps que le régime est en crise ne nous fait pas avancer d'un millimètre, qui ne le sait pas, qui ne s'en aperçoit pas dans sa vie quotidiennement, franchement, allons plus loin, cette fâcheuse manie de refuser obstinément d'envisager les rapports entre les classes sous un autre angle, ne manifesterait-il pas une méconnaissance des masses, et partant de là un manque de confiance dans les masses ?

[Un échange par courriel avec monsieur Thierry Meyssan \(Réseau Voltaire\).](#)

A propos de votre article "Comment l'administration de l'Onu organise la guerre".

Nous sommes tous les deux des citoyens du monde monsieur Meyssan !

Je vous rappelle que l'ONU "organise la guerre" depuis sa fondation, et que l'un de ses premiers actes criminels fut de sacrifier la Palestine, avec le soutien de Staline il faut préciser, le reste devait être à l'avenant et il le fut effectivement... Vous concéderez que cette terrible décision a eu des répercussions économiques et politiques mondiales jusqu'à nos jours...

Certes, mais les choses ont profondément changées : des Etats-membres organisent encore des guerres, mais cette fois, c'est aussi et d'abord l'administration de l'Onu, les hauts-fonctionnaires internationaux. Ils n'obéissent plus aux Etats dont ils sont issus, mais à des intérêts financiers sans patrie. En 1948, les sionistes assassinaient le comte Folke Bernadotte, aujourd'hui ce sont ses successeurs qui organisent la guerre.

Effectivement, les Etats ne servent plus que de caution à ces guerres. Et le suffrage universel ne sert plus qu'à élire les représentants qui les couvriront ou les justifieront, et puisque généralement ils étaient informés de ce qui les attendait quand ils n'étaient que candidats à des postes ministériels ou à la fonction suprême de chef de l'Etat, on ne peut pas dire qu'ils seraient otages de ce pouvoir occulte qu'on appelle aussi l'Etat profond, ils en sont plutôt les complices.

C'est en tout cas ce qu'on pouvait dire hier. Car la situation évolue très rapidement sous l'effet des conséquences néfastes ou désastreuses que cette politique occasionne, ce qui conduit les peuples à la rejeter et se traduit lors de chaque élection par l'éviction de ceux qui l'ont appliquée. C'est ce qui a amené une partie de l'oligarchie à s'interroger sur l'opportunité de modifier sa stratégie tout en conservant les mêmes objectifs, de manière à ne pas perdre la main sur les Etats qu'elle contrôlait, tout en continuant de déstabiliser ceux qui lui résistaient.

Je n'ai plus le temps de continuer cette analyse. Quelques pistes de réflexion pour la prochaine fois.

- En pratique, elle instrumentalise les conséquences de cette politique en alimentant l'extrême droite et le populisme et les musulmans lui servent de bouc émissaire pour finalement s'attaquer à toutes les couches exploitées...
- Il leur faut un ennemi réel ou imaginaire pour justifier leurs dépenses militaires, les restrictions aux libertés, l'austérité...
- Ce pouvoir de l'oligarchie était en gestion depuis longtemps...
- Peu de rotations du personnel dans la haute administration, les technocrates... ils se repassent les dossiers, les contre-réformes sont préparées depuis des décennies, chaque locataire de l'Elysée s'emploie à les faire passer petits bouts par petits bouts...

[Incroyable, je peux devenir populaire, mais pas populiste, mais pas auprès de mes lecteurs !](#)

- Toi aussi, Bernie ? Par Chris Hedges - Les Crises 3 septembre 2018

Commentaire recommandé par Les Crises

Tardieu

Tsipras, Sanders, Mélenchon, Corbyn et bien d'autres avant eux ont toujours été égaux à eux-mêmes... Pour l'ignorer on feint de le découvrir, et partant de là on spéculé, on fantasme, on échafaude des théories sur la politique qu'ils auraient menée, alors que tout était écrit depuis le début, il suffisait de savoir lire.

Il n'y avait pas à attendre un changement de régime d'Allende, Blum, Mitterrand, Hollande, Soares, Zapatero, Chavez, Maduro, Morales, etc. etc. car finalement ils incarnaient la même idéologie, les mêmes intérêts de classe qu'ils n'ont jamais remis en cause, tout le reste est du baratin...

Mais un changement de régime, est-ce ce que vous souhaitez ou préférez-vous entretenir l'illusion que le capitalisme serait réformable parce que finalement il vous a relativement épargné ?

En fait j'ai commis une erreur, je voulais dire la politique qu'ils auraient pu mener. Vous aurez constaté que je n'ai pas modifié mon discours d'une virgule, bien que les lecteurs de ce blog ne soient pas acquis à notre cause.

51 internautes partagent ce commentaire qui a déclenché la fureur des internautes qui se sentent démasqués...

Hier la distinction était moins apparente ou le "miracle" de la dialectique, comment la quantité s'est transformée en qualité

- Avec Macron on est passé d'une République aristocratique à un régime ploutocratique...

Sans qu'il y n'y ait d'incompatibilité entre les deux, comme entre le PS et LREM, les hauts fonctionnaires et les technocrates qui officiaient pour les présidents précédents sont pour la plupart demeurés en place, ceux qui ont depuis de nombreuses années préparer les dossiers et les contre-réformes que Macron entend adopter...

Parole d'Internaute

- "Pour conserver ce contrôle, le capitalisme dominant a besoin de maintenir 5 avantages par rapport aux pays émergents (la Chine principalement):

- accès privilégié aux ressources
- avantage militaire
- contrôle de la circulation de la monnaie
- avance technologique
- hégémonie médiatique et culturelle

Les guerres perpétuelles sont donc nécessaires pour empêcher la Chine ou d'autres pays émergents de remettre en cause ces 5 avantages, et notamment de menacer cet accès privilégié aux ressources, en justifiant une présence militaire sur la planète entière."

Il y a "urgence est à faire connaître les faits" au moment où s'installe pas-à-pas un régime totalitaire.

Seule la mobilisation de millions de travailleurs et de jeunes, unis avec leurs organisations, peut empêcher ce régime d'aller jusqu'au bout de sa logique : la destruction de tous les droits ouvriers et démocratiques et l'instauration d'un ordre corporatiste et totalitaire digne de Vichy.

Alors oui, l'urgence est à faire connaître les faits en élargissant la diffusion de La Tribune des travailleurs. L'urgence est à bâtir l'unité des rangs ouvriers pour balayer la contre-réforme des retraites, l'unité des rangs ouvriers pour chasser Macron et la Ve République. (Extrait de l'éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs publié le 6 septembre - Gare aux oiseaux de bon augure !)

Chacun s'y emploie à sa manière.

Achevons-les ! Macron : Dehors tout de suite !

- La popularité d'Emmanuel Macron en chute libre pour la rentrée - Le HuffPost 06.09 L

e plancher atteint en août est à nouveau battu dans la vague de septembre du baromètre YouGov pour Le HuffPost et CNews. L'alerte est d'autant plus sérieuse que pour la première fois, le président de la République obtient un score inférieur à celui du premier tour de la présidentielle 2017. Seulement 23% des sondés soutiennent désormais son action, en baisse de quatre points en un mois.

Pire, 69% des Français ont un avis négatif sur son action, soit une progression de sept points en un mois. Sur ce dernier point, c'est un résultat équivalent à celui de François Hollande en septembre 2013; le socialiste était alors à 21% d'opinions favorables.

Sans surprise, cette dégringolade rejailit sur Edouard Philippe. Comme le relève YouGov, "le premier ministre voit également son niveau de popularité baisser ce mois-ci pour atteindre à son tour un niveau d'impopularité record". Seuls 24% des Français ont une image positive de son action, en baisse de six points ce qui constitue la plus forte chute. Les opinions négatives augmentent de neuf points à 64%, ce qui est là encore un record.

De même la confiance dans le gouvernement s'effondre. Seulement 20% des sondés ont une opinion favorable de l'action de l'équipe ministérielle, soit sept points de moins.

Près de 4 Français sur 5 (78%) jugent que "les lobbys ont trop d'influence sur la politique française", selon les résultats d'une étude réalisée par l'institut YouGov pour Le HuffPost et CNews.

84% des sympathisants de La République En Marche jugent le poids des lobbys trop important tout comme 95% des électeurs de la France insoumise et 74% des soutiens du Rassemblement national (ex-FN).

Indicateur intéressant, quasiment la même proportion de l'opinion critique à l'égard des lobbys désapprouve la politique écologiste du gouvernement. 76% des personnes interrogées jugent que l'action menée par Emmanuel Macron n'est "pas bonne pour l'environnement". Un constat qui culmine à 93% chez les électeurs de Marine Le Pen, 89% chez ceux de Jean-Luc Mélenchon. Désormais, un sympathisant LREM sur deux (50%) partage ce sentiment. Le HuffPost 06.09

Quand le gouvernement dépense des millions d'euros en voyages d'agrément et rogne sur le niveau de vie des plus pauvres

- Coût du voyage de Philippe dans les Hautes-Alpes: "polémique inutile" pour Giraud (LREM) - AFP 6 septembre 2018

Le coût du déplacement mercredi dernier d'Edouard Philippe dans les Hautes-Alpes, épinglé par Le Canard enchaîné, provoque une "polémique inutile", considère le député LREM Joël Giraud, rapporteur général du Budget.

L'hebdomadaire relate qu'en raison de la panne d'un des deux avions type Casa prévus pour l'aller, deux hélicoptères Super Puma avaient été employés pour ce déplacement du Premier ministre.

Pour le retour, les Super Puma ont d'abord reconduit Edouard Philippe et ses équipes de Gap à Grenoble, où l'attendait le Casa, en raison des conditions météorologiques.

La presse a été reconduite en Casa à Paris, selon le témoignage d'une journaliste AFP. Facture totale: 150.000 euros d'après Le Canard enchaîné, 80.000 euros selon Matignon.

Ces 80.000 euros couvrent les transports du Premier ministre, d'élus, de chefs entreprises et de la presse, a-t-on précisé de même source à l'AFP.

Le recours à un vol privé Tokyo-Paris en décembre par Edouard Philippe pour le ramener plus vite de Nouvelle-Calédonie avait déjà fait polémique.

Le Premier ministre avait alors "assumé" la décision de recourir à un avion loué par Matignon à une société privée pour 350.000 euros, pour ramener du 5 au 6 décembre plusieurs ministres et une soixantaine de personnes en métropole, au lieu d'utiliser l'appareil de l'armée. AFP 6 septembre 2018

Quand l'Élysée se bunkérise pour protéger Macron.

- L'Élysée refuse de révéler le salaire de Benalla - L'Express.fr 6 septembre 2018

L'Élysée aurait refusé de dévoiler le montant du salaire d'Alexandre Benalla à deux députés car le "principe de la séparation des pouvoirs s'applique à l'égard du président de la République", révèle Le Parisien. En juillet dernier pourtant, après l'affaire, Alexandre Benalla avait confié au Monde être rémunéré 6 000 euros net par mois. L'Express.fr 6 septembre 2018

Soit 10.000 euros brut...

Il est bien le digne héritier de de Gaulle qui avait un penchant pour la tête de veau et qui prenait les Français pour des veaux.

- S'il était un plat, Emmanuel Macron serait une "blanquette de veau" : le portrait chinois du président devant des collégiens - Franceinfo 04.09

Avec Macron, même le veau est dévalorisé...

Il ne leur reste plus que la méthode Coué pour "tenir".

Emmanuel Macron encourage son gouvernement à "tenir" - L'Express.fr 6 septembre 2018

Dites-nous plutôt combien cela va vous rapporter.

- "Ça valait le coup": Hulot pense que sa démission a "provoqué un sursaut" - Le HuffPost 04.09

Quand ils avouent avoir renoncé à avoir "des élus exemplaires", on ne les contredira pas.

- Richard Ferrand en route vers la présidence de l'Assemblée nationale, une prime à la casserole? - Le HuffPost

C'est peu dire que ce remaniement a été décevant! François Nyssen reste au gouvernement malgré sa réticence persistante à respecter les règles d'urbanisme. Muriel Pénicaud est confirmée dans ses fonctions malgré sa fâcheuse habitude de donner des "rendez-vous secrets" avant les appels d'offres. Saluons néanmoins le départ de Laura Flessel, éclaboussée par une affaire de fraude fiscale...

Mais la simple déception a vite été remplacée par de la consternation. On nous annonce que Richard Ferrand ? qui, le 19 juin 2017, n'était pas assez bien pour rester au Gouvernement ? serait, aujourd'hui, favori pour devenir le 4e personnage de l'État!

Certes, l'information judiciaire ouverte depuis le 12 janvier 2018, suite à la plainte avec constitution de partie civile déposée par Anticor, est toujours en cours et n'a pas abouti à une condamnation...

Mais, même en l'absence de condamnation ou de mise en examen, les faits sont là: en 2011, Richard Ferrand – conseiller départemental et conseiller régional, à l'époque – a profité de ses fonctions de directeur d'une mutuelle pour permettre à sa compagne de réaliser une juteuse plus-value d'un demi-million sans risquer le moindre euro. À l'évidence, ce type de comportement, rendu possible grâce à un conflit d'intérêts parfaitement indéfendable, suffit à le disqualifier d'aspirer à de plus hautes fonctions (même si, lors du second tour des législatives, 20.991 électeurs de la 6e circonscription du Finistère ont visiblement pensé le contraire).

Force est de constater que la France est un des rares pays à s'interroger aussi longuement sur l'avenir politique de ses élus les moins scrupuleux. En Scandinavie, il n'y aurait même pas de débat. Un candidat plus vertueux serait préféré.

Que cette candidature soit sérieusement envisagée illustre à merveille la fameuse "prime à la casserole" théorisée par Philippe Séguin. Ah, comme elle est déjà loin la moralisation de la vie politique qui devait être le préalable à l'action du nouveau quinquennat!

Il est bien dommage que l'on ait renoncé aussi rapidement à avoir des élus exemplaires. Pourtant, comme le rappelait Gandhi, "l'exemple n'est pas le meilleur moyen de convaincre, c'est le seul".

Bon, Gandhi a dit et fait beaucoup de conneries. Être honnête ou sincère, plein de bonnes intentions, c'est bien mais insuffisant, cela ne remplacera jamais une argumentation bien étayée, une stratégie, une orientation ou un programme politique...

Incroyable, qui aurait cru qu'ils étaient compatibles ?

- RN, DLF, ex-GUD... Le lancement de campagne très à droite d'un candidat à la présidence des jeunes LR - Le HuffPost 6 septembre 2018

Toutes les droites y étaient...mais très peu de militants Les Républicains. Mercredi 5 septembre, un premier candidat s'est lancé dans la course à la présidence des jeunes LR, dont les dates du scrutin restent à définir. Le jeune Erik Tegnér, 25 ans, ex-soutien de Virginie Calmels reconverti en chantre de "l'union des droites", a débuté sa campagne devant environ 200 personnes réunies sur une péniche du centre parisien.

"J'ai choisi de me présenter parce qu'on a plus le temps. Il y a une question civilisationnelle, identitaire et démographique qui nécessite qu'en 2022, on accède au pouvoir", a prévenu le jeune candidat, vantant cette soirée de lancement comme une "démonstration de force" réunissant à la fois "des jeunes de partis plus à droite" et d'autres "hors-parti".

Comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête d'article, Erik Tegnér a amorcé cette campagne entouré d'une "union des droites"... particulièrement à droite. Des députés Sébastien Chenu (Rassemblement national) et Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France), en passant par l'essayiste souverainiste Paul-Marie Coûteaux ou encore le président du Parti chrétien-démocrate, Jean-Frédéric Poisson, de nombreuses personnalités de la droite et de l'extrême droite sont venues soutenir le jeune militant.

Dans l'assistance, on pouvait aussi croiser le porte-parole de Génération identitaire Romain Espino, ou encore Frédéric Pichon, ex-patron de l'organisation d'extrême droite Groupe union défense (GUD). Un seul élu républicain, peu connu, avait fait le déplacement: Louis-Alexandre Alciator, adjoint au maire de Clichy-la-Garenne. Sur place, Le HuffPost n'a rencontré aucun jeune s'affichant comme membre des Républicains.

"C'est une démarche de bon sens absolu", a lui vanté Nicolas Dupont-Aignan, au sujet de ce dialogue entre les droites prôné par la jeune sensation de la soirée. "C'est le seul chemin possible pour créer une alternative au mirage Macron. Sa force est

seulement liée à la faiblesse de l'opposition", a ajouté le président de Debout La France, félicité par Erik Tegnér pour "son choix courageux dans l'entre-deux-tours de rejoindre Marine Le Pen". Le HuffPost 6 septembre 2018

Comment instaurer un régime totalitaire. Attali nous livre le mode d'emploi.

C'est une obsession chez lui !

Ce qu'il propose, ce n'est pas une simple réforme du régime ou des institutions, mais un véritable changement de régime basé sur une réforme institutionnelle "totale". Et de préciser que "les enjeux ne sont pas des questions de personnes mais de structure" pour mettre en place ce qu'il appelle une "économie positive". Nous verrons plus loin de quelle structure il s'agit, celle d'un Etat totalitaire.

Et pour mettre les lecteurs en confiance ou leur prouver qu'il serait animé d'intentions bienveillantes, il prétend que ce nouveau modèle de société serait conforme à "l'intérêt des générations futures", alors qu'il ne se soucie guère de celui des générations présentes ou ne s'est jamais soucié de celui des générations passées, hormis pour leur pourrir la vie, mais les lecteurs ne sont pas censés le savoir ou l'avoir à l'esprit.

Ce qu'il propose, c'est de subordonner les institutions qui font appel au suffrage universel à deux institutions non élues qui disposerait d'un pouvoir "de contrôle des lois et des décrets" qu'aucune institution ne pourrait contester, en incluant les conséquences qui pourraient en découler pour les "intérêts des générations futures", qu'il faut traduire par les besoins futurs de l'oligarchie ou des capitalistes sachant qu'il se fout éperdument de ceux du peuple.

On pourrait imaginer qu'une loi qui serait contraire aux intérêts des générations présentes pourrait être adoptée dès lors qu'elle serait déclarée bénéfique pour les générations futures, ce qu'aucune génération future ne pourrait contredire puisqu'elle n'existerait pas, il suffirait que ces deux institutions s'en portent garantes pour qu'il en soit ainsi ou que cette loi soit adoptée. Ce qui préparerait l'adoption de lois contraires aux intérêts de toutes les générations présentes et futures au seul profit du marché, de l'oligarchie, sans qu'aucun contre-pouvoir ne puisse les contester.

Vous penserez peut-être qu'il n'y aurait pas grand chose de changer par rapport à ce que nous connaissons déjà, à ceci près que ce serait gravé dans la Constitution, non seulement vous n'auriez plus aucun droit politique, mais ce serait la norme, le nouveau modèle de société dans lequel nous devrions vivre, ce qui justifierait la répression contre quiconque s'avisait de le contester, il serait déclaré hors la loi, vous saisissez la distinction entre un régime passablement totalitaire donc qui tolère encore certaines libertés et un régime totalitaire tout court qui n'en tolère aucune. C'est le manuel d'une dictature absolue.

Il a instrumentalisé les problèmes dus à des variations climatiques qui ont des conséquences néfastes sur la population, pour placer sa propagande en faveur d'un régime totalitaire et justifier le contrôle des lois par des instances supérieures non élues, qui étendu du climat au climat des affaires permettrait à l'oligarchie de se doter d'un pouvoir illimité. Quand je pense que lorsque j'affirmais que notre combat politique devait être axé contre la Constitution, on me riait au nez, j'étais à côté de la plaque...

Aujourd'hui le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État ont le pouvoir de retoquer une loi, décision dont le président et le gouvernement peuvent tenir compte ou non, s'ils en tiennent compte tout rendre dans l'ordre, en revanche s'ils persistaient, on se retrouverait en présence d'un double pouvoir revendiquant le pouvoir, donc deux classes opposées ou aux intérêts contraires. Or avec la réforme institutionnelle "totale" que préconise Attali, cette loi ne viendrait même pas à exister sur le papier, elle ne ferait l'objet d'aucun débat parce que le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État s'y seraient opposés en amont, au préalable, le président et le gouvernement pourraient être déclarés hors la loi, et il suffirait que le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État appellent toutes les institutions à ne plus leur obéir ou à ne plus reconnaître leur autorité pour qu'ils soient renversés.

- Pour un ministère de l'économie positive par Jacques Attali - l'express.fr 05.09

Extrait. Telle est la définition de l'économie positive : celle qui se préoccupe, dans chacune de ses décisions, de l'intérêt des générations futures.

Cette réforme institutionnelle ne serait totale que si le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État voulaient bien reconnaître que la défense de l'intérêt des générations futures fait aussi partie de leurs prérogatives, dans le contrôle des lois et des décrets. Ne serait-ce que parce que la Constitution en fait une valeur sacrée de la République. l'express.fr 05.09

Totalitarisme. Quand l'Otan et le ministère des Armées deviennent le ministère de l'information ou le Ministère de la Vérité.

- «La France prépare un tour de vis contre la presse et commence par les médias russes» - sputniknews.com 05.09

Un rapport français publié le 4 septembre et intitulé «Les manipulations de l'information, un défi pour nos démocraties» s'en prend

à nouveau à la «propagande» des médias russes et recommande au gouvernement de marginaliser Sputnik et RT. L'historien des médias Antoine Lefebure dénonce un document qui précéderait un «muselage» de la presse.

«Les opérations informationnelles russes sont aujourd'hui un habile mélange de propagande de tradition soviétique et de divertissement à l'américaine.»

Quel programme! Quatre experts du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères (CAPS) et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) ont dévoilé le 4 septembre leur étude intitulée «Les manipulations de l'information, un défi pour nos démocraties». Le tout devant la ministre des Armées Florence Parly.

214 pages où la Russie occupe une place très importante, de même que ses médias publics, RT et Sputnik. Le ton accusateur avec lequel les experts jugent les médias russes fait un étrange écho à la bienveillance à l'égard du pouvoir. Par exemple, ils proposent de «décrédibiliser les médias propagandistes», sur le modèle d'Emmanuel Macron, dont l'équipe avait confirmé le 27 avril 2017 avoir refusé les accréditations presses à RT et Spuntik. Attaque contre la liberté de la presse? Pas pour nos «experts», qui assurent que cette décision peut «se justifier». En effet, RT et Sputnik «ne font pas un travail journalistique, mais de propagande». Pour la litanie d'exemples, on repassera.

Contacté par Sputnik France, l'historien des médias Antoine Lefebure dénonce un rapport «partiel et partial», qui s'inscrit dans l'agenda du gouvernement:

Contacté par Sputnik France, l'historien des médias Antoine Lefebure dénonce un rapport «partiel et partial», qui s'inscrit dans l'agenda du gouvernement:

«Ce rapport contient des données dont certaines sont justes et d'autres, plus que discutables. Il s'inscrit dans une volonté du gouvernement de préparer un tour de vis contre la presse en commençant par ce qui est le plus facile à atteindre: les organes de presse liés à des États étrangers. Il débute par les médias russes, car l'ambiance est à l'hostilité envers Moscou.»

Si Daesh, la Chine ou encore l'Iran sont également visés, le rapport, qui cite des «interlocuteurs dans les instances européennes», affirme que «80% des efforts d'influence» sont le fait de la Russie. Il faut bien cela pour «manipuler» les opinions occidentales.

Parfois, les solutions prônées par les experts ont de quoi surprendre. Le rapport se félicite par exemple d'une initiative balte, visant à faire essaimer des tribus d'«elfes» sur le Net, en opposition aux «trolls» qui séviraient pour le compte de Moscou. Quant à savoir ce qui fait de vous un charmant elfe ou un hideux troll, il y a fort à parier que votre ligne politique y soit pour beaucoup.

«Ce rapport est très politique et divise le monde entre le camp du Bien et le camp du Mal, qui est représenté par la Russie et ses alliés. En face nous avons les Gentils qui s'opposent aux informations qui viennent de Russie. Ce contexte rappelle un peu les années 60 et limite l'intérêt du rapport», analyse Antoine Lefebure.

Les experts du CAPS et de l'IRSEM saluent également le travail du think tank European Values, basé à Prague. (...)

Le ministère des Affaires étrangères et le ministère des Armées viennent de publier un rapport conjoint intitulé « Les Manipulations de l'information: un défi pour nos démocraties » dans lequel est préconisé de ne pas accréditer RT et Sputnik, médias russes. (...)

En revanche, rien sur les cas de censure, dont de nombreux comptes ont récemment fait l'objet sur Facebook et Twitter, notamment aux États-Unis. L'Oncle Sam serait même un exemple, puisque dans leurs 50 recommandations à destination des États pour lutter contre «la désinformation», les experts proposent d'«envisager l'enregistrement des médias étrangers» en suivant «l'exemple américain». Le PDG de Facebook, Mark Zuckerberg s'est de son côté fendu d'une tribune publiée dans le Washington Post le 4 septembre et dans laquelle il a rappelé les efforts du premier réseau social au monde pour «protéger la démocratie» en luttant contre la désinformation. Récemment, une vague de fermetures de comptes étiquetés à droite a frappé plusieurs réseaux, dont Facebook et Twitter, et déclenché l'ire de Donald Trump. Le 24 août, le locataire de la Maison-Blanche avait twitté ceci:

«Les géants des réseaux sociaux sont en train de réduire au silence des millions de gens. Nous ne pouvons pas tolérer cela, même si cela signifie que l'on continue à écouter les fake news de CNN dont les audiences ont beaucoup souffert. Les gens doivent pouvoir déterminer ce qui est vrai et ce qui est faux sans censure.» (...)

Les auteurs du rapport se félicitent même d'un «écosystème médiatique français relativement sain». Ce que conteste vivement Antoine Lefebure:

«Je pense que c'est une erreur de dire cela. Le paysage médiatique français n'est pas sain. 90% de la presse est tenue par des groupes financiers qui ont des intérêts multiples dans l'industrie de l'armement ou des télécommunications. Il n'y a

pas énormément de liberté pour les journalistes qui font leur boulot.

Le niveau n'est pas non plus excellent. Si vous prenez la presse anglo-saxonne, qui n'est pas parfaite, il y a tout de même plus de travail et de données. En France, nous sommes dans une espèce de mélange d'information biaisée et d'opinion.»

Les experts ont réponse à tout. Si les gouvernements sont obligés de museler davantage l'information, ce ne serait pas dans une volonté de contrôle de l'opinion publique, mais, encore une fois, de la faute de la Russie et des nations étrangères:

«D'autre part, un effet indirect qui est de générer chez les gouvernants une tentation liberticide. Cela pourrait être le véritable effet final recherché par les puissances étrangères à l'origine des manipulations de l'information: non pas tant de convaincre la population de tel ou tel récit que d'inciter les gouvernements à prendre des mesures contraires à leurs valeurs démocratiques et libérales.» sputniknews.com 05.09

La personnalité de deux des quatre rapporteurs de ce manuel de la tyrannie institutionnalisée en dit plus que de longs discours sur les intentions de ses commanditaires, l'OTAN, le Pentagone ou l'oligarchie financière.

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

Membre du conseil scientifique du Collège de Défense de l'OTAN. Prix maréchal Foch de l'Académie française 2013, Munich Young Leader 2018.0

Alexandre Escorcia

- Conseiller diplomatique du premier commandant suprême allié transformation de l'OTAN de nationalité française à Norfolk aux États-Unis (2009-2012)

Quelques passages de ce rapport.

A. L'Union européenne

Les phénomènes de manipulation de l'information ont fait l'objet dans l'Union européenne d'une prise en compte progressive et d'abord relativement éclatée entre institutions. Le sujet a initialement été appréhendé sous l'angle des relations extérieures de l'Union et de la nécessité de protéger l'image de l'UE dans son voisinage oriental.

Les promoteurs de la East StratCom Task Force prennent soin de préciser qu'« il ne s'agit pas de faire de la contre-propagande ».

B. L'OTAN

L'Alliance atlantique a une longue expérience sur ces questions, ayant été confrontée pendant la guerre froide aux tactiques soviétiques de « guerre psychologique » utilisant des « mesures actives ». Encore aujourd'hui, l'Alliance appréhende le phénomène principalement sous l'angle de la menace en provenance de Russie.

Au coeur de ce dispositif figure le centre d'excellence de l'OTAN sur la communication stratégique (NATO StratCom COE), créé en 2014 à Riga.

Le Parlement européen contre la propagande hostile

Le Parlement européen « 1. souligne que la propagande hostile contre l'Union européenne prend diverses formes et utilise divers outils, souvent conçus de façon à correspondre au profil des États membres, dans le but de déformer la vérité, d'instiller le doute, de diviser les États membres, d'entraîner un découplage stratégique entre l'Union européenne et ses partenaires d'Amérique du Nord, de paralyser le processus décisionnel, de discréditer les institutions de l'Union et les partenariats transatlantiques – dont le rôle dans l'architecture de sécurité et économique européenne est reconnu – aux yeux et dans l'esprit des citoyens de l'Union et des pays voisins, et de saper le discours politique européen fondé sur des valeurs démocratiques, les droits de l'homme et l'état de droit ; rappelle que l'un des principaux outils utilisés est l'incitation à la peur et à l'incertitude chez les citoyens de l'Union, ainsi que l'exagération de la puissance des acteurs étatiques et non étatiques hostiles ;

(Extrait de la résolution du Parlement européen du 23 novembre 2016 sur la communication stratégique de l'Union visant à contrer la propagande dirigée contre elle par des tiers.)

A. La vérification des faits

(Entendez, les faits qui ne sont pas conformes à ceux qu'ils fabriquent et qu'ils censurent systématiquement. - LVOG)

La vérification de la véracité des faits est la réponse la plus naturelle aux fausses nouvelles, et donc la plus répandue.

Cependant, la vérification des faits a aussi de nombreuses limites structurelles. Premièrement, le cerveau humain est relativement résistant à la correction. Les études montrent que la correction d'une croyance préalable n'est généralement pas efficace : la plupart des gens continuent d'utiliser en tout ou partie une information dont ils reconnaissent pourtant la fausseté. C'est un phénomène connu en psychologie sous le nom d'effet d'influence continue (continued-influence effect). Et il est d'autant plus fort que les croyances réfutées sont profondément ancrées : la vérification des faits fonctionne mieux sur les sujets nouveaux, ne suscitant pas d'idées préconçues. Le problème bien entendu est que « les fausses informations concernent aujourd'hui essentiellement des thèmes politiques qui reflètent des convictions idéologiques profondes ».

Ensuite, la vérification des faits est par définition un outil d'après coup : sa nature corrective signifie qu'il n'arrive que lorsque le mal est fait, après la diffusion de la fausse nouvelle. S'il permet de dénoncer ce qui est faux, tronqué ou fabriqué tout en faisant oeuvre de pédagogie, il n'efface pas l'impact psychologique important associé à la lecture d'une fausse nouvelle.

Par ailleurs, il n'atteint pas toujours, voire pas souvent, sa cible, c'est-à-dire que la correction n'est en général pas lue par les personnes qu'il s'agissait de convaincre : « les audiences les plus susceptibles d'être influencées par la désinformation russe pourraient aussi être les moins susceptibles de consommer régulièrement ou même d'accéder à des sites contrant la désinformation ». « Puisque les fake news sont le signe d'une défiance populaire à l'égard

Enfin, il y a aussi le risque que la vérification des faits devienne elle aussi un marché, dont se saisissent un nombre croissant d'acteurs (ONG, médias mais aussi plateformes digitales comme Facebook) : la logique du gain et/ou la volonté d'apparaître vertueux prennent parfois le pas sur la recherche de vérité, ce qui tend à décrédibiliser aux yeux de certains le recours à l'outil. Sans compter que cet outil est parfois détourné par ceux-là mêmes qui diffusent le plus de fausses nouvelles : RT a par exemple lancé un FakeCheck en quatre langues.

Toutes ces limites ne signifient pas que la vérification des faits n'est pas importante : elle est absolument nécessaire, mais aussi insuffisante. C'est un soin palliatif, qui doit être complété par d'autres mesures.

B. Initiatives normatives

(Quand des officines de la NED/CIA ou financés par elles ou des oligarques comme Soros sont chargés d'établir la liste des médias honnêtes. - LVOG)

Nous consommons des informations comme nous consommons de la nourriture. Les deux sont potentiellement bénéfiques et néfastes. Il faut donc faire un tri. De ce point de vue, la lutte contre les manipulations de l'information peut s'inspirer de l'étiquetage nutritionnel. C'est ce que certains appellent le « modèle Michelin » : des labels, index et classements permettant de distinguer les médias sérieux des autres. En 2014 déjà, Pomerantsev et Weiss recommandaient la création d'un classement international de la désinformation s'inspirant de la méthodologie des classements de Freedom House ou Transparency International.

Plusieurs initiatives sont en cours, dont un projet d'index global (disinformationindex.com). La plus prometteuse est sans doute l'initiative pour la confiance dans le journalisme (Journalism Trust Initiative) de Reporters sans frontières (RSF).

Le président Macron l'avait évoquée pour la soutenir dans ses vœux à la presse du 3 janvier 2018 (« une forme de certification des organes de presse respectant la déontologie du métier me paraît à cet égard non seulement intéressante, mais souhaitable »). RSF l'a officiellement lancée trois mois plus tard, le 3 avril, avec ses partenaires, l'agence France-Presse, l'Union européenne de radio-télévision et le Global Editors Network. Plutôt que d'identifier et blâmer les désinformateurs, il s'agit de « renverser la logique en donnant un avantage réel à tous ceux qui produisent des informations fiables, quel que soit leur statut », explique son secrétaire général Christophe Deloire, et de décerner un label de qualité aux médias qui le méritent, c'est-à-dire qui respectent un certain nombre de critères tels que l'indépendance éditoriale, la transparence ou la déontologie. Les médias seraient alors incités à les satisfaire afin de rassurer les annonceurs publicitaires qui recherchent des environnements stables et non contestés. Les plateformes digitales pourraient, à terme, décider de valoriser les contenus de qualité en mettant en avant dans leurs algorithmes les médias certifiés. L'approche de RSF se veut donc incitative.

C. La recherche

(Quand des think tanks financés et liés au Pentagone et à l'UE sont chargés de contrôler l'information. - LVOG)

Les think tanks et les universités s'emparent également du sujet. Pour ne citer que quelques exemples, le think tank

tchèque European Values organise depuis 2016 un StratCom Summit à Prague qui est l'un des rendez-vous annuels les plus importants du secteur. Le dernier en date, en avril 2018, a réuni 200 experts, gouvernementaux et de la société civile, d'une trentaine d'États. Aux États-Unis, l'Atlantic Council a mis en place une structure dédiée, le Digital Forensic Research Lab (DFRLab), qui est vite devenue une référence. Ce laboratoire, qui travaille étroitement avec l'équipe de Bellingcat, une plateforme d'investigation digitale, assure un rôle important de détection et d'enquête sur les principales campagnes de désinformation. À Bruxelles, le EU Disinfo Lab produit également des analyses remarquées. Signalons enfin l'Alliance for Securing Democracy (ASD), une organisation transatlantique bipartisane dont l'objectif est de répondre aux ingérences russes dans les processus démocratiques aux États-Unis et en Europe.

L'université n'est pas en reste, notamment au Royaume-Uni : l'université d'Oxford a un projet de recherche Computational Propaganda ; King's College London s'est doté d'un Centre for Strategic Communications ; la London School of Economics d'un programme (appelé Arena) pour « répondre aux défis de la désinformation », au sein de l'Institute of Global Affairs, etc. Ailleurs dans le monde, on peut également citer le Cyber News Verification Lab de l'université de Hong Kong et l'université de Lund qui travaille étroitement avec le MSB suédois.

E. Les journalistes

(Quand les médias qui fabriquent les fake news ou sont chargés de les colporter sont chargés de vérifier les faits. - LVOG)

Les journalistes sont naturellement en première ligne du combat contre les manipulations de l'information et, bien souvent, ils participent, voire sont à l'initiative, de certaines des actions précédentes, notamment la vérification des faits.

Pour lire ou consulter ce rapport : ● Ce rapport au format pdf - 214 pages

[Quand les oligarques nomment directement les ministres. La preuve.](#)

- Remaniement : Maracineanu, les dessous d'une nomination - LeParisien.fr 5 septembre 2018

C'est un coup de gueule dans notre journal qui a ouvert les portes du ministère des Sports à l'ancienne championne de natation. LeParisien.fr 5 septembre 2018

LeParisien est la propriété du groupe LVMH - Moët Hennessy Louis Vuitton, dont le principal actionnaire est l'oligarque Bernard Arnault, un des parrains de Macron.

Pour la petite histoire depuis le rachat du titre en 2015 par le milliardaire.

En mars 2016, le titre est accusé d'autocensure par plusieurs syndicats (SNJ, FO et SNJ-CGT) et par la Société de journalistes du quotidien.

En mars 2018, les délégués SNJ (syndicat national des journalistes) du Parisien déplorent que Bernard Arnault « s'invite trop souvent dans les pages » du journal, portant atteinte à la crédibilité de celui-ci. Wikipédia.org

Et s'invite au gouvernement au même titre que Bouygues, Dassault, Lagardère, Bolloré, Drahi, Pinault, Niel, Pigasse, quoi de plus normal en ploutocratie.

[Vous êtes invité à devenir un agent des services de renseignement par Alexis Corbière \(LFI\)](#)

- «Le problème de Facebook, c'est son caractère intrusif» - Slate.fr 07.09

À la question de Slate (5'58), «Un quart des Américains ont supprimé l'application Facebook de leur téléphones, et vous?», Alexis Corbière a répondu par la négative: «Non, je ne l'ai pas fait» mais trouve ce «phénomène intéressant»: «Le problème de Facebook c'est son caractère intrusif. Et ça il faut le combattre, il faut une législation là-dessus. Tous ces énormes Gafa échappent à tout. Il faut pouvoir leur appliquer une législation nationale. Est-ce que ça passe par le retrait de Facebook? Pourquoi pas, mais il doit y avoir une réflexion plus large». Slate.fr 07.09

Qu'un quart des Américains ait un niveau de conscience politique supérieur à celui d'Alexis Corbière est une bonne nouvelle ! Ce charlatan s'accommode très bien des Gafa et légitime ainsi leur pouvoir de nuisance extraordinaire, il est dans son rôle de social-démocrate gestionnaire du capitalisme, qui finalement n'est pas si mauvais que cela, il faut juste l'encadrer avec de bonnes lois... Allez monsieur Corbière, souhaitez-lui longue vie ! Vendu, escroc !

Comment les médias-oligarques endorment et manipulent les lecteurs.

La méthode.

Un coup ils sortent un article qui n'est pas à l'avantage de Macron, tout du moins le titre et sa présentation, ce que de nombreux internautes se bornent à lire sans aborder le contenu de l'article, où généralement cela s'arrange quand cela ne les contredit pas carrément.

Et un autre coup, d'emblée ils diffusent la propagande de l'Otan ou des idéologues de l'oligarchie fanatiques de la guerre.

Bref, c'est l'art d'entretenir la confusion ou de l'amalgame entre vérité et contrevérité ou demi-vérité et demi mensonge de manière à faire adhérer le plus grand nombre à leur politique.

Décrypter leur méthode est capital, car cela permet de les démasquer ou de semer le doute dans la tête de ceux qui leur étaient acquis, de saper ou neutraliser la base qui les soutient, donc affaiblir Macron et son gouvernement. Encore faudrait-il qu'on en profite pour faire passer notre politique, mais cela on en est encore incapable, hélas !

- Hulot ou un bigorneau, rien ne changera - Liberation.fr 04.09

Le ministère de l'Écologie restera un portefeuille fantoche tant que le capitalisme court-termiste sera le modèle économique dominant. Liberation.fr 04.09

Pour un peu Libération serait un opposant au néolibéralisme, à Macron. Et dans l'article suivant...c'est le capitalisme "court-termiste" qui est à l'honneur !

- Un rapport dissèque les manipulations de l'information par la Russie - Liberation.fr 04.09

Un rapport réalisé par deux instituts de recherche des ministères français des Affaires étrangères et des Armées... Il est forcément fiable ou non orienté... Sachant qu'ils sont acquis à l'Otan, ils nous prennent vraiment pour des cons !

Quand la guerre des clans fait rage au sommet de l'oligarchie anglo-saxonne.

Quand le groupe Bilderberg recourt à l'anonymat pour parvenir à ses fins.

- Le journaliste Bob Woodward signe un portrait accablant de Donald Trump - AFP 04.09

Le Washington Post, journal pour lequel travaillait Woodward.

Le Washington Post a publié ce mardi de longs extraits de « Peur », le livre écrit par le célèbre journaliste Bob Woodward et qui paraîtra le 11 septembre prochain aux Etats-Unis. Le journaliste, célèbre dans le monde entier pour son travail sur le scandale du Watergate dans les années 1970 avec Carl Bernstein, dresse tout au long des 448 pages de son ouvrage le portrait d'un président aussi impulsif qu'inculte, si l'on se fie aux premiers extraits publiés mardi par le Washington Post. AFP 04.09

Selon Woodward, Trump aurait suggéré au ministre de la Défense, Jim Mattis, de tuer ou "buter" Bachar al-Assad, pour "ordonner finalement des frappes plus classiques en guise de représailles" selon Le Parisien.

Donald Trump se comporterait "comme un écolier de CM2" selon Mattis. Woodward relate que Trump serait paranoïaque.

Voyons qui se comporte comme quoi et ce qu'il y a lieu d'en tirer comme conclusion.

Le Parisien - Quand des conseillers volent des documents sur le bureau de Trump. Au milieu du chaos semblant régner dans la Maison-Blanche telle qu'elle est dépeinte par Bob Woodward, certains en viennent à recourir à des méthodes peu orthodoxes pour limiter les effets du nationalisme économique du président. Gary Cohn, ancien conseiller économique, aurait ainsi « volé une lettre qui se trouvait sur le bureau de Trump » qui visait à retirer les Etats-Unis d'un accord commercial avec la Corée du Sud. D'après Cohn, Donald Trump n'a jamais remarqué qu'elle avait disparu. "J'ai juste pris le papier sur son bureau", a dit Cohn à un conseiller présidentiel, raconte le livre. (Précision de Reuters 04.09 - LVOG)

Et lorsque Rob Porter a eu pour consigne de rédiger une lettre notifiant le retrait des Etats-Unis de l'ALENA (accord de libre-échange incluant le Canada et le Mexique), Gary Cohn lui aurait assuré qu'il avait la solution : « Je peux arrêter ça. Il suffit que je

vole la lettre sur son bureau. » Le Parisien 04.09

Dans ces conditions, paranoïaque on le serait à moins, quant au comportement de Gary Cohn, c'est davantage celui d'un petit voyou que celui d'un écolier.

En matière de manipulation de l'information, un modèle du genre : le recours à la dénonciation calomnieuse anonyme.

- Le New York Times publie la tribune anonyme d'un "résistant" de l'administration Trump - AFP 6 septembre 2018

Le New York Times a publié mercredi la tribune anonyme d'un haut responsable de l'administration Trump qui explique pourquoi et comment il s'efforce, avec d'autres, de lutter de l'intérieur contre les "pires penchants" du locataire de la Maison Blanche.

La publication de ce témoignage intervient au lendemain de la diffusion de larges extraits d'un livre explosif du journaliste d'investigation Bob Woodward, qui dresse le portrait d'un président colérique et paranoïaque que ses collaborateurs s'efforcent de contrôler, voire de contourner, pour éviter de dangereux dérapages.

L'auteur de ce texte, intitulé "Je fais partie de la résistance au sein de l'administration Trump", souligne clairement qu'il ne s'agit pas pour lui de soutenir la démarche de la gauche américaine mais de protéger son pays contre le comportement de son 45e président.

"Nous pensons que nous avons d'abord un devoir envers notre pays, et que le président continue à agir d'une façon néfaste à la bonne santé de notre république", écrit-il.

"C'est la raison pour laquelle nous nous sommes engagés à faire ce que nous pouvons pour préserver nos institutions démocratiques tout en contrecarrant les impulsions les plus malencontreuses de M. Trump jusqu'à ce qu'il ait quitté son poste".

"Le coeur du problème est l'amoralité du président", poursuit-il.

Estimant que l'administration a engrangé un certain nombre d'avancées depuis son élection --déréglementation, réforme fiscale, renforcement de l'armée-- il juge que ces dernières ont été obtenues "en dépit de et non grâce" à Donald Trump, dont il qualifie le style de "mesquin", "impétueux" et "inefficace".

Le New York Times explique avoir pris la décision rare de publier une tribune anonyme à la demande de son auteur, dont le quotidien connaît l'identité. "Nous pensons que publier cet essai est le seul moyen de permettre à nos lecteurs de prendre connaissance d'un point de vue important", dit le journal. AFP 6 septembre 2018

Et dire qu'il y en a qui vont jusqu'à nier l'existence de l'Etat profond et sa collusion avec la pseudo-gauche, les médias-oligarques, le Pentagone.

- Après la tribune dans le NY Times, Trump évoque une menace contre la démocratie - Reuters 7 septembre 2018

Donald Trump, en meeting électoral jeudi soir dans le Montana, a estimé que la tribune anonyme publiée dans le New York Times révélait, si son contenu est exact, l'existence d'une menace contre la démocratie américaine au sein même des structures du pouvoir.

"Des agents non élus de l'Etat profond qui s'opposent aux électeurs pour promouvoir leurs propres programmes secrets sont véritablement une menace pour la démocratie elle-même", a dit le président américain à Billings.

"Est-ce de la subversion? Est-ce de la trahison? C'est une chose horrible", a-t-il dit à ses partisans venus l'écouter à Billings.

"L'Etat profond et la gauche, et leur véhicule, les médias bidons (the Fake News Media), deviennent fous et ils ne savent plus quoi faire", avait-il tweeté tôt jeudi matin avant d'égrener les performances de l'économie américaine et du marché de l'emploi. Reuters 7 septembre 2018

Quand ils en deviennent hystériques.

- Les démocrates assaillent le candidat de Trump à la Cour suprême - AFP 04.09

- Cette photo du candidat de Trump à la Cour suprême a fait scandale - Le HuffPost 04.09

Il n'a pas serré la main d'un inconnu...

La désinformation au service de la propagande de guerre.

- Donald Trump a commenté les informations sur sa prétendue intention de faire tuer Assad - sputniknews.com 05.09

Donald Trump a déclaré mercredi qu'il n'avait pas discuté de la possibilité de faire assassiner le Président syrien Bachar el-Assad, démentant ainsi les révélations que le journaliste américain Bob Woodward fait dans son livre consacré à la présidence de Trump à paraître le 11 septembre prochain.

Donald Trump a commenté les révélations de Bob Woodward sur l'assassinat de Bachar el-Assad. Le Président américain a déclaré à des journalistes qu'il n'avait pas discuté de la possibilité de faire assassiner le Président syrien.

«Cela n'a jamais été envisagé», a souligné Donald Trump, interrogé à ce sujet par des journalistes dans le Bureau ovale lors de sa rencontre avec l'émir du Koweït.

Le chef de l'État américain a par ailleurs qualifié le livre de Bob Woodward de «fiction». sputniknews.com 05.09

[Affaire Skripal. Traitement partiel et partial de l'information. Cherchez l'erreur.](#)

Londres professe des accusations et prétend avoir des preuves, mais quand Moscou lui demande de les rendre public ou de lui communiquer, Londres refuse.

- Novitchok : nouvelles accusations, nouveau démenti russe - euronews 6 septembre 2018

Sur un plateau de télévision ce mercredi, la porte-parole du ministère russe des Affaires Etrangères a rejeté à nouveau les accusations britanniques : "Les noms et les photographies qui ont été publiés dans les médias ne nous disent rien", a déclaré Maria Zakharova à propos des deux hommes accusés par Londres d'avoir tenté d'empoisonner Sergueï et Ioulia Skripal au Novitchok.

"La Russie continue de demander que toutes les informations et les données lui soient communiquées sur ces affaires. Et la Russie reste ouverte à la collaboration - malgré le manque total de respect et de volonté de coopérer de la part des Britanniques. Nous voulons que Londres le sache". euronews 6 septembre 2018

Cet article renvoie les deux acteurs principaux dos-à-dos, vous pourriez donc croire à un traitement impartial de l'information, et bien détrompez-vous. En voici la preuve.

- Le Royaume-Uni relance l'affaire Skripal - Réseau Voltaire 5 septembre 2018

Le Premier ministre britannique, Theresa May, a révélé à la Chambre des Communes, le 5 septembre, que Scotland Yard était parvenu à identifier les auteurs de l'attaque au Novitchok contre Sergueï et Yulia Skripal ainsi que contre le sergent Nick Bailey [1].

Les deux hommes, du nom d'Alexander Petrov et de Ruslan Boshirov (des noms très communs en Russie), sont arrivés de Moscou à l'aéroport de Gatwick, le 2 mars à 15h et sont repartis à Moscou deux jours après, le 4 mars à 22h30.

Le Royaume-Uni n'a pas adressé de demande d'extradition à la Russie car celle-ci n'extrade jamais ses ressortissants.

Le gouvernement russe a immédiatement affirmé ne pas savoir de qui il s'agissait et a demandé à Londres de lui transmettre les empreintes digitales de ces personnes. La procédure d'attribution de visas à des citoyens russes exige en effet une prise d'empreintes. Cependant, le gouvernement May s'y est opposé.

En l'absence de moyens d'identification les accusations britanniques restent invérifiables. Réseau Voltaire 5 septembre 2018

Le conflit entre le Royaume-Uni et la Russie a hanté le XIXème et le XXème siècle. Il n'était pas rare que les Britanniques utilisent de fausses preuves pour accuser les Russes de nouveaux maux. Ainsi, en 1924, avec une fausse tentative soviétique d'influencer les élections au Royaume-Uni [2]. Réseau Voltaire, 23 avril 2018.

[1] "Theresa May statement on the Salisbury investigation", by Theresa May, Voltaire Network, 5 September 2018.

[2] Sur le faux télégramme Zinoviev, voir : « L'affaire Skripal : le mensonge de trop ? », par Michael Jabara Carley, Traduction Jean-Marc Chicot, Strategic Culture Foundation (Russie)

Vous avez situé où se trouvait le lézard, le trou, l'information manquante, censuré par euronews, qui change tout.

Le gouvernement russe a immédiatement (...) demandé à Londres de lui transmettre les empreintes digitales de ces personnes. La procédure d'attribution de visas à des citoyens russes exige en effet une prise d'empreintes. Cependant, le gouvernement May s'y est opposé.

- Moscou fera bientôt connaître au monde l'histoire de l'affaire Skripal - sputniknews.com 05.09

La Russie a l'intention de présenter prochainement l'histoire de l'affaire Skripal à La Haye et à New York, apprend-on dans le communiqué que le ministère des Affaires étrangères a diffusé mercredi.

Moscou fera bientôt connaître au monde l'histoire de l'affaire Skripal, a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères.

«Nous ferons prochainement connaître à la communauté internationale "l'histoire de l'affaire". Nous le ferons à La Haye et à New York. Nous sommes convaincus que tôt ou tard nous mettrons fin aux tentatives britanniques pour chercher des prétextes toujours nouveau pour nous attaquer», indique le communiqué du ministère russe des Affaires étrangères mise en ligne le 5 septembre. sputniknews.com 05.09

- Moscou réagit à la publication des photos des Russes suspectés dans l'affaire Skripal sputniknews.com 05.09

La police de sa Majesté a publié des photos des Russes suspectés dans l'empoisonnement de Sergueï Skripal et sa fille Iulia à Salisbury. Or, le ministère russe des Affaires étrangères souligne que ni les noms ni les photos des suspects «ne disent quoi que ce soit à Moscou». D'ailleurs, le gouvernement britannique n'exclut pas qu'il puisse s'agir de pseudonymes.

«Des médias ont publié les assertions de responsables britanniques sur les suspects dans les empoisonnements à Salisbury et à Amesbury. On cherche à les lier à la Russie. Les noms ainsi que les photos publiés ne nous disent rien», a souligné la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

- Les étranges photos des « espions russes » - Réseau Voltaire 6 septembre 2018

Scotland Yard a publié les photographies de l'arrivée des deux « espions russes » présumés de l'affaire Skripal, à l'aéroport de Gatwick, le 2 mars 2018.

Cependant, les photos, prises par la même caméra de surveillance à la sortie du même vol, portent exactement la même heure à la seconde près. Réseau Voltaire 6 septembre 2018

[Tous les peuples résistent.](#)

- Crise sociale en Irak: un nouveau mort à Bassora, des obus sur la zone verte à Bagdad - AFP

Trois obus se sont abattus tôt vendredi sur la Zone verte où siègent les autorités à Bagdad, alors qu'un couvre-feu était imposé à Bassora, province pétrolière du sud, après la mort d'un nouveau manifestant et l'incendie de bâtiments publics et de sièges de partis. AFP

- Nouvelles manifestations contre la cherté de la vie au Yémen - AFP

Des milliers de Yéménites ont de nouveau manifesté jeudi à Aden contre la cherté de la vie, réclamant le départ du gouvernement de ce pays ravagé par la guerre et en proie à la pire crise humanitaire au monde. AFP

[Leur vieux monde hideux](#)

Grille de lecture.

Ce sont les mêmes qui sont à l'origine de la prostitution et de la pornographie à grande échelle et qui prétendent défendre les droits des femmes. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous ne participons à aucune de leurs campagnes, mieux nous les dénonçons et les combattons.

- Les domestiques au Liban, un esclavage qui ne dit pas son nom - Slate.fr 2 septembre 2018

Plus de 250.000 travailleuses domestiques immigrées sont employées dans les foyers, liées à leurs employeurs par un système de parrainage qui ne leur garantit aucun droit. Slate.fr 2 septembre 2018

- Des milliers d'Ukrainiennes dans l'enfer de l'esclavage sexuel - sputniknews.com 05.09

La pauvreté, la guerre dans le Donbass et l'ignorance juridique ont fait de l'Ukraine l'un des principaux fournisseurs de prostituées au monde, explique le journal Izvestia. sputniknews.com 05.09

Ils osent tout

La question qui tue celui qui ose la poser ou en douter.

- Emmanuel Macron face au soupçon d'un pouvoir trop sûr de lui - AFP

La Macronie manque-t-elle d'"humilité"? AFP

- Manque d'humilité? Emmanuel Macron préfère revendiquer "un doute sain" - Le HuffPost

- Privatiser La Poste, quelle bonne idée ! - LePoint.fr 04.09

La Deutsche Post et le Royal Mail ont été privatisés avec succès. Et pourquoi conserver une banque publique dans un secteur bancaire essentiellement privé ? LePoint.fr 04.09

- Alain Carignon, l'incroyable come-back - L'Express.fr 04.09

Maire il y a trente-cinq ans, ministre, passé par la case prison... Il veut se présenter aux municipales à Grenoble en 2020. L'Express.fr 04.09

- Explosion des chiffres des violences faites aux femmes - Reuters

- La France prête à de nouvelles frappes en Syrie, dit Lecointre - Reuters

- Michael Moore compare Trump à Hitler dans un nouveau documentaire - Reuters

- Novitochok: Londres tient Vladimir Poutine pour responsable - AFP

- Skripal: les pays occidentaux soutiennent les conclusions britanniques - L'Express.fr

- Les États-Unis accusent la Syrie de préparer une attaque chimique à Idlib - LeFigaro.fr

- Les États-Unis affirment détenir de «nombreuses preuves» que le gouvernement syrien préparerait des armes chimiques destinées à l'offensive imminente contre Idlib. Une affirmation démentie par Damas.LeFigaro.fr

- Le «Coachella israélien» miné par les appels au boycott propalestinien - Liberation.fr

Le festival Meteor a vu une quinzaine de ses têtes d'affiche, dont la chanteuse Lana Del Rey ou le groupe Rockers of Montreal (photo), annuler leur venue en Israël... Liberation.fr

- Veillée d'armes et pourparlers autour d'Idlib - Liberation.fr

La dernière zone contrôlée par l'opposition vit dans l'attente d'une probable offensive du régime et de ses alliés, au moment où se tiennent deux réunions sur l'avenir de la région. L'ONU et les ONG s'inquiètent des conséquences catastrophiques en cas d'assaut. Liberation.fr

- Un tribunal brésilien annule la suspension du glyphosate - Reuters 04.09

- Colin Kaepernick, le joueur de foot américain antiraciste, devient le visage de la dernière campagne de Nike - Franceinfo 04.09

Mimétisme.

- Birmanie : l'ONU demande la libération "immédiate" des journalistes de Reuters - AFP 04.09

- La France apporte son soutien aux journalistes condamnés en Birmanie - Atlantico.fr 04.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Israël revendique plus de 200 agressions contre la Syrie en 18 mois - Réseau Voltaire 5 septembre 2018

Intervenant à la conférence anti-terroriste d'Herzliya, le 4 septembre 2018, le ministre israélien du Renseignement et des Transports, Yisraël Katz, a revendiqué plus de 200 opérations militaires contre la Syrie au cours des 18 derniers mois (photo).

Tout en prétendant que ces opérations ont visé principalement des objectifs liés aux Gardiens de la Révolution iraniens (c'est-à-dire incluant le Hezbollah libanais), il n'a pas caché que beaucoup d'entre elles faisaient partie de la guerre internationale contre la Syrie.

Ces opérations auraient —selon un officier israélien qui accompagnait le ministre— compris le tir de plus de 800 missiles et obus de mortiers. La dernière opération a eu lieu le jour-même à Wadi Al Uyun (Hama).

D'une manière générale, selon nos observations sur place, les opérations militaires israéliennes sont coordonnées avec les organisations jihadistes, Tsahal intervenant pour les couvrir au plan aérien. Les avions israéliens tirent, autant que possible, depuis l'espace aérien libanais ou international, sans pénétrer dans l'espace aérien syrien.

Alors que la plupart des États occidentaux et arabes du Golfe arment et financent les jihadistes, mais s'abstiennent d'intervenir sur le terrain, les États-Unis et Israël sont directement parties prenantes au conflit. D'autres États ont choisi de ne déployer que des Forces spéciales, notamment la France et le Royaume-Uni.

La guerre contre la Syrie a été planifiée par le Pentagone dans le cadre de la stratégie Rumsfeld-Cebrowski de 2001 [1]. Tout en se joignant au commandement US, chacun des alliés a poursuivi ses propres buts. Le Royaume-Uni a perturbé le plan US en poursuivant sa propre stratégie du « printemps arabe » de 2005, la France sa stratégie de 1921 d'enrôlement de milices kurdes contre les indépendantistes arabes, et Israël sa stratégie du « plan Yinon » de 1982 [2].

Notes.

[1] « Le projet militaire des États-Unis pour le monde », par Thierry Meyssan, Haïti Liberté (Haïti) , Réseau Voltaire, 22 août 2017.

[2] "A Strategy for Israel in the Nineteen Eighties (The "Yinon Plan")", by Oded Yinon, Translation Israel Shahak, Kivunim (Israel) , Voltaire Network, 1 February 1982. « Du "plan Yinon" à la "stratégie Yaalon" », par Alfredo Jalife-Rahme, Traduction Arnaud Bréart, La Jornada (Mexique) , Réseau Voltaire, 19 novembre 2014. Réseau Voltaire | 5 septembre 2018

1.2- L'implication d'Israël dans la guerre contre la Syrie - Réseau Voltaire 6 septembre 2018

Selon Foreign Policy [1], Israël aurait payé, depuis 2013, plusieurs milliers de combattants durant la guerre contre la Syrie, au tarif de 75 dollars par mois. L'État hébreu aurait également fourni des armes par trois points de passage le long de la ligne de démarcation à partir d'août 2014. Cette aide militaire s'est doublée d'une aide humanitaire. Cependant, Israël aurait cessé son soutien, en juillet 2018, à la suite d'un accord avec la Russie stipulant le retrait des troupes iraniennes à 50 miles (80 km) de la ligne de démarcation.

Ces informations confirment ce que nous avons toujours dit. Mais elles sont bien en dessous de la réalité.

- Le soutien aux jihadistes contre la Syrie a commencé avant le début des événements. Ainsi, la première opération militaire, à Deraa (mosquée al-Omari), le 18 mars 2011, était encadrée par des officiers israéliens. Elle se termina par la prise du Centre des Renseignements chargé de surveiller le Golan occupé par Israël.

- Israël a organisé la prise par Al-Qaïda de la zone de démarcation confiée à la FNUOD, en août 2014, de manière à pouvoir plus facilement transporter des armes lourdes en Syrie. En juin 2016, les États-Unis et la Russie étaient convenus de déposer ensemble un projet de résolution au Conseil de sécurité pour enjoindre Israël de cesser son soutien à Al-Qaïda et de rétablir les Casques bleus de la FNUOD [2]. Au dernier moment, le Pentagone s'était opposé à ce projet de résolution.

- Le soutien humanitaire comprenait les soins médicaux de plus de 3 000 combattants d'Al-Qaïda et leurs familles au Ziv Medical Centre où le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, s'est fait filmer en train de féliciter leurs officiers (photo).

- Le projet d'accord russo-israélien sur le retrait des troupes iraniennes n'a jamais été conclu, la partie russe l'ayant décliné.

Le rôle d'Israël avait déjà été évoqué dans des termes proches par le Wall Street Journal [3]. Le quotidien financier établissait une comparaison avec l'opération « Bonne frontière » qu'Israël avait mise en œuvre à la frontière libanaise juste avant d'envahir le Liban, en 1982. Si Foreign Policy n'y fait pas référence, c'est parce qu'il explique le soutien aux jihadistes en Syrie par la rhétorique anti-iranienne. Réseau Voltaire 6 septembre 2018

Notes.

[1] "In Secret Program, Israel Armed and Funded Rebel Groups in Southern Syria", Elizabeth Tsurkov, Foreign Policy, September 6, 2018.

[2] « Le Conseil de sécurité s'apprête à enjoindre à Israël de rompre avec al-Qaïda », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 juillet 2016.

[3] "Israel Gives Secret Aid to Syrian Rebels", Rory Jones & Noam Raydan & Suha Ma'ayeh, The Wall Street Journal, June 19, 2017.

1.3- La Syrie reconstruit ses écoles - Réseau Voltaire 3 septembre 2018

Malgré les difficultés financières, la République arabe syrienne a commencé à reconstruire le pays en mettant la priorité non pas sur les habitations personnelles, mais sur les infrastructures et les services publics.

Les principales routes du Sud du pays ont déjà été refaites.

Surtout, 350 000 professeurs ont repris l'école dont 30 000 nouveaux qui ont été recrutés, 100 nouvelles écoles sont en cours de construction et 3 000 devraient être reconstruites d'ici trois ans.

Opposé à tout enseignement autre que le Coran, les jihadistes avaient systématiquement détruit —avec le soutien de l'Otan— les écoles dans les territoires qu'ils occupaient. Durant sept ans, de nombreux enfants ont été privés d'école par l'agression étrangère. Réseau Voltaire 3 septembre 2018

1.4- L'opposition armée syrienne appelle Moscou et Ankara à bombarder Idleb - Réseau Voltaire 4 septembre 2018

Fuad Elîko, porte-parole de « Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution », a appelé la Turquie et la Russie à éradiquer Al-Qaïda d'Idleb (Nord de la Syrie).

Pour le leader de l'opposition armée à Damas, le Front al-Nosra qui contrôle 60 % de la région d'Idleb est une organisation terroriste.

Cette déclaration intervient de manière surprenante alors que les messages d'appel à ne pas attaquer Idleb se multiplient en Occident.

M. Elîko est considéré comme proche de la Turquie. Ankara vient de renforcer son dispositif militaire à sa frontière afin de prévenir un flux de réfugiés si les jihadistes d'Idleb étaient attaqués. Réseau Voltaire 4 septembre 2018

1.5- En complément. Comment les puissances occidentales apportent leur soutien aux barbares qui ont pris en otage la population d'Idlib et la terrorisent.

Grille de lecture.

La menace, c'est évidemment l'armée de la République arabe syrienne et ses alliés, et non ces barbares soutenus par le Pentagone, Bruxelles, Londres et Paris.

- Syrie: L'aviation russe pilonne à nouveau la province d'Idlib - Reuters 04.09
- Les réfugiés d'Idleb sous la menace d'une offensive de Damas - AFP 04.09
- Syrie: laisser la porte "ouverte à la négociation" à Idleb (Le Drian à l'AFP) - AFP 04.09
- Syrie : le Conseil de sécurité de l'ONU se réunira sur la situation à Idlib - LeParisien.fr 04.09
- Rentrée des classes à Idleb, menacée d'une offensive du régime - AFP 04.09

Et vous remarquerez à quel point ils sont bien intentionnés envers l'extrême droite quand cela les arrange, ils osent tout, quoi.

- Brésil : le candidat d'extrême droite à la présidentielle poignardé pendant un bain de foule - Franceinfo
- Valls à Barcelone, c'est presque fait - LeParisien.fr

Petit nouveau dans l'arène politique espagnole, Manuel Valls est l'attraction médiatique de cette rentrée à Barcelone. LeParisien.fr

Entendez par "attraction médiatique" que les médias le parrainent, s'emploient à essayer faire monter sa popularité...

2- Palestine occupée

- À peine transférée à Jérusalem, l'ambassade de ce pays est de retour à Tel Aviv - sputniknews.com 06.09

Le gouvernement paraguayen a annoncé le retour de son ambassade en Israël à Tel Aviv, moins de quatre mois après son transfert à Jérusalem. Apprenant cette nouvelle, le Premier ministre de l'État hébreu a ordonné la fermeture de l'ambassade israélienne à Asuncion.

Le ministre paraguayen des Affaires étrangères, Luis Alberto Castiglioni, a annoncé mercredi que le gouvernement de son pays avait décidé un nouveau transfert de son ambassade en Israël, de Jérusalem à Tel Aviv, et d'appliquer immédiatement cette mesure.

En effet, si sous l'ancien Président, Horacio Cartes, ce pays sud-américain avait été le troisième à transférer son ambassade de Tel Aviv à Jérusalem, le nouveau dirigeant, Mario Abdo Benitez, s'est opposé à ce changement, informe l'AP.

À cette annonce, Israël a déclaré qu'il fermait son ambassade au Paraguay, affirmant que cette décision rendrait «tendus» les liens des deux pays.

Et, comme le précise l'agence AFP, Benjamin Netanyahu a ordonné la fermeture de l'ambassade de son pays au Paraguay.

«Le Premier ministre a demandé au ministère des Affaires étrangères de fermer l'ambassade d'Israël au Paraguay», cite la source un communiqué du bureau du chef du gouvernement. sputniknews.com 06.09

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Ukraine

- Des milliers d'Ukrainiennes dans l'enfer de l'esclavage sexuel sputniknews.com 05.09

La Turquie, Israël, la Pologne et les Émirats arabes unis sont les principaux importateurs d'esclaves sexuelles ukrainiennes, écrit mercredi 5 septembre le quotidien Izvestia.

La pauvreté, la guerre dans le Donbass et l'ignorance juridique ont fait de l'Ukraine l'un des principaux fournisseurs de prostituées au monde, explique le journal Izvestia. Certaines jeunes femmes se font amadouer par la promesse d'un «travail» spécifique

et apprennent qu'elles doivent accorder des services sexuels une fois qu'elles sont arrivées sur place. Rien que le mois dernier, les policiers ont bloqué les canaux de trafic d'êtres humains partant de Zaporojie, d'Odessa et de Kiev vers l'étranger.

Svetlana, originaire de la région de Kiev, frémit encore quand elle raconte ce qu'elle a vécu. Son père est décédé en 2017, et l'étudiante a dû trouver un travail de serveuse dans un restaurant de cuisine turque à Kiev. Un certain Elmir lui a proposé un travail dans un établissement prestigieux aux Émirats arabes unis.

«J'ai senti le goût de l'argent. J'ai senti que je pouvais aider ma mère. Je pensais qu'Elmir était un bon ami. Je pensais pouvoir lui faire confiance», raconte-t-elle.

Svetlana était censée partir à Dubaï pour divertir et motiver les clients à commander davantage de nourriture et de boisson. Mais la réalité était toute autre. Dans la capitale émiratie, la jeune femme a appris qu'elle devait fournir des services sexuels.

«J'ai été directement amenée dans l'appartement du patron du bordel, Kemal. J'ai été immédiatement prévenue que toute tentative de refuser le travail était vaine. Ils me faisaient du chantage et me menaçaient. Ils connaissaient l'adresse de ma mère. Ils menaçaient de s'en prendre à elle si je résistais», raconte l'Ukrainienne.

La jeune femme a «travaillé» pendant un mois et demi, pratiquement sans répit. Elle se faisait injecter des médicaments pour moins dormir et servir un plus grand nombre de clients.

L'étudiante a réussi à rentrer à Kiev grâce à un client compatissant. Il a suggéré à la jeune femme de voler son passeport aux patrons, lui a acheté des billets jusqu'à Kiev et l'a aidée à se rendre à l'aéroport. Dans la capitale ukrainienne, Svetlana a appris qu'Elmir avait obtenu 1.000 dollars pour sa «vente», puis un pourcentage des revenus aux Émirats arabes unis. A présent, Svetlana bénéficie d'un soutien psychologique et son souteneur a été arrêté. Il risque jusqu'à 12 ans de prison.

Le trafic d'êtres humains ne cesse de s'intensifier en Ukraine. Au premier semestre 2018, les policiers ont recensé 186 cas, dont 108 d'exploitation sexuelle. 156 personnes ont été reconnues victimes de ces crimes: 91 femmes, 49 hommes, 9 mineurs et 7 enfants en bas âge.

Les observateurs sont convaincus que les statistiques policières ne sont que la pointe de l'iceberg. L'activiste sociale Ianina Sokolova, ancienne ambassadrice de bonne volonté de l'Unesco, affirme que 160.000 citoyens ukrainiens ont été victimes d'exploitation sexuelle hors du pays.

Les recruteurs opèrent également via les sites de rencontre et les réseaux sociaux. Les victimes sont accrochées par un conte de fées sur l'amour romantique et une vie prospère. Les liens sont d'abord établis par correspondance, puis la jeune femme part à l'étranger et se retrouve dans un piège. Un autre moyen consiste à kidnapper des jeunes femmes dans la rue. sputniknews.com 05.09

Venezuela

- Venezuela: Pas de crise migratoire, selon le gouvernement Maduro - Reuters 4 septembre 2018

Le gouvernement du Venezuela a estimé lundi qu'il n'y avait pas d'exode massif de Vénézuéliens vers les pays voisins et que la situation était exagérée pour justifier une intervention internationale.

"Il y a une volonté de transformer des flux migratoires normaux en crise humanitaire afin de justifier une intervention internationale au Venezuela (...) Nous ne l'accepterons pas", a déclaré la vice-présidente Delcy Rodríguez, dénonçant par ailleurs les chiffres sur les flux migratoires fournis par les agences internationales.

D'après les Nations unies, plus de 1,6 million de Vénézuéliens ont quitté leur pays depuis 2015, frappé par la crise économique, l'hyperinflation et la pénurie de médicaments et de denrées alimentaires.

Fin août, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a annoncé que l'exode des Vénézuéliens était sur le point d'atteindre un "stade de crise" semblable à celles des migrations en Méditerranée vers l'Europe.

Dans une allocution à la télévision lundi soir, le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a déclaré que les manifestations dans le pays et les sanctions américaines avaient persuadé certains Vénézuéliens de "tenter leur chance" dans d'autres pays mais que la plupart d'entre eux le regrettaient déjà.

"Plus de 90% de ce groupe de 600.000 Vénézuéliens ayant quitté le pays ces deux dernières années, selon des chiffres confirmés et certifiés, le regrettent", a-t-il indiqué.

Le nombre croissant de personnes fuyant la crise économique et les troubles politiques au Venezuela, menace de déstabiliser les pays voisins. La Colombie, le Pérou et l'Equateur ont demandé une aide internationale plus importante pour gérer l'afflux de migrants vénézuéliens qui accablent leurs services publics respectifs.

ECONOMIE

Chine - Afrique

- La Chine promet 60 milliards de dollars d'aide "sans conditions" à l'Afrique - Franceinfo 3 septembre 2018

La Chine, premier partenaire commercial de l'Afrique, a promis, lundi 3 septembre, 60 milliards de dollars au continent, le président Xi Jinping vantant une aide "sans conditions", face aux critiques de l'Occident. Pékin est volontiers accusé d'imposer à ses partenaires un endettement intenable via d'onéreux crédits.

L'engagement de Xi Jinping est intervenu au début du 7e Forum sur la coopération sino-africaine, qui réunit durant deux jours dans la capitale chinoise les dirigeants de 53 pays africains. Le sommet est l'occasion pour le président chinois de célébrer ses "nouvelles routes de la soie". Lancée en 2013, cette initiative vise à développer la connectivité commerciale de la Chine avec le reste du monde et à sécuriser ses approvisionnements.

Le géant asiatique a investi annuellement plusieurs milliards de dollars en Afrique depuis 2015 dans des infrastructures (routes, chemins de fer, ports) ou des parcs industriels. Des investissements largement salués par les pays africains, qui espèrent ainsi accélérer leur développement économique. Ces initiatives suscitent toutefois des critiques croissantes venues de l'Occident, soulignant l'envolée de l'endettement de certains pays.

Des accusations de "néo-colonialisme"

En ouverture d'un long discours le sommet, le président chinois s'est évertué lundi à les désamorcer. Il a assuré que la Chine "annulerait" une partie de la dette des nations africaines les moins développées, insulaires, ou enclavées. Parmi les 60 milliards de dollars supplémentaires promis, figurent des lignes de crédit de 20 milliards de dollars. Deux fonds, consacrés à la finance du développement et au financement des importations de biens africains, seront créés.

Le soutien du géant asiatique comprendra également 15 milliards de dollars "d'aide gratuite et de prêts sans intérêts". Et les entreprises chinoises seront encouragées à investir "au moins 10 milliards de dollars" en Afrique au cours des trois prochaines années.

"Les investissements de la Chine en Afrique ne s'accompagnent d'aucune condition politique. La Chine ne s'immisce pas dans les affaires intérieures de l'Afrique et ne lui impose pas sa volonté", a affirmé Xi Jinping lundi matin devant un parterre d'acteurs du monde économique et commercial. Il a toutefois reconnu la nécessité de "s'assurer de la viabilité commerciale des projets" afin de "réduire le risque des investissements". S'exprimant après lui, le président sud-africain Cyril Ramaphosa a vivement réfuté l'étiquette de "néo-colonialisme" parfois collée par des "détracteurs" occidentaux à propos de l'aide chinoise.

Des déséquilibres dans les échanges

L'expression a été employée récemment à Pékin par le Premier ministre malaisien Mahathir Mohamad, qui venait d'annuler des contrats d'infrastructures de 22 milliards de dollars signés avec la Chine, disant s'inquiéter pour la dette de son pays.

Le président sud-africain a en revanche plaidé pour le règlement de certains déséquilibres. "Très souvent, l'Afrique exporte des matières premières vers la Chine, tandis que la Chine nous exporte des produits finis (...). Cela limite le potentiel et la capacité de production de l'Afrique ainsi que la création d'emplois sur le continent africain", a-t-il regretté.

Lors du dernier sommet, à Johannesburg en 2015, le président chinois avait déjà annoncé une enveloppe de 60 milliards de dollars d'aide et de prêts à destination des pays africains.

L'Afrique du Sud

- L'Afrique du Sud en récession pour la première fois depuis 2009 - Reuters 4 septembre 2018

Selon Statistics South Africa, l'économie sud-africaine s'est contractée de 0,7% au deuxième trimestre, pénalisée par un repli dans

les secteurs de l'agriculture, des transports et de la distribution. Au premier trimestre, la baisse avait été de 2,6% (chiffre révisé).

Le rand a accru ses pertes face au dollar de plus de 2% et les emprunts d'Etat ont fléchi après la publication de cette statistique. Les analystes prévoient une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 0,6% au deuxième trimestre.

"Nous sommes en récession. Nous avons enregistré une contraction au premier trimestre (...) et maintenant au deuxième trimestre avec une baisse de 0,7%", a déclaré le statisticien général du pays, Risenga Maluleke.

D'après Statistics South Africa, la production agricole a chuté de 29,2% au deuxième trimestre, tandis que le secteur des transports, des communications et du stockage a reculé de 4,9%. La production minière a en revanche crû de 4,9% et le secteur financier a progressé de 1,9%. Reuters 4 septembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 9 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Un complément de dernière minute à la causerie du jour.

J'ai traité l'opération nommée *Debout pour le climat*, mais je viens de découvrir le personnel de l'ONG qui en était à l'origine, leur CV (extrait) vous donnera une précieuse indication sur ses commanditaires, si je vous dis Rockefeller ou Soros (ONE), vous allez hurler au complotisme, et bien lisez, c'est extrait de leur portail <https://350.org/team/>

Tom Kruse

Tom Kruse est chargé de programme pour le volet gouvernance mondiale du programme de pratique démocratique du Rockefeller Brothers Fund. Il a rejoint le Fonds en juin 2008 pour gérer le développement et la direction de la subvention de gouvernance mondiale, y compris la formation des objectifs, des stratégies et des initiatives du programme.

Ricken Patel

Ricken Patel est co-fondateur et directeur exécutif d'Avaaz.org. Ricken a été élu «Ultimate Gamechanger in Politics» en 2009 par le Huffington Post et a été nommé jeune leader mondial par le Forum économique mondial de Davos. Avant Avaaz, il a vécu en Sierra Leone, en Afghanistan et dans d'autres pays en conflit et a travaillé pour l'International Crisis Group, la Fondation Rockefeller, le Centre international pour la justice transitionnelle et Res Publica.

Gus Speth

Il a occupé des postes prestigieux en tant qu'administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, président du Groupe des Nations Unies pour le développement et doyen de la Yale School of Forestry and Environmental Studies. Speth était également le fondateur et président du World Resources Institute, professeur de droit à l'Université de Georgetown, président du Conseil américain de la qualité de l'environnement et avocat principal et co-fondateur du Conseil de défense des ressources naturelles. Speth siège actuellement aux conseils du Natural Resources Defence Council, du World Resources Institute, du Rockefeller Brothers Fund, du New Economics Institute, du New Economy Network et de l'Institute for Sustainable Communities.

Vicky Rateau

Vicky Rateau est la responsable de la campagne pour les efforts d'organisation et de plaidoyer nationaux et internationaux d'Oxfam America en matière de sécurité alimentaire et de changement climatique. Elle a joué un rôle de chef de file dans de nombreuses campagnes mondiales sur la pauvreté au cours des 11 dernières années, notamment la campagne Make Trade Fair d'Oxfam International. Rateau était le directeur de campagne de la campagne ONE et un organisateur syndical du SEIU. Rateau a précédemment siégé au conseil d'administration de 1Sky.

Van Jones

Van Jones is a globally recognized, award-winning pioneer in human rights and the clean-energy economy. He is a co-founder of three successful non-profit organizations: The Ella Baker Center for Human Rights, Color of Change and Green For All. Jones is

the best-selling author of the definitive book on green jobs, *The Green-Collar Economy*. He served as the green jobs advisor in the Obama White House in 2009. Jones is currently the President of Rebuild the Dream.

Van Jones

Van Jones est un pionnier primé mondialement reconnu dans le domaine des droits de l'homme et de l'économie des énergies propres. Il est co-fondateur de trois organisations à but non lucratif à succès: le Centre Ella Baker pour les droits de la personne, la couleur du changement et Green For All. Jones est l'auteur à succès du livre définitif sur les emplois verts, *The Green-Collar Economy*. Il a été conseiller en emplois verts à la Maison Blanche d'Obama en 2009.

Liz Thompson

Henrietta Elizabeth Thompson est l'un des deux nouveaux secrétaires généraux adjoints nouvellement nommés, en tant que coordinateurs exécutifs de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio 2012).

Kumi Naidoo Kumi Naidoo est le directeur exécutif de Greenpeace International et travaille en étroite collaboration avec Greenpeace depuis plusieurs années.

Sze Ping

Sze Ping est actuellement secrétaire général de la Société des entrepreneurs et de l'écologie. Il a travaillé pour le programme environnemental des Nations Unies et a dirigé la création de Greenpeace en Chine depuis 1999.

Ronny Jumeau

Ronny Jumeau est un politicien et diplomate seychellois. Il est aujourd'hui représentant permanent des Seychelles auprès des Nations Unies et des États-Unis, ministre de la culture et de l'information, ministre de l'environnement et ministre de l'environnement et des ressources naturelles.

Le mot du jour : Ne vous laissez pas ou plus manipuler.

● Causerie au format pdf (11 pages)

[En famille. Faites tomber les masques. Mélenchon est un imposteur, un serviteur "loyal".](#)

- La rencontre entre Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron à Marseille était-elle organisée ? - franceinfo 08.09

Une version des faits contredite par les équipes de Jean-Luc Mélenchon. "Ça n'était pas organisé. C'est Emmanuel Macron qui se déplace jusqu'à la terrasse de l'hôtel où Jean-Luc Mélenchon était, pour venir le voir", soutient une proche du député.

Contacté par franceinfo, l'Elysée explique que c'est un membre de la délégation qui a prévenu Emmanuel Macron de la présence de son ancien concurrent à la présidentielle. "C'est le préfet ou le chef de cabinet qui a su que Jean-Luc Mélenchon était attablé à cette terrasse. Il en a alors informé le président de la République, qui a dit qu'il irait le saluer à la fin de son bain de foule, avant de partir", assure-t-on. Une version qui semble en conformité avec celle rapportée par les équipes du député des Bouches-du-Rhône. franceinfo 08.09

- Quand Jean-Luc Mélenchon "assumait" d'être "comptable" de ses propos - Le HuffPost 8 septembre 2018

En octobre 2016 sur le plateau du "Grand jury RTL-LCI", Jean-Luc Mélenchon insistait sur la responsabilité personnelle des politiques quant aux propos qu'ils tiennent. "J'assume ce que je dis", assurait alors un Jean-Luc Mélenchon "comptable" de sa parole.

"Je ne vais pas m'engueuler dans un bar avec le président de la République" a également expliqué Jean-Luc Mélenchon. Mais son changement de ton à l'égard d'Emmanuel Macron ne trahirait-il pas une manière de ne "plus assumer", de "tortiller" ou de "biaiser" ? C'est-à-dire ce que le patron de la LFI reprochait précisément au chef de l'Etat, il y a deux mois à peine, après son discours devant le Congrès. Le HuffPost 8 septembre 2018

- A Marseille, Mélenchon fustige Merkel et Macron, des "contre-humanistes" - AFP 8 septembre 2018

Le chef de file de la France Insoumise Jean-Luc Mélenchon a accusé vendredi Emmanuel Macron et Angela Merkel d'être "des contre-humanistes", lors d'une manifestation à Marseille à l'occasion de la rencontre des deux dirigeants dans la cité phocéenne.

"Les deux mêmes (...) qui imposent à toute l'Afrique des partenariats économiques où on supprime les droits de douane et où on pousse à la misère toute la paysannerie, les deux mêmes viennent faire les malins là en disant "nous sommes des humanistes" mais pas du tout, ce sont des contre-humanistes!", a lancé Jean-Luc Mélenchon devant la presse.

"Le plus grand xénophobe qu'on ait, c'est quand même lui, monsieur le président de la République française, qui vient de faire voter une loi dans laquelle il est prévu qu'on peut tenir en centre de détention des familles, enfants compris, pendant 95 jours", a-t-il accusé.

Le député des Bouches-du-Rhône a invité M. Macron et Mme Merkel à "faire le tour des quartiers et ils verraient le recul des administrations publiques, l'abandon, la pauvreté, qui sont le résultat de la politique que ces deux-là soutiennent".

Près de 200 personnes, en majorité des retraités militants du PCF ou de LFI, s'étaient rassemblés vendredi matin sur le Vieux-Port de Marseille...

Dans l'après-midi, M. Mélenchon, aux côtés d'autres élus locaux, a été reçu par le président Macron. Le député LFI a décrit "un moment sympa, un peu protocolaire", lors duquel il a "plaidé pour la Méditerranée". M. Mélenchon a affirmé que le président lui avait "expliqué son accord avec [s]a vision de la Méditerranée et [lui] a dit que lui aussi comptait revenir à un scénario "petit bassin méditerranéen"". L'Union pour la Méditerranée compte actuellement 43 pays.

En revanche, sur le dossier des mineurs isolés étrangers, qu'il a également abordé avec le président "pour que l'État prenne sa part", M. Mélenchon a conclu: "Je crains hélas que son point de vue n'ait pas évolué", déplorant "une désinvolture technocratique".

Le député a réitéré ses critiques contre Mme Merkel, qui "a roulé trois présidents français dans la farine: Sarkozy, Hollande et Macron", selon lui. "Elle n'est pas un partenaire loyal", a-t-il conclu. AFP 8 septembre 2018

Mélenchon, si, la preuve.

- A Marseille, l'aimable balade de Macron et Mélenchon - Leparisien.fr 08.09

Hasard de la déambulation ? Non, selon le Figaro, qui assure le face-à-face organisé, Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon se croisent à la terrasse d'un hôtel. Le président de la République et député des Bouches-du-Rhône, qui refuse le titre de président de la France insoumise, ont bavardé quelques minutes en souriant.

« J'ai toujours du plaisir à discuter avec Monsieur Mélenchon. On n'a pas toujours les mêmes idées »... « Pas souvent », le coupe Mélenchon. « On a des confrontations politiques, mais M. Mélenchon, ça n'est pas mon ennemi », répond-il à des journalistes, désignant en creux Marine Le Pen comme son ennemie. « Il est à Marseille, il est dans ma circonscription, il y a une dimension de respect », s'est-il justifié. « Ce n'est pas une atmosphère où on se met des gifles à tout propos. Il sait que je suis son opposant. »

« Je suis content que vous soyez dans ma circonscription », a conclu l'élu de Marseille. « Pourquoi n'avez-vous pas emmené Madame Merkel se promener un peu ? », ironise-t-il. Des journalistes présents lui rappellent qu'un peu plus tôt dans la journée, lors d'une manifestation, il a traité Emmanuel Macron de « plus grand xénophobe qu'on ait ». L'ancien sénateur socialiste, gêné, fronce les sourcils. « Non, ça m'étonnerait », s'amuse Macron, séducteur. « Vous ne pouvez pas le croire ! Peut-être une légère exagération marseillaise... », minauda l'Insoumis. Leparisien.fr 08.09

Il justifie amplement la caractérisation qu'on en a fait, et encore, on était en dessous de la vérité, car c'est un imposteur et rien d'autre autre ou un vil serviteur du régime qui avance masqué. Une serpillière, et encore elle ferait un meilleur usage. Abjecte, pitoyable, médiocre à l'extrême.

[Décryptage d'une manipulation de masse. Debout pour le climat ou le lobbying de l'oligarchie financière.](#)

En guise d'avant-propos ou d'introduction.

La propagande ou le mode d'emploi de : Le totalitarisme, c'est la démocratie.

Partage-le.com - Dans son livre Propaganda, paru en 1928, Edward Bernays, un des pères de l'industrie de la propagande, et l'inventeur du fameux concept des relations publiques, dont le travail a profondément influencé et façonné la société industrielle de consommation (...) écrivait que :

« La manipulation consciente, intelligente, des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans

une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays.

Nous sommes pour une large part gouvernés par des hommes dont nous ignorons tout, qui modèlent nos esprits, forgent nos goûts, nous soufflent nos idées. C'est là une conséquence logique de l'organisation de notre société démocratique. Cette forme de coopération du plus grand nombre est une nécessité pour que nous puissions vivre ensemble au sein d'une société au fonctionnement bien huilé. » (...)

Il y a plusieurs décennies, face à des préoccupations écologiques grandissantes et à un désastre environnemental de plus en plus flagrant, les dirigeants corporatistes et étatistes ont pris conscience de ce qu'il leur fallait faire quelque chose pour maintenir la « paix sociale », afin de garantir la continuation du système techno-économique dominant. Ils ont alors inventé le concept du « développement durable », officialisé en 1987. Dans l'ensemble, rien ne changeait, si ce n'est que tout ce qui était manifestement nuisible devait désormais être qualifié de « durable ». Il s'agissait du début d'une formidable campagne de greenwashing, qui dure encore à ce jour.

C'est à cette époque-là que les énergies dites « vertes » ou « renouvelables » ont commencé à être présentées comme la solution miracle à tous les problèmes de la civilisation industrielle. C'est à partir de ce moment-là que le discours écologiste des médias de masse, des grandes ONG — qui sont nées d'une volonté et d'une nécessité, pour les élites, de gérer la protestation écologique, au travers du processus qu'Arundhati Roy appelle l'ONGisation de la résistance[4] — et des États (trois types d'acteurs qui, en réalité, n'en forment plus qu'un), a commencé à se concentrer sur — et à se réduire à — la seule promotion des énergies dites « renouvelables ».

Le hic, c'est, d'une part, que les industries des énergies dites « renouvelables » ne sont pas vraiment écologiques, que leur déploiement implique un certain nombre de dégradations environnementales, de pollutions, de nuisances écologiques, et qu'elles ne se substituent pas aux énergies fossiles, mais s'y ajoutent (il n'y a jamais eu autant de charbon, de gaz et de pétrole consommés dans le monde). Yves-Marie Abraham, professeur à HEC Montréal, explique qu'elles « ne peuvent d'ailleurs se substituer aux énergies fossiles parce qu'elles représentent un potentiel productif très inférieur (intermittentes le plus souvent, elles sont difficilement stockables et surtout beaucoup plus diffuses). Passer aux énergies renouvelables impliquerait une baisse drastique de nos capacités de production, ce que les industries ne peuvent évidemment accepter. En revanche, ces énergies représentent effectivement une occasion d'affaire intéressante. » (...)

Malgré la présence, dans l'appel pour la marche du 8 septembre 2018, d'une minuscule espérance en un monde « où l'humain passe avant le profit », rien d'autre n'indique une remise en question du capitalisme, de l'État ou de la corporatocratie. Rien d'étonnant, d'abord parce que les industries des panneaux solaires, des éoliennes et des autres énergies dites « renouvelables » ne pourraient exister sans le capitalisme, sans l'État, et tout ce qu'ils impliquent. Mais aussi et peut-être surtout parce qu'une bonne partie des ONG partenaires de l'appel sont autant de manifestations de l'ONGisation de la résistance dont parle Arundhati Roy.

Un exemple significatif : 350.org, une des principales ONG organisatrices de cet événement, a été fondée aux États-Unis grâce à l'argent d'une des plus célèbres familles de philanthrocapitalistes, à savoir les Rockefeller, au travers d'une de leurs fondations (le Rockefeller Brothers Fund), et bénéficie encore aujourd'hui de leur soutien.

Il devrait être évident qu'une ONG écologiste ouvertement anticapitaliste, déterminée à se concentrer sur la défense du monde naturel, des écosystèmes et des espèces vivantes, et non pas sur le déploiement de nouvelles technologies, aurait beaucoup moins de chance d'être subventionnée et médiatisée.

Si le mouvement écologiste se transforme en un mouvement pour le climat, c'est avant tout parce que cela répond aux exigences du capital, des multinationales et des élites dirigeantes, qui formatent le mouvement écologiste à leur guise, notamment par le biais du financement.

Ainsi que l'écrivait Joel Kovel, un des pionniers de l'écোসocialisme (qui est mort cette année), dans son livre *The Enemy of Nature: The End of Capitalism or the End of the World* (Zed, —2002) :

« Le capital est plus qu'heureux d'intégrer le mouvement [environnemental] grand public en tant que partenaire de sa gestion de la nature. Les grands groupes environnementaux lui offrent un triple service : de légitimation, en rappelant au monde que le système fonctionne; de contrôle de la désobéissance populaire, en agissant en tant qu'éponge qui aspire et restreint l'anxiété écologique de la population; et de rationalisation, en tant qu'administrateur utile afin d'introduire un certain degré de contrôle et de protéger le système de ses pires tendances, tout en garantissant la continuation des profits ».

C'est effectivement ce qu'explique James Murombedzi, un ancien dirigeant d'un programme de la Fondation Ford en Afrique du Sud :

« La philanthropie appuie l'agenda du capital. En conséquence, dans la mesure où un programme va à l'encontre des intérêts du capital, celui-ci ne sera pas soutenu par la philanthropie. Les ONG et les organisations communautaires ne sont pas directement obligées par les donateurs d'agir d'une certaine manière. Cependant, il existe en quelque sorte un processus

de renforcement négatif qui implique qu'à moins qu'une ONG ou une organisation communautaire [...] ne se concentre sur les problèmes en vogue, qu'à moins qu'elle ne se comporte de manière acceptable aux yeux des donateurs, on lui dira que son agenda ne correspond pas à ce que le donateur recherche. Les donateurs établissent des priorités en fonction de leurs choix délibérés, ce qui fait que les intérêts et les activités de l'ONG se concentrent sur le domaine pour lequel des subventions sont disponibles. [...] L'agenda des organisations distributrices de subventions est l'agenda du capital. C'est un agenda conçu pour rendre plus supportables les effets négatifs du capital plutôt que pour réformer le système par lequel le capital est créé. »

Et comme l'écrit Derrick Jensen :

« Un large pan de "l'écologisme" – et en particulier l'activisme du mouvement climatique – en a été réduit à n'être, de fait, qu'un outil de lobbying au service d'un secteur industriel. Il s'agit d'un tour de passe-passe très habile de la part du capitalisme et des capitalistes : transformer une inquiétude très réelle vis-à-vis du réchauffement climatique en un mouvement de masse, puis utiliser ce mouvement de masse pour soutenir les objectifs de secteurs spécifiques de l'économie industrielle capitaliste.

Si vous demandez aux personnes mobilisées au sein de ce mouvement de masse pourquoi elles manifestent, elles vous répondront peut-être qu'elles essaient de sauver la planète. Mais si vous leur demandez quelles sont leurs revendications, elles vous répondront sans doute qu'elles souhaitent davantage de subventions pour les secteurs industriels du solaire, de l'éolien, de l'hydroélectrique et de la biomasse.

Il s'agit d'un incroyable tour de force des relations publiques / du marketing. Je ne blâme pas les manifestants. Ce ne sont pas eux le problème. Le problème, c'est que c'est précisément la spécialité du capitalisme. Et le vrai problème, c'est que le solaire et l'hydroélectrique profitent à la société industrielle, pas au monde réel... »

Défiler dans les rues des métropoles pour demander à nos dirigeants d'accroître les investissements financiers dans les secteurs des énergies dites « vertes » n'a rien à voir avec défendre le monde vivant. La production industrielle d'électricité — soi-disant « verte » ou pas — ne lui bénéficiera jamais. (Source : partage-le.com)

Comme quoi leur propagande, ça marche... quoique. Une planète "viable" vaut bien une société totalitaire.

Grille de lecture.

Quoique parce que malgré le battage médiatique peu de gens ont répondu à leur appel.

Après l'enfumage de Nuit debout, Debout pour le climat ! Encore une opération télécommandée depuis les Etats-Unis, plus précisément planifiée par le clan de l'oligarchie financière qui défie Trump, celui du Pentagone, du parti démocrate, auquel il faut ajouter celui de feu McCain au sein du parti républicain.

La preuve, l'Américain Bill McKibben qui en est à l'origine a contribué à la rédaction du programme du parti démocrate d'Obama-Clinton (A lire plus loin).

Donc, rien de spontané, rien à voir avec la remise en cause du capitalisme, bien au contraire.

Initiative hyper médiatisée, tous les médias-oligarques ont répondu présent.

Bien entendu ils ont déformé les faits en faisant croire que la marche organisée en France avait été lancée sur Facebook par "un jeune homme de 27 ans", et comme par hasard elle correspondait à la date du 8 septembre qu'avait programmé l'ONG 350.org de longue date.

Orange.fr - Un simple événement Facebook lancé par Maxime Lelong, un citoyen parisien, appelant à marcher pour le climat est devenu viral. Son initiateur espère une prise de conscience collective. Orange.fr

Streetpress.com - L'événement, au départ confidentiel, a depuis fédéré une trentaine d'ONG, dont Attac ou 350.org.

Au départ, Maxime choisit l'anonymat et se cache derrière une page nommée « explore le monde », qui héberge l'événement. « J'estime que depuis 4 ans je ne suis plus vraiment journaliste, je passe le plus clair de mon temps à gérer des fiches de paie et réfléchir à des stratégies de médias. » Rapidement, les choses s'emballent. Et les ONGs lui embrayent le pas.

Peu de médias ont pour autant noté que Maxime Lelong, en plus d'être « citoyen lambda » est aussi journaliste. Il est le rédacteur en chef de 8e Etage, un site d'information indépendant fondé à Lyon en mars 2014.

Le jeune homme prend son clavier et décide de créer un événement Facebook intitulé Marche pour le Climat. « L'écologie, c'est

la seule priorité ! », défend-il. Streetpress.com

En fait, il s'agissait d'une opération montée contre Trump par le clan de l'oligarchie financière qui a juré d'avoir sa peau. La preuve.

Ledroit.com - C'est à San Francisco que se tiendra à partir du 12 septembre le Sommet mondial des villes et entreprises pour le climat, organisé par le gouverneur de Californie en réponse à la politique anti-écologique de Donald Trump. ledroit.com

Cela ne vous étonnera pas si vous avez lu attentivement la dernière causerie, dans laquelle nous relations comment Attali se servait de la question climatique pour appeler à un changement de régime, totalitaire. Simple coïncidence de date, évidemment !

Cette opération avait également pour objectif de soutenir l'ONU et la COP à venir, la 24è.

Ledroit.com - De Bangkok à San Francisco en passant par Bruxelles, des dizaines de milliers de personnes ont pris part à des marches samedi pour exiger des gouvernements qu'ils agissent enfin sérieusement contre le dérèglement climatique en pleine préparation de la COP24.

Près d'un millier d'événements étaient organisés dans une centaine de pays, dans le cadre de l'appel baptisé «Rise for climate» (Debout pour le climat).

«Les évènements climatiques extrêmes menacent nos enfants. La seule façon de protéger notre avenir, c'est une action pour le climat ambitieuse, et maintenant», a plaidé sur Twitter le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres.

«C'est la plus grande journée d'action pour le climat en France, la preuve que les citoyens sont prêts à demander des comptes», a commenté Clémence Dubois, responsable des campagnes de 350.org en France.

700 scientifiques français ont lancé samedi un appel aux dirigeants, publié par le journal Libération, pour qu'ils passent «de l'incantation aux actes pour enfin se diriger vers une société sans carbone». Ledroit.com

Riseforclimate.org - Le 8 septembre, nous allons nous réunir dans nos quartiers pour agir, présenter les communautés dans lesquelles nous souhaitons vivre, et montrer aux pouvoirs publics comment suivre notre exemple.

Dans nos Rues pour le Climate est un mouvement international organisé par des centaines de dirigeant.e.s locaux.ales et des dizaines de partenaires. Il est piloté par un comité mondial, qui collabore avec nos partenaires internationaux et nationaux.

Nous pensons que le Sommet Mondial sur l'action pour le Climat, qui aura lieu en Californie du 12 au 14 septembre 2018, représente une occasion unique de faire pression sur les pouvoirs publics locaux et leurs institutions, pour élever leurs ambitions et en faire davantage pour le climat.

Le Sommet Mondial sur l'action pour le Climat est un rassemblement de maires, de pouvoirs publics, d'entreprises et de membres de la société civile, qui se tiendra à San Francisco du 12 au 14 septembre 2018. Son objectif annoncé est de mettre à l'honneur les actions climatiques qui ont lieu dans le monde entier, et d'inspirer des engagements plus profonds entre ses participant.e.s et de la part des autorités nationales. Il s'agira du plus grand rassemblement de ce genre.

Le monde doit rapidement abandonner les combustibles fossiles pour se tourner vers une énergie 100% renouvelable accessible à tou.te.s. riseforclimate.org

Je n'ai pas le temps évidemment d'éplucher ces 350 ONG ou organisations, aussi, nous nous arrêterons sur l'une d'entre elle, et je pense que ce sera suffisant pour que les lecteurs se fassent une idée sur cette opération à grande échelle.

Goodplanet.info - La Fondation GoodPlanet participe et soutient cette marche.

Ses partenaires.

BNP Paribas

Suez

Agence France Presse (AFP)

Fondation Bettencourt Schueller

Fondation Didier et Martine Primat

MAIF

OMEGA

Coca-Cola
Canon
Bouygues
Galeries Lafayette
Mayer Brown (un cabinet d'avocats international dont les bureaux sont situés dans les principales places financières mondiales)
Pernod Ricard
Nathan
Antargaz Finagaz
La Poste
Fondation RAJA-Danièle Marcovici
Blachère Illumination
MEEDDAT (ministère de l'Ecologie)
ADEME (L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie)
Mairie de Paris
AFD (Agence Française de Développement)
FFEM (Fonds Français pour l'Environnement Mondial) Ministère de l'Éducation Nationale
ONU
UNEP (Programme des Nations Unies pour l'Environnement)
France TV
Etc. etc. etc.

Vous ne serez pas étonné non plus qu'elle ait eu le soutien de Mélenchon.

AFP- Le leader de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon a défilé. « C'est un moment intéressant de prise de conscience écologique », a-t-il estimé.

- Mobilisation inédite pour le climat à travers la France - AFP 09.09

Les marches pour le climat organisées samedi à Paris et dans les principales villes du pays ont entraîné une mobilisation jamais vue en matière de défense de l'environnement, l'ONG 350.org revendiquant 115.000 participants, dont 50.000 à Paris, où la préfecture de police a comptabilisé de son côté 18.500 personnes.

"C'est la plus grande journée d'action pour le climat en France, c'est la preuve que les citoyens sont prêts à demander des comptes et des engagements aux élus qui nous entourent, après un été catastrophique au niveau climatique", a commenté à l'AFP Clémence Dubois, responsable des campagnes de 350.org en France.

Cette marche répondait à un appel citoyen lancé sur Facebook par Maxime Lelong, 27 ans. "Je vais être papa (d'un fils) en décembre, je veux qu'il ait une planète vivable", a plaidé ce samedi Maxime Lelong.

Ces marches en France se sont greffées sur une campagne internationale d'action, "Rise for climate" (Debout pour le climat), qui a vu d'autres milliers de personnes prendre part à des rassemblements samedi dans de nombreuses villes à travers le monde.
AFP 09.09

Comme je l'ai précisé précédemment, c'est l'inverse qui est vrai, c'est Rise for climate qui comprend 350 ONG ou organisations dans le monde, dont des associations française, qui était à l'origine de cette opération en France.

Rise for climate (Debout pour le climat) qu'est-ce que c'est ?

Qui est derrière cette machination ? Le parti démocrate américain. Cela vous étonne ?

Act.350.org - Aujourd'hui, 8 septembre, nous organisons des centaines de rassemblements dans des villes du monde entier pour exiger de nos responsables locaux qu'ils s'engagent pour un monde Zéro Fossile qui donnera la priorité à l'humain et à la justice plutôt qu'au profit.

Assez de tergiversations, assez de retards : Il est temps de passer à une transition rapide et juste vers une énergie 100 % renouvelable pour tou.te.s.

Les vrais engagements en faveur du climat émergent d'une base citoyenne. Ce qui signifie que le pouvoir appartient aux citoyen-ne-s, pas aux entreprises. Ceci implique également des opportunités économiques pour les travailleur-se-s ainsi que justice et dignité pour les populations les plus durement touchées par l'industrie des énergies fossiles et par le réchauffement climatique.

La semaine prochaine, des villes, des états, des entreprises et des représentant-e-s de la société civile du monde entier se

réunissent en Californie pour le Sommet mondial de l'action pour le climat.

Le Sommet a proposé à chaque maire, chaque gouverneur et responsable de la planète de prendre de vrais engagements pour que le monde puisse atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat.

Les objectifs fixés sont les suivants : une transition rapide, juste et équitable vers une énergie 100 % renouvelable et l'arrêt immédiat des nouveaux projets ayant recours aux énergies fossiles.

C'est pourquoi nous devons agir maintenant. Si vos représentant-e-s élu-e-s s'engagent, votre rassemblement sera une fête. S'ils ou elles échouent à prendre des mesures, c'est l'occasion de leur demander des comptes.

Nous sommes à la croisée des chemins. En agissant ensemble, nous pouvons mettre fin à l'ère des énergies fossiles et protéger le climat dont nous dépendons tou-te-s. act.350.org

Qui est Bill McKibben, le fondateur de 350.org?

350.org est une organisation non gouvernementale environnementale internationale, fondée en 2007 aux États-Unis par le journaliste, auteur et militant écologiste Bill McKibben. Son action se concentre sur la lutte contre le réchauffement climatique ; elle est notamment connue pour s'opposer au projet d'oléoduc Keystone^{1,2} et pour promouvoir le désinvestissement des énergies fossiles. Wikipedia.org

Bill McKibben fonde l'association 350.org en 2007. C'est un journaliste, auteur et militant écologiste américain.

En 2012, The Boston Globe dit de Bill McKibben qu'il est « devenu la nouvelle star des écologistes », dont l'homme politique Al Gore « loue "la passion, la sincérité et les connaissances impressionnantes" »², tandis que le magazine Time le qualifie de « meilleur journaliste environnemental au monde »⁴. Le journaliste Stéphane Foucart du Monde estime en 2015 que Bill McKibben est « devenu l'une des personnalités les plus influentes de la lutte contre le réchauffement »³. Selon The Boston Globe, malgré son succès, le militant écologiste est apprécié pour sa simplicité et son humilité.

Pendant la campagne pour les Primaires présidentielles du Parti démocrate américain de 2016, Bill McKibben sert de remplaçant politique au sénateur du Vermont Bernie Sanders, l'unique candidat face à Hillary Clinton. Bernie Sanders nomme d'ailleurs Bill McKibben au sein du comité chargé d'écrire le programme politique du Parti démocrate pour 2016. Wikipedia.org

Pour le vérifier :

https://www.washingtonpost.com/politics/sanders-scores-platform-concessions-from-democratic-national-committee/2016/05/23/e9ee8330-20fc-11e6-aa84-42391ba52c91_story.html?noredirect=on&utm_term=.da34a1c83a94

Un rappel qui brise bien des idées reçues.

Chroniquesdugrandjeu.com - ...le fond du parti Démocrate est, et a toujours été belliqueux. Les historiens savent qu'entre 1945 et 1990, toutes les guerres ont été déclenchées par des administrations Démocrates et terminées par des administrations Républicaines. C'est un président Démocrate (Truman) qui a balancé deux bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki, c'est toujours lui qui est intervenu dans la meurtrière guerre de Corée (1950-1953), ce sont deux autres Démocrates (Kennedy et Johnson) qui ont déclenché la guerre du Vietnam.

A l'inverse, ce sont quelques Républicains avisés qui ont mis fin à ces conflits dévastateurs, parmi lesquels Eisenhower, commandant suprême des alliés pendant la Seconde Guerre Mondiale et connaissant personnellement les horreurs de la guerre. Non seulement il a mis un terme aux hostilités en Corée mais nous avertissait, lors de son fameux discours d'adieu de janvier 1961, sur le danger du complexe militaro-industriel. chroniquesdugrandjeu.com 31 Août 2018

Commentaires d'Internautes

1- Je ne suis pas sûr qu'un projet d'installation de panneaux solaire fabriqués en Chine (c'est le cas de grande majorité des panneaux vendus) soit une bonne chose pour l'environnement (fabrication grâce centrale charbon transport par bateau et camion grâce au pétrole) ni pour les emplois (importations).

Encore du Greewashing.

2- Le mouvement écologiste mondial tend à se réduire à ce mouvement pour le climat... un piège pour ne surtout pas changer le système et nos modes de vie !

3- L'ingénierie sociale ! C'est pas ce que l'on appelait la manipulation des masses il y a quelques décennies ? Les écolos font ce qu'on leur dit de faire, Ils pensent ce qu'on leur demande de penser et ils gueulent les slogans qu'on leur demande de gueuler... pour le plus grand bénéfice des financiers et des multinationales, et des Etats qui prennent leur part au passage (on appelle ça des taxes).

4- "Des pertes de 10 % à 25 % par degré de réchauffement à cause des insectes" Nous avons tous constaté qu'en traversant la France autrefois, notre pare-brise était couvert d'impact d'insectes, alors qu'il n'y en a plus un seul aujourd'hui. Le journal Le monde est une fosse d'aisance de mensonges.

Dans quel monde vivons-nous ?

- De la crise des subprimes à la crise des sans-abri - franceculture.fr 31.08

Près de 9 millions de logements ont été vendus aux enchères à des prix cassés après la chute de Lehman Brothers. Qui a profité de cette grande braderie ? Et qui en pâtit aujourd'hui ? Reportage à Phoenix, l'une des villes des États-Unis les plus touchées par la bulle immobilière et son explosion.

Que sont devenus les gens qui, expulsés de leur maison, avaient dû trouver ces habitations précaires ? C'est cette question qui m'a poussé à enquêter du côté de l'immobilier, et en Arizona.

Pourquoi l'Arizona ? Parce que ce fût l'un des Etats les plus affecté par la crise immobilière qui a précédé et suivi la faillite de Lehman Brothers, avec la Floride, la Californie, et le Nevada. Ces quatre Etats (regroupés autour de l'appellation Sand States, comme sable) ont compté à eux quatre plus de 40% des saisies immobilières post crise. Ici une étude en anglais à ce sujet.

(<https://eu.azcentral.com/story/money/business/consumers/2018/08/17/invitation-homes-refunds-family-arizona-republic-article-landlord-problems/1023354002/>)

Pourquoi Phoenix ? Parce que c'est la ville qui a le plus attiré les fonds financiers venus de Wall Street (Hedge funds, et private equity). Profitant de la baisse vertigineuse des prix de l'immobilier, ces fonds ont acheté aux enchères des milliers de maisons au plus fort de la crise, qu'ils louent aujourd'hui. Ils sont devenus, au niveau fédéral des acteurs majeurs de la location, et des bailleurs peu fréquentables à lire de très nombreux articles. Ici, et ici.

(<https://theintercept.com/2018/01/20/you-think-your-landlord-is-bad-try-renting-from-wall-street/> ; <https://eu.azcentral.com/story/money/business/consumers/2018/08/17/invitation-homes-refunds-family-arizona-republic-article-landlord-problems/1023354002/>)

Ces acquisitions ont été facilité par la politique très accommodante de la Réserve Fédérale américaine, qui pour sortir de la crise a inondé le marché de liquidité, et ainsi exacerbé les inégalités, dénonce Danielle Di Martino Booth, ancienne conseillère réserve fédérale, que l'on entend dans le reportage. (<https://dimartinobooth.com/>)

Cette razzia sur les maisons vendues aux enchères a été si spectaculaire, que la télé en a fait un reality show, tourné à Phoenix, et dont j'ai rencontré deux protagonistes, Lou et John.

Aujourd'hui, Phoenix est la deuxième ville américaine où il y a le plus d'expulsion locative, et où les prix de l'immobilier sont le plus remontés. Ils ont même retrouvé le niveau qu'ils avaient avant l'explosion de la bulle. La ville fait aussi face à une augmentation continue des sans abris.

(<https://www.citylab.com/equity/2017/10/where-evictions-hurt-the-most/544238/> ; et ; <https://eu.azcentral.com/story/news/local/phoenix/2018/04/07/phoenix-homeless-stabbing-death-curtis-bagley/494972002/>)

Quel lien entre la crise des subprimes, les saisies qui ont suivi, les difficultés des plus modestes à se loger et la crise des sans abri qui sévit sans bruit sur la côte Ouest des États-Unis ?

C'est ce que raconte ce reportage de Marie Viennot, réalisé par François-Charles Domergue.

Invité : Norbert Gaillard, docteur en économie, spécialisé dans les agences de notation, la régulation financière.

A Los Angeles, la ville a déclaré l'état d'urgence pour cette crise des sans abri. franceculture.fr 31.08

(<https://www.cbsnews.com/pictures/homeless-crisis-los-angeles-skid-row-portland-san-diego-seattle/13/>)

ACTUALITE EN TITRES

Pour son baptême de l'air dans son nouveau poste, faites-le sauter uniquement avec son parachute doré !

- Le nouveau dirigeant d'Air France-KLM aura droit à un parachute doré - Liberation.fr 7 septembre 2018

En cas de départ contraint (révocation ou non-renouvellement de son mandat), Smith pourra prétendre à une indemnité pouvant atteindre deux ans de rémunération (fixe plus variable), soit un montant maximum de 8,5 millions d'euros. Un joli parachute doré. Liberation.fr 7 septembre 2018

Ils osent tout

- Climat: 700 scientifiques français exhortent les politiques à agir - Reuters

- Pourquoi la France veut s'armer pour la guerre dans l'espace - Le HuffPost

- "N'ayons pas l'Europe honteuse", dit Nathalie Loiseau - Reuters

- A Bordeaux au festival Climax, un «appel des fraternités» lancé entre autres par Edgar Morin - Liberation.fr

- Aurore Bergé répond à Gérard Larcher : « la République exemplaire n'est pas une illusion » - Publicsenat.fr

- Un comité propose de créer un musée en mémoire des attentats - Reuters

- Prélèvement à la source : « Une bonne réforme mais on n'y comprend plus rien du tout » selon Benoît Hamon - Publicsenat.fr

Ne vous moquez pas de lui, tous nos dirigeants en sont au même point sur la situation en France ou mondiale !

[Haut de page ↗](#)

Le 10 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Causerie au format pdf (13 pages)

Le mot du jour : Propagandastaffel !

Pourquoi vous ne tapez plus sur la droite ou l'extrême droite ? La question con qu'on m'a posée un jour qui méritait une réponse sensée : Tout simplement parce que les lecteurs de ce portail ne sont pas censés être de droite ou d'extrême droite ! Et maintenant si on se farcit la pseudo-gauche et extrême gauche, c'est parce qu'elles avancent masquées. Les étiquettes et les généreuses intentions, généralement c'est comme les promesses électorales...

Confirmation. Quelle était la cible visée par l'opération mondiale **Debout pour le climat** ? Réponse.

- Climat: les pays en développement s'insurgent contre Washington - AFP 10.09

- Climat: les pays en développement s'insurgent contre Washington - Liberation.fr 10.09

Non, je n'ai pas réalisé un copier/copier, il n'y a pas d'erreur, Libération a repris tel quel le titre de l'AFP.

Non, ce n'est pas une théorie du complot, une simple machination démontée

Les oligarques, par l'intermédiaire de leur fondation ou association dont personne n'a jamais entendu parler ou tout le monde ignore jusqu'à l'existence, vont recruter des membres issus des classes moyennes qui ont un profil déterminé, c'est-à-dire qui n'ont aucune conscience de classe ou qui sont acquis au capitalisme, ayant de préférence un penchant à droite libertaire, mais pas forcément, une combinaison d'individualisme et de mégalomanie qu'ils vont mettre à l'épreuve et flatter ou encourager fera très bien l'affaire, jusqu'au jour où ils seront mûrs pour aller exercer leur talent dans des ONG ou d'autres officines davantage exposées ou médiatisées, et servir leur agenda en fonction de leurs besoins.

Ils sont totalement inconnus la plupart du temps, ils sortent de nulle part et ils disparaîtront de la même manière une fois qu'on n'aura plus besoin d'eux. Les plus zélés ou ambitieux, ceux qui manifestent des prédispositions à devenir des psychopathes endurcis, pourront officier pendant des années ou pourront se voir récompensés par une reconnaissance de l'élite corrompue qui les adoptera, ceux que l'on retrouve sur les plateaux de télévision ou à la radio, dans la presse écrite, sur Internet, les bloggeurs, les youtubeurs, et pour entretenir leur délire ils seront invités à rejoindre des think tanks néolibéraux ou ultra conservateurs qui les guideront et la boucle sera bouclée.

Avec les mal nommés réseaux sociaux, Facebook, Twitter, etc. ils ne manquent pas de candidats pour colporter leur propagande ou jouer leurs agents de communication, de renseignement aussi, pour faire croire aux ignorants ou aux naïfs que c'est le peuple qui est à l'origine de leurs campagnes et qui réclame l'application de leur politique ou que la société soit orientée dans une direction précise. Ils démultiplient ainsi leur puissance de propagande à moindre frais et sans s'exposer, sans prendre de risque.

Ils agissent sur ordre, en connaissance de cause ou non, leur agenda est fixé par leurs donateurs ou ceux qui les rémunèrent, et quant à leurs agents recrutés sur le Net, ils sont gratuits, ce qui relativise le coût de chaque opération. L'essentiel, c'est qu'un maximum de gens participent à leurs opérations ou campagnes ou encore adoptent leurs mesures ou lois, aussi ils ne doivent pas savoir qui en est à l'origine et quels en sont les objectifs. C'est enfantin à comprendre, il suffit de mettre à leur place chaque acteur. A suivre.

[La médiocrité s'empare décidément de toutes les couches de la société.](#)

Heureux soient les pauvres qui ne mangent pas tous les jours à leur faim ou ceux qui sont atteints de sous-alimentation, quand ils n'en crèvent pas, ils peuvent vivre très longtemps, quel bonheur !

Des scientifiques ont découvert que c'était néfaste pour la vie des hommes de se goinfrer, en voilà encore qui n'ont pas inventé le fil à couper le beurre ou qui n'ont rien d'autre à foutre. Et dire qu'ils ont fait de longues études pour en arriver là, pitoyable ! Le dernier des écervelés qui vit sur cette planète aurait pu le deviner.

Après on nous demande si les scientifiques devraient être impliqués dans la destinée de la société, quand on observe à quel point ils sont influençables ou manipulables sur la question climatique, on aura tendance à répondre par la négative.

- De quelle façon manger moins influe sur l'espérance de vie? - sputniknews.com 09.09

Le régime alimentaire pourrait avoir un impact sur l'espérance de vie, selon les dernières études. Des scientifiques ont découvert que moins nous mangeons, plus longtemps nous pourrions vivre.

Des scientifiques de l'Institut national de la santé (NIH) aux États-Unis ont conclu qu'une alimentation limitée aidait à prolonger la vie et influençait positivement la santé, relate le site Cell Metabolism.

Afin de prouver leur hypothèse, les scientifiques ont mené une expérimentation avec des souris de laboratoire. Les 292 rongeurs ont été divisés en deux groupes. Un groupe a été nourri selon le schéma standard plusieurs fois par jour, et le deuxième a reçu une nourriture riche en protéines mais sans sucres et graisses.

Ensuite, les souris ont été divisées en sous-groupes: un tiers des rongeurs a pu manger autant qu'ils voulaient, le deuxième groupe a reçu une quantité limitée de nourriture à n'importe quelle heure, et le dernier groupe a eu très peu de nourriture une fois par jour.

Les souris qui ont mangé sans limite sont mortes les premières. Les autres cobayes de cette expérimentation ont vécu 28 semaines de plus en moyenne. Les souris du troisième sous-groupe, qui ne mangeaient qu'une fois par jour, ont vécu le plus long.

Les scientifiques soulignent que le métabolisme des souris est très semblable au métabolisme humain. De ce fait, les conclusions tirées lors de ces expériences sont également applicables aux humains.sputniknews.com 09.09

On va les imiter : il paraîtrait qu'il y aurait de plus en plus d'Américains atteints d'obésité et que la durée de vie moyenne aurait régressé, y aurait-il un rapport de cause à effet. Sans blague ?

[Ils s'impatientent. De quoi Libération est-il le nom ? La pire réaction... de gauche évidemment.](#)

Comment, cela ne vous préoccupe pas ?

- «Qu'est-il arrivé au Parti républicain ?» - Liberation.fr 10 septembre 2018

Barack Obama a dénoncé vendredi le mutisme des républicains face aux dérives de Donald Trump, dans un discours passionné visant à mobiliser les démocrates à l'approche d'élections législatives cruciales.

Depuis l'Illinois, l'ex-président américain a stigmatisé ces élus qui s'en tiennent à «de vagues déclarations de désapprobation quand le Président fait quelque chose de scandaleux. Ils ne rendent service à personne en soutenant activement 90 % des trucs fous qui viennent de cette Maison Blanche, et en disant : "Ne vous inquiétez pas, on évite les 10 % restants"» en référence à la tribune dans le New York Times d'un haut fonctionnaire anonyme, expliquant faire de la résistance intérieure.

Relativement discret depuis son départ de la Maison Blanche, le 44e président des Etats-Unis a clairement l'intention de s'impliquer dans la campagne à venir. Obama a aussi dénoncé les attaques répétées de Trump contre l'indépendance de la justice ou la liberté de la presse. Liberation.fr 10 septembre 2018

[Une autre manière de présenter la confrontation États-Unis - Russie. Retour sur les années Eltsine omniprésentes.](#)

- Unipolarité contre multipolarité – La véritable ingérence russe dans la politique américaine par Diana Johnstone (Consortium News)
- Mondialisation.ca 30 août 2018 Consortium News

Extraits.

...aujourd'hui, c'est le capitalisme qui règne sur le monde. Aujourd'hui, les États-Unis et la Russie sont engagés dans une lutte sans merci entre capitalistes. A première vue, cela peut sembler être un affrontement classique entre capitalistes rivaux. Et pourtant, une fois de plus, un conflit idéologique émerge, un conflit qui divise les capitalistes eux-mêmes, en Russie et aux États-Unis mêmes. C'est le conflit entre mondialistes et souverainistes, entre un monde unipolaire et un monde multipolaire. Le conflit ne se limitera pas aux deux grandes puissances nucléaires. (...)

...dans un certain 'manifeste capitaliste' datant du début des années 1990 qui proclamait :

'Notre guide est le profit, acquis d'une manière strictement légale. Notre Seigneur est Sa Majesté, l'argent, car c'est Lui seul qui peut nous conduire à la richesse comme norme dans la vie.'

Les auteurs de ce tract audacieux étaient Mikhail Khodorkovsky, qui est devenu l'homme le plus riche de Russie, avant de passer dix ans dans une prison russe, et son partenaire d'affaires de l'époque, Leonid Nevzlin, qui s'est depuis confortablement retiré en Israël.

Des prêts en échange d'actions

C'était le bon vieux temps, dans les années 1990, lorsque l'administration Clinton faisait réélire Eltsine pendant que celui-ci laissait piller la Russie par de tels jeunes loups, notamment en utilisant le tour des 'prêts en échange d'actions'.

Dans un article de Vanity Fair de 2012 sur son héros, Khodorkovsky, la journaliste féroce anti-Poutine Masha Gessen a résumé en toute franchise comment cela fonctionnait :

« Les nouveaux oligarques – une douzaine d'hommes qui avaient commencé à exercer le pouvoir que l'argent apportait – concoctèrent un plan. Ils prêteraient de l'argent au gouvernement, qui en avait grandement besoin, et en retour, le gouvernement mettrait en garantie des paquets d'actions équivalant à une participation majoritaire dans les grandes sociétés d'État. Lorsque le gouvernement ferait défaut, comme les oligarques et le gouvernement l'avaient prévu, les oligarques en ont pris le contrôle. Par cette manœuvre, l'administration Eltsine a privatisé le pétrole, le gaz, les minéraux et d'autres entreprises sans l'approbation du Parlement ».

Cela a si bien fonctionné que depuis son poste au sein de l'organisation de la jeunesse communiste, Khodorkovsky a utilisé ses relations pour prendre le contrôle de l'industrie pétrolière russe Yukos et devenir l'oligarque le plus riche de Russie, avec une fortune de 15 milliards de dollars, dont il contrôle encore une partie malgré ses années de prison (2003-2013). Son arrestation a fait de lui un héros de la démocratie aux États-Unis, où il avait de nombreux amis, en particulier ceux qui l'aidaient à vendre des morceaux de Youkos à Chevron et Exxon. Khodorkovsky, un jeune homme charmant et généreux, a facilement convaincu

ses partenaires américains qu'il était le champion numéro un de la démocratie et de la primauté du droit en Russie, en particulier des lois qui permettent aux capitaux nationaux de fuir vers les banques étrangères et aux capitaux étrangers de prendre le contrôle des ressources russes.

Vladimir Poutine ne voyait pas les choses de cette façon. Sans restaurer le socialisme, il déposséda Khodorkovsky de Youkos et convertit l'industrie pétrolière et gazière du modèle de 'société ouverte' toléré par Eltsine en une industrie capitaliste nationale. Khodorkovsky et son partenaire Platon Lebedev ont été accusés d'avoir volé tout le pétrole que Youkos avait produit dans les années 1998 à 2003, jugés et condamnés à 14 ans de prison chacun. Ce changement a ruiné les plans américains, déjà en cours, de 'balkaniser' la Russie entre ses nombreuses provinces, permettant ainsi au capital occidental de poursuivre sa mainmise sur l'économie russe.

La dépossession de Khodorkovski fut certainement une étape importante dans le conflit entre le président Poutine et Washington. Le 18 novembre 2005, le Sénat US a adopté à l'unanimité la résolution 322 présentée par Joe Biden dénonçant le traitement de Khodorkovsky et Lebedev comme étant politiquement motivé. Biden, vice président sous Obama, est devenu une sorte de proconsul d'Ukraine après putsch de Maidan en 2014.

Le conflit idéologique de base ici se trouve entre les États-Unis d'Amérique unipolaires et la Russie multipolaire. La position de la Russie, comme Vladimir Poutine l'a clairement indiqué dans son discours historique à la conférence sur la sécurité de Munich en 2007, est de permettre aux pays de jouir de leur souveraineté nationale et de se développer à leur manière. Le gouvernement russe actuel s'oppose par principe à toute ingérence dans la politique d'autres pays. Il préférerait naturellement un gouvernement américain prêt à l'accepter.

Les Etats-Unis, en revanche, sont par principe en faveur de l'ingérence dans d'autres pays : parce qu'ils veulent un monde unipolaire, avec un système unique, et se considèrent comme l'autorité finale quant au régime qu'un pays doit avoir et comment il doit gérer ses affaires.

Donc, si les Russes essayaient de s'ingérer dans la politique intérieure des États-Unis, ce ne serait pas pour changer le système américain, mais pour essayer de l'empêcher de changer le leur. Les dirigeants russes sont clairement suffisamment cultivés pour comprendre que les processus historiques ne dépendent pas d'enfantillages lancés à partir d'un ordinateur.

Les décideurs politiques américains pratiquent l'ingérence tous les jours. Et ils sont parfaitement disposés à permettre aux Russes d'interférer dans la politique américaine – pourvu que ces Russes soient unipolaires comme eux, comme Khodorkovsky, qui aspirent précisément au même monde unipolaire recherché par le Département d'Etat et George Soros. Mieux encore, l'empire américain compte sur de telles ingérences de la part des Irakiens, des Libyens, des Iraniens, des Russes, des Cubains – de tous ceux qui se rendent à Washington pour demander au pouvoir des États-Unis de régler de vieux comptes ou de renverser le gouvernement de leur pays d'origine. Tous ceux-là sont parfaitement les bienvenus pour faire pression en faveur d'un monde gouverné par l'Amérique.

L'ingérence russe dans la politique américaine est tout à fait bienvenue tant qu'elle contribue à tourner l'opinion publique contre Poutine « multipolaire », glorifie la démocratie américaine, sert les intérêts américains, y compris le complexe militaro-industriel, aide à faire tomber les frontières nationales (sauf celles des États-Unis et d'Israël) et remplit les poches appropriées dans les allées du Congrès. Mondialisation.ca, 30 août 2018

[Une autre manière de présenter leur modèle de société.](#)

Animals (1977) est un album mythique des Pink Floyd inspiré par "La ferme des animaux" de George Orwell.

Dans ce roman, l'humanité est divisée en 3 castes qui donnent leurs titres aux morceaux de l'album:

"Pigs": les porcs, la bourgeoisie qui s'engraisse en exploitant les deux autres classes

"Dogs": les chiens, la petite bourgeoisie, la classe intermédiaire qui encadre le cheptel d'une main de fer, ce que Milgram appelle des "agents".

"Sheep": les moutons qui suivent et obéissent docilement, aveuglés et impuissants.

Les cochons, les chiens et les moutons.

Exactement ce que disait Nicholas Murray Butler, cochon lui-même (CFR, Carnegie, Pilgrim Society) avec sa fameuse citation:

"Le monde se divise en trois catégories de gens: un très petit nombre qui fait se produire les événements, un groupe un peu

plus important qui veille à leur exécution et les regarde s'accomplir, et enfin une vaste majorité qui ne sait jamais ce qui s'est produit en réalité." blog.syti.net

Qui a dit ?

- « J'ai détesté mes ennemis avant même qu'ils me retiennent captif parce que la haine me soutenait dans mon dévouement à leur destruction complète et m'a aidé à surmonter l'impulsion humaine vertueuse de reculer avec dégoût devant ce qui devait être fait par ma main. » (1)

- « Malgré la nature enivrant d'un appel aux armes ou bien la justesse de la cause, nous devrions encore verser une larme pour tout ce qui sera perdu lorsque la guerre nous demande son dû. Jetez une larme et continuez à tuer nos ennemis aussi vite que possible et aussi impitoyablement que nous le devons. » (2)

Réponses :

1– John McCain sur la Guerre du Vietnam, avril 2001

2– John McCain, octobre 2001.

(Source : La canonisation de John McCain : les médias et l'élite politique transforment le belliciste en saint - Mondialisation.ca 04 septembre 2018)

Un monstre, quoi !

La gauche a les représentants qu'elle mérite.

Pendant des décennies, plus d'un demi-siècle, voire un siècle, on vous a présenté la gauche sous un angle particulièrement avantageux, et la plupart des gens ou des militants s'en sont accommodés sans se poser de questions, parfois hypocritement en occultant ses aspects les plus abjectes parvenus à leur connaissance.

Maintenant que le masque de l'imposture est tombé, l'heure des comptes ou des mises au point a sonné et personne ne peut y échapper, mais apparemment ils préfèrent devenir sourds ou le rester, plutôt que se livrer à un inventaire de la lutte de classe de la seconde moitié du XXe siècle par crainte de dévoiler du même coup leur incurie ou leur propre faillite politique. Ce qui vaut à ceux qui s'acharnent pour les y contraindre d'être quasiment bannis ou ignorés du mouvement ouvrier, préférant s'enfoncer dans leur attitude suicidaire qui ne peut profiter qu'à nos ennemis.

- Les Démocrates – de Biden et Obama à des représentants de la « gauche » comme Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez – se sont emparés de l'occasion pour s'associer à une personnalité qui, tout au long de sa vie, a maintenu les liens les plus étroits avec l'armée. Toujours soucieux de déclarer leur fidélité à cet appareil de violence, les démocrates ont élevé, avec l'ancien directeur de la CIA, John Brennan, dans leur panthéon politique, pour mieux mener leur opposer à Trump sur la base la plus à droite possible. (...)

Aujourd'hui, l'armée et les services de renseignement jouent un rôle de plus en plus prépondérant dans toute la vie américaine. L'armée est intégrée aux médias et les médias y sont intégrés. Les politiciens, les Démocrates autant, sinon plus, que les Républicains, citent leurs antécédents militaires et parmi les services de renseignement comme étant leurs qualifications les plus importantes pour le poste. (Source : La canonisation de John McCain : les médias et l'élite politique transforment le belliciste en saint - Mondialisation.ca 04 septembre 2018)

Quand la gauche est au pouvoir, qui gouverne ?

- "Je suis ravie de me retrouver, ici, dans ce nouveau siège. J'ai souvent été au siège mère de New York, mais c'est bien d'avoir un avant-poste du Conseil tout à côté, à quelques rues du Département d'Etat. Le Conseil nous fait de nombreuses suggestions, et cette proximité signifie que je n'aurai plus à aller aussi loin pour recevoir des recommandations à propos des actions à mener et de la manière de voir le futur."

Réponse : Le 15 juillet 2009, Hillary Clinton reconnaît implicitement que le CFR est au-dessus du gouvernement dans un discours devant les membres de la section de Washington du Council of Foreign Relation (CFR).

Le coup du boomerang après avoir soutenu toutes les guerres de l'OTAN ou du Pentagone et instrumentaliser l'extrême droite.

- En Allemagne, l'AfD fait même déraiper la gauche - Liberation.fr 10.09

Gênés par la montée et les outrances du parti d'extrême droite, le SPD, les Verts et Die Linke sont partagés sur la stratégie à adopter pour ne pas perdre leurs électeurs. Liberation.fr 10.09

Le coup d'Etat du 11 septembre 2001 réalisé par l'Etat profond américain fut la première étape d'une stratégie globale qui devait conduire à la situation actuelle... Ceux qui feignent de l'apprendre sont malhonnêtes ou ses complices ou les deux à la fois de préférence.

Ils sont tellement empêtrés dans leurs mensonges, qu'ils ne peuvent plus faire marche arrière et dire la vérité aux travailleurs sans se démasquer, cela vaut pour tous ceux qui soutiennent cette opération de l'OTAN. Ceux qui hier accusaient les sociaux-démocrates et les staliniens d'avoir opté pour la guerre et le fascisme au détriment du socialisme, en viennent à adopter la même attitude face aux opérations montées par l'OTAN, le Pentagone, l'oligarchie financière. Dans ces conditions, le pire est à venir et semble inévitable, mille fois hélas !

[En famille. La bouillabaise électorale ou les "grands enjeux" des européennes.](#)

- A Marseille, la gauche du PS fait un pas de plus vers Mélenchon - AFP 9 septembre 2018

La gauche du PS a fait un pas de plus vers une sortie du parti à l'approche des élections européennes, en accueillant dimanche à Marseille le chef de file de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon.

Invité de marque de l'université d'été de "Nos Causes communes", le club créé par le courant d'Emmanuel Maurel et le MRC (Mouvement républicain et citoyen), M. Mélenchon a tendu la main à ses anciens camarades socialistes.

"Si chaleureuses qu'aient été les rencontres qui m'ont permis de construire avec d'autres cette force (LFI), mes amis, vous me manquez", a lancé l'ancien sénateur PS, en faisant part de son espoir que "finisse cette longue solitude pour (lui) d'avoir été séparé de (sa) famille intellectuelle et affective" en 2008. (Quand on disait qu'il n'avait jamais rompu le fil avec le PS, nous ne divaguions pas. - LVOG)

"Sachez que nous vous attendons, le coeur plein d'espérance et d'allégresse à l'idée des fraternités qui s'annoncent", a-t-il également déclaré devant un auditoire d'environ 300 personnes, dont nombre de militants issus de la Gauche socialiste, le courant qu'il avait fondé en 1988 avec Julien Dray.

Dans son discours de 45 minutes à la tribune, M. Mélenchon a également rappelé ses forces - 7 millions des voix au premier tour de la présidentielle, 17 députés, et bientôt un "commando" annoncé de députés européens - et s'est réjoui de sa place désormais dominante, selon lui, à gauche. "La crise du leadership populaire est réglée. Me voici", a-t-il affirmé.

"La sociale-démocratie, comme le libéralisme, sont des programmes épuisés", a-t-il asséné, en arguant que le "compromis" avec le capital est devenu "impossible" puisqu'il s'est "transnationalisé". (Quel aveu au passage ! Reste la Constitution, les institutions de la Ve république ne sont pas transnationalisées et qu'il est possible de les abattre, mais cela ne fait manifestement pas partie du programme de ce social-démocratie. - LVOG)

Très applaudi, M. Mélenchon a proposé aux participants de converger sur quatre "révolutions": la planification écologique, la rupture avec les traités européens, le refus des accords de libre-échange et le protectionnisme solidaire. (Révolutions qui n'en sont pas, dont les unes pourraient convenir à Obama et les autres à Trump. - LVOG)

La réponse du député européen Emmanuel Maurel, qui de longue date caresse l'idée d'un rapprochement avec M. Mélenchon, était très attendue.

"Parce que nous avons l'intuition que les causes communes, les causes que nous défendons, sont plus importantes que ce qui pourrait nous différencier ou nous séparer (...) oui à un dialogue exigeant", a-t-il répondu.

S'il n'a annoncé aucun ralliement, il a égrainé dans son discours les points d'accord entre lui et M. Mélenchon, et dressé une nouvelle fois le réquisitoire du quinquennat de François Hollande, qui a "tourné le dos" aux promesses des socialistes selon lui.

"Le président sortant fait mine de découvrir qu'Emmanuel Macron est libéral, quel scoop", a-t-il ironisé, en se moquant des "larmes de crocodiles" de ceux qui il y a quelques mois encore "se disaient à équidistance d'Emmanuel Macron et de Jean-Luc Mélenchon". (Et lui il "fait mine de découvrir" que Hollande l'était aussi, quel escroc ! - LVOG)

Il a esquissé quelques propositions pour la campagne des européennes, demandant notamment un "moratoire sur les traités de

libre-échange" et une opposition claire au traité euro-canadien CETA.

La gauche du PS finira-t-elle par sauter le pas ? Ses troupes semblent partagées. La sénatrice Marie-Noëlle Lienemann ne semble guère en douter, évoquant auprès de la presse le lancement d'un nouveau mouvement allié à M. Mélenchon, qui s'appellerait Les Socialistes - une marque qu'elle a déposée en 2016.

M. Maurel préfère lui parler du débat qu'il entend mener au sein du PS sur la "stratégie" et les "grands enjeux" des européennes, alors que le PS travaille encore à son projet et n'a pas choisi sa tête de liste.

Selon un proche de M. Maurel, les choses pourraient évoluer à l'occasion du Conseil national du PS, le 13 octobre. "Le travail en interne continue même si nous ne nous faisons aucune illusion (...) Clairement, si la ligne est celle que nous connaissons actuellement, il y aura sortie de 70% de nos membres dans les instances dirigeantes du parti à l'issue du CN", menace-t-il. AFP 9 septembre 2018

Quand le "capital transnational" a besoin d'une "démocratie transnationale".

- Européennes: le libéral belge Guy Verhofstadt veut s'allier avec Emmanuel Macron - AFP 9 septembre 2018

L'ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt, chef de file des libéraux et centristes au Parlement européen (ADLE), veut former un mouvement avec En Marche en vue des élections européennes de 2019, a-t-il annoncé dimanche dans un entretien à Ouest-France.

M. Verhofstadt plaide pour des "partis paneuropéens" et une "démocratie transnationale".

Interrogé par l'AFP, le délégué général de La République en marche Christophe Castaner a cependant indiqué que son parti n'était "pas dans une logique d'alliance", même si "nos convergences sont grandes". "Nous travaillons ensemble" et "sommes ravis que M. Verhofstadt nous soutienne", a-t-il ajouté.

"Après la rencontre Orban-Salvini, la lutte en 2019 sera une lutte entre les populistes nationalistes d'une part, et une alternative pro-européenne", a déclaré l'ancien Premier ministre, alors que l'extrême droite réalise une poussée aux législatives en Suède.

M. Verhofstadt assure avoir avec Emmanuel Macron, non seulement "la même analyse" mais aussi "plus ou moins les mêmes propositions". Il se dit prêt à siéger au sein du même groupe parlementaire, dont le nom reste encore à définir. Ce mouvement commun pourrait être lancé en octobre.

"Ce sera quelque chose de nouveau, un mouvement. Une alternative pro-européenne aux nationalistes", a déclaré le centriste libéral, qui plaide pour une campagne commune.

"Chaque parti va garder ses symboles, mais on crée un mouvement plus large. L'objectif c'est de créer un groupe décisif dans le futur parlement, un outil pour arrêter la vague nationaliste", poursuit le président de l'ADLE. AFP 9 septembre 2018

Quand ils assument servir les besoins des multinationales.

- "Les lobbies, nous en avons besoin", assure l'ancien ministre Benoist Apparu (LR) - Franceinfo 10.09

L'ancien ministre du Logement estime que les lobbies sont importants, soulignant qu'une "décision publique qui n'est pas partagée par les professionnels du secteur" est une "mauvaise chose". Franceinfo 10.09

Quand l'extrême droite gouverne déjà.

- Poussée de l'extrême droite en Suède : "Le facteur fondamental, c'est la crise sociale depuis les années 1990" - Franceinfo

- Allemagne : la mort d'un jeune fait craindre un nouveau Chemnitz - LeParisien.fr

- L'Italie embrasse les idées de l'extrême droite les yeux fermés - Liberation.fr

Après avoir célébré leur héros McCain, au tour du candidat brésilien d'extrême droite Jair Bolsonaro.

- Brésil. Le candidat d'extrême droite se remet d'une attaque au couteau - Liberation.fr

Jair Bolsonaro va mieux : il s'est laissé photographier à l'hôpital. Le candidat d'extrême droite, en tête des sondages (22 % d'intentions de vote)...

Rio vit une guerre civile larvée. Les gens bien s'arment pour défendre leur famille", affirme Armando Piccini, visiteur assidu d'un stand de tir de Niteroi, près de Rio de Janeiro.

"Si les autorités n'agissent pas, ce sera une guerre ouverte", ajoute ce chef d'entreprise de 52 ans, fervent défenseur d'une libéralisation du port d'arme, un des principaux chevaux de bataille de Jair Bolsonaro, candidat d'extrême droite à la présidentielle d'octobre.

Au Brésil, le port d'armes est régulé par une loi, que M. Bolsonaro veut abroger s'il est élu.

En juillet, une vidéo sur laquelle il apparaissait en train d'apprendre à une petite fille à imiter un revolver avec ses mains a mis le feu aux poudres. Un geste polémique qu'il vient de refaire sur son lit d'hôpital.

"Les enfants brésiliens doivent percevoir les armes comme une chose liée à la protection de la vie", s'est justifié le candidat dans un entretien au journal O Globo.

Au club de tir, tout le monde trouve ça très naturel. "Mon fils est ici", affirme Anderson Lessa, commerçant de 46 ans, désignant un adolescent.

"J'ai appris à mes trois fils à conduire, à nager et à tirer. Je les ai préparés pour qu'ils puissent se défendre, je crois que c'est un droit fondamental", conclut-il. AFP et Liberation.fr 10.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Le Pentagone reconnaît avoir dépensé 1,5 trillion \$ en guerres depuis le 11-Septembre - Réseau Voltaire 29 août 2018

Selon une estimation publiée par le Pentagone, le coût des guerres menées depuis le 11 septembre 2001 dans le cadre de la stratégie Rumsfeld-Cebrowski s'élève à plus de 1 500 milliards de dollars [1]. Les dépenses les plus importantes ont eu lieu sous le second mandat de George Bush Jr. et le premier mandat de Barack Obama.

Ces données sont contestées par la Brown University. Selon elle, les coûts réels sont quatre fois plus élevés, de l'ordre de 5 600 milliards de dollars [2].

Présenté comme la « guerre globale au terrorisme », l'ensemble de ces conflits visaient en réalité, selon l'amiral Arthur Cebrowski, à détruire les structures étatiques de la partie du monde non connectée à l'économie globale. Réseau Voltaire 29 août 2018

Notes

[1] Quarter 2 : Cost of War Update as of March 31, 2018, US Department of Defense.

[2] Summary of US Costs of War in Iraq, Afghanistan, Pakistan, Syria and Homeland Security, FY2001-2018, Brown University.

2- Syrie

2.1- YouTube censure les chaînes du gouvernement syrien - Réseau Voltaire 9 septembre 2018

La société YouTube (propriété de Google) a fermé le 8 septembre 2018 les chaînes du gouvernement syrien, dont celle de la présidence syrienne, du ministère syrien de la Défense ou encore de l'agence de presse gouvernementale Sana.

YouTube n'a pas expliqué sa décision.

Les chaînes existant depuis plusieurs années et ayant des programmes différents, cette censure collective ne peut pas avoir été décidée en fonction des contenus, mais uniquement en raison de leur éditeur : le gouvernement de la République arabe syrienne.

Les États-Unis menacent d'attaquer prochainement la Syrie. Un plan de bombardement du pays a été présenté par le Pentagone au président Trump. Il comprend la destruction des installations de radio et télédiffusion. Si une attaque occidentale devait arriver, le gouvernement syrien serait incapable de communiquer avec sa population et à l'étranger. Réseau Voltaire 9 septembre 2018

2.2- La Syrie devrait attendre le 6 novembre pour libérer Idleb - Réseau Voltaire 9 septembre 2018

La Russie accuse les Britanniques de préparer une attaque chimique sous faux drapeau à Idleb, tandis que les États-Unis accusent la Syrie d'en préparer une. Les échanges virulents au Conseil de sécurité des Nations unies peuvent donner l'impression qu'une intervention occidentale est imminente.

En réalité, les Britanniques ne peuvent accuser la Syrie que si celle-ci déploie son armée de Terre à Idleb, car les armes chimiques ne peuvent pas être dispersées par voie aérienne, mais uniquement par des obus de mortier. Pour le moment, l'attaque terrestre d'Idleb est préparée par des bombardements russes ciblés sur des installations d'al-Qaïda. Rien de plus.

Si l'attaque d'Idleb débutait avant le 6 novembre 2018, date des élections de la Chambre des représentants US et du tiers du Sénat, la Syrie se mettrait en danger. Il suffirait alors aux Britanniques de réaliser leur opération sous faux drapeau pour contraindre le président Trump à intervenir en urgence, c'est-à-dire sans avoir le temps de vérifier les imputations de Londres. Faute de quoi, Donald Trump prendrait le risque de perdre les élections de mi-mandat et de se retrouver mis en accusation par le nouveau Congrès (impeachment).

Une attaque US serait alors extrêmement létale, contrairement aux mises en scènes précédentes.

Il est donc plus prudent pour la Syrie d'attendre ces élections pour libérer Idleb. Réseau Voltaire 9 septembre 2018

2.3- Deux F-15 américains portent des frappes aux munitions au phosphore sur Deir ez-Zor - sputniknews.com 09.09

Le 8 septembre, deux avions américains F-15 ont frappé le gouvernorat de Deir ez-Zor en Syrie avec des munitions au phosphore, a annoncé le général Vladimir Savtchenko, chef du Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie.

Deux F-15 américains ont porté samedi des frappes aux munitions au phosphore sur le gouvernorat de Deir ez-Zor, en Syrie, a déclaré ce dimanche le général Vladimir Savtchenko, chef du Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie.

«Des frappes ont été réalisées le 8 septembre contre la localité de Hajin dans le gouvernorat de Deir ez-Zor, avec utilisation de munitions incendiaires au phosphore par deux appareils F-15», a-t-il indiqué.

Vladimir Savtchenko a fait remarquer que les raids avaient engendré d'importants incendies.

«Les informations sur d'éventuels morts et blessés sont en train d'être précisées», a-t-il encore ajouté.

L'utilisation d'armes au phosphore blanc est interdite par le protocole additionnel de la Convention de Genève, a-t-il rappelé.

Les forces de la coalition anti-Daech* dirigée par les États-Unis ont entamé vendredi dernier des exercices dans l'est de la Syrie, avait précédemment annoncé le site de la coalition, précisant qu'il s'agissait du secteur de la garnison d'Al-Tanf et dans un rayon de 55 km autour. La garnison d'Al-Tanf abrite une base militaire américaine en Syrie où sont formés et armés des détachements de l'opposition syrienne. Le camp de réfugiés de Rukban est situé dans une «zone de sécurité» à proximité de la base militaire américaine d'Al-Tanf, déployée illégalement en avril 2017 sous le prétexte de la lutte antiterroriste. sputniknews.com 09.09

2.4- Berlin pourrait se joindre aux frappes de Washington, Londres et Paris en Syrie - sputniknews.com 10.09

Le gouvernement allemand se penche actuellement sur un éventuel emploi d'avions contre le Président syrien Bachar el-Assad, a affirmé le journal Bild.

Le ministère allemand de la Défense étudie la possibilité de recourir à ses chasseurs-bombardiers Tornado dans d'éventuelles opérations militaires contre l'armée du Président syrien Bachar el-Assad, a annoncé ce dimanche le journal Bild, se référant à des sources au sein du ministère.

L'Allemagne dépensera plus d'un milliard d'euros pour se réarmer Selon le journal, la ministre de la Défense, Ursula von der Leyen,

a donné l'ordre d'étudier la question de la participation du pays à d'éventuelles frappes de l'alliance que forment les États-Unis, la France et le Royaume-Uni contre les forces gouvernementales syriennes en cas d'utilisation de l'arme chimique dans le gouvernorat d'Idlib.

Une demande appropriée a été adressée à Berlin par Washington et des négociations préliminaires sur le sujet se sont tenues la semaine dernière au sein du ministère allemand, a fait remarquer Bild.

Le journal a souligné qu'une éventuelle décision en ce sens serait «historique».

«L'Allemagne risquerait ainsi pour la première fois d'entrer en confrontation directe avec l'allié de la Syrie, la Russie», a-t-il noté. sputniknews.com 10.09

3- Iraq

3.1- L'Iraq à la croisée des chemins - Réseau Voltaire 9 septembre 2018

La Coalition laïque de Moqtada al-Sadr a exigé les excuses et la démission de son ex-allié, le Premier ministre iraquien Haïder al-Abadi, en réponse aux émeutes de Bassorah.

Moqtada al-Sadr, bien que leader chiite, promeut à la fois une politique d'indépendance face à l'Iran et aux États-Unis et une stratégie d'alliance avec les autres composantes religieuses irakiennes.

Le Premier ministre Haïder al-Abadi a été imposé conjointement par les États-Unis et l'Iran, en 2014, malgré l'élection démocratique de Nouri al-Maliki. Il s'était engagé à suivre la politique US durant son prochain mandat et avait annoncé qu'il appliquerait les sanctions de Washington contre Téhéran.

L'ayatollah Ali al-Sistani, l'autre grande figure chiite du pays, a appelé à la constitution d'urgence d'un nouveau gouvernement pour résoudre la crise.

Les émeutes qui viennent d'éclater à Bassorah ont des causes anciennes et une cause nouvelle : l'empoisonnement de l'eau courante, désormais beaucoup trop salée pour être bue. Elles ont coûté la vie à quatorze personnes. Bassorah est le poumon pétrolier de l'Iraq. Indépendamment de la crise de l'eau et des services publics, elle sera donc impactée par la décision de suivre ou de rejeter les sanctions US contre l'Iran. C'est aussi une ville à très grande majorité chiite. Pourtant le consulat iranien et une délégation iranienne à l'aéroport ont été sauvagement attaqués.

Ces événements interviennent alors que le gouvernement iranien d'Hassan Rohani a cessé d'espérer l'aide européenne et pris acte des sanctions édictées par le président Trump. Il vient de s'unir avec les Gardiens de la Révolution pour renforcer ses positions militaires à l'étranger. Réseau Voltaire 9 septembre 2018

3.2- Le spectaculaire retournement de cheikh Hassan Rohani - Réseau Voltaire 9 septembre 2018

Durant sa campagne électorale, le président iranien, cheikh Hassan Rohani, s'était engagé à ne plus soutenir la Syrie. Effectivement, depuis le début de son mandat, en août 2013, il s'est abstenu d'envoyer des membres de son gouvernement en Syrie et a laissé vacant le poste d'ambassadeur à Damas durant près de deux ans.

Le soutien de l'Iran à la Syrie est exclusivement passé par le Guide de la Révolution, l'ayatollah Ali Khameneï, qui a envoyé régulièrement ses collaborateurs à Damas, et par les Gardiens de la Révolution, qui conseillent l'Armée arabe syrienne.

Or, le 5 novembre 2018 les sanctions US contre les secteurs bancaires et pétroliers iraniens entreront en vigueur. Toute la politique d'alliance d'Hassan Rohani avec l'administration Obama sera balayée. Constatant le refus du président Trump de tout compromis et l'incapacité européenne à agir, cheikh Hassan Rohani s'est résigné à changer de politique.

En quelques jours, plusieurs hauts responsables du gouvernement iranien se sont rendus à Damas apporter leur soutien à la République, dont le ministre de la Défense, le général Amir Hatami, le 26 août et le ministre des Affaires étrangères, Mohammad-Javad Zarif, le 3 septembre.

Désormais, les deux branches du pouvoir iranien soutiennent Damas. Réseau Voltaire 9 septembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 11 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Au passage je me souhaite un bon anniversaire !

J'ai acheté un gros gâteau au chocolat que nous allons partagé avec nos voisins et leurs enfants, ainsi que le frère et la fille de ma compagne et leurs enfants. Eh oui, je suis un rustre qui sait vivre !

La plupart de mes lecteurs ne m'apprécient pas parce qu'ils sont bourrés d'a priori, contrairement à mes voisins qui jugent sur pièces ou sont moins injustes, alors que je leur mène la vie dure ! Ce matin j'ai brûlé les ordures de ma voisine Kajelveli, quand elle est venue m'emprunter 50 roupies je lui en ai fait la remarque gentiment, elle m'a remercié le plus naturellement du monde, comme si c'était normal !

On se marre bien entre nous. Ils ont de la chance que j'ai une conscience de classe assez développé, chut, ne le répétez pas trop fort, vous allez vous faire des ennemis parmi vos petits camarades !

● Causerie au format pdf (7 pages)

Le commentaire qui accompagne les images plus haut : Affiche de 1911 du mouvement ouvrier américain. Le département d'Etat a la preuve que Bachar al-Assad prépare une attaque chimique sur Idlib, C. Powell avait accusé Saddam Hussein de détenir des armes de destruction massive pour justifier le bombardement de l'Irak... avant d'avouer plus tard qu'il n'en était rien. L'ONG des Casques blancs ses complices.

Le mot du jour : Nous vivons en guerre et tout le monde s'en fout !

Inquiétant, non ?

Pourquoi l'évoquer puisque tout le monde s'en fout.

J'ai consulté quelques blogs de partis dits ouvriers, et j'ai constaté qu'ils n'avaient consacré aucun article ou info en bref depuis le début du mois de septembre à la guerre contre l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie et le Yémen notamment qui se poursuit. Par contre ils se préoccupent du sort de leurs ressortissants qui ont atterri en France, au doigt et à l'oeil ils respectent l'agenda de l'OTAN et du Pentagone et ne tiennent surtout pas à interférer dans leurs affaires sur les champs de bataille, on comprend, c'est moins risqué !

En la matière la palme de l'ignominie revient au POID, qui a relayé la propagande du clan de la guerre ou de l'Etat profond américain opposé à celui de Trump qui tente d'infléchir la politique de ses prédécesseurs. On s'en tient à ce qu'il a publié dans son blog à la manière d'un internaute lambda.

POID (<https://latribunedesttravailleurs.fr/category/fil-dinfos>)

6 septembre 2018 – Etats-Unis: au lendemain de la diffusion d'extraits d'un livre du journaliste Bob Woodward dressant le portrait d'un président Trump colérique et paranoïaque que ses collaborateurs s'efforcent de contrôler, voire de contourner, pour éviter de dangereux dérapages, le New York Times publie la tribune anonyme d'un haut responsable de l'administration de Trump, expliquant comment il s'efforce, avec d'autres, de lutter de l'intérieur contre les « pires penchants » du président américain.

Le New York Times, qui pour l'occasion a les faveurs du POID, est un des piliers du groupe Bilderberg depuis plus de 50 ans. Rockefeller qui en était le président eut l'occasion de remercier chaleureusement le New York Times et le Washington Post pour avoir gardé le silence sur les guerres et autres coups tordus que l'oligarchie avait fomentées secrètement durant un demi-siècle.

Bon, apparemment, il est dit que la guerre doit demeurer un secret bien gardé réservée entre les puissants de ce monde et nos dirigeants, et que les gueux que nous sommes n'en serons informés que lorsque les bombes nous tomberont sur la tête.

Le NPA n'est pas en reste dans le genre opportunisme hystérique.

Vous avez pu prendre connaissance dans les deux causeries précédentes, comment l'opération du 8 septembre dernier nommée *Debout pour le climat* avait été orchestré par le clan de l'oligarchie qui affronte Trump dans l'unique but de l'affaiblir, et que par conséquent tous les participants à ces manifestations se transformeraient automatiquement et à leur insu en agents de cette machination ou de ce clan va-t-en-guerre ou seraient instrumentalisés tel quel qu'ils le veuillent ou non, ce dont vous

pouviez avoir confirmation dès le lendemain en lisant les articles de presse qui en ont rendu compte, se félicitant du succès de cette opération, qui en réalité n'a mobilisé que très peu de participants en France ou à travers le monde, peu importe, les médias qui sont à la solde de ce clan ne pouvaient que déformer les faits.

- NPA. Marchons pour changer le système, pas le climat ! - Jeudi 6 septembre 2018

Le 8 septembre, journée mondiale pour le climat, des marches se dérouleront partout dans le monde. Le NPA appelle à y participer massivement. (...)

Aujourd'hui l'appel à la mobilisation lancé par des dizaines d'associations rencontre un écho jusqu'alors inédit. (...)

Les marches du 8 septembre pour le climat sont une nouvelle étape de la mobilisation.

Que le NPA fasse également dans la désinformation n'étonnera personne. A côté, vous avez pu comparer avec quel sérieux et profondeur nous avons traité ce sujet. Mais apparemment, nous ne poursuivons pas les mêmes objectifs politiques.

Il m'est arrivé d'évoquer les Indiens qui ne voient pas plus loin que le bout de leur rue ou de leur village, il faut dire qu'ils n'ont jamais connu rien d'autres, donc cela peut se comprendre. Et bien les Français sont pareils, sauf qu'eux ils ont connu ou ils ont eu accès à autres choses au cours de leur vie. Ils ont fait des études, ils regardent la télévision depuis très longtemps, ils lisent, circulent beaucoup, voyagent, ils sont tous connectés à Internet, ils savent qu'il se passe quelque chose au-delà de leur petit monde étriqué, aussi s'emploie-t-on à flatter leur préoccupations individuelles afin qu'ils s'y cantonnent, comme si ce qui se passait dans le monde ne devait pas les concerner ou n'avait aucune incidence sur leur mode de vie ou la société.

Le jour où ils se réveilleront et qu'ils apprendront que c'est à leur tour de partir à la guerre ou de la subir, ils se demanderont hébétés ce qui leur arrive. Ils sauront à qui demander des comptes pour les avoir désinformés aussi longtemps.

[Confirmation. L'élite aristocratique d'un régime monarchique](#)

- Hauts fonctionnaires : le grand ménage promis par Emmanuel Macron n'a pas eu lieu - Franceinfo 11 septembre 2018

Je les ai évoqués hier dans la causerie et ce n'est pas la première fois qu'une telle coïncidence se produit, comme quoi je suis bien phase avec la réalité, contrairement à mes détracteurs qui la fuient, qui sont incapables de prévoir quoi que ce soit ou qui ne voient jamais rien venir.

L'Ecole Nationale de l'Aristocratie en est le vivier.

- Un directeur général des services nommé à l'Élysée - Reuters 11 septembre 2018

Jérôme Rivoisy, issu de la même promotion qu'Emmanuel Macron à l'ENA, a été choisi pour occuper le nouveau poste de directeur général des services de l'Élysée, a-t-on appris lundi auprès de la présidence, confirmant une information du Monde. Reuters 11 septembre 2018

Et pendant ce temps-là dans le bac à sable.

- Olivier Besancenot pousse la «chansonnette» dans un rap anti-Macron - LeParisien.fr 11 septembre 2018

Macron peut dormir tranquille avec de tels opposants...

[Les masques tombent. Quand la Nouvelle Gauche ou vieille droite retourne "aux fondamentaux"... au bercail.](#)

- Les députés socialistes de la "Nouvelle Gauche" vont (encore) changer de nom pour revenir aux "socialistes" - Le HuffPost 10 septembre 2018

Les députés de la "Nouvelle Gauche" opèrent un retour aux fondamentaux. Les trente élus socialistes de l'Assemblée nationale ont décidé de changer une nouvelle fois de nom, plus d'un an après un premier changement en juin 2017. De députés de la "Nouvelle Gauche", les voilà repassés à députés "socialistes" -et apparentés-, leur dénomination historique.

Ils avaient choisi de laisser derrière eux l'étiquette "socialistes" à la suite des élections législatives douloureuses pour la gauche. Aujourd'hui, il semblerait que la dénomination a retrouvé les faveurs de ces députés de l'Assemblée, rapporte Le Monde. Le HuffPost 10 septembre 2018

Le saviez-vous ? Qui a dit ?

- « Quand il s'agit de protéger l'État et de faire respecter la norme républicaine, il y a une convergence avec la droite, je l'assume »

Réponse : Mélenchon, rapportée par le Monde des 20-21 juillet 2018. lemonde.fr 28.07

On se disait bien qu'il était de droite ou qu'au lieu d'affronter le régime ses véritables intentions étaient "de protéger l'État" des capitalistes, les institutions de la Ve République. Quand on a à l'esprit cette déclaration et bien d'autres du même genre, et qu'on analyse son programme, on en arrive forcément à la conclusion que c'est un charlatan, un serviteur du régime en place.

Parole d'Internaute (Abonné au Point)

- "La vérité commence à sortir du puits..."

On y arrive doucement... Il va falloir bientôt expliquer pourquoi il y avait déjà des "rebelles" étrangers en Syrie dès 2011... Et pour qui "roulait" Lafarge...

A quand une amende honorable des médias pour faire oublier une longue désinformation ?

On attend avec impatience un excellent billet de FOG qui nous expliquera, saperlotte, qu'il savait tout depuis le premier jour..."

Il y a des lecteurs du Point qui ont un niveau de conscience supérieur à bien des militants du mouvement ouvrier, ce qui n'étonnera plus personne non plus...

Menace de guerre.

- L'aviation US incite les compagnies à éviter l'espace aérien iranien - Reuters 11 septembre 2018

L'administration américaine de l'aviation civile (FAA) a publié un nouvel avertissement à destination des compagnies aériennes, les incitant à la prudence quand elles décident d'emprunter l'espace aérien iranien en évoquant des activités militaires émanant ou transitant par l'Iran, notamment vers la Syrie.

Le département d'Etat conseille aux citoyens américains de ne pas se rendre en Iran, estimant qu'il y a un risque d'arrestation abusive et de détention. Reuters 11 septembre 2018

Désinformation et propagande psychologique pour préparer les esprits à la guerre.

- Syrie: exode massif à Idleb, où l'ONU craint la "pire catastrophe humanitaire" du siècle - AFP 11 septembre 2018

- Syrie : Idleb, au bord de la catastrophe - euronews 11 septembre 2018

- Syrie : la bataille d'Idlib pourrait devenir la «pire catastrophe humanitaire» - LeParisien.fr 11 septembre 2018

De l'Irak à la Syrie. Comment ça marche ou démontage d'un mécanisme infernal.

Comment inventer une menace qui n'existe pas et la marteler, pour que l'on finisse par croire qu'elle serait réelle, pour ensuite affirmer qu'elle a bien été mise à exécution pour finalement justifier une intervention militaire, l'objectif de cette machination.

- Armes chimiques: Les USA mettent à nouveau la Syrie en garde - Reuters 11 septembre 2018

Le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump a déclaré lundi que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont convenu qu'une nouvelle utilisation d'armes chimiques par le gouvernement syrien entraînerait "une réponse encore plus ferme" que celle des précédentes frappes aériennes menées en avril.

"Nous avons tenté au cours des derniers jours de transmettre le message que s'il y avait une troisième utilisation d'armes chimiques, la réponse serait beaucoup plus ferme", a dit John Bolton.

"Je peux dire que nous avons des consultations avec les Britanniques et les Français qui nous ont rejoint dans la seconde frappe et

ils sont d'accord qu'une nouvelle utilisation d'armes chimiques entraînerait une réponse plus ferme", a-t-il poursuivi.

Le général François Lecointre, chef d'état-major des armées françaises, a déclaré jeudi dernier que la France était prête à frapper de nouveau en Syrie si le régime de Bachar al Assad faisait usage d'armes chimiques.

"Nous sommes prêts à faire des frappes parce que le président de la République a maintenu son exigence et son ordre d'être prêts à faire des frappes si jamais l'arme chimique venait à être employée à nouveau", a dit le général Lecointre à des journalistes.

"Ces frappes peuvent être faites en national mais l'intérêt majeur, c'est de le faire avec le nombre le plus important de partenaires", a-t-il ajouté.

Des responsables américains ont affirmé au cours des derniers jours qu'ils avaient acquis la preuve que le gouvernement syrien préparait des armes chimiques avant une offensive sur l'enclave rebelle d'Idlib dans le nord-ouest du pays.

Le général Joseph Dunford, chef d'état-major des armées américaines, a déclaré la semaine passée qu'il menait des consultations quotidiennes avec la Maison blanche sur les options militaires si la Syrie ignorait les mises en garde sur cette question.

Les bombardements entamés la semaine dernière par l'armée syrienne et ses alliés dans la province d'Idlib, dernière région aux mains de l'insurrection (Front al-Nosra issu d'al-Qaïda. - LVOG) , a fait 30.000 déplacés, selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'Onu (Ocha).

Avec l'appui de la Russie et de l'Iran, Damas prépare une vaste offensive pour reprendre Idlib et les secteurs adjacents, dans les provinces de Lattaquié, d'Hama et d'Alep, où vivent trois millions de personnes. Reuters 11 septembre 2018

- La Guerre mondiale, une option US en Syrie (WSJ) - Réseau Voltaire 10 septembre 2018

Selon le Wall Street Journal [1], les États-Unis envisagent plusieurs options en Syrie, notamment celle d'attaquer des objectifs russes et iraniens, au risque de provoquer une Guerre mondiale.

Cependant, le journal assure que la Maison-Blanche envisage aussi des options politiques et économiques, pas nécessairement militaires. Réseau Voltaire 10 septembre 2018

- L'Allemagne se prépare à attaquer la Syrie - Réseau Voltaire 10 septembre 2018

Selon le journal Bild [1], le gouvernement allemand a été sollicité par les États-Unis pour participer à une frappe aérienne contre la Syrie.

Alors que Londres prépare une attaque chimique sous faux drapeau à Idlib, Washington menace depuis plusieurs semaines de frapper la Syrie si elle utilise de telles armes.

L'opération alliée impliquerait à la fois l'Allemagne, la France, les États-Unis et le Royaume-Uni.

La ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, a fait procéder à une étude des possibilités allemandes d'intervention, la semaine dernière. Une réunion s'est tenue à Berlin avec un représentant du Pentagone afin de faire entrer l'Allemagne dans la Coalition occidentale anti-syrienne.

Selon Deutsche Wirtschaftsnachrichten, la chancelière Angela Merkel avait pourtant déclaré soutenir l'opération militaire russe à Idlib contre les jihadistes. Réseau Voltaire 10 septembre 2018

Note.

[1] « Angst vor Giftgas-Angriffen auf Idlib. Regierung prüft Tornado-Einsatz gegen Assad », Karina Mössbauer, Bild, 9. September 2018.

- Une rencontre entre terroristes et Casques blancs a eu lieu vendredi à Idlib - sputniknews.com 08.09

Un rassemblement de différents groupes terroristes, y compris le Front al-Nosra*, et avec la participation des Casques blancs, s'est tenu le 7 septembre à Idlib. Les participants se seraient mis d'accord sur des scénarios de futures mises en scène d'« incidents » ayant potentiellement recouru à des substances toxiques, a annoncé la Défense russe.

Les leaders de groupes terroristes, notamment des dirigeants du Front al-Nosra*, se sont rencontrés le 7 septembre à Idlib, en Syrie. Des membres des Casques blancs ont également pris part à la rencontre, a déclaré le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

Lors du rassemblement, les personnes réunies ont notamment discuté de scénarios de futures mises en scène d'«incidents» ayant potentiellement recours à des substances toxiques par les troupes gouvernementales syriennes, a-t-il expliqué.

La rencontre en question a eu lieu dans un poste de commandement des terroristes situé à proximité de l'école Al-Wahda, à Idlib.

«Lors de la réunion ont été mis au point et approuvés les scénarios et le tournage de mises en scène d'"incidents" avec utilisation présumée de substances toxiques par les forces gouvernementales syriennes contre des civils dans les villes de Jisr al-Choghour, Saraqeb, Taftanaz et Sarmin», a précisé la Défense russe.

«La préparation complète de tous les participants impliqués dans la réalisation de provocations mises en scène devrait être achevée dans la soirée du 8 septembre. Le signal marquant le début de la mise en pratique de ces provocations par les terroristes dans la province d'Idlib proviendra d'un ordre spécial de certains "amis étrangers de la révolution syrienne"», a souligné Igor Konachenkov.

Il a notamment ajouté que «le département militaire russe continuait de surveiller de près la situation en République arabe syrienne ainsi que les actions des forces armées de différents pays de la région du Moyen-Orient».sputniknews.com 08.09

- Trump punit les Palestiniens en fermant leur mission à Washington - AFP 11 septembre 2018

Les Etats-Unis ont annoncé lundi la fermeture du bureau de représentation palestinienne à Washington, accusant les dirigeants palestiniens de refuser de parler à l'administration de Donald Trump et d'engager des négociations de paix avec Israël. AFP 11 septembre 2018

- Les Etats-Unis menacent de sanctions les juges de la Cour pénale internationale s'ils poursuivent des Américains - Franceinfo 11 septembre 2018

Un conseiller de Donald Trump a menacé de sanctionner des membres de la CPI si des poursuites étaient engagées contre des Américains ou des alliés des Etats-Unis. Franceinfo 11 septembre 2018

Ils osent tout.

- Malgré la poussée populiste, la Suède reste un modèle - L'Express.fr 11 septembre 2018

- Pas de majorité parlementaire en Suède, progression de l'extrême droite - Reuters 10 septembre 2018

Plusieurs semaines de négociations seront sans doute nécessaires pour former un gouvernement en Suède, où les coalitions de gauche et de droite ont quasiment fait match nul lors des législatives de dimanche, marquées par une nouvelle progression de l'extrême droite et une absence de majorité.

Après dépouillement de la quasi-totalité des bulletins, le bloc formé par le Parti social-démocrate au pouvoir, les Verts et le Parti de gauche était crédité de 40,6% des suffrages, alors que l'Alliance des Chrétiens-démocrates, des Libéraux, des Modérés et du Parti du centre obtenait 40,3%.

Les Démocrates de Suède (SD), formation eurosceptique et hostile à l'immigration, recueille quant à elle 17,6% des voix, soit près de cinq points de plus qu'en 2014, alors que leur chef de file Jimmie Akesson tablait sur 20 à 30%. En sièges, ils passent de 49 à 62, tandis que les coalitions de gauche et de droite en obtiennent respectivement 144 et 143 au Riksdag (parlement), qui en compte 349.

L'arrivée en 2015, au plus fort de la crise migratoire en Europe, de 163.000 demandeurs d'asile, soit le plus fort taux par habitant au sein de l'UE, a polarisé les électeurs et brisé le consensus politique. Certains Suédois estiment en outre que leur système social traverse une crise.

L'allongement des listes d'attente pour se faire opérer, la pénurie de médecins et d'enseignants, et l'incapacité de la police à éradiquer la violence dans les banlieues défavorisées, où les immigrants sont majoritaires, ont ébranlé la confiance des Suédois en leur modèle social. Reuters 10 septembre 2018

- Les sociaux-démocrates ont perdu 2,8 points par rapport à 2014, et réalisé leur plus mauvais score depuis plus d'un siècle. AFP

10 septembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 14 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (28 pages)

Première partie.

[Le vieux monde qu'il nous faut renverser. \(A propos de l'image à l'écran plus haut à gauche.\)](#)

Syti.net - En bas, la population ordinaire, les esclaves de la dette dont le cycle de vie se réduit à la naissance, l'école, le travail, les impôts, les dettes, et la retraite.

Au dessus, les organisations qui assurent le contrôle du cheptel: les 3 branches de la "religion du Livre" (judaïsme, christianisme, islam) qui enseignent que l'obéissance aux règles est récompensée par le paradis, les gouvernements et leurs systèmes coercitifs (services secrets, armée, police, justice, prisons), l'éducation, et les médias qui assurent la diffusion des messages de l'élite vers les masses. (Ajoutons les réseaux numériques tels Facebook, Twitter, etc. - LVOG)

Encore au-dessus, le contrôle des ressources mondiales. C'est le niveau où opèrent les multinationales de l'industrie et des services.

Le niveau supérieur est le contrôle financier mondial par le biais des banques, des banques centrales, des taux d'intérêts et du système d'impôts et de taxes. (Précisons, la planche à billets. Ajoutons la Bourse. - LVOG)

Les niveaux suivants sont cachés au commun des mortels, les médias n'en parlent jamais. Ce sont les "clubs de réflexion" (ou "think tanks"), les réseaux d'influence, les institutions transnationales qui constituent le "gouvernement mondial".

On pourrait placer encore au-dessus un niveau oublié par ce diagramme: les sociétés secrètes (Skull and Bones, Bohemian Groove, Franc-Maçonnerie, Prieuré de Sion, Ordre de Malte...)

Enfin, au sommet se trouve l'élite de l'élite dont l'appartenance est héréditaire, les membres sont issus de dynasties capitalistes ou de lignées royales. syti.net

[Ce que soutiennent les ONG et le mouvement ouvrier : La traite d'êtres humains, le trafic d'esclaves.](#)

L'alliance ou le consensus des ONG et du mouvement ouvrier sur cette question et bien d'autres à l'initiative de l'oligarchie il ne faut jamais oublier de préciser, ne devrait plus étonner personne, elle fournit au passage une indication précise sur l'état de putréfaction avancé du mouvement ouvrier, et permet de comprendre pourquoi les travailleurs s'en détournent, parfois au profit de l'extrême droite.

En atteignant un tel degré d'opportunisme, le mouvement ouvrier et ce qui ose encore se prétendre son avant-garde ont franchi la limite qualitative au-delà de laquelle ils ont changé de nature, après avoir adopté la stratégie de la pire réaction dont l'objectif est d'interdire, de briser ou de disloquer l'unité des masses.

Quand un travailleur vous expose les difficultés auxquelles il fait face, il y a au moins cinq manières de lui répondre : 1- on s'en fout ; 2- il en est responsable ; 3- personne n'en est responsable ; 4- c'est l'Etat qui en est responsable 5- c'est une catégorie de la population qui en est responsable. Selon l'attitude qu'on adoptera, 1- il aura l'impression d'être abandonné à son triste sort ; 2- il culpabilisera ; 3- il maudira la fatalité ; 4- il s'en prendra au régime, 5- il trouvera un bouc émissaire sur lequel déverser sa haine.

En réalité, il n'existe pas ou rarement de réponse unique ou aussi tranchée, généralement c'est une combinaison qui correspond le mieux à sa situation, hormis les attitudes 1 et 5 qui sont évidemment à bannir.

Tout le monde porte une part de responsabilité dans ce qui lui arrive au cours de l'existence, pas forcément directement mais indirectement.

Si on n'est responsable ni des problèmes que nous rencontrons ni de leurs causes, en revanche nous sommes responsables de la manière dont nous les abordons ou de la réponse que nous leur apportons, autrement dit de ses conséquences, tout du moins en partie ou à notre niveau selon la place qu'on occupe dans la société, au sein des rapports sociaux de production.

Dans le cas contraire on devrait admettre ou en déduire que nous serions impuissants à agir sur le cours des choses ou à changer la société, ce à quoi nous ne pouvons pas nous résoudre ou ce qui ne correspond pas à la réalité.

Donc finalement notre comportement ou notre réponse consistera à reconnaître à l'Etat et ses représentants, au système économique et ses institutions politiques la responsabilité de ce que subissent les travailleurs à titre individuel ou collectif, tout en leur précisant que de leur prise de conscience ou non de cette responsabilité, de leur décision d'agir ou non en conséquence dépendra en dernière analyse leur avenir, leur sort, car personne ne peut se substituer à eux, personne ne peut agir à leur place afin que leurs besoins ou aspirations soient pris en compte ou satisfaits.

Et il faut qu'il sache que c'est la seule attitude satisfaisante, responsable, digne et inattaquable possible à avoir dans leur intérêt, pour vivre en harmonie avec tous les membres de leur classe, toutes générations confondues, sans aucune distinction ou discrimination particulière, de manière à demeurer uni avec l'ensemble des exploités et des opprimés, brisant toutes les frontières, tous les préjugés archaïques, xénophobe, raciste, homophobe, sexiste, etc. que les classes dominantes et les églises ont cultivé et inculqué aux peuples pendant des siècles, l'art de la haine au nom de l'amour, de la culpabilité au nom de leur ignorance, de la soumission au nom de leur infériorité, de la résignation au nom de la fatalité, de la servitude au nom de leur impuissance face aux puissants qui gouvernent.

Peut-être que cette argumentation sera encore insuffisante à certains qui tiennent à avoir toujours raison même lorsque les faits prouvent le contraire, aussi nous aborderons notre sujet sous un angle légèrement différent.

La division du travail mondialisée conduit à accroître la concurrence entre travailleurs à l'échelle mondiale mais pas dans n'importe quelle condition, au détriment de ceux qui disposent de conditions de travail et de rémunération les meilleures, produit de leur lutte de classe ou acquis sociaux arrachés par les générations antérieures au capitalisme. Pour parvenir à cet objectif, exploiter toujours plus la main d'oeuvre humaine, qu'elle soit manuelle ou intellectuelle, les capitalistes ont commencé par exploiter aux quatre coins du monde la main d'oeuvre qui extrayait les matières premières pour approvisionner leurs usines situées en occident au moindre coût, ce qui leur permit de fournir du travail à leur propre prolétariat et de leur distribuer une partie des énormes profits qu'ils avaient réalisés dans leurs colonies, leurs ouvriers traitaient donc des matières premières qu'ils transformaient en produit finis et commercialisables en dégageant à leur tour des masses colossales de plus-value que les capitalistes allaient accumuler... Ces produits finis étaient destinés à la fois à alimenter le marché intérieur de leur propre pays, et à être exportés de manière à conquérir des parts du marché mondial.

Puis ils exportèrent une partie de ces capitaux pour produire les mêmes marchandises à moindre frais, qu'ils expédièrent ensuite en occident, de telle sorte que les marchandises produites en occident ne pouvaient pas rivaliser avec les coûts de production qui avaient cours dans les autres continents, ce qui devait entraîner la fermeture d'un grand nombre d'usines en occident, pour finalement sans attendre décider de les fermer et de les délocaliser, ce qui devait se traduire par une nouvelle accumulation de capitaux dans des proportions gigantesques entre les mains des capitalistes.

Sur le plan social, ce processus allait avoir des conséquences énormes et dramatiques pour les travailleurs occidentaux avec le développement d'un chômage de masse notamment. Les puissances occidentales et leurs multinationales toujours en quête de matières premières à moindre coût allaient continuer de piller les richesses de tous les autres continents, mais elles ne pouvaient pas délocaliser toutes les usines employées à la réalisation de produits finis, il fallait bien qu'elles continuent de fournir du travail à leurs propres ouvriers pour écouler leurs marchandises et pour qu'ils ne crèvent pas de faim et se révoltent, et c'est à contre coeur elles devaient accepter ce compromis qui leur était imposé à condition toutefois de réduire la part de la plus-value produite qui leur échappait ou qui était distribuée généreusement à leurs travailleurs, ce qui devait se traduire par la dégradation continue de leur condition de travail et l'augmentation du taux d'exploitation, l'allongement de la durée du travail et la remise en cause de tous leurs acquis sociaux, l'individualisation du contrat de travail, de leurs droits, la marchandisation et la privatisation des services publics.

Il ne devait plus rester pour ainsi dire que des petites et moyennes entreprises, des sous-traitants des multinationales, dont l'activité était impossible à délocaliser ou dont la production était destinée au marché local, bien qu'en proie à la concurrence effrénée du marché mondial, ce qui devait les conduire à surexploiter leur main d'oeuvre.

Parallèlement le secteur des services allaient se développer rapidement au fur et à mesure que les services publics allaient disparaître, ou au détour de nouveaux besoins que les capitalistes allaient inventer pour accroître leurs moyens de contrôle sur l'ensemble de la société ou mieux l'enchaîner au capitalisme, dans la mesure où il allait avoir le monopole de ces services dont plus personne ne pourrait se passer par la suite, de sorte que l'idée même de remettre en cause le capitalisme ou le modèle de société en vigueur reviendrait à ne plus pouvoir satisfaire les besoins correspondant à ces services, ce qui ne viendrait à l'esprit de personne.

L'ensemble de ces facteurs allaient largement contribuer à ôter de la tête des travailleurs qu'il faudrait ou qu'il serait possible en s'unissant de changer de société, de procéder à un changement de régime, leur mode de vie n'ayant cessé d'être plus dépendant de l'existence du capitalisme au fil du temps...

Aujourd'hui la division du travail à l'échelle mondiale connaît un nouveau développement, pas uniquement dans les pays économiquement sous-développés, elle est importée en Europe par le biais de marchands d'esclaves qui prennent le relais des marchands d'armes ou des faiseurs de guerre, de passeurs et d'ONG soutenus par la pseudo-gauche et extrême gauche, processus initié par l'OTAN en collaboration avec l'UE, pour briser dans les pays de l'UE la résistance des travailleurs à la liquidation de leurs droits sociaux exigée par l'oligarchie, au moyen de cette concurrence à laquelle on leur demande de s'associer sous peine d'être traités de xénophobes ou de racistes. Du coup, c'est la droite et l'extrême droite, les populistes qui apparaissent aux yeux d'un grand nombre de travailleurs comme les meilleurs défenseurs de leurs intérêts.

Cette provocation devait être un facteur supplémentaire de division, de dislocation de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier en mettant en lumière leur profonde dégénérescence ou corruption en ajoutant un peu plus de confusion à la situation actuelle au profit du gouvernement, du patronat.

Faites tomber les masques. Mélenchon n'a jamais eu l'intention "**d'aller à l'encontre des politiques ultralibérales**".

- Immigration : Mélenchon prend ses distances avec son porte-parole - liberation.fr 13 septembre 2018

Dans les colonnes de l'Obs, Djordje Kuzmanovic fait plus que la défendre. Il la paraphrase : «Sur la question migratoire, en particulier, la bonne conscience de gauche empêche de réfléchir concrètement à la façon de ralentir, voire d'assécher les flux migratoires, qui risquent de s'accroître encore du fait des catastrophes climatiques. Plutôt que de répéter, naïvement, qu'il faut accueillir tout le monde, il s'agit d'aller à l'encontre des politiques ultralibérales, ce que la social-démocratie a renoncé à faire.»

Après la diffusion de l'interview, la polémique s'est invitée sur les réseaux sociaux. Des militants insoumis, des communistes, des socialistes... Les mots de Djordje Kuzmanovic, candidat de LFI dans le Nord lors de la dernière législative, ont fait couler de l'encre. Jean-Luc Mélenchon a également reçu quelques messages d'élus insoumis «inquiets». Et le tribun a frappé. Il a contacté l'Obs afin de faire ajouter en bas de l'interview : «Le point de vue qu'il exprime sur l'immigration est strictement personnel. Il engage des polémiques qui ne sont pas les miennes.»

Dans les colonnes du Monde, le porte-parole se dit surpris: «A l'exception de la première question sur la hiérarchisation des luttes, ce que je dis sur l'immigration a été la ligne de Jean-Luc Mélenchon.» Peut-être. Ou pas. Mais le chef des insoumis a décidé d'éteindre la polémique, de laisser seul Kuzmanovic face à ses mots. Contacté par Libé, un élu nous explique que Mélenchon a bien réagi : «C'est un soulagement pour beaucoup, à quelques mois des européennes, alors que La France insoumise tente de rassembler autour de son projet, ce n'était pas le moment de se perdre avec une polémique qui ne concerne qu'une seule personne.» Reste une question : combien de personnes au sein de LFI partagent la ligne de Kuzmanovic ? liberation.fr 13 septembre 2018

La parole est aux esclavagistes.

- France : l'appel à l'embauche de demandeurs d'asile - euronews 13 septembre 2018

Pour Alain Fontaine, propriétaire du restaurant "Le Mesturet" à Paris, c'est une vraie nécessité :

" Certains chefs d'entreprises, d'établissements hôteliers ou de restauration, sont soit obligés de fermer certains services, soit obligés de fermer certaines chambres dans leurs hôtels, parce qu'ils n'ont pas le monde pour gérer un service ou des chambres. Par conséquent, c'est frustrant au quotidien et c'est frustrant au niveau économique puisque vous avez là une main d'œuvre, vous avez un potentiel, vous avez des gens qui veulent travailler et de l'autre côté, vous ne pouvez pas, et donc on est puni deux fois. " euronews 13 septembre 2018

Totalitarisme et esclavagisme. Un mécanisme bien huilé qui favorise le tandem d'extrême droite LREM-RN.

- Européennes 2019: sondage inquiétant pour LREM, alarmant pour Les Républicains et désastreux pour le PS - Le HuffPost 14 septembre 2018

L'échéance approche et les signaux ne sont pas forcément positifs pour plusieurs formations politiques. La République en marche (LREM), avec 21,5% des intentions de vote, devancerait d'une courte tête le Rassemblement national (21%) lors des élections européennes de mai 2019, selon un sondage Odoxa pour Le Figaro et franceinfo publié ce jeudi 13 septembre.

A huit mois de l'élection, qui sera le premier scrutin intermédiaire du quinquennat en France, LREM et le RN devancent Les Républicains (14%), La France insoumise (12,5%).

Suivent Debout la France de Nicolas Dupont-Aignan (6%), Europe Ecologie-Les Verts (5%) devant le PS (4,5%), le parti Générations de Benoît Hamon (4%) et les centristes de l'UDI (3%).

Le Parti communiste et Les Patriotes de Florian Philippot recueillent 1,5% des intentions de vote, devant le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), l'Union populaire républicaine de François Asselineau et la liste de l'ex-candidat à la présidentielle, Jean Lassalle, tous trois à 1%.

Selon le sondage Odoxa-Dentsu Consulting, l'immigration arrive en seconde position dans les sujets qui détermineront le vote des Français. Juste après la question du pouvoir d'achat. Le HuffPost et lefigaro.fr 13 et 14 septembre 2018

Vous ne voudriez tout de même pas qu'on participe à cette opération crapuleuse, sordide. Et notez qu'encre une fois la pseudo-gauche et extrême gauche en sont.

Des boucs émissaires utiles à l'extrême droite et à l'extrême gauche.

- Quelques mots à propos de la catastrophe migratoire en Europe par Phil Butler (journal-neo.org) - Mondialisation.ca 05 septembre 2018

Les Européens en ont ras le bol. La masse critique de réfugiés est atteinte. Avec l'afflux de millions de demandeurs d'asile et de migrants économiques, tout individu sensé aurait pu prédire ce qu'il allait arriver à la cohésion de l'Union européenne. Et aujourd'hui, les citoyens s'étonnent de voir cette catastrophe s'aggravant toujours, résulter de la confiance qu'ils avaient mise en leurs dirigeants. Il est temps que les Européens remettent en cause l'Union Européenne et repensent leur avenir.

Au début de la crise migratoire, Angela Merkel, la chancelière allemande, était à la tête du groupe de dirigeants européens qui ont imposé l'ultra-libéralisme aux citoyens de l'Union européenne. En 2014, quand le continent a commencé à être envahi de réfugiés, elle était la tête de proue de l'ordre mondial libéral. Aujourd'hui, la dirigeante la plus populaire d'Europe ressemble à l'agneau sacrificiel qu'offriront en sacrifice les mondialistes, pour assouvir leur soif destructrice. La folie d'importer d'Afrique et du Moyen-Orient des millions de réfugiés, finira par être entièrement attribuée à Merkel et à l'idéalisme allemand. Mais, sa folie n'est qu'une infime partie du plus grand drame mis en scène par ses collègues de Bruxelles. Les alliés bavarois de la CSU de Merkel, lui ont quand même donné jusqu'à la fin du sommet de l'UE pour alléger le fardeau de l'immigration en Allemagne. Si elle ne réduit pas l'impact de la prise en charge de 1,6 million de migrants depuis 2014, elle perdra certainement son job et sa réputation.

Ceux qui s'étonnent de la situation actuelle, se posent une question logique quant aux dirigeants de l'UE : « À quoi pensent-ils ? » Et c'est la question que tout le monde se pose aux quatre coins du globe. En Italie, Matteo Salvini, le ministre de l'Intérieur, a pris position. Les Italiens ne veulent pas d'un autre navire amenant des migrants africains depuis la Libye. À Malte, le gouvernement a entamé des poursuites judiciaires contre l'ONG allemande Mission Lifeline, responsable d'avoir amené 234 migrants de Libye vers ses côtes. Devant la traite d'êtres humains, le bateau est au centre des préoccupations croissantes de ceux qui affirment que les ONG allemandes ne font pas des 'missions de sauvetage', mais font plutôt de concert du trafic d'esclaves. Là où autrefois la forme peu courante de libéralisme d'Angela Merkel impressionnait l'Allemand moyen, règne aujourd'hui une violente dissidence.

La crise politique de l'UE est illustrée par les déclarations du président français Emmanuel Macron, qui a déclaré que Mission Lifeline a outrepassé « toutes les règles et la garde côtière libyenne » et « a fait le jeu des trafiquants » en allant chercher les migrants au large de la Libye. De Varsovie et Budapest à Londres et Madrid, le désastre migratoire a pris une ampleur telle que les grands médias européens parlent de la colère des citoyens. Pendant ce temps, à New York et à Washington, la presse défend la doctrine Soros : détruire et conquérir par tous les moyens. Le New York Times est le meneur, il scande « Malte sévit contre un navire humanitaire transportant des migrants. » Cela contraste fortement avec la radio internationale Deutsche Welle, disant : « L'Allemagne et l'Autriche jurent de barrer la voie migratoire. » Pour ceux qui s'en souviennent, ces organes médiatiques avaient tous la même posture stoïque le jour le président russe Vladimir Poutine a demandé : « Vous rendez-vous seulement compte de ce que vous faites ? » Il est évident désormais que les mondialistes se sont servis des êtres humains désespérés comme d'une arme. Mais dans quel but ? Les Hongrois ont-ils raison de défier l'UE en créant un ensemble de projets de loi criminalisant l'aide apportée aux immigrés clandestins, lois aussi connues sous le nom de 'Stop Soros' ?

Voyez l'Espagne, l'Italie et la Grèce, les pays les plus touchés par la crise économique. Ces trois pays sont les principaux ports d'entrée des réfugiés des guerres, de la famine et des calamités économiques – et ce trio est le plus profondément enfoncé par l'Union Européenne. Quand Angela Merkel a ouvert la porte de l'Allemagne aux migrants, cela a été comme un poignard enfoncé dans le cœur des États membres de l'UE, déjà bouleversés par les exigences d'austérité économique de la Banque mondiale, du FMI et de la Commission européenne. Toute cette affaire semble sortie du manuel de l'apprenti destructeur. Si l'objectif de choc de civilisations à-la-Soros était atteint, l'effondrement des villes européennes serait une grande victoire pour les pauvres types qui élucubrent ce genre de calamités. Et les dirigeants occidentaux désignent du doigt la Russie et Poutine en le présentant comme un ennemi ignoble ! Ce qu'a fait Merkel à l'Allemagne et à l'Europe – ou sa courbette volontaire au nouvel ordre –, rivalise en stupidité macabre avec ce qu'a fait le Troisième Reich d'Hitler. La crise migratoire résulte d'une action impitoyable d'hégémonie retorde ou d'une politique des plus manifestement stupides de l'histoire. Tout ce que nous pouvons

faire, c'est espérer que les esprits plus sains ou plus intelligents finiront par l'emporter.

Quel désastre.

LVOG - Non, il n'y a rien de "stupide" là-dedans, c'était planifié bien avant que l'OTAN attaque la Libye et liquide Kadhafi, tout le monde en connaissait les conséquences à venir.

C'est marrant comment ces intellectuels deviennent soudain amnésiques ou se livrent à des analyses partielles qui se terminent toutes par l'espoir qu'un miracle se produira, autrement dit un constat d'impuissance en guise de proposition politique on peut difficilement faire moins ou pire.

A qui devait profiter cette imposture ? Debout pour le climat "**aux côtés de patrons de multinationales**".

Voilà à quelle manipulation nous étions invités à participer, invitation que nous avons décliné évidemment, contrairement à tous ces dégénérés de gauche et d'extrême gauche en quête de bonne conscience.

Les mêmes qui soutiennent le trafic d'esclaves ou encore qui se rangent au côté des barbares qui ont déferlés sur la Libye, l'Irak, la Syrie, etc. bref, qui ont adopté la propagande et la stratégie de l'OTAN, du clan de l'oligarchie le plus extrémiste ou radical des partis démocrate ou républicain américain, qui participent à toutes leurs campagnes communautaristes populistes...

- L'accord de Paris en danger, sommet mondial à San Francisco - BFMTV12 septembre 2018

Maires, gouverneurs, élus et patrons du monde entier se retrouvent mercredi à San Francisco pour un sommet convoqué afin d'interpeller les dirigeants mondiaux sur la faiblesse de leurs engagements contre les gaz à effet de serre, voire leur abdication dans le cas de Donald Trump.

Le Sommet mondial pour l'action climatique est le premier du genre et les responsables gouvernementaux n'en sont pas les têtes d'affiche.

Paris, Bonn, Pékin, Le Cap, Mexico, Tokyo, des villes indiennes, de multiples régions de plusieurs continents ainsi que des Etats américains gouvernés par des démocrates seront représentés à divers niveaux pendant les trois jours du sommet, aux côtés de patrons de multinationales désireux d'annoncer de nouveaux engagements "verts": passer à l'électricité propre, développer les voitures électriques, mieux isoler les bâtiments, encourager le recyclage, limiter la déforestation...

Le sommet est accueilli par le gouverneur de Californie Jerry Brown et coprésidé par plusieurs personnalités dont le milliardaire Michael Bloomberg, le négociateur chinois pour le climat Xie Zhenhua ou encore Patricia Espinosa, secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. BFMTV 12 septembre 2018

[Totalitarisme. Le Ministère de la Vérité au secours d'un régime aux abois.](#)

- Une future déclaration mondiale contre la désinformation et pour la démocratie - AFP 11 septembre 2018

Face aux "fake news" et la crise de confiance qui mine les démocraties, Reporters sans frontières a chargé une commission indépendante composée de prix Nobel, journalistes et juristes de rédiger une "déclaration internationale sur l'information et la démocratie", 70 ans après la déclaration universelle des droits de l'Homme.

Cette déclaration aura pour objet "d'énoncer des principes, de définir des objectifs et de proposer des modalités de gouvernance". Elle pourra aussi servir de référence à "tous ceux qui sont attachés à préserver un espace public libre et pluraliste, condition de la démocratie", explique RSF dans un communiqué.

Pour la rédiger, RSF a constitué une commission indépendante, présidée par l'iranienne Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix, et son secrétaire général Christophe Deloire.

Elle comprend 24 personnalités éminentes de 17 pays : l'essayiste Francis Fukuyama et l'ex-président du Sénégal Abdou Diouf y côtoieront Marina Walker, directrice adjointe du Consortium international des journalistes d'investigation, ou encore Can Dündar, ex-rédacteur en chef du quotidien turc Cumhuriyet, et plusieurs autres prix Nobel (Amartya Sen, Joseph Stiglitz, Mario Vargas Llosa).

"L'objectif ultime de l'initiative est d'obtenir un engagement international d'Etats, d'entreprises privées et de représentants de la société civile. RSF entend qu'un processus politique soit lancé à l'initiative de plusieurs dirigeants de pays démocratiques, sur la base de la déclaration qui sera rédigée, pour aboutir à un "Pacte international pour l'information et la démocratie", affirme l'association.

Alors que la déclaration universelle des droits de l'Homme avait été en gestation pendant deux ans, avant d'être adoptée à Paris par l'assemblée générale des Nations Unies, en 1948, le calendrier de cette initiative est nettement plus serré : la commission, qui se réunira pour la première fois cette semaine, a deux mois pour aboutir à un texte et des consultations ont déjà été lancées afin de nourrir ses travaux.

RSF souhaite en effet que des dirigeants du monde entier puissent s'engager "dès la mi-novembre" sur l'élaboration d'un tel "pacte mondial", a indiqué à l'AFP M. Deloire.

Des membres de la commission seront reçus ce mardi à l'Élysée pour présenter ce projet au président français Emmanuel Macron.

"Nous lançons un mouvement de reconquête pour la liberté d'opinion", résume M. Deloire, face à "une crise systémique" qui affecte le débat public, entre multiplication des attaques à l'encontre des médias et crise de confiance dans les démocraties, et développement d'une "jungle informationnelle avec des problèmes de désinformation".

Il s'agit également de réfléchir à la "structure du débat public" sur les plateformes numériques, dit-il. "Elles ont posé leurs tables et leurs chaises sur la place du village mondial, et c'est elles qui décident désormais qui peut s'asseoir et où", sans les garanties et les systèmes de régulation qui accompagnaient les médias traditionnels.

Autre mission, contrer les discours violemment anti-médias qui se multiplient notamment aux États-Unis ou en Europe centrale.

"Les journalistes américains se sentent attaqués par leur propre gouvernement à un niveau jamais vu, en tout cas de mon vivant", a dit à l'AFP la journaliste américaine Ann Marie Lipinski, ex-rédactrice en chef du Chicago Tribune, dirigeante de la Nieman foundation for journalism à l'université de Harvard, et membre de la commission mise en place par RSF. AFP 11 septembre 2018

Rappelons que RSF est une officine de la NED/CIA... On l'a illustré une multitude de fois dans les causeries.

[A propos de quelques think tanks dont j'ai découvert l'existence par hasard.](#)

Le Groupe Spinelli.

Le 15 septembre 2010, Guy Verhofstadt co-fonde le Groupe Spinelli avec Daniel Cohn-Bendit, Isabelle Durant et Sylvie Goulard. Il s'agit d'un groupe interparlementaire informel au Parlement européen qui rassemble les élus désireux de relancer la recherche d'un fédéralisme au sein de l'Union européenne. Il regroupe des personnalités telles que Jacques Delors, Mario Monti, Andrew Duff, Joschka Fischer, Pat Cox, Elmar Brok et Élie Barnavi.

L'Institut Berggruen.

« L'Institut Berggruen est un groupe de réflexion se voulant indépendant et non-partisan consacré à l'étude comparative et à la conception de systèmes de gouvernance adaptés aux défis complexes spécifiques au XXI^e siècle. »

The Council for the Future of Europe.

« The Council for the Future of Europe : un groupe de réflexion interne institué afin de débattre et de préconiser des moyens visant à parvenir à une Europe unifiée. »

Il est présidé par l'ancien Premier ministre italien, Mario Monti. Parmi ses membres figurent notamment d'anciens chefs d'État : Tony Blair (R.-U.), Gerhard Schröder (Allemagne), Felipe González (Espagne), Romano Prodi (Italie), Matti Vanhanen (Finlande), Guy Verhofstadt (Belgique), Franz Vranitzky (Autriche), et Marek Belka (Pologne) ; on y compte également des économistes : Joseph Stiglitz, Michael Spence, Robert Mundell, Jean Pisani-Ferry, Nouriel Roubini, et Otmar Issing ; y figurent encore des chefs d'entreprise tels que Mohamed El-Erian et Juan Luis Cebrián, ou des universitaires comme Niall Ferguson et Anthony Giddens ; l'ex-président de la Commission européenne Jacques Delors ainsi que l'ex-directeur du Comité international de la Croix-Rouge Jakob Kellenberger, le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce Pascal Lamy, le président de Goldman Sachs et l'ex-directeur de l'Organisation mondiale du commerce Peter Sutherland, l'ex-directeur de la Deutsche Bundesbank Axel Weber, Doris Leuthard, membre du Conseil fédéral suisse et l'homme d'affaires Alain Minc en font également partie.

Cela date un peu. Ce qui est intéressant c'est d'observer que figurent dans le même panier de crabes la droite et la gauche, leurs dirigeants, leurs porte-parole, leurs idéologues ou théoriciens, etc. D'autres les ont remplacés parfois.

Ils sont moins cons que nous, qui sommes incapables de nous rassembler sur une plate-forme politique pour lutter ensemble contre le régime, on n'est même pas foutu de s'entendre sur l'essentiel. Dès que deux militants émettent des idées différentes sur

n'importe quel sujet, c'est un prétexte à division, à polémique sans fin, aux insultes... C'est à croire que tout le monde se satisfait de la situation actuelle.

Il faut dire qu'aujourd'hui il est extrêmement difficile de rencontrer deux militants qui partagent les mêmes positions sur les questions déterminantes qui nous concernent, du coup il est impossible de s'entendre. Autrefois il y avait un ou deux dirigeants dont le discours faisait autorité, qui ne fuyaient pas la discussion, qui étaient prêts à examiner tous les éléments qu'on leur soumettait, etc. de nos jours il n'en existe pas.

Seconde partie.

Attaque contre la monnaie indienne.

La roupie, la monnaie indienne, s'est effondrée face au dollar depuis quelques semaines. Je n'étais pas au courant, j'ai lu cela quelque part. Ah oui, c'était dans le portail du Parti des travailleurs (POID) ! Et après ? Après, après quoi, rien la roupie s'est effondrée face au dollar. Non mais, attendez, pourquoi, il doit bien y avoir une explication... Assurément, quelle perspicacité dites donc, mais là on ne vous la donnera pas, on ne vous fournira même pas la piste qui vous permettra de comprendre de quoi il retourne. Mais alors, à quoi sert ce genre d'information ? A rien, à strictement rien.

En fait, cela devait être juste un copier/copier de la présentation d'une info en provenance de l'AFP ou de Reuters, et si vous alliez sur leur portail, en prime vous auriez le droit à l'article complet ce qui vous permettrait peut-être de répondre à votre question. Mais rien n'est moins sûr puisqu'elles censurent une partie des faits. Tout dépend quel clan de l'oligarchie ces faits concernent, si c'est celui de Trump et qu'ils lui portent préjudices, elles n'auront aucune raison de les censurer bien au contraire, en revanche, si ils mettent en lumière le rôle obscur joué par le clan opposé à Trump, elles les censureront, c'est aussi simple que cela.

Modi, le Premier ministre indien a fait savoir qu'il passerait outre les sanctions américaines contre l'Iran, pire il a manifesté l'intention de passer un nouveau contrat d'armement avec la Russie, pire encore, il entretient de bonnes relations avec Poutine et Xi, là, trop c'est trop...

Voilà, vous avez la réponse à votre question, pourquoi la roupie a plongé les derniers jours, car sur le plan intérieur Modi n'est nullement menacé.

Trois lignes d'explication suffisait à transformer une information brute, inutile ou qui n'avait ni queue ni tête en un élément de la situation mettant en scène différents acteurs, ce qui apportait aux lecteurs un éclairage suffisant pour qu'ils se fassent une idée sur leur rôle et la signification politique de la baisse de la roupie.

Mes moyens étant limités, je ne peux pas traiter toutes les infos, chacun peut le comprendre, je traite une info quand j'estime que c'est nécessaire ou qu'elle en vaut vraiment la peine, sinon je me contente d'un titre suffisamment évocateur pour que les lecteurs sachent à quoi s'en tenir. Et puis, quand je suis submergé, je balance des articles complets, ce qui permet à chacun de comprendre de quoi il retourne, pour peu qu'on ait suffisamment d'éléments de la situation en tête ou qu'on sache lire entre les lignes, c'est indispensable pour décrypter les articles des médias et ne pas se faire manipuler.

C'est un truc que j'ai appris à faire tout seul sur le tas. A la base je suis autodidacte, et ce n'est qu'à 45 ans que j'ai obtenu un diplôme universitaire en science du langage, qui permettait d'enseigner le français dans les établissements scolaires publics ou privés.

Il faut de la volonté pour faire ce boulot. Il faut aussi être convaincu que cela servira à quelque chose, à mon avis aucun effort n'est vain quand il s'agit de démonter la propagande de nos ennemis, et ainsi élever le niveau de conscience des travailleurs et des militants, c'est d'autant plus motivant que cela m'aide à progresser. Oui, c'est une obsession chez moi, je l'avoue. Je suis un névrosé endurci pour de longue date -plus de 44 ans, avoir déclaré la guerre à l'ignorance en général, et il y a du boulot en la matière. La tâche s'annonce colossale, longue, inépuisable, parfois ingrate, mais ô combien indispensable et gratifiante quand on obtient des résultats.

Face à la pire des démagogies, il faut faire preuve de pédagogie tout en tenant un discours accessible à chacun, ne pas faire compliqué quand on peut faire simple. Si je vous cause de didactique, vous allez vous demander qu'est-ce que c'est, donc j'évite d'embrayer sur ce sujet par exemple, les lecteurs ne sont pas tous des intellectuels ou des professeurs.

A notre époque, nous sommes submergés de moyens d'informations qui tous tendent à colporter la propagande officielle, y compris la publicité, le cinéma, le théâtre, pour conditionner les masses, et si nos ennemis y consacrent autant de temps, d'efforts et d'argent, c'est parce que c'est payant à l'arrivée. La preuve, ils arrivent même à faire passer des lois scélérates pratiquement sans encombre ou dans l'indifférence générale, et ne parlons pas de leurs guerres qui ne mobilisent qu'une infime minorité

de travailleurs.

Ils arrivent à gouverner parce qu'ils ont des agents dans le mouvement ouvrier, mais si ces agents peuvent ainsi sévir, c'est parce que la masse des travailleurs et des militants demeurent profondément ignorante de la situation, et par conséquent ils sont facilement manipulables, chacun peut l'observer ou le comprendre facilement, c'est logique tout simplement.

Nos dirigeants les mieux disposés s'obstinent à le nier, ils ne veulent pas entendre parler de cet argument. Pourquoi ? Que craignent-ils ? Etrange, non ? Comment expliquent-ils qu'on en soit arrivé là ? Ils en sont incapables, hormis recourir à des sophismes ou des syllogismes foireux, soutenir des théories qui ont été contredites mille fois par les faits, ils s'enferment dans un dogmatisme suicidaire qui justement en est la cause, ce n'est pas raisonnable, c'est dramatique.

Fake news. The Guardian ou la gauche britannique réactionnaire prend le relais.

- Suicide des femmes : l'étude qui accable l'Inde - LePoint.fr 13 septembre 2018

Une récente étude de la revue scientifique Lancet révèle que, dans le monde, 40 % des suicides touchent des Indiennes, rapporte the Guardian.

Les chercheurs soulignent qu'en Inde, le suicide touche particulièrement les femmes mariées de moins de 35 ans.

Le phénomène serait également dû aux mariages forcés. Pour cause, près d'une Indienne sur cinq est mariée de force avant l'âge de 15 ans.

Des études indiquent que 62 % des Indiennes ne trouvent pas les violences conjugales anormales. D'autres facteurs, tels que les grossesses précoces et le manque d'indépendance financière, contribuent au taux de suicide chez les femmes. Les auteurs de l'étude soulignent toutefois que le chiffre doit être revu à la hausse, après la dépénalisation du suicide en avril dernier. LePoint.fr 13 septembre 2018

Holà ! Holà ! Quel pays horrible ! Et les hommes, n'en parlons pas, des sauvages !

En réalité vous êtes encore en présence d'une grotesque manipulation. La preuve.

Un portail du gouvernement indien précise qu'en 2010 sur 187 000 suicides de personnes âgées de plus de 15 ans, 115 000 étaient des hommes et 72 000 des femmes, mais les médias occidentaux ne retiennent que le cas des femmes.

- This corresponds to about 187 000 suicide deaths in India in 2010 at these ages (115 000 men and 72 000 women)

Source : Suicide mortality in India: a nationally representative survey - NCBI - NIH - 2012 <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4247159>

Wikipédia précise que le taux de suicide des hommes en Inde est en moyenne le double (twice) de celui des femmes

- On average, males suicide rate is twice that of females. en.wikipedia.org

Mieux encore, alors que ces ordures de médias occidentaux insistent sur les mauvais traitements infligés aux femmes par les hommes qui seraient selon eux la cause principale du suicide de femmes, en réalité, cette cause n'entre en ligne de compte que dans 4% des cas, oui vous avez bien lu, 4%!

- ...a fraction of total suicides, violence against women – such as domestic violence, rape (viol), incest and dowry (dot)– accounted for less than 4% of total suicides. - The Registrar General of India, Government of India (2012) - <http://ncrb.nic.in/CD-ADSI-2012/suicides-11.pdf>

Les conséquences désastreuses du développement économique de l'Inde à marche forcée à partir du début des années 90, le taux de suicide a augmenté de 40% entre 1990 et 2016.

- The study said there was an increase of 40% in the number of suicide deaths between 1990 and 2016 - timesofindia.indiatimes.com

Et 80% des suicides (hommes et femmes confondus) sont le fait de personnes qui ont été scolarisés.

- In 2012, 80% of the suicide victims were literate, higher than the national average literacy rate of 74% - en.wikipedia.org

Incroyable, ils osent tout ces salopards !

Allez, une petite histoire indienne par un **citizen of India** ou citoyen du monde.

Hier soir, Raika et sa petite fille sont restées à manger avec nous. Raika, c'est une de mes voisines, elle a moins de 30 ans et trois enfants encore en bas âge. Hier on célébrait aussi la Vinayagar (Ganesh) puja chez les hindous, c'était férié. Sauf que l'époux de Raika était absent, il était encore parti picoler avec ses copains, pendant que leurs deux jeunes garçons étaient rivés à la télévision.

Elle a eu le droit à un cocktail au sirop d'hibiscus et litchi, 4 caries (Poulet grillé 65, pommes de terre et poulet, navets au citron, sambar ou purée de lentilles) et un riz façon byriani végétarien, le riz mélangé au reste de crudités du midi, le tout cuisiné et réchauffé par le chef, moi évidemment, et elle s'est régalée. Quand elle est parti sur les coups de 21 heures après avoir aidé Selvi à faire la vaisselle, son époux n'était toujours pas rentré.

Dans cette société semi-féodale, les hommes sont traités comme des esclaves, et les femmes comme des sous-hommes, dans ces conditions comment voulez-vous que les hommes ne traitent pas les femmes comme leurs esclaves ? Ce qui est marrant, c'est que j'ai de meilleures relations avec les femmes qu'avec les hommes, non pas parce que je les draguais, mais parce qu'elles se confient plus que les hommes, entre elles elles se racontent leurs malheurs et moi je les écoute, cela m'intéresse pour mieux comprendre dans quel pays je vis.

En général, c'est Selvi qui me rapporte leurs discussions, ensuite je plaisante avec elles en me moquant de leurs époux, histoire qu'elles sachent que tout le monde n'est pas indifférent à leur malheur ou trouve normal le comportement en général des hommes.

Compte tenu que le développement économique de l'Inde se fait au détriment des travailleurs et où pratiquement la lutte de classe est quasi-inexistante en dehors des fonctionnaires qui sont relativement peu nombreux, puisqu'ici pratiquement tout est privatisé, sauf l'électricité et la poste, l'hôpital et l'école public étant laissés à l'abandon, on peut ajouter les salariés des grandes entreprises quand ils ont pu créer un syndicat, mais ils constituent une infime minorité des travailleurs indiens, les mentalités évoluent beaucoup plus lentement étouffées par la religion et les coutumes, la famille, l'emprise des castes a régressé, du coup si leur mode de vie évolue ou s'améliore sur le plan matériel, en revanche tous les rapports à tous les échelons de la société tendent à se dégrader davantage encore, bref le cauchemar continue...

[J'irai cracher sur leur tombe \(B. Vian\)](#)

- L'autre face de John McCain - Les Crises 12 septembre 2018

Source : Consortium News, Max Blumenthal, 27-08-2018

Si les panégyriques dédiés McCain par divers acteurs politiques semblent déconnectés de la réalité, c'est parce qu'ils reflètent la vision de l'élite sur les interventions militaires américaines qui les considèrent comme une partie d'échecs, les millions de personnes tuées par des agressions non provoquées n'étant que des statistiques, dit Max Blumenthal.

Alors que la guerre froide entrait dans sa phase finale en 1985, la journaliste Helena Cobban a participé à une conférence universitaire dans un centre de villégiature haut de gamme près de Tucson, en Arizona, sur les interactions entre les États-Unis et l'Union soviétique au Moyen-Orient. Lorsqu'elle a assisté au "dîner de gala avec discours d'ouverture", elle a rapidement appris que le thème virtuel de la soirée était "Adoptez un Moudjahidine".

"Je me souviens m'être mêlée à toutes ces riches républicaines de la banlieue de Phoenix et qu'on m'a demandé : "Avez-vous adopté un muj ?". Cobban me l'a dit. "Chacun d'entre eux s'était engagé à parrainer un membre des moudjahidins afghans au nom de la lutte contre les communistes. Certains assistaient même à l'événement, assis à côté de leur'mouj' personnel."

Le conférencier d'honneur de la soirée, selon Cobban, était un dynamique nouveau membre du Congrès, John McCain.

Pendant la guerre du Vietnam, McCain avait été capturé par l'armée nord-vietnamienne après avoir été abattu alors qu'il était en route pour bombarder une usine civile d'ampoules électriques. Il a passé deux ans à l'isolement et a subi des tortures qui l'ont laissé avec des blessures invalidantes. McCain est revenu de la guerre avec une haine profonde et durable de ses anciens ravisseurs, remarquant aussi tard qu'en 2000, "Je déteste les bridés. "Je les haïrai aussi longtemps que je vivrai." Après avoir été critiqué pour cette remarque raciste, McCain a refusé de s'excuser. "Je faisais référence à mes gardiens de prison, dit-il, et je continuerai à les citer dans un langage qui pourrait offenser certaines personnes à cause des coups et de la torture de mes amis.

Le ressentiment viscéral de McCain a façonné son soutien verbal aux moudjahidines ainsi qu'aux escadrons de la mort de droite en Amérique centrale – et tout groupe de d'intermédiaires voué à la destruction des gouvernements communistes.

McCain était tellement engagé dans la cause anticommuniste qu'au milieu des années 1980, il avait rejoint le conseil consultatif du Conseil des États-Unis pour la liberté dans le monde, affilié américain de la Ligue anticommuniste mondiale (WACL). Geoffrey Stewart-Smith, un ancien dirigeant de la section britannique de la WACL qui s'était retourné contre le groupe en 1974, a décrit l'organisation comme " une collection de nazis, de fascistes, d'antisémites, de vendeurs de mensonges, de racistes vicieux et d'égoïstes corrompus ". Elle s'est transformée en une internationale antisémite."

Des notables comme Jaroslav Stetsko, le collaborateur nazi croate qui a aidé à superviser l'extermination de 7 000 Juifs en 1941, Jorge Rafael Videla, ancien dictateur argentin brutal, et Mario Sandoval Alarcon, chef de l'escadron de la mort guatémaltèque, ont rejoint McCain dans l'organisation. Le président de l'époque, Ronald Reagan, a honoré le groupe pour avoir joué " un rôle de leader en attirant l'attention sur la lutte courageuse que mènent actuellement les véritables combattants pour la liberté de notre temps ".

À l'occasion de sa mort, McCain est honoré de la même manière – en tant que héros patriotique et combattant pour la liberté et pour la démocratie. Un flot de biographies élogieuses est en train de jaillir du corps de presse de Washington qu'il décrivait comme sa véritable base politique. Parmi les groupies les plus enthousiastes de McCain se trouve Jake Tapper de CNN, qu'il a choisi comme sténographe personnel pour un voyage au Vietnam en 2000. L'ancien animateur de CNN Howard Kurtz a demandé à Tapper en février 2000 : " Quand vous êtes dans le bus [de campagne], faites-vous un effort conscient pour ne pas tomber sous le charme magique de McCain ?"

"Oh, vous ne pouvez pas. Vous devenez comme Patty Hearst lorsque l'ALS l'a prise ", a plaisanté Tapper en réponse.

Mais le regretté sénateur a également reçu des hommages gratuits de tout un éventail de libéraux éminents, de George Soros à son client promoteur du "soft power", Ken Roth, ainsi que de trois autres directeurs de Human Rights Watch et de la célébrité "socialiste démocratique" Alexandra Ocasio-Cortez, qui a salué McCain comme "un exemple sans précédent de décence humaine". Le représentant John Lewis, le symbole des droits civils préféré de la classe politique du Beltway, a également pesé pour honorer McCain en tant que " guerrier de la paix "

Si les panégyriques dédiés McCain par divers acteurs politiques semblent déconnectés de la réalité, c'est parce qu'ils reflètent la vision de l'élite sur les interventions militaires américaines qui les considèrent comme une partie d'échecs, les millions de personnes tuées par des agressions non provoquées n'étant que des statistiques.

Il y a eu peu de personnalités dans la vie américaine récente qui se sont consacrées aussi personnellement à la perpétuation de la guerre et de l'empire que McCain. Mais à Washington, l'aspect le plus marquant de sa carrière a été soigneusement négligé ou écarté comme une banale singularité d'un noble serviteur méritant néanmoins le respect de tous.

Depuis le Sénat, McCain n'a pas simplement tonner en faveur de chaque intervention majeure de l'ère de l'après-guerre froide, tout en poussant parallèlement à des sanctions et à des campagnes de subterfuges. Il était impitoyable lorsqu'il s'agissait de faire avancer les objectifs impériaux, en passant d'une zone de conflit à une autre pour recruter personnellement des fanatiques d'extrême droite en tant que mandataires américains.

En Libye et en Syrie, il a cultivé des filiales d'Al-Qaïda en tant qu'alliés, et en Ukraine, McCain a courtisé les néo-nazis actuels, des néo-nazis utilisant le salut nazi.

Alors que le bureau du Sénat de McCain fonctionnait comme un club privé pour les lobbyistes de l'industrie de l'armement et les néoconservateurs, ses alliés fascistes ont mené une campagne de catastrophe humaine qui se poursuivra bien après le flétrissement des fleurs sur sa tombe.

Les médias américains ont peut-être cherché à enterrer cet héritage avec le corps du sénateur, mais c'est surtout pour cela que le monde extérieur se souviendra de lui.

Ils ne sont pas Al-Qaïda

Lorsqu'une insurrection violente a déferlé sur la Libye en 2011, McCain s'est parachuté dans le pays pour rencontrer les dirigeants du principal groupe insurgé, le Libyan Islamic Fighting Group (LIFG), combattant le gouvernement de Moamar Kadhafi. Son but était de rendre casher cette bande d'islamistes purs et durs aux yeux de l'administration Obama, qui envisageait une intervention militaire à l'époque.

Ce qui s'est passé ensuite est bien documenté, bien que ce soit à peine discuté par une classe politique de Washington qui dépendait de la charade de Benghazi pour éviter le véritable scandale de la destruction de la société libyenne. Le cortège de Kadhafi

a été attaqué par des jets de l'OTAN, permettant à une bande de combattants LIFG de le capturer, de le sodomiser avec une baïonnette, puis de l'assassiner et de laisser son corps pourrir dans une boucherie à Misrata pendant que les fanboys rebelles prenaient clichés sur clichés du corps pourrissant.

Un massacre de citoyens noirs de Libye par les milices sectaires racistes recrutées par McCain a immédiatement suivi l'assassinat du dirigeant panafricain. ISIS a pris le contrôle de Sirte, ville natale de Kadhafi, tandis que la milice de Belhaj a pris le contrôle de Tripoli, et une guerre des seigneurs de guerre a commencé. Comme l'avait prévenu M. Kadhafi, le pays en ruines est devenu une base pour les passeurs de migrants en la Méditerranée, alimentant la montée de l'extrême droite à travers l'Europe et permettant le retour de l'esclavage en Afrique.

Beaucoup pourraient décrire la Libye comme un État en déliquescence, mais cela représente aussi une réalisation réussie de la vision que McCain et ses alliés ont fait progresser sur la scène mondiale.

Après l'assassinat orchestré par l'OTAN du dirigeant libyen, McCain a tweeté, "Kadhafi s'en va, Bachar el Assad est le prochain.

Le gâchis syrien de McCain

Comme la Libye, la Syrie a résisté à l'alignement avec l'Occident et s'est retrouvée soudain confrontée à une insurrection salafi-jihadiste armée par la CIA. Une fois de plus, McCain s'est fait un devoir personnel de vendre les insurgés islamistes à l'Amérique comme étant un croisement entre les Minutemen et les Freedom Riders de l'ère des droits civiques. Pour ce faire, il a pris sous son aile un jeune agent syro-américain basé à Washington, Mouaz Moustafa, qui avait été consultant auprès du Conseil transitoire libyen pendant la période précédant l'invasion de l'OTAN.

En mai 2013, Moustafa a convaincu McCain de franchir illégalement la frontière syrienne et de rencontrer des combattants de la liberté. Un millionnaire israélien nommé Moti Kahana, qui a coordonné les efforts entre l'opposition syrienne et l'armée israélienne par l'intermédiaire de son ONG Amaliah, a prétendu avoir " financé le groupe d'opposition qui a amené le sénateur John McCain à visiter la Syrie déchirée par la guerre ".

"Cela pourrait être comme son heure Benghazi", a remarqué Moustafa avec enthousiasme dans une scène d'un documentaire, "Red Lines", qui dépeint ses efforts pour un changement de régime. "[McCain] est allé à Benghazi, il est revenu, nous avons bombardé."

Au cours de sa brève excursion en Syrie, McCain a rencontré un groupe d'insurgés soutenus par la CIA et a béni leur lutte. "Le sénateur voulait assurer à l'armée syrienne libre que le peuple américain soutenait son appel à la liberté, soutenait sa révolution", a déclaré Moustafa dans un entretien avec CNN. Le bureau de McCain a rapidement publié une photo montrant le sénateur posant à côté d'un Moustafa rayonnant et de deux hommes armés à l'air sinistre.

Quelques jours plus tard, les hommes ont été mentionnés par le Lebanese Daily Star sous le nom de Mohammad Nour et Abu Ibrahim. Tous deux avaient été impliqués dans l'enlèvement de 11 pèlerins chiites un an auparavant et ont été identifiés par l'un des survivants. McCain et Moustafa sont retournés aux États-Unis, devenus cibles des moqueries de l'animateur du Daily Show, John Stewart, et ont fait l'objet de reportages très critiques de la part de tous les médias. Dans une mairie de l'Arizona, McCain a été réprimandé par des électeurs, dont Jumana Hadid, une chrétienne syrienne qui a averti que les militants sectaires dont il s'était entouré menaçaient sa communauté d'un génocide.

Mais McCain a quand même continué à aller de l'avant. Sur la colline du Capitole, il a introduit dans son théâtre interventionniste un autre jeune agent douteux. Nommée Elizabeth O'Bagy, elle était membre de l'Institute for the Study of War (Centre d'étude de la guerre), un groupe de réflexion financé par l'industrie de l'armement et dirigé par Kimberly Kagan du clan néoconservateur Kagan. Dans les coulisses, O'Bagy était consultante pour Moustafa au sein de son Groupe de Travail d'Urgence Syrien, un conflit d'intérêts évident que son principal parrain au Sénat connaissait bien. Devant le Sénat, McCain a cité un éditorial du Wall Street Journal de O'Bagy pour appuyer son évaluation des rebelles syriens comme étant principalement " modérés " et potentiellement favorables à l'Occident.

Quelques jours plus tard, O'Bagy a été dénoncée pour avoir falsifié son doctorat en études arabes. Dès que Kagan, humilié, a congédié O'Bagy, la faussaire universitaire a emprunté un autre passage par la porte tournante du Beltway, pénétrant dans les couloirs du Congrès en tant que nouvelle assistante en politique étrangère de McCain.

McCain a finalement échoué à voir les "révolutionnaires" islamistes il s'est contenté de gérer la prise de contrôle de Damas. Le gouvernement syrien a tenu bon grâce à l'aide de ses ennemis mortels à Téhéran et à Moscou (Il doit y avoir une erreur de traduction pour Moscou. - LVOG), mais pas avant qu'une opération d'armement et d'équipement de la CIA d'un milliard de dollars n'ait contribué à engendrer l'une des pires crises de réfugiés de l'histoire de l'après-guerre. Heureusement pour McCain, il y avait d'autres intrigues qui réclamaient son attention, et de nouvelles bandes de voyous fanatiques qui avaient besoin de sa bénédiction. Des mois après son gâchis syrien, le militariste obstiné s'est tourné vers l'Ukraine, alors en proie à un bouleversement encouragé par les ONG américaines et financées par l'UE.

Le 14 décembre 2013, McCain s'est matérialisé à Kiev pour une rencontre avec Oleh Tyanhbok, un fasciste impénitent qui avait émergé en tant que leader de l'opposition. Tyanhbok avait cofondé le Parti social-national fasciste, une formation politique d'extrême droite qui se vantait d'être le "dernier espoir de la race blanche, de l'humanité en tant que telle". Pas fan des Juifs, il s'était plaint qu'une "mafia moscovite juive" avait pris le contrôle de son pays, et avait été photographié en train de lancer le salut nazi sieg heil lors d'un discours.

Rien de tout cela n'avait apparemment d'importance pour McCain. Pas même la scène de néo-nazis de Pravyï sektor remplissant la place Maidan de Kiev pendant qu'il apparaissait sur scène pour les enflammer.

"L'Ukraine rendra l'Europe meilleure et l'Europe rendra l'Ukraine meilleure!" a proclamé McCain à une foule enthousiaste tandis que Tyanhbok se tenait à ses côtés. La seule question qui lui importait à l'époque était le refus du président élu de l'Ukraine de signer un plan d'austérité de l'Union européenne, optant plutôt pour un accord économique avec Moscou.

McCain était tellement déterminé à remplacer un gouvernement indépendant par un vassal de l'OTAN qu'il a même réfléchi à une attaque militaire contre Kiev. "Je ne vois pas d'option militaire et c'est tragique", a déploré M. McCain dans une entrevue au sujet de la crise. Heureusement pour lui, le changement de régime est arrivé peu après son apparition à Maidan, et les alliés de Tyanhbok se sont précipités pour combler le vide.

À la fin de l'année, l'armée ukrainienne s'était enlisée dans une guerre de tranchées sanglante avec des séparatistes pro-russes et anti-coup d'état dans l'est du pays. Une milice affiliée au nouveau gouvernement de Kiev, Dnipro-1, a été accusée par les observateurs d'Amnesty International d'avoir bloqué l'aide humanitaire dans une zone tenue par les séparatistes, y compris de la nourriture et des vêtements pour la population déchirée par la guerre.

Six mois plus tard, McCain est apparu à la base d'entraînement du Dnipro-1 aux côtés des sénateurs Tom Cotton et John Barasso "Les habitants de mon pays sont fiers de votre combat et de votre courage", a déclaré M. McCain à une assemblée de soldats de la milice. Lorsqu'il a terminé ses remarques, les combattants ont clamé un salut de l'époque de la Seconde Guerre mondiale, rendu célèbre par les collaborateurs nazis ukrainiens : "Gloire à l'Ukraine !"

Aujourd'hui, les nationalistes d'extrême droite occupent des postes clés au sein du gouvernement pro-occidental ukrainien. Le président de son parlement est Andriy Parubiy, co-fondateur avec Tyanhbok du Parti social-national et leader du mouvement en l'honneur des collaborateurs nazis de l'époque de la seconde guerre mondiale comme Stepan Bandera. Sur la couverture de son manifeste de 1998, "View From The Right", Parubiy est apparu dans une chemise marron de style nazi avec un pistolet attaché à la ceinture. En juin 2017, McCain et le président républicain de la Chambre, Paul Ryan, ont accueilli Parubiy au Capitole pour ce que McCain a appelé une "bonne réunion". C'était un coup de pouce aux forces fascistes qui balayaient l'Ukraine.

Au cours des derniers mois en Ukraine, une milice néonazie parrainée par l'État, appelée C14, s'est déchaînée et lancée dans un pogrom contre la population rom d'Ukraine, le parlement du pays a installé une exposition en l'honneur des collaborateurs nazis et l'armée ukrainienne a officiellement approuvé le salut officiel pro-nazi "Glory to Ukraine" ("Gloire à l'Ukraine").

L'Ukraine est maintenant l'homme malade de l'Europe, un cas d'aide perpétuelle, enlisé dans une guerre sans fin à l'Est. Comme preuve de l'effondrement du pays depuis sa soi-disant "Révolution de la dignité", le président Petro Poroshenko, extrêmement impopulaire, a promis à John Bolton, conseiller en matière de sécurité nationale à la Maison-Blanche, que son pays – autrefois une source abondante de charbon à égalité avec la Pennsylvanie – achèterait maintenant du charbon aux États-Unis. Une fois de plus, une opération de changement de régime qui a engendré un État fasciste défaillant représente l'un des plus grands triomphes de McCain.

L'histoire de McCain évoque le souvenir de l'une des déclarations les plus incendiaires de Sarah Palin, une autre fanatique crétine qu'il a imposé sur la scène mondiale. En octobre 2008, lors d'un caractéristique discours de campagne décousu, Palin a accusé Barack Obama de "copiner avec les terroristes". Le trait a été ignoré comme étant ridicule et à la limite de la calomnie, comme il devait l'être. Mais en regardant la carrière de McCain, l'accusation semble grandement ironique.

Selon toute norme objective, c'est McCain qui s'est mêlé aux terroristes et qui a arraché aux contribuables américains autant de ressources qu'il le pouvait pour maximiser leurs ravages. Espérons que les sociétés brisées par les opérations par procuration de McCain reposeront un jour en paix.

Max Blumenthal est un journaliste primé et l'auteur de livres dont le best-seller républicain Gomorrah : Inside the Movement That Shattered the Party, Goliath : Life and Loathing in Greater Israel, The Fifty One Day War : Ruin and Resistance in Gaza, et le prochain The Management of Savagery, qui sera publié par Verso. Il a également produit de nombreux articles imprimés pour un large éventail de publications, de nombreux reportages vidéo et plusieurs documentaires, dont Je Ne Suis Pas Charlie et Killing Gaza, qui vient d'être publié. Blumenthal a fondé GrayzoneProject.com en 2015 et en est le rédacteur en chef.

Source : Consortium News, Max Blumenthal, 27-08-3018 ; Les Crises 12 septembre 2018

Parole d'Internaute

1- "Il faut absolument couper les ailes à ce canard boiteux qu'est la soi-disant révolte syrienne spontanée et pacifique qui aurait été récupérée par les intégristes. En 2011, je côtoyais une libanaise dont une partie de sa famille est syrienne et une syrienne qui n'avaient pas l'air d'avoir beaucoup de sympathie pour le président Bachar al-Assad. Une des deux, je ne me rappelle plus laquelle, a de la famille à Deraa, là où la pseudo révolution pacifique a commencé, l'autre à Alep.

Début 2011, elles m'ont dit que cette révolution n'avait rien de pacifique, car des barbus étrangers rattachés à certaines mosquées tiraient sur les forces de l'ordre qui ont perdu beaucoup d'hommes. Elles avaient très peur pour leur famille que ça ne tourne au bain de sang, sans imaginer pour autant que ces événements provoqueraient la guerre que l'on sait.

Depuis, il ne se passe pas un jour sans que je ne cherche des informations sur la toile pour voir et essayer de comprendre ce qui se passe en Syrie..."

2- "Les leçons que donne l'axe OTAN-Golfe-Israël à Assad et Poutine sont particulièrement ignobles. Ne venons-nous pas de massacrer 40 000 civils à Mossul et 20 000 civils à Raqqa ? Sans compter le gros million de victimes de certains pays OTAN dans tout le Moyen Orient depuis 2001. Comment les semeurs de chaos en Afghanistan, en Irak et en Libye, osent-ils ouvrir leurs micros et piailler en public des leçons à Assad et Poutine ?"

Ils osent tout, il n'existe plus aucune force politique organisés pour contester leur pouvoir, leur régime, leur politique, il est là et nulle part ailleurs le problème et la solution...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Un plan de 8 milliards d'euros pour "enrayer la pauvreté" - AFP 13.09

Un aveu.

- Pauvreté : comment débloquer l'ascenseur social, en panne depuis quarante ans ? - Franceinfo 13.09

En France, il faut aujourd'hui en moyenne six générations à des personnes issues de familles modestes pour s'élever socialement, selon une étude de l'OCDE. Franceinfo 13.09

Ca craque de partout.

- Plan pauvreté : le directeur de l'Observatoire des inégalités dénonce un "double discours" - Franceinfo 13.09

- Eric Heyer (OFCE) : «Ce n'est pas en réformant le code du travail que l'on va faire baisser le chômage» - liberation.fr 13.09

- Six chiffres qui montrent l'ampleur de la pauvreté en France - franceinfo 13.09

Franceinfo revient en six chiffres sur la situation de précarité qui touche une partie des Français. 8,8 millions

C'est le nombre de Français qui vivaient au-dessous du seuil de pauvreté en 2016, selon la dernière étude de l'Insee, publiée mardi 11 septembre. Le taux de pauvreté s'établit à 14% de la population contre 14,2% en 2015. Une personne seule ou une famille sont considérées comme pauvres si elles disposent de ressources inférieures à 60% du revenu médian. L'Insee le fixe à 1 026 euros par mois en France métropolitaine en 2016.

Un tiers

C'est la part des familles monoparentales en situation de pauvreté, en France en 2016. Ainsi, 34,8% des familles monoparentales sont pauvres - ce qui représente 2 millions de personnes - soit un taux quatre fois plus élevé que pour les couples avec un ou deux enfants. Dans neuf cas sur 10, il s'agit d'une femme seule avec son, ou ses enfants.

2 millions

C'est le nombre de personnes qui exercent un emploi mais disposent d'un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté, selon des chiffres de 2015, rapporte l'Observatoire des inégalités. Comment l'expliquer ? Une partie des travailleurs sont employés en

temps partiel ou par intermittence et sont loin d'atteindre le Smic. Ainsi 57 % des salariés au Smic travaillent à temps partiel et 15 % sont en contrat à durée déterminée ou en intérim.

On note également qu'environ 5 % des salariés sont rémunérés à un salaire inférieur au Smic, comme les mineurs, les apprentis, les animateurs de centres de vacances, ou encore les assistantes maternelles. Il ne faut pas oublier également les travailleurs indépendants qui ont des revenus mensuels moyens faibles.

11%

Une étude de l'Institut de recherche et de documentation en économie de la santé (IRDES), datant de 2014, nous apprend que 94,4 % des Français disposent d'une assurance maladie complémentaire (communément appelée "mutuelle"). Mais au sein de ceux qui n'en possède pas, on retrouve 11 % des ménages les plus modestes.

Cette absence de complémentaire santé limite l'accès aux soins, obligeant les plus pauvres à renoncer à certains soins ou à avoir recours à des soins de moindre qualité, notamment en matière d'optique ou dentaire (prothèses), détaille l'Observatoire des inégalités. Ainsi 41,4 % des personnes qui n'ont pas de mutuelle renoncent aux soins dentaires, 23,8 % à l'achat de lunettes.

2,79 millions

C'est le nombre de personnes pauvres âgées de moins de 18 ans. Cela représente près de 20% des jeunes Français. Ils vivent au sein de familles aux faibles revenus, conséquence notamment de la séparation de leurs parents. Les plus touchés sont ceux dont les parents ont des charges de logement élevées, en particulier ceux qui vivent dans les grandes villes.

21%

Ne pas pouvoir faire trois repas par jour ni s'alimenter sainement est une réalité pour près d'un Français sur cinq, selon le dernier baromètre Ipsos-Secours populaire, publié mardi 11 septembre.

Un peu plus d'un cinquième des Français sondés (21%) ont déclaré ne pas être en mesure de s'offrir une alimentation saine leur permettant de faire trois repas par jours et 27% ont admis ne pas avoir les moyens financiers de s'acheter quotidiennement des fruits et légumes.

«On voudrait croire que le poste de l'alimentation est sanctuarisé mais force est de constater qu'on le sacrifie. L'alimentation est la variable d'ajustement face à des dépenses contraintes comme le loyer ou l'énergie», observe Amandine Lama, d'Ipsos. 19 % des parents d'enfants de moins de 18 ans rencontrent des difficultés financières pour payer la cantine. franceinfo 13.09 et Liberation.fr 11.09

1 118

1 118 euros nets mensuels, c'est le revenu en deça duquel on commence à être pauvre selon les Français interrogés par le Secours populaire. Soit une somme proche du smic (1 173 euros) et un peu supérieure au seuil officiel de pauvreté (1 015 euros pour une personne seule, soit 60 % du revenu médian français). Chez les Français dont le revenu mensuel est inférieur à 1 200 euros, 56 % sont en difficulté pour payer des actes médicaux mal remboursés, 45 % pour payer leur loyer, 57 % pour faire face aux dépenses d'énergie, 67 % pour partir en vacances une fois par an, 40 % pour payer une mutuelle santé. Liberation.fr 11 septembre 2018

48 %

48 % des Français parviennent à mettre un peu d'argent de côté, contre 40 % l'année dernière, selon le baromètre du Secours populaire publié mardi. Cette étude sur la perception de la pauvreté par les Françaises et les Français a été réalisée par Ipsos auprès d'un millier de personnes. 4 % réussissent même à en mettre «beaucoup» (contre 3 % l'année dernière). Bonne nouvelle donc, mais dans le même temps la crainte de basculer dans la précarité a augmenté (+2 points) et plus de huit personnes sur dix jugent toujours que leurs enfants ont davantage de risques qu'eux de connaître une situation de pauvreté. Liberation.fr 11 septembre 2018

En complément.

- Le château de Versailles, lieu diplomatique prisé d'Emmanuel Macron - LeFigaro.fr

Pas de quoi vous payer une bagnole, un deux-roues à moteur, un billet de train, de bus, et bien adoptez le vélo, sinon la marche à pied (sur les mains pour ne pas user vos précieuses godasses !)

- "Plan vélo": le gouvernement dévoile ses mesures pour faciliter ce mode de transports - Le HuffPost

L'état d'esprit du vulgaire boutiquier et du locataire de la majestueuse start'up France était le même !

- L'Elysée va mettre en vente des produits dérivés sur sa boutique en ligne - Le HuffPost 14 septembre 2018

Tout est bon dans la recherche de fonds. À l'instar des États-Unis où la vente des produits dérivés est élevée au rang de religion, l'Elysée va dès ce vendredi 14 septembre faire commerce de produits marqués de son estampille sur un site internet, rapporte Le Figaro.

"Ainsi, la montre au bracelet tricolore, produite par Lip (déjà portée par Emmanuel Macron ndr), y sera par exemple vendue pour 169 euros", détaille le quotidien, qui précise que la présidence a misé sur le made in France pour garnir sa boutique en ligne. Outre des bracelets en or 14 carats à 250 euros pièce, l'Elysée propose également des produits moins onéreux, comme des stylos, des totes-bags ou encore des mugs.

Plus cocasse, des tee-shirts barrés de citations d'Emmanuel Macron seront également mis en vente. Et si vous n'êtes pas fan des "croquignolesque" ou autres "parce que c'est notre projet", vous pourrez toujours vous rabattre sur le tee-shirt flanqué de la photo du président de la République célébrant le 1er but de l'Équipe de France lors de la finale contre la Croatie.

Une partie de ces recettes (12% seulement selon RTL) iront dans les caisses de l'État pour l'entretien du palais présidentiel et des résidences du chef de l'État. Ce lancement de produits siglés "Élysée" coïncide avec les Journées du Patrimoine, avec l'installation d'une boutique éphémère dans la cour du palais ouvert au public et la mise en place d'un site de vente en ligne (boutique.elysee.fr). Le HuffPost 14 septembre 2018

Commentaires d'Internautes

1- "8 milliards sur 4 ans, c'est 62 centimes d'euro par jour pour les 8 800 000 français vivants sous le seuil de pauvreté. Soit moins de 20€ par mois pour des gens qui ont du mal à se nourrir au jour le jour.

Et sur ces 20€, il faut retirer les différentes baisses des aides sociales."

2- "Hausse des prix de l'essence, du gaz, de l'électricité, du contrôle technique, du forfait hospitalier, de la CSG,... Baisse des APL, gel des pensions de retraites, des allocations familiales & j'en passe!

Il faut avoir un sacré culot pour présenter un Plan Pauvreté. Dérisoire."

3 - "La vision que Macron a de la pauvreté est purement néolibérale: être pauvre serait le résultat "d'accidents de la vie, de batailles perdues", une situation individuelle bien triste mais déconnectée du reste. Or, la pauvreté est le produit des inégalités sociales!"

[Macronie gaullienne.](#)

- Croix de Lorraine : Macron plus gaulliste que de Gaulle ? - LePoint.fr

- Alexandre Benalla: ces images qui contredisent l'Élysée - huffingtonpost.fr 13.09

L'ex-collaborateur d'Emmanuel Macron a été filmé en train de se comporter comme un policier. Sauf qu'il ne l'a jamais été. huffingtonpost.fr 13.09

- Affaire Benalla: tension après un coup de fil de Macron au Sénat - AFP 14 septembre 2018

Un coup de fil très inhabituel d'Emmanuel Macron à Gérard Larcher (LR) sur le traitement de l'affaire Benalla a provoqué la colère des sénateurs qui enquêtent sur la position qu'occupait l'ex-conseiller à l'Élysée, et pose la question de la séparation des pouvoirs.

"Qui est ce bagagiste, comme l'a dit M. Castaner, cette petite frappe, M. Benalla, pour qu'il puisse bénéficier du soutien de tout l'appareil d'État ?", a tonné jeudi le chef de file des sénateurs LR, Bruno Retailleau.

Objet du courroux sénatorial: selon le site de L'Obs, M. Macron a appelé mardi le président du Sénat pour lui demander de garantir les équilibres institutionnels, estimant en substance que la commission sénatoriale sur l'affaire Benalla s'en éloignait.

Les échanges avaient été rudes le jour-même entre les sénateurs et l'ex-conseiller de l'Elysée, qui est allé jusqu'à juger la commission "illicite", qualifiant ses membres de "petites personnes" et son président Philippe Bas, issu de l'opposition LR, de "petit marquis".

Alexandre Benalla a fini par accepter, "contraint", son audition, fixée au 19 septembre comme celle de Vincent Crase, ex-salarié de La République en marche filmé à ses côtés le 1er mai.

L'entourage de Gérard Larcher a confirmé qu'il avait reçu un appel du président de la République, sans en révéler la teneur.

"Si ce coup de fil a effectivement été donné et si des remontrances ont été faites au président du Sénat, elles sont du point de vue constitutionnel totalement inadéquates. Il y a là une atteinte à la séparation des pouvoirs", souligne Dominique Rousseau, professeur de droit à Paris-1. AFP 14 septembre 2018

Ils osent tout

Quand la propagande tient lieu d'information...

- Une future déclaration mondiale contre la désinformation et pour la démocratie - AFP

Quand ils se partagent des rôles...

- Les gafa n'ont pas tous les droits - Liberation.fr

- Avec les Gafa, Emmanuel Macron joue l'as des taxes - Liberation.fr

Il faut bien que l'injustice rapporte...

- Injures visant la veuve du préfet Erignac: 15.000 euros d'amende pour Charles Pieri - AFP

Idlib aux mains des barbares, c'est le bonheur !

- Syrie : Le Drian juge que l'assaut sur Idlib menacerait la sécurité de l'Europe - LeFigaro.fr

- Syrie : à Idlib, bombardée par le régime, "les gens vivent en attendant la mort" - Franceinfo

Un homme a accepté, sous couvert d'anonymat, de témoigner de l'enfer vécu par les habitants d'Idlib et sa région, bombardés par le régime syrien et son allié russe. Franceinfo

Si c'est seulement une crainte, tout va bien...

- Qatar: Malgré la réforme, les travailleurs étrangers craignent d'être exploités - Reuters

Et pendant ce temps-là personne devant l'ambassade d'Arabie saoudite qui continue de massacrer le peuple yéménite.

- Les soutiens d'Oleg Sentsov lancent une «chaîne illimitée de grévistes de la faim» - Liberation.fr 14.09

A partir de ce vendredi et à l'initiative d'un collectif de cinéastes et intellectuels français, des personnalités se relaieront tous les jours devant l'ambassade de Russie Paris, pour réclamer la libération du réalisateur ukrainien dans un état critique. Liberation.fr 14.09

Au bureau des assassins, demander le PSOE.

- Livraison d'armes : face à Riyad, Madrid remballe son éthique - Liberation.fr 14.09

Pour honorer un contrat passé avec l'Arabie Saoudite, le gouvernement espagnol est revenu sur son engagement de ne pas livrer 400 bombes utilisées pour tuer des civils. Liberation.fr 14.09

Quand une utopie se transforme en imposture.

- "Zéro", nouveau mot d'ordre des villes pionnières du climat - AFP 14.09

Zéro carbone, zéro voiture à essence, zéro déchet: de nombreuses villes représentées au sommet climat de San Francisco visent désormais une suppression totale des gaz à effet de serre en quelques décennies, un objectif encore utopique il y a quelques années. AFP 14.09

Collusion avec l'extrême droite. Il est leur candidat et ils le font savoir

- Brésil: Le candidat Bolsonaro se remet d'une troisième opération - Reuters 14.09

Le candidat d'extrême droite à l'élection présidentielle brésilienne, Jair Bolsonaro, se remettait jeudi d'une nouvelle opération d'urgence consécutive à l'agression dont il a été victime lors d'un meeting de campagne il y a une semaine. Reuters 14.09

Chouette s'écrie Reuters, enfin une bonne nouvelle !

Ils prennent soin de leurs agents provocateurs.

- Un membre des Pussy Riot hospitalisé dans un état grave - L'Express.fr 14.09

Piotr Verzilov avait envahi la pelouse en finale du Mondial en Russie. Sa compagne dit ne pas exclure un empoisonnement. L'Express.fr 14.09

Au Novitchok sans doute, et même pas mort ? Dommage.

Tous les Vénézuéliens crèvent de fin à cause du tyran Maduro...

- "Les Vénézuéliens ont faim, ils nous l'ont tous dit", raconte notre reporter de retour de la frontière entre Venezuela et Colombie - Franceinfo 14.09

Et les quelque 4 millions de Colombiens je crois qui ont fui la Colombie d'Uribe pour se réfugier au Vénézuéla de l'horrible Chavez puis Maduro, ils mangent quoi ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Confrontation Etats-Unis-Russie

La Russie ouverte à une amélioration des relations avec les USA, dit Lavrov - Reuters13 septembre 2018

La Russie est prête à faire sa part du chemin pour sortir les relations avec Washington de l'impasse, a déclaré jeudi Sergueï Lavrov.

Le chef de la diplomatie russe a ajouté que Moscou prenait au sérieux la volonté affichée de Donald Trump de rétablir le dialogue entre les deux pays, tout en estimant que le président américain se heurte à la persistance d'un profond sentiment antirusse aux Etats-Unis.

"Nous sommes prêts à faire notre part du chemin pour sortir les relations bilatérales de l'impasse", déclare Sergueï Lavrov dans une interview accordée à l'agence de presse allemande DPA publiée sur le site de son ministère jeudi.

Les relations continuent à se détériorer à l'initiative de Washington, poursuit le ministre.

"Nous prenons au sérieux les déclarations de Donald Trump sur sa volonté d'établir un dialogue normal entre nos pays", assure-t-il. Mais si le président américain envoie "des impulsions positives", "elles sont totalement compensées par la montée de la russophobie au sein de l'establishment américain, qui considère notre pays comme une menace pour la suprématie politique américaine." Reuters13 septembre 2018

- Donald Trump serait heureux si Vladimir Poutine et Xi Jinping enterraient le dollar sputniknews.com 23.08

Quand on adopte un regard pragmatique sur le déchaînement des passions par lequel se caractérisent les efforts d'un segment de l'élite US d'anéantir la carrière de Trump, on se demande d'où viennent ces émotions, cette volonté de stopper Trump de manière anticipée et malgré le préjudice éventuel pour la structure étatique et la réputation des USA.

L'Amérique n'a-t-elle pas connu d'autres Présidents détestés par une partie de l'élite? Si. Mais, à l'exception de Kennedy, ils n'ont pas fait l'objet de mesures plus extraordinaires que cela.

En omettant toute la propagande superficielle et les aberrations médiatiques visant à duper la partie la plus crédule de l'électorat américain (qui peut vraiment penser que Trump fera venir un ours portant une chapka à la Maison Blanche), il ne reste qu'une seule théorie qui explique parfaitement les efforts entrepris pour son élimination. En fait, les médias qui œuvrent pour la «destruction médiatique» de Donald Trump ne s'en cachent pas vraiment. Le Président américain est accusé de préparer le «meurtre avec préméditation» du dollar américain. Sachant que si, par le passé, Trump était soupçonné de prendre un risque inconsidéré susceptible de nuire à la monnaie américaine, aujourd'hui le curseur a changé: il est accusé de préparer sciemment un crime, et les auteurs les plus audacieux nomment même ses complices: Vladimir Poutine et Xi Jinping.

Un journaliste de Reuters écrit ainsi: «L'isolationnisme américain fait naître des doutes quant au statut du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale». L'«isolationnisme américain», en l'occurrence, est un simple euphémisme pour désigner «la politique du Président américain actuel». L'un des principaux médias de masse de la planète parle des risques pour la monnaie américaine en utilisant les mêmes termes que les représentants russes officiels, qui indiquent que l'usage du statut du dollar en tant qu'arme politique sapera inéluctablement ce statut particulier. Si même le très mesuré gouvernement allemand, via son ministre des Affaires étrangères Heiko Maas, évoque déjà la nécessité de créer une infrastructure financière mondiale (y compris des analogues du système SWIFT et du FMI) contournant le système financier américain (et donc le dollar), force est de constater que le processus a démarré.

L'article de Charles Wallace pour le magazine Forbes va encore plus loin, et porte un message intéressant: «Le ministre russe des Affaires étrangères a déclaré que les pays qui étaient confrontés aux sanctions, c'est-à-dire l'Iran, la Turquie et la Russie, pourraient commencer à utiliser leurs propres monnaies pour le commerce international, en insinuant que les jours du dollar en tant que monnaie de réserve internationale étaient comptés. Probablement personne n'en serait plus heureux que Donald Trump.»

La logique de cette accusation s'appuie sur les propos de Trump lui-même, qui a une vision très peu orthodoxe (mais plutôt juste) du commerce international et des relations interétatiques. Selon son interprétation de la réalité, il existe deux catégories de pays dans le système du commerce international: les losers et les vainqueurs. Les losers sont ceux qui achètent les produits et les services étrangers en plus grande quantité qu'ils n'en produisent, et affichent donc un solde commercial négatif. Et les vainqueurs sont ceux qui fabriquent ces mêmes produits et services activement achetés par les losers.

Selon cette vision de la réalité, les USA, l'Espagne ou la Grèce sont des losers, alors que la Chine, l'Allemagne ou la Russie sont des vainqueurs. Les critiques de Trump indiquent qu'un tel système est bénéfique pour les USA. Et que le paiement des exportateurs en dollars, que les USA peuvent imprimer en quantité illimitée, est ce facteur précis qui permet à l'Amérique, d'un côté, de vivre au-dessus de ses moyens et, de l'autre, de répéter aux autres pays la phrase immortelle de John Connally, ministre des Finances sous Reagan: «Le dollar est notre monnaie et votre problème».

Cependant, Trump et ses partisans pensent qu'une telle vision est une bêtise impardonnable. Car une telle configuration entraîne des conséquences difficiles à pallier et très lourdes: il devient défavorable pour les USA de produire autre chose que le dollar, l'industrie américaine devient plus rusée et les emplois quittent l'Amérique, alors que les pays-vainqueurs intelligents échangent massivement les dollars obtenus contre les technologies et les ressources importantes. Le cauchemar de Trump et de ses partisans est un scénario où il ne resterait plus de l'économie américaine qu'une grande planche à billets, et où le capital humain américain se transformerait en ramassis de pseudo-startupeurs, agents immobiliers, promoteurs et combattants professionnels pour les droits des minorités.

Afin d'empêcher ce scénario apocalyptique, qui a été mentionné à plusieurs reprises par le Président américain et ses conseillers en stratégie économique pendant la campagne présidentielle, il faut au moins faire en sorte que toutes les importations aux USA soient coûteuses, et que toutes les exportations américaines soient bon marché. D'où les guerres commerciales contre le monde entier, les taxes sur les produits chinois, les conflits avec l'UE, le Canada et le Mexique. D'où les accusations de la Chine, de l'UE et même de la Russie du fait que les concurrents américains fassent des manipulations monétaires contre les USA sur la scène mondiale. Donald Trump a besoin d'un dollar faible, car redresser la balance commerciale américaine sera complètement impossible sans cela.

Les critiques de Trump soit pensent qu'il est impossible d'atteindre cet objectif et de préserver le statut du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale, soit jugent que ce projet est fondamentalement incorrect en soi («nous nous portons bien avec la planche à billets, pourquoi avons-nous besoin de l'industrie?»), soit, comme le journaliste de Forbes, soupçonnent que Trump

se réjouirait même de la chute du dollar du piédestal mondial, car cela lui faciliterait la tâche.

A en juger par les positions publiquement exprimées par le président américain et son équipe, ils pensent qu'ils peuvent et doivent réussir à tout faire: relancer l'industrie, vaincre tout le monde dans la guerre commerciale, et surtout parvenir à le faire avant que les efforts de la Russie, de la Chine et de l'UE pour la création d'un système financier alternatif ne portent leurs fruits. Il est évident que Donald Trump perçoit la hausse du cours du dollar par rapport aux autres monnaies comme un obstacle regrettable: il a même critiqué la direction de la Fed pour ne pas l'aider et ne pas augmenter son taux directeur, ce qui pousse le cours du dollar vers le haut.

Le Président américain aura-t-il suffisamment de capacités politiques pour parvenir à l'affaiblissement du dollar tant désiré? C'est une bonne question. Mais il est certainement loin d'être le seul à le vouloir.

De son côté se trouve non seulement le capital industriel américain, mais également les spéculateurs financiers qui espèrent manifestement faire fortune grâce à sa tentative de réindustrialiser l'Amérique et à l'augmentation des exportations américaines. Par exemple, le représentant du conglomérat financier BlackRock, qui gère 6.288 milliards de dollars d'actifs, a déclaré aux journalistes de CNN qu'un «dollar faible serait une bonne chose pour les marchés financiers américains».

Si la présidence Trump n'était pas interrompue par une destitution, un putsch, une crise constitutionnelle ou la balle d'un «tireur solitaire de Dallas», il aurait une chance d'y parvenir avec ses alliés. Plus exactement, on doute qu'il puisse «rendre sa grandeur à l'Amérique», comme il l'avait promis aux électeurs, mais il devrait au moins parvenir à «rendre le dollar faible». sputniknews.com 23.08

- Les médias occidentaux décernent la palme au président russe sputniknews.com 13.09

En analysant la réaction des médias étrangers, et notamment britanniques, aux exercices militaires russo-chinois et au Forum économique oriental de Vladivostok, force est de constater que les grandes lignes de leur propagande se contredisent.

D'un côté, ils cherchent par tous les moyens à persuader le lecteur que la Russie est un acteur faible sur la scène mondiale, que Poutine est un autocrate désespéré et qu'il ne faut pas prendre au sérieux ce pays «station-service» qui est sur le point d'être achevé par les sanctions économiques américaines.

De l'autre, dans ces mêmes médias, nous assistons à un véritable «culte du terrible Poutine et de la terrible menace russe». Par exemple, les exercices de grande envergure des armées de la Russie et de la Chine, qui se sont déroulés parallèlement au Forum économique oriental, ont été qualifiés par le journal britannique The Telegraph de «moment de triomphe» du président russe. Autrement dit, les journalistes britanniques ont formulé pour cet événement des éloges que même les médias russes ou chinois publics ne s'étaient pas permis.

De plus, les journalistes britanniques ont perçu dans les vols d'avions-espions américains à proximité de la zone des exercices le signe que l'Occident collectif s'inquiétait des risques représentés, pour l'Occident collectif, par la coopération russo-chinoise active. La phrase concernant le triomphe de Vladimir Poutine s'éclaire à la lumière du contexte médiatique dans lequel évoluent les journalistes britanniques: le fait est que dans leur réalité personnelle, la Russie reste un pays «à l'armée rouillée et inefficace, qui n'est plus capable de rien depuis longtemps», et ni les tirs de missiles Kalibr ni les opérations réussies de l'aviation et des forces spéciales russes en Syrie n'ont permis de briser ce stéréotype médiatique. Il est donc logique que dans ces conditions, les auteurs du Telegraph éprouvent un sérieux choc quand l'armée russe organise des manœuvres d'envergure, qui plus est avec son homologue chinoise.

Étant donné que, malheureusement, nous vivons à une époque où les mêmes, les images marquantes et les sound bites (ou «bouchées sonores») sont plus importants et influentes que les réflexions complexes, on peut considérer que le Forum économique oriental de 2018 et les manœuvres militaires qui se sont déroulées en parallèle ont bénéficié d'une couverture médiatique appropriée, sachant que l'effet médiatique a été assuré en grande partie de par les médias occidentaux de leur plein gré. Les photos et les images de Vladimir Poutine et de Xi Jinping mangeant ensemble des blinis et du caviar rouge ont été relayées par les plus grandes chaînes mondiales, les agences de presse et les journaux.

Cette image visuelle de l'amitié russo-chinoise paraît particulièrement marquante sur fond de décision du président américain Donald Trump de n'assister à aucun des sommets asiatiques prévus, ce qui laisse aux experts occidentaux le sentiment désagréable que l'Asie dans l'ensemble sort de la sphère d'influence et d'intérêts des USA et que dans cette région-clé de la planète régnera désormais l'alliance russo-chinoise. Du point de vue d'un expert américain ou britannique typique, c'est clairement une perturbation du cours normal des choses.

Plus encore, la venue du premier ministre japonais Shinzo Abe au forum de Vladivostok ne fait que renforcer les soupçons que la politique américaine de «guerre commerciale contre tous», couplée à l'usage incontrôlable du «bâton des sanctions», entraîne des résultats déplorables: les pays impactés par les agissements de Washington commencent à régler les problèmes dans le dos

des USA.

Les projets gaziers russes comme Sila Sibiri («Force de Sibérie») et le gazoduc entre la Russie et la Corée du Sud passant par la Corée du Nord évoqué pendant le forum, sont un thème particulièrement sensible pour ceux qui, en Occident, s'opposent à Moscou. D'ailleurs, Sila Sibiri est mentionné par les journalistes russes dans le même contexte que les exercices militaires. En d'autres termes, ils y voient un instrument d'influence géopolitique de la Russie — et ce n'est pas dépourvu de logique. Le fait est que la Chine (tout comme la Corée du Sud et le Japon) est un pays qui dépend des importations d'hydrocarbures, ce qui la rend très vulnérable (et dans certains cas même dépendante) des pays exportateurs d'hydrocarbures (c'est-à-dire de pétrole et de GNL), ainsi que des pays qui peuvent bloquer toutes les voies maritimes de fourniture de pétrole et de GNL — c'est-à-dire des USA, qui appliquent le principe de l'Empire britannique selon lequel «celui qui contrôle le commerce maritime contrôle le monde».

En l'occurrence, la Russie est à la fois l'ennemi juré des USA (parce qu'il est impossible de l'isoler depuis la mer, notamment après l'échec de l'idée américaine de «voler la Crimée» en 2014) et un sérieux facteur de risque pour les USA dans leurs relations avec d'autres pays. Le gazoduc Sila Sibiri ne peut être bloqué par aucun groupe aéronaval américain, c'est pourquoi ce projet a une telle importance géopolitique — et c'est aussi pour cette raison que les activistes proaméricains en Russie ont même mené une campagne active contre celui-ci. Si de tels projets étaient menés avec la Corée du Sud et/ou le Japon (comme cela a été évoqué pendant le Forum économique oriental), trois changements géopolitiques et géoéconomiques majeurs, loin de réjouir Washington, s'opéreraient dans le monde.

Premièrement, le «marché premium du GNL en Asie» disparaîtrait ou se réduirait considérablement parce que la Russie comblerait la majeure partie des besoins des importateurs asiatiques grâce au gaz de pipeline bon marché. A l'heure actuelle, le GNL coûte en Asie, en fonction de la conjoncture de marché, 20 à 50% de plus qu'en UE, et c'est ce marché qui intéresse les compagnies gazières américaines dont les intérêts sont activement promus par Donald Trump. Ces compagnies n'arrivent pas à se faire à l'idée que les revenus qu'elles considèrent déjà comme leurs (on parle ici de milliards de dollars) partiront dans les caisses de Gazprom.

Deuxièmement, si la Russie garantissait aux économies asiatiques un accès aux hydrocarbures bon marché, elles recevraient un grand avantage dans les guerres économiques contre les USA qui cherchent actuellement à tirer le maximum de leurs propres ressources énergétiques.

Troisièmement, Washington pense à juste titre que l'«habitude» de l'UE d'importer du gaz russe explique une certaine influence de Moscou sur les pays européens, sans laquelle un rideau de fer total serait dressé depuis longtemps à la frontière Russie-UE. C'est un cauchemar pour tout diplomate américain que d'imaginer la Russie exercer la même influence en Asie du Sud-Est.

Les opposants occidentaux ne savent pas encore comment faire face à ces risques, mais on peut dès à présent prédire leur décision principale: les sanctions. D'ailleurs, le New York Times a déjà annoncé que les USA préparaient des sanctions contre la Chine pour «violation des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme ouïghour». Il faut donc s'attendre à l'élargissement du club des pays frappés par les sanctions américaines.

Toutefois, plus Washington prendra de décisions irréflechies, plus nombreux seront les alliés potentiels qui tendront la main à Moscou. sputniknews.com 13.09

En complément.

- Ukraine: L'UE proroge ses sanctions individuelles contre des Russes - Reuters 13.09

- Ukraine: Washington et l'UE condamnent des élections factices dans l'Est pro-russe - AFP 13.09

Les États-Unis et l'Union européenne ont condamné mercredi les projets d'élections dans les territoires de l'Est de l'Ukraine contrôlés par des pro-Russes, à Donetsk et Lougansk, y voyant une initiative de Moscou. AFP 13.09

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Costa Rica

- Costa Rica: grève et blocages routiers contre un projet de réforme fiscale - AFP 14 septembre 2018

Plusieurs axes routiers étaient bloqués jeudi au Costa Rica, perturbant la circulation dans plusieurs communes et compliquant l'accès au principal aéroport du pays, au quatrième jour d'une grève illimitée contre un projet de réforme fiscale contesté.

Un millier d'étudiants et d'enseignants des quatre universités publiques ont aussi manifesté jeudi, marchant en direction du Palais présidentiel pour défendre leur autonomie. La nuit précédente, la police avait pénétré sur le campus de l'Université du Costa Rica afin de poursuivre des étudiants qui avaient bloqué la veille une route voisine.

Des syndicats du secteur public avaient appelé à la grève lundi pour protester contre un projet de réforme fiscale actuellement en discussion à l'Assemblée législative (Parlement). Le texte prévoit notamment des augmentations d'impôts.

La réforme cherche à contenir le déficit public, qui en 2017, a atteint 6,2% du PIB et pourrait atteindre 7,2% en 2018 sans nouvelles recettes. AFP 14 septembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 17 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Causerie au format pdf (16 pages)

La rubrique musique est abandonnée, je mettrai juste en ligne des morceaux le temps que ma fille les télécharge, puis je les supprimerai.

Quand Macron conseille à un jeune chômeur de l'imiter ou de faire le trottoir.

- Macron à un jeune chômeur : «Je traverse la rue et je vous trouve un emploi» - LeParisien.fr 15.09

Encore un petit effort...

L'homme est un animal, un mammifère, un primate, un hominidé, et comme il n'y a pas de transmission génétique ou héréditaire du savoir, il naît ignorant ou sauvage, esclave ou inconscient de sa nature et de la société. Le but de sa vie va consister à s'élever au-dessus de cette condition primaire afin de lui donner un sens ou de se donner un idéal, de conquérir sa liberté.

Maintenant quand on nous dit qu'il serait l'être appartenant à l'espèce animale la plus évoluée de la Terre, on est en droit d'en douter fortement, d'une part parce que cette évolution n'est pas innée comme on vient de le dire, d'autre part parce que rien ne permet d'affirmer qu'il parviendra à évoluer au cours de son existence ou à quel niveau d'évolution il parviendra. Et s'il ne parvenait pas à prendre conscience de ses besoins, des conditions et des moyens qui lui permettraient de les satisfaire, il se condamnerait à subir sans fin le règne de la nécessité, qui est le lot de la nature animale avec toutes ses conséquences violentes, cruelles, barbares.

A ce jour, après une évolution de millions d'années, force est de constater qu'il n'y est toujours pas parvenu.

Et pour cause...

Les oligarques ont acquis tant de richesse et de pouvoir, qu'ils peuvent déstabiliser l'économie de n'importe quel pays dans le monde. Et qu'est-ce que cela change ? Rien, absolument rien, puisqu'on vous le dit, vous devez le croire.

Non mais cela leur a permis aussi de contrôler ou d'acquérir la plupart des médias, de posséder en plus la quasi-totalité des réseaux numériques. Et alors, qu'est-ce que cela change ? Rien, absolument rien, puisqu'on vous le dit, vous devez le croire.

Etc. etc. etc.

Voilà le discours que tiennent nos dirigeants qui s'obstinent à ne pas vouloir en tenir compte. Partant de là, sont-ils crédibles ? Devinez.

C'est bien cela le plus grave.

- Le mensonge permanent, la plus grave des menaces par Chris Hedges (Truthdig 29.07) - Les Crises 15 septembre 2018

(<https://www.les-crises.fr/le-mensonge-permanent-la-plus-grave-des-menaces-par-chris-hedges>)

Chris Hedges - Le mensonge permanent est l'apothéose du totalitarisme.

Le régime totalitaire récompense toujours la brutalité et la stupidité.

Le cœur du totalitarisme est son désir d'un conte populaire simple.

LVOG - Eh bien voilà ce qu'on pense du "conte populaire simple" de monsieur Chris Hedges :

Commentaire que j'ai posté suite à son article publié par le blog Les Crises.

- "Vous n'en avez pas marre de ce baratin ?

"Nous devons opposer..."

"Nous devons bâtir ..."

"Nous devons nous soustraire..."

Patati patata, nous "devons"..., sauf en finir avec le capitalisme, il faut juste l'"affamer" et le "paralyser."

Entre populisme version parti démocrate de Wall Street : "coopératives gérées par des travailleurs, "circuits courts pour l'alimentation", "régime végétalien", "structures artistiques, culturelles et politiques indépendantes", etc.

... et gauchisme impuissant du petit bourgeois individualiste :

"bloquant les pipelines et les sites de fracturation", "descendant dans la rue pour des actes incessants de désobéissance civile"

... pour finalement pratiquer l'entre-soi "en nouant des relations de personnes à personnes" dans des bunkers "des villes refuges"

Cependant il a un doute sur l'efficacité de sa théorie ou il n'y croit pas lui même "peut-être qu'en fin de compte nous ne pourrions pas nous sauver nous-mêmes", assurément, mais il n'en a pas vraiment conscience.

...et à défaut d'imaginer un moyen collectif pour en finir avec le capitalisme, il ne lui reste plus qu'à vivre de fantasmes, d'illusions, de mensonges, d'hypocrisie qu'incarneront "des groupes de résistance où la vérité, la beauté, l'empathie et la justice perdurent", et tant pis si le reste de la société et le monde pourrit sur place, c'est-à-dire tout ce qui existe en dehors de ces mégalomanes endurcies, à sa manière il est atteint de schizophrénie aiguë, c'est un psychopathe."

Depuis il a fait l'objet d'une douzaine de commentaires des lecteurs du blog Les Crises. La majorité partage mon analyse, mais ce qui est extraordinaire, c'est qu'aucun n'a pris position sur l'essentiel, la nécessité d'en finir avec le capitalisme, et un ou deux seulement s'est interrogé sur les moyens pour y parvenir que je n'avais pas proposés pour que mon commentaire ne soit pas censuré, je voulais juste qu'on ait un aperçu de ce qu'avait dans le ventre les lecteurs de ce genre d'articles.

J'ai obtenu ce résultat en enfermant Chris Hedges dans son propre système ou en faisant ressortir ses contradictions à partir de ses propres arguments, de sorte que personne ensuite ne pourrait les nier, d'où le questionnement des uns et l'embarras des autres.

Je devrais poursuivre en appelant à renouer avec les enseignements du marxisme et de la révolution russe de 1917 et à rejoindre le parti qui les incarne, mais lequel ? Je n'ai pas de réponse à cette question. Il doit exister dans les tendances de plusieurs partis des militants éparpillés qui partagent l'essentiel de mes analyses, mais à ce stade ils ne peuvent constituer un pôle de regroupement.

C'est peut-être à cela qu'aurait dû servir ce portail, c'était sans doute ce qu'espéraient les militants qui s'y connectaient il y a 10 ans ou plus, et qui ont été déçus que je ne m'engage pas dans cette voie. Je dois avouer qu'à l'époque je n'avais pas une vision aussi claire qu'aujourd'hui de la situation, je n'ai pas manqué d'audace, je n'en avais pas la capacité et je leur avais dit, et puis irrémédiablement j'ai trop de lacunes pour faire un dirigeant. Personne n'a voulu admettre ou n'a pu comprendre que l'on devait adapter notre conception de la lutte de classe aux profondes transformations de la société et du monde, à l'évolution du capitalisme et ses institutions... Du coup malheureusement, la combinaison de ces facteurs a fait que nous en sommes là, réduit à un constat ou à supporter tel ou tel parti ponctuellement sans pouvoir aller au-delà. C'est sans doute cela qui est le plus préoccupant ou la clé pour sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons.

Au cours des 70 dernières années, aucun nouveau parti ouvrier n'a réellement vu le jour, tous ceux qui ont été créés l'ont été sans que leurs dirigeants rompent avec l'opportunisme qui avait gangrené leurs anciens partis, et de fait s'y sont développés les

mêmes méthodes détestables, le même sectarisme et dogmatisme, les mêmes tendances bureaucratiques conduisant à des épurations, des défections massive au fil du temps, des scissions, etc. sans qu'aucun n'émerge vraiment, dans ces conditions ils inspirent davantage la méfiance que la confiance et c'est bien normal, mais ô combien dommage à notre cause !

Si un ouvrier ou une employée ou encore un étudiant peut passer à côté de tout cela, ce ne sera pas le cas des lecteurs du blog Les Crises auxquels je me suis adressé et qui sont issus pour l'essentiel des couches supérieures du prolétariat, des intellectuels, des membres des classes moyennes, à la première discussion avec un militant ils se braqueraient, un malaise les envahirait en présence de quelqu'un qui tenterait de les convaincre de se rallier à ses positions ou de partager une analyse avant même qu'ils aient eu le temps de s'exprimer. Cela aura évidemment le don de produire un effet désastreux chez quelqu'un qui aborde la situation sous un autre angle ou qui s'est forgé ses propres convictions, en s'apercevant qu'elles ne sont pas pris en compte ils auront l'impression de ne pas exister ou que finalement toute discussion est impossible ou ne sert à rien.

Les travailleurs en général ou disons moins évolués le ressentent de la même manière, mais ils sont incapables de l'exprimer. Comme ils disent souvent : Ce que vous dites est bien beau, on est d'accord avec vous, mais on a déjà entendu mille fois ce genre de discours, histoire de dire on ne nous y prendra plus. Les militants ne comprennent pas pourquoi ou ils se racontent des histoires ou encore ils en ignorent la signification, et ce n'est pas leurs dirigeants qui va leur fournir, qu'ils leur demandent pourquoi, nous traduirons leurs réponses, qui à mon avis illustreront de ce qu'on a dit plus haut.

Comme vous pouvez le voir ou le pressentir à la lecture de ce passage ou au travers de votre expérience de militant, militer ne va pas de soi de nos jours, nous ne sommes plus au début du XXe siècle ou au lendemain de la Seconde Guerre mondiale lorsqu'il suffisait de balancer un mot d'ordre pour que spontanément des centaines de milliers de travailleurs s'en saisissent ou vous rejoignent, ils sont quotidiennement mille fois plus bombardés d'informations et de propagande qu'autrefois, ce qui au lieu de les aider à se forger des conviction fait en sorte qu'ils n'en ont plus aucune ou si peu, et encore, elles sont contradictoires et ils sont enclins à une confusion inextricable qui les conduit à se méfier de tout le monde...

Dans ces conditions, si vous ne tenez pas un discours parfaitement adapté à cette situation, vous n'avez aucune chance qu'on vous écoute ou qu'on vous prenne au sérieux, je dirais même par expérience, et ce ne sont pas les lecteurs qui me contrediront, que quoi qu'on fasse pour les mettre en confiance, on n'aboutira à rien.

En envoyant le commentaire ci-dessus au blog Les Crises, j'ai juste voulu faire une expérience. J'ai constaté qu'il avait été plutôt bien accueilli alors que ce n'était pas évident du tout. Ce n'est pas grand chose, je le sais, mais le résultat même limité est positif, je n'en attendais pas davantage à ce stade.

Monsieur Chris Hedges a ses entrées aussi bien au wsws (World Socialiste Web Site), une organisation trotskyste dégénérée, qu'au New York Times, un tel grand écart qui ne le choque pas parce qu'il s'est fabriqué un système de pensée basé non pas sur la lutte de classes mais la collaboration de classe. On en veut pour preuve que ses articles consistent à inviter ses lecteurs à s'accommoder du capitalisme, plutôt que le combattre pour l'éradiquer de la surface de la terre. C'est d'ailleurs à ce titre qu'avec Truthdig il a été primé à plusieurs reprises par différentes organisations officiant sur la côte ouest des Etats-Unis sous l'influence des oligarques de la Silicon Valley et du parti démocrate.

C'est la bonne conscience du bobo, de l'intellectuel ou du petit bourgeois qui se dit de gauche, qui est heurtée par les excès du capitalisme quand ils l'atteignent ou lui font faire des cauchemars, aussi lui prodigue-t-il des conseils pour qu'il leur rende la vie plus agréable, sans qu'ils aient à culpabiliser ou à justifier sans cesse d'avoir un mode de vie somme toute confortable ou à l'abri du besoin, tandis que le reste de la population en est privé ou croule sous la guerre, après tout il n'y est pour rien, il a la conscience tranquille, il a critiqué le capitalisme, il n'a pas l'intention d'en faire davantage sous peine de devenir un paria en Californie ou à Los Angeles, il vit dans un autre monde que le nôtre qui lui procure satisfaction, alors c'est comme le capitalisme, pourquoi l'abandonner franchement.

Ils sont des milliers et des milliers d'intellectuels à écrire des articles ou des livres, à donner des interviews, à être invités à des conférences, à avoir créé des organisations et des portails sur Internet bâtis exactement sur le même modèle, on les appelle les opposants, mais à quoi finalement, hormis ce qui perturbe leur mode de vie, dérange leur bonne conscience et les concepts qu'ils ont adoptés pour l'entretenir pour que la vie continue comme avant, et le capitalisme aussi.

Quand on examine leur mode de pensée, on s'aperçoit qu'il fonctionne en circuit fermé, comme un système qui est uniquement conçu pour légitimer ou autojustifier les théories qu'ils ont imaginées, parfaitement hermétique à tout élément étranger pour le sauvegarder, ils vont passer le reste de leur vie à l'entretenir et à rien d'autre, autrement dit il n'y a rien à en attendre puisque leur horizon ne dépasse pas celui du capitalisme.

Nous au contraire, nous avons adopté un mode de pensée dynamique, ouvert, que l'on ne peut pas enfermer dans un système ou une bulle sous peine qu'il se putréfie, comme tout système qui périt de ses propres contradictions. Notre théorie n'est pas gravée dans le marbre. Elle évolue en fonction des transformations de la société et du monde. Elle n'est pas dictée par un dogme ou elle n'est pas conçue pour se conformer à un système ou être compatible avec lui. Elle est avant tout le reflet du processus dialectique auquel est soumise la société et tous les facteurs qui la composent, dont l'évolution des rapports détermine l'orientation de

la société dans une direction ou une autre. D'où l'action (ou le combat politique) à laquelle nous proposons aux travailleurs et militants de s'associer à partir des faits et de leurs enchaînements pour modifier l'orientation de ces rapports en faveur des exploités et des opprimés afin de parvenir à un changement de régime.

Contrairement à tous ces gens-là, ces beaux parleurs, on ne vit pas de notre théorie, on n'en tire aucun profit individuel, hormis donner un sens à notre vie et en être fier, on n'a même pas besoin de la justifier parce qu'elle correspond à l'idéal humaniste le plus élevé qu'un homme ou une femme peut adopter, en revanche on doit démonter toutes les théories qui s'opposent à la réalisation de cet idéal, notre émancipation du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui passe évidemment par l'éradication du capitalisme de la surface de notre planète.

Ce n'est pas l'objectif de ces gens-là assurément. Ils se comportent comme un procureur qui vous dirait : j'ai le pouvoir de vous rendre votre liberté, mais je n'en userai pas car c'est contraire à ma fonction, à mes convictions, à mes intérêts. Ils critiquent le capitalisme, pour aussitôt le ménager ou se corrompre avec lui. Ils pratiquent en permanence une sorte de double langage. Comment cela se traduit-il ? Ils se considèrent au-dessus des classes et méprisent les masses dans lesquelles ils n'ont aucune confiance.

Voyez comme ils s'adressent aux représentants du capitalisme, à ses institutions dont l'ONU, qu'ils parent de qualités ou de bonnes intentions qu'ils n'ont jamais eu. C'est la limite au-delà de laquelle ils ne peuvent aller ou tout ce qu'on peut attendre d'eux. Autrement dit, ils ne servent qu'à les cautionner ou légitimer leur existence, et la leur au passage, car ils leur rendent bien en retour en leur attribuant des postes, des tribunes, etc. sans lesquels vous n'auriez jamais entendu parler d'eux, ils n'existeraient pas.

Parfois par bêtise ou méchanceté gratuite, on me reproche d'être isolé et inconnu de fait. Et bien je préfère encore mon statut à celui de ces gens-là. Ce ne sont pas les pires, quoique, il faut se méfier des apparences, parce qu'en détournant les travailleurs du combat pour le socialisme ils représentent un véritable danger pour le mouvement ouvrier quand ils ne conduisent pas les militants et travailleurs à désertier le combat politique ou à sombrer dans le désespoir.

S'il fallait un exemple pour l'illustrer, lors de la dernière campagne électorale présidentielle américaine, ils ont fait campagne pour Sanders qui s'est ensuite rallié à H. Clinton, et maintenant quand ils parlent de Trump, ils en viennent à regretter que H. Clinton n'ait pas été élue ou encore Obama, parfois pas si ouvertement, ils y mettent les formes, il faut lire attentivement, sinon ils reprennent à leur compte les thèmes de campagne du parti démocrate, quand ils ne manifestent pas leur nostalgie de l'Amérique des décennies précédentes qui fut toujours en guerre contre le reste du monde.

Ils ne manquent pas de références qui ne sont pas les nôtres.

- Je suis d'accord avec Robert Scheer, l'éditeur de Truthdig qui blogue aujourd'hui sur le rôle de Huffington. Les gens apprécient Huffington et, à juste titre, à mon avis, parce qu'elle est apparue à l'époque où la presse avait échoué, avait été dépassée par des objectifs commerciaux et jouait un rôle actif auprès du gouvernement Bush et de la guerre en Irak. Sans nos lecteurs de vérité, y compris (...) Chris Hedges, Naomi Klein (...) nous aurions des problèmes encore plus graves. De plus, le Huffington Post, comme Facebook, crée un support pour un dialogue public de masse, que j'estime inestimable. Nous avons besoin de cette conversation et de toutes les autres que nous partageons. (Chris Hedges, Huffington, and the Taste of Truth by Alison Rose Levy - Huffington Post blog 23.02.2011)

Le Huffington Post, j'en lis des articles tous les jours, c'est le genre Atlantico.fr ou Slate.com, où on est en présence d'une critique du capitalisme d'extrême droite néolibérale qu'incarne Macron.

Bref, avec de tels opposants, le capitalisme est bien gardé.

La transition est toute trouvée !

[Faites tomber les masques. En famille. Pas touche à Macron ! Mélenchon gardien des institutions antidémocratiques de la Ve République.](#)

- Benalla: Mélenchon dénonce une "escalade sans précédent" après les propos de Castaner AFP 14 septembre 2018

Jean-Luc Mélenchon a fustigé vendredi "l'escalade sans précédent" dans "le bras de fer" sur l'affaire Benalla entre l'exécutif et le Sénat, dominé par l'opposition de droite, après l'avertissement lancé par Christophe Castaner aux sénateurs.

Le délégué général de La République en marche a averti vendredi matin lors d'une conférence de presse que "si certains pensent qu'ils peuvent s'arroger un pouvoir de destitution du président de la République, ils sont eux-mêmes des menaces pour la République".

"Le bras de fer de Macron, Castaner et Benalla avec le Sénat est du jamais vu. Il marque désormais une escalade sans précédent avec l'accusation de Castaner selon laquelle le Sénat chercherait la destitution du Président de la République", a réagi le leader de La France insoumise dans un post sur sa page Facebook.

"En exportant sa crise d'autorité, l'exécutif l'amplifie et déstabilise les institutions. Gare aux chutes imprévues!", a-t-il lancé. AFP 14 septembre 2018

Mélenchon ne loupe pas une occasion pour légitimer Macron et les institutions. Non mais vous imaginez un peu, destituer sa majesté Macron Ier, déstabiliser les institutions, quelle audace insupportable !

Effectivement, Mélenchon pourrait faire un bon Premier ministre sous Macron !

En complément.

Je me suis demandé pourquoi dans certains articles Thierry Meyssan faisait allusion aux trotskystes américains qui seraient devenus des néoconservateurs, sans en faire une fixation, je lui ai posé la question et il ne m'a pas répondu. Et ce matin tombant sur un article du Point dédié à Plenel, j'ai eu l'idée de taper sur Google les noms de quelques dirigeants trotskystes des années 30-40 pour voir ce qu'ils étaient devenus, et là j'en ai découvert un auquel Meyssan devait faire allusion, je n'en ai pas trouvé d'autres, il faut dire que je n'ai pas cherché au-delà d'une poignée de dirigeants.

Wikipédia - James Burnham (November 22, 1905 – July 28, 1987) Dirigeant trotskyste du Socialist Workers Party (SWP) qu'il quitta en avril 1940.

En 1955, il aida William F. Buckley Jr. à fonder le magazine National Review, qui, dès le début, prit position dans la politique étrangère, ce qui correspond à celui de Burnham. Burnham est devenu un contributeur de longue date à la revue, et Buckley l'a qualifié "d'influence intellectuelle numéro un sur la Revue nationale depuis le jour de sa fondation." Néoconservateur, "bien que les idées de Burnham aient eu une influence importante sur les factions paléo-conservatrices et néoconservatrices de la droite américaine.

En 1983, le président Ronald Reagan lui a décerné la Médaille présidentielle de la liberté. (Wikipédia en anglais)

C'était l'histoire d'un mec en quête essentiellement de reconnaissance et de pouvoir.

- Dans la tête d'Edwy Plenel - Le Point 14.09

Journaliste à « Rouge » dans les années 1970, il fut ensuite directeur de la rédaction du « Monde » de 1996 à 2004. Il est depuis 2008 cofondateur et président du site d'information Mediapart. (Les idées, ça va ça vient tout dépend ce que cela rapporte. - LVOG)

- Il cherche à influencer la société française pour qu'elle devienne « radicalement démocratique et sociale ». (Ce qui est évidemment impossible en régime capitaliste, c'est antinomique. - LVOG)

- Il assigne à son journal la tâche de mobiliser les citoyens, de tenir le peuple en éveil. Il considère ainsi qu'attaquer Mediapart et l'attaquer lui, c'est s'en prendre à la démocratie. (Rien que cela, il ne fallait pas l'attaquer quand il a appelé à voter Macron, sans doute parce le futur roitelet incarnait la démocratie. - LVOG)

- Quand il était au creux de la vague, il a corédigé un ouvrage avec Hollande en 2006. Il était sûr que Hollande serait président un an plus tard. Il a eu du flair, il s'est juste trompé de moment. Il a aussi appelé à voter Macron alors qu'idéologiquement il était plus proche de Mélenchon. Alors, quand l'actuel président l'invite à l'interviewer, il en profite pour apparaître plus comme un opposant que comme un simple journaliste-questionneur. (Il faut bien essayer de sauver les apparences de manière à faire en sorte que ses partisans ou lecteurs puissent conserver leur bonne conscience. Il aura bouffé à tous les râteliers pour développer sa boutique. - LVOG)

- Aujourd'hui, Edwy Plenel est à la tête d'un journal très rentable. (La bonne conscience et l'imposture n'ont pas de prix ! - LVOG)

- Il est adulé au XXe siècle par les étudiants des écoles de journalisme et tout autant par ceux du XXIe siècle. Le Point 14.09 (Quand on sait ce que sont devenues les écoles de journalisme, c'est peu flatteur, c'est même détestable. - LVOG)

[Ils osent tout. En famille. La gauche réactionnaire ou l'illusion des "fabricants d'espoir".](#)

- Européennes: l'union de la gauche écolo et non-populiste à la fête - Liberation.fr 15.09

En l'absence des Insoumis à la fête de l'Humanité, le numéro 1 du PCF Pierre Laurent et Benoit Hamon ont appelé ce samedi à un rassemblement de toutes les forces sociales écologistes et européennes. Mais le leader de Génération.s a tâché les penchants populistes du mouvement de Jean-Luc Mélenchon...

Son traditionnel discours à la Fête de l'Humanité, devant les représentants de la gauche dont Benoît Hamon (Génération.s), Emmanuel Maurel (PS) ou encore Julien Bayou (EELV), était tout autant destiné aux électeurs de gauche qu'aux militants communistes.

"Ce ne sont pas les colères qui nourrissent (les luttes), ce sont avant tout les espoirs. Nous sommes, les communistes, des fabricants d'espoir, nous l'avons toujours été", a-t-il ainsi déclaré.

"Nous ne devons pas nous laisser être prisonniers d'un étau infernal, d'un côté la surenchère de la politique ultralibérale, de l'autre côté le poison nationaliste, xénophobe", a-t-il dit aux communistes.

Parmi les mesures qu'il imagine, "un droit opposable à une alimentation de qualité pour tous", notamment dans la restauration scolaire, et un "droit aux transports non polluants", grâce à un "ferroviaire accessible". Liberation.fr 15.09

Après le "droit opposable au logement", alors que plus de 110.000 travailleurs sont à la rue, il fallait oser !

[Qui gouverne ? Quand la stratégie du Nouvel ordre mondial totalitaire est à l'honneur à l'Assemblée nationale.](#)

- Nouvel ordre mondial: quand l'Institut Montaigne dicte sa stratégie à la France - sputniknews.com 14.09

En dénonçant les règles du jeu, les États-Unis ont détruit l'équilibre établi où l'Occident était le maître du monde parce que représentant les valeurs démocratiques, fait place au monde multipolaire et donc aux rapports de force. Quelle place la France peut-elle avoir pour recréer le «concert des nations»? Réponse d'un lobbyiste à l'Assemblée.

Brexit, présidence de Trump, montée du «populisme», défaite stratégique des Occidentaux, le monde international est en pleine transformation, en totale mutation a expliqué Dominique Moïsi à la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Une audition, le 12 septembre, où le géopolitologue a expliqué aux députés qu'au-delà du terrorisme de l'État Islamique et de la réémergence de la Russie et de la Chine, «les Européens et donc les Français» se doivent de trouver leur place dans la refondation de l'ordre mondial.

Dominique Moïsi est le conseiller spécial de l'Institut Montaigne, un think tank ou lobby financé par les entreprises du CAC 40 et proche du pouvoir en place. Fin connaisseur de la politique internationale, Dominique Moïsi ne peut être classé ni comme un néoconservateur ni comme un tenant de la realpolitik, à l'instar d'Henri Kissinger. Invité par les députés durant plus de deux heures, il a discoursé sur le thème: «la déconstruction de l'ordre de l'après-guerre: quelles conséquences pour la France?» Une véritable stratégie clefs en main pour la France, donnée par ce membre du groupe Bilderberg et de la Trilatérale.

http://videos.assemblee-nationale.fr/video.6564084_5b98bebd85fe1.commission-des-affaires-etrangeres--m-dominique-moisi-conseiller-special-de-l-institut-montaigne-12-septembre-2018

«Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous nous sommes pensés constitués, par rapport aux États-Unis et dans le cadre d'une Amérique qui était tout à la fois l'assurance vie des démocraties, l'arbitre des affaires du monde et le champion de la démocratie. [...] Mais [...] l'Amérique, comme le berger avec son troupeau, nous conduit à la noyade et se noie avec nous.» (L'Amérique le champion de la démocratie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : De la guerre du Vietnam à celle contre la Syrie. Ils osent tout. - LVOG)

Considérant que «nous» avons déjà eu «des problèmes avec les États-Unis» par le passé et que l'élection de Donald Trump n'en est qu'un de plus, Dominique Moïsi explique que le divorce entre l'Europe et les États-Unis —et donc le changement de l'ordre mondial-, réside davantage dans la non-application de la ligne rouge de Barack Obama au sujet de l'emploi d'armes chimiques en Syrie.

Pourquoi? Parce que cette faiblesse occidentale aurait selon lui enterré les valeurs des Droits de l'homme et de la démocratie. L'ordre mondial créé par les États-Unis, «un empire relativement bienveillant et accueillant depuis 1945» n'existe donc plus et «nous» devons donc nous réinventer dans cette refondation du nouveau monde. Mais qui ça, nous? ("Un empire relativement bienveillant et accueillant depuis 1945", qui n'a cessé de guerroyer sur tous les continents en réalité. S'il peut tenir ce discours, c'est parce qu'il est en terrain conquis à l'Assemblée nationale. - LVOG)

«Pour nous Européens, pour nous Français donc, le plus important est de réaliser qu'au moment où les États-Unis s'éloignent de nous, la Russie et la Chine se rapprochent l'une de l'autre.»

La réponse est limpide. Pour faire face à l'entente russo-chinoise, les Français doivent sceller leur destin dans celui de l'Europe. Mais d'une Europe qui n'est pas celle du Brexit ou du populisme d'un Trump ou d'un Orban, mais bien celle de la démocratie et du mondialisme libéraux... prôné par la Trilatérale et le groupe de Bilderberg. Si Dominique Moïsi constate justement que les États-Unis ne sont plus le leader, il récuse l'idée d'un rapprochement avec Pékin ou Moscou, justement à cause de notre modèle et de notre mission:

«D'intégrer cette transformation du monde, lié à ce phénomène majeur qu'est l'évolution des États-Unis, sans être tenté par un renversement d'alliances tel qui pouvait s'en produire au XVIIIème siècle. Il serait absurde, comme le rêvent certains, de substituer à l'Amérique, la Chine ou la Russie. C'est une mauvaise idée.» (Il reprend à la virgule près la propagande de l'OTAN, des oligarques anglo-saxons va-t-en-guerre les plus extrémistes. – LVOG)

Il ajoute:

«Et c'est une idée qui ne mène nulle part. Nos intérêts et nos valeurs nous obligent dans la mesure du possible, non pas à nous substituer à l'Amérique, mais, en nous rapprochant les uns des autres, car nous en avons les moyens et les capacités, à reprendre le flambeau du modèle démocratique libéral classique.» (Celui des guerres impérialistes, coloniales, des coups d'Etat, etc. – LVOG)

Reprendre le flambeau! Mais pas forcément à la façon des États-Unis, cet empire qui a finalement beaucoup agi par décisions unilatérales, mais en restaurant la paix par le droit. Le concert des nations est une réalité aujourd'hui: avec le déclin des États-Unis, la réémergence de la Chine, la restauration de la Russie et la création de l'Europe. Et cet équilibre des puissances, selon Dominique Moïsi, ne peut être respecté que par l'instauration d'un nouveau droit international, un nouveau multilatéralisme — comme celui prôné par Emmanuel Macron — une version 2.0 des Nations unies. Mais pour cela, l'Europe doit être puissante.

«L'ère post-OTAN, oui! Mais cela rejoint la question sur l'Europe de la Défense. Elle est indispensable. [...] Il y a en Europe, deux pays et deux seuls, qui perçoivent l'Europe comme puissance et l'un de ces deux pays est en train de quitter l'UE: le Royaume-Uni. L'Allemagne évolue dans une direction positive, mais très lentement. Et donc en réalité, la France est très isolée aujourd'hui dans sa conception de l'Europe puissance. Et cet isolement risque de durer.»

Si, comme tous libéraux, surtout de l'Institut Montaigne, Dominique Moïsi considère qu'unis, les pays européens représenteraient une puissance économique de premier ordre, sur le plan militaire, sans être une chimère, cette perspective d'une Europe puissance est loin d'être réalisable. Outre le Royaume-Uni et son Brexit, les pays de l'Est préfèrent encore actuellement l'OTAN et ne veulent pas entendre parler d'une Europe de la Défense. Le constat étant celui-ci, l'europhobe convaincu revient donc sur un dessein national:

«Les États-Unis ont abandonné l'Amérique latine à la Chine. L'Europe a très largement abandonné l'Afrique à la Chine et nous avons conjointement abandonné le Moyen-Orient à la Russie. [...] Nous sommes partout sur le recul. À terme, cela n'est pas possible. Et donc je pense que pour nous Français, notre vraie priorité [...] c'est l'Afrique, suivie par le Moyen-Orient, suivie par l'Amérique latine.» (L'avenir, c'est le colonialisme en somme ! – LVOG)

Reprenant —si ce n'était son idée- le programme stratégique d'Emmanuel Macron sur la place de la France en Afrique, Dominique Moïsi continue le constat d'échec des dernières politiques de l'Élysée et du Quai d'Orsay face à leurs concurrents russes et chinois. L'Europe n'étant pas puissante militairement, c'est la France qui doit donc assurer son rayonnement à l'international.

Mais sans les États-Unis, qu'en est-il du positionnement de la France dans ce monde en mutation?

«Il y a une reconstruction du Moyen-Orient autour de deux alliances en pointillés: l'Iran, la Turquie et la Russie, et les États-Unis, l'Arabie saoudite et Israël. La France ne doit pas choisir entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Elle doit garder une forme d'équilibre entre les deux. Elle ne doit pas non plus considérer que la question des valeurs est totalement derrière nous. Le réalisme nous conduit à comprendre que rien n'est possible aujourd'hui au Moyen-Orient sans la Russie.»

Le réalisme! Voilà un mot essentiel dans la géopolitique. Un réalisme à la De Gaulle par exemple? Si Dominique Moïsi souhaite que Paris adopte une position d'équilibre au Moyen-Orient- comme le fait Moscou par ailleurs- la Russie et les États-Unis devraient-ils être traités de la même façon par la France?

«Nous traitons différemment la Russie et les États-Unis et l'explication est simple. La guerre économique n'est pas la guerre. Les États-Unis nous menacent par [...], son imprévisibilité, son absence de vision, de clarté, de logique. Ils sont une menace considérable pour notre avenir. Mais ils ne nous menacent pas directement. Il n'y a pas d'armée américaine qui soit prête à

se déployer pour envahir l'Europe.» (Mais il y a l'armée américaine et de l'OTAN prêtent à envahir la Russie, tout est dans le non-dit ici. - LVOG)

Dominique Moïsi balaye d'un revers de main cette idée selon laquelle les États-Unis seraient une menace pour l'Europe. Sur l'aspect économique, si Donald Trump semble s'opposer au système du libéralisme absolu, sa politique pourrait aussi être analysée comme un énième moyen de pression. Sur le plan militaire, rappelons seulement que 70.000 militaires américains sont basés sur le continent. Et les Russes, qui n'ont pas de soldats en Europe, pourraient-ils nous envahir?

«Je ne crois pas d'ailleurs que cela soit l'intention russe. Je ne sombre pas dans ce travers, mais nous ne pouvons pas traiter de la même manière un pays qui de manière systématique cherche à nous affaiblir, à entrer dans nos processus électoraux, à intervenir de la manière la plus négative à la veille des élections présidentielles en France pour déstabiliser, si cela est possible, le favori français et les États-Unis.» (La fable pour justifier la différence de traitement entre la Russie et les États-Unis, c'est médiocre et usé comme argument. – LVOG)

Le deux poids deux mesures étant expliqué, Dominique Moïsi considère que si nous devons échanger avec la Russie, notamment au sujet du Moyen-Orient, si nous devons renforcer nos discussions avec la Chine, où nous avons un «retard considérable» par rapport à l'Allemagne, ces deux partenaires-concurrents devraient être analysés comme nos plus grandes menaces. Attention, «phrase un peu lourde et provocatrice»:

«Le terrorisme est une réalité de notre vie quotidienne qui va continuer. Mais l'arbre du djihadisme ne saurait cacher la forêt russe qui elle-même ne saurait cacher l'immensité de la forêt chinoise. En réalité, si nous devons hiérarchiser l'ordre des menaces, le terrorisme est le plus spectaculaire, mais à long terme ce n'est pas le plus fondamental, le plus sérieux.» sputniknews.com 14.09 ("Si nous devons hiérarchiser l'ordre des menaces", celle de ce spécimen de psychopathe l'emporte. - LVOG)

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- La CEDH condamne le Royaume-Uni, mais pas la surveillance de masse - Liberation.fr 14.09
- L'Assemblée nationale refuse (encore) d'inscrire l'interdiction du glyphosate dans la loi - Le HuffPost
- L'Assemblée vote l'interdiction des couverts et de contenants jetables en plastique - Le HuffPost
- Le gouvernement veut faire immatriculer les vélos - Le HuffPost

Ou comment créer artificiellement de nouveaux besoins...

Marquage ou immatriculation, travaux d'infrastructures, réaménagement des voiries, développement du double sens cyclable, aménagement de «sas vélos», locaux sécurisés pour stationner des vélos, locaux destinés au stationnement des vélos deviendra obligatoire dans les nouveaux immeubles de bureaux ou d'habitation...

- Novitchock : deux espions russes présumés arrêtés aux Pays-Bas - AFP 14 septembre 2018

Deux espions russes présumés, soupçonnés d'avoir voulu pirater un laboratoire suisse associé à l'enquête Skripal, ont été arrêtés aux Pays-Bas et renvoyés en Russie au printemps, ont rapporté vendredi les médias et des sources officielles. AFP 14 septembre 2018

J'ai lu quelque part que la Russie soupçonnait les Britanniques de vouloir falsifier leur rapport sur l'affaire Skripal, apparemment ils ont voulu le vérifier par eux-mêmes. A suivre.

- Malgré l'ouragan, une prison de Caroline du Sud refuse d'évacuer ces 650 prisonniers - Slate.fr 14 septembre 2018

Alors que le gouverneur a ordonné à la population de fuir les zones à risque, un établissement pénitentiaire oblige détenus et surveillants à rester sur place. Slate.fr 14 septembre 2018

- Gaza: deux Palestiniens, dont un enfant, tués par des tirs israéliens - AFP 14 septembre 2018

Deux Palestiniens, dont un enfant de 12 ans, ont été tués vendredi par des tirs de soldats israéliens lors de manifestations et de heurts dans la bande de Gaza le long de la frontière avec Israël, a indiqué le ministère gazaoui de la Santé. AFP 14 septembre 2018

- Le conflit afghan pourrait être le plus meurtrier de 2018 - LeFigaro.fr 14 septembre 2018

Enlisé dans un double conflit avec l'État islamique et les talibans, l'Afghanistan déplore déjà près de 20.000 morts pour cette année. LeFigaro.fr 14 septembre 2018

- Peut-on encore critiquer l'Arabie saoudite ? - LePoint.fr 14 septembre 2018

Le royaume ne laisse plus aucun pays occidental dénoncer ses violations des droits de l'homme sous peine de les frapper au portefeuille. LePoint.fr 14 septembre 2018

Tiens, cela confirme ce que vous avez lu plus haut...

- L'armée très présente dans l'élection au Brésil - AFP 14 septembre 2018

- Hongrie : Guy Verhofstadt appelle les Etats-Unis à agir contre Viktor Orban Atlantico.fr - 15 septembre 2018

L'ancien Premier ministre belge, président du groupe des libéraux au Parlement européen, a publié une tribune sur le site de CNN où il appelle les Etats-Unis à se joindre aux Européens pour "stopper" Orban "immédiatement". Atlantico.fr 15 septembre 2018

- Répression des Ouïgours : les Etats-Unis montrent les dents à la Chine sur la question des droits de l'Homme - Atlantico.fr 15.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Démission de l'amiral McRaven, ex assassin-en-chef du Pentagone - Réseau Voltaire 14 septembre 2018

L'amiral William H. McRaven a présenté au secrétaire à la Défense sa démission du Conseil consultatif de l'innovation.

Ce conseil avait été créé en 1996 par le secrétaire à la Défense, Ash Carter, afin de tirer le meilleur parti des industries innovantes de la Silicon Valley. Il réunit des personnalités de l'Internet et des militaires de haut rang.

L'amiral McRaven est entré en opposition frontale avec le président Trump lors du retrait par ce dernier de l'habilitation Secret-Défense de l'ancien directeur de la CIA, John Brennan. Il avait alors publié une tribune libre pour demander par solidarité le retrait de sa propre habilitation. Ce texte avait été publié par le Washington Post [1] le jour même où d'anciens hauts responsables du Renseignement publiaient également un texte de soutien à Brennan [2].

Après la publication d'une tribune libre anonyme anti-Trump dans le New York Times [3], cette fois attribuée à un haut fonctionnaire de la Maison-Blanche, McRaven a été prié de présenter sa démission du Conseil où il siégeait.

L'amiral McRaven est devenu célèbre en conduisant l'opération Trident de Neptune (Neptune's Spear). Il aurait assassiné Oussama Ben Laden dans sa demeure d'Abbottabad, au Pakistan. Cette opération mise en scène par le président Barack Obama, a été vivement contestée par le Pakistan. D'abord parce qu'elle a été accomplie en violation de sa souveraineté et ensuite parce qu'Oussama Ben Laden ne résidait pas à Abbottabad, mais est mort en Afghanistan en décembre 2011. L'amiral McRaven a alors dirigé les Forces spéciales (US SoCom). À ce titre, il a été auditionné par le Congrès et a fièrement révélé pratiquer des assassinats politiques dans 78 pays dans le monde. Le président Obama avait chargé McRaven de constituer un réseau avec les Forces spéciales alliées de manière à pouvoir assassiner n'importe qui, n'importe où dans le monde, en moins de 48 heures [4].

John O. Brennan a mené une longue carrière à la CIA jusqu'à en devenir directeur (2013-17). Il a développé considérablement le programme d'assassinat par drones de l'Agence. Dans ce cadre, il a travaillé étroitement avec l'amiral McRaven. Il est par contre entré en conflit avec le général Michael T. Flynn du Renseignement militaire. Devenu le premier conseiller de Sécurité nationale du président Trump, Flynn a immédiatement fait révoquer Brennan et a tenté de réorganiser la CIA autour de ses missions de Renseignement humain et non plus de liquidation de ses ennemis. Brennan a alors mené le combat politique contre Flynn et Trump les accusant d'être des agents russes. Son accréditation Secret-Défense a été révoquée le 15 août 2018. Réseau Voltaire 14 septembre 2018

Notes.

[1] « Revoke my security clearance, too, Mr. President », by William H. McRaven, Washington Post (United States) , Voltaire Network, 16 August 2018.

[2] "Statement from former senior intelligence officials", Voltaire Network, 16 August 2018.

[3] "I Am Part of the Resistance Inside the Trump Administration", New York Times (United States) , Voltaire Network, 5 September 2018.

[4] « La globalisation des Forces spéciales », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 13 mai 2014.

Syrie

- Washington, Paris et Londres crient à une attaque chimique en Syrie: quid des preuves? - sputniknews.com 14.09

Les États-Unis, la France et le Royaume-Uni n'ont présenté aucune preuve de l'intention du gouvernement syrien d'utiliser des armes chimiques, a déclaré vendredi le chef de la diplomatie russe. Selon lui, les accusations des pays occidentaux poussent les radicaux à mettre en scène une nouvelle provocation.

Il n'y a aucune preuve de la préparation par Damas d'une attaque chimique, a déclaré ce vendredi le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lors de la réunion du Forum russo-allemand.

«Ils [les pays occidentaux, ndlr] ne nous présentent aucun fait prouvant que le gouvernement [syrien, ndlr] se prépare à une telle chose. Dans le même temps, les données concernant le nombre de bidons de chlore livrés [à Idlib, ndlr] rendues régulièrement publiques par les militaires russes sont négligées», a-t-il précisé. sputniknews.com 14.09

En complément

Idlib, plus grande base-arrières de djihadistes d'Al-Qaïda dans le monde - Atlantico.fr

Voilà ce que "la communauté internationale" ou les puissances occidentales appellent à défendre...

Irak

- Irak: le bloc proche de l'Iran emporte la bataille du Parlement - AFP 15 septembre 2018

Le Parlement irakien a élu samedi à sa direction les candidats soutenus par le bloc proche de l'Iran, préfigurant la formation du prochain gouvernement par les anciens combattants anti-jihadistes proches de Téhéran et le populiste chiite Moqtada Sadr.

Neuf mois après l'annonce de la "victoire" sur le groupe jihadiste État islamique (EI) et sur fond de crise sociale et sanitaire, ces élections constituent le premier pas vers un nouveau cabinet après une paralysie politique de plus de quatre mois.

Les députés élus en mai ont porté à la présidence de la chambre le sunnite Mohammed al-Halboussi, soutenu par le bloc pro-Iran, dominée par l'Alliance de la Conquête de Hadi al-Ameri.

Ils lui ont choisi comme premier adjoint Hassan Karim, l'ancien maire d'arrondissement de Sadr City, bastion de Moqtada Sadr à Bagdad.

L'émissaire iranien "Qassem Soleimani a réussi à unifier les forces chiites et à obtenir des postes aux sunnites qui l'ont suivi", affirme à l'AFP le politologue irakien Hicham al-Hachémi.

De son côté l'émissaire américain Brett McGurk a "échoué à diviser les chiites, n'est pas parvenu à tenir ses promesses de postes aux sunnites qui s'étaient ralliés aux Etats-Unis et n'a pas été en mesure de faire peur aux sunnites qui ont choisi le camp iranien", poursuit M. Hachémi.

"L'Irak a déjà marqué deux points, tandis que les Etats-Unis en ont perdu trois", résume-t-il.

M. Halboussi --élu à 37 ans plus jeune président du Parlement en Irak-- a obtenu 169 voix sur 298 votes exprimés, tandis que l'ex-ministre de la Défense Khaled al-Obeïdi, candidat du Premier ministre sortant Haider al-Abadi, n'en a récolté que 89.

M. Abadi était un temps pressenti pour conserver son poste après son alliance avec Moqtada Sadr, vainqueur des législatives sur un programme anti-corruption commun avec les communistes.

Mais son grand allié l'a lâché le 8 septembre à l'issue de quatre jours de manifestations meurtrières à Bassora, ville pétrolière du sud en proie à une crise sanitaire sans précédent. Et M. Abadi a jeté l'éponge cette semaine.

Ce sont désormais ses deux rivaux, arrivés devant lui aux législatives, qui désigneront son successeur après s'être dit "sur la même longueur d'ondes" pour former le futur gouvernement.

Dans le système irakien d'élection à la proportionnelle, calibré pour éviter tout retour à la dictature après Saddam Hussein, les listes de députés doivent se regrouper en coalitions.

Le bloc qui compte le plus de députés désigne le Premier ministre, qui exerce véritablement le pouvoir exécutif.

Ce choix semble donc aujourd'hui entre les mains de MM. Ameri et Sadr, qui ont rallié autour d'eux des forces sunnites et kurdes.

Car dans un système qui réserve traditionnellement le poste de président du Parlement à un sunnite, de président de la République à un Kurde et de Premier ministre à un chiite, les tractations portent sur un accord englobant les trois postes.

- "Technocrates" -

Le futur président de la République sera élu par le Parlement dans les trente jours qui suivent. C'est lui qui chargera officiellement la plus large coalition de former le gouvernement.

En 2014, alors que l'EI venait de s'emparer de près d'un tiers de l'Irak face à des forces armées en pleine débandade, M. Abadi, peu connu du grand public, avait été choisi comme le candidat du consensus, à même de satisfaire l'Iran et les Etats-Unis, les deux puissances agissantes en Irak, actuellement à couteaux tirés.

Pour les experts, un tel scénario pourrait tout à fait se reproduire cette année, alors que le chef spirituel de la majorité des chiites d'Irak, le grand ayatollah Ali Sistani, a déjà dit refuser un politicien ayant été au pouvoir par le passé.

Moqtada Sadr, lui, pousse pour un Premier ministre "indépendant" et un gouvernement de "technocrates", tandis que M. Ameri, lui-même chef d'un puissant groupe armé soutenu par l'Iran et dénoncé par Washington, a déjà annoncé qu'il ne serait pas candidat au poste de chef du gouvernement.

M. Halboussi était jusqu'à son élection au Parlement le 12 mai sur une liste sunnite locale, le gouverneur de la province d'Anbar, dans l'ouest désertique.

Devant les 298 députés --sur 329-- présents lors du vote, il a plaidé pour "de réelles réformes", évoquant notamment Bassora, théâtre la semaine dernière de manifestations meurtrières réclamant des services publics et la fin de la corruption. AFP 15 septembre 2018

A lire dans la causerie du 10 septembre : L'Iraq à la croisée des chemins - Réseau Voltaire 9 septembre 2018

Venezuela

- Venezuela: le secrétaire général de l'OEA n'exclut pas une "intervention militaire" - AFP 15 septembre 2018

Le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, a déclaré vendredi qu'il ne fallait pas exclure "une intervention militaire" au Venezuela pour "renverser" le gouvernement de Nicolas Maduro, responsable de la grave crise économique, humanitaire et migratoire que traverse le pays.

"En ce qui concerne une intervention militaire visant à renverser le régime de Nicolas Maduro, je pense que nous ne devons exclure aucune option", a déclaré M. Almagro lors d'une conférence de presse dans la ville colombienne de Cúcuta, principal point d'entrée des Vénézuéliens en Colombie, près de la frontière avec le Venezuela.

Le dirigeant de l'Organisation des Etats d'Amérique (OEA), que le président Maduro accuse d'"ingérence", a soutenu sa déclaration en faisant état de "violations des droits de l'homme" et de "crimes contre l'humanité" commis selon lui par le gouvernement vénézuélien contre son peuple.

"Devant la souffrance des gens, devant l'exode (de la population) qu'il (le gouvernement vénézuélien), a provoqué, des actions diplomatiques doivent tout d'abord être menées, mais nous ne devons exclure aucune (autre) action", a-t-il déclaré.

Il a affirmé que le pouvoir vénézuélien utilisait "la misère, la faim, le manque de médicaments et des instruments répressifs pour imposer sa volonté politique au peuple".

Jeudi, M. Almagro avait estimé que la crise déclenchée par l'émigration massive des Vénézuéliens pouvait se résoudre par un gouvernement démocratique.

"La crise migratoire vénézuélienne se résout par la démocratie dans le pays", a déclaré M. Almagro lors d'une visite à Carthagène des Indes, en Colombie, où il s'est entretenu avec le président Ivan Duque.

"C'est une nécessité très claire, sinon le régime va continuer à nous mentir, va continuer à nous dire qu'il n'y a pas de crise, pas de pénuries, que le problème n'a pas de dimensions humanitaires", a-t-il ajouté.

"La crise migratoire vénézuélienne est absolument immorale car elle démontre l'indolence d'un gouvernement (...) à l'heure de traiter les problèmes, les besoins de son peuple", a-t-il souligné.

M. Almagro a mis en cause le "régime" de Nicolas Maduro, qu'il a qualifié de "dictatorial", notamment pour son refus de reconnaître l'exode massif de la population, en raison de la crise du pays.

"Tenter de soutenir ce mensonge (...) est définitivement un acte immoral", a estimé le secrétaire général de l'OEA.

Il a salué l'accueil réservé aux migrants vénézuéliens en Colombie, qui a reçu plus d'un million de personnes, dont plus de 820.000 ont été régularisées.

Onze pays d'Amérique latine, réunis pour la première fois la semaine dernière sur la crise des migrants vénézuéliens, ont appelé Caracas à accepter l'aide humanitaire pour endiguer cet afflux qui déstabilise les capacités d'accueil de la région. AFP 15 septembre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Bangladesh

- Bangladesh: les ouvriers du textile dénoncent le salaire minimum - AFP 15 septembre 2018

Les syndicats bangladais manifestent pour dénoncer le salaire minimum "inhumain" de 95 dollars par mois fixé par le gouvernement pour les quatre millions de travailleurs de l'habillement du pays. AFP 15 septembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 19 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il pleut depuis quelques jours, comme c'est si rare ou c'est l'époque de la mousson, on n'ose pas se plaindre. En revanche, on n'est pas vraiment organisé en conséquence, ce qui se traduit par bien des désagréments dont certains qu'il faut ensuite gérer en urgence, d'où cette brève causerie.

Nier la réalité ou se réfugier dans le déni n'a jamais fait avancer notre cause, flatter l'ignorance des travailleurs ou des militants non plus, cela sert juste à donner l'illusion qu'on partage les mêmes idées ou valeurs, alors qu'en fait ce n'est pas le cas. Il ne faut pas être très exigeant ou rigoureux pour s'en contenter.

Ici on dénonce et on combat cette illusion suicidaire, parce qu'elle constitue notamment le principal obstacle qui entrave notre combat politique..

On va peut-être nous répliquer que le premier sujet qu'on aborde ci-dessous dans cette causerie n'intéresse pas les travailleurs, qu'il ne concerne qu'une minorité, nous répondrons comme votre littérature ou votre engagement marginal.

Cet argument est d'autant plus foireux qu'il n'est jamais suivi d'effets. Je veux dire par là que des travailleurs peuvent participer à la lutte de classes, mais cela ne se traduit pas par une modification de leur état d'esprit, parce qu'ils n'en tirent aucun enseignement ; dans le cas contraire cela se saurait depuis belle lurette et nous n'en serions certainement pas rendu là. Nos contradicteurs refusent de l'admettre (encore un déni) alors que c'est l'évidence même.

Des millions de travailleurs ou militants ont participé à toutes sortes d'action depuis un demi-siècle et ils n'ont jamais progressé. Vous croyez que nos dirigeants se demanderaient pourquoi, pensez-vous, cette question ne leur effleure même pas l'esprit. A quoi pensent-ils alors ? Demandez-leur, moi j'y ai renoncé, il n'y a rien à en tirer.

Personnellement, je n'essaie pas de convaincre qui que ce soit de quoi ce soit, je ne fais pas de prosélytisme, je n'ai aucune ambition personnelle et je n'ai rien à vendre, aucun appareil à défendre, aucun statut à protéger, et je n'ai de compte à rendre à personne puisque j'ignore qui sont mes lecteurs, hormis ma conscience qui me commande de me conduire dans la vie conformément à mes idées ou mon idéal.

J'ai cru un moment qu'on pourrait peut-être développer quelque chose à partir de ce portail, en fait je n'en ai jamais été convaincu du fait que nos contemporains sont devenus hyper susceptibles, pour être soumis à une propagande hystérique permanente qui a exacerbé leur émotivité au point de ne plus être en mesure de penser librement ou de se l'interdire, on ne sait jamais où cela pourrait les mener... En attendant on peut observer où cela nous a mené.

Et quant à ceux qui estiment que la liberté de pensée n'a jamais été aussi grande, on leur répondra qu'elle ne fait qu'illustrer à quel point leur mode de pensée et de vie est médiocre, et qu'ils en soient fiers est finalement dans l'ordre des choses notez bien.

Après que mes lecteurs eurent rejeté toutes les propositions que je leur avais faites, je les invite juste à nous élever un peu au-dessus de cette médiocrité histoire de ne pas rompre avec notre idéal ou d'en être digne, ce n'est pas grand chose j'en conviens, mais tant à la fois !

Quand on devient vieux, on ne peut pas se résigner à finir nos jours dans une société aussi détestable. On doit mettre les forces qu'il nous reste au service de notre classe pour l'aider à se dresser contre la tyrannie et la renverser, sinon cela signifierait que notre existence n'aurait eu aucun sens, et finir nos jours dans de pareilles circonstances serait le pire des cauchemars qu'on ne souhaitera à personne. Ayez au moins la bonté de respecter notre dernière volonté si vous n'en partagez pas le contenu, merci à vous.

● Causerie au format pdf (13 pages)

[Totalitarisme. Une officine de Big Brother démasquée.](#)

- #DisinfoGate : Synthèse générale - Les Crises 17.09

Résumé général

- 1) "l'ONG" belge EU DisinfoLab – à l'origine de l'étude sur le « gonflage numérique » de l'affaire Benalla par « l'écosystème russophile » – n'est en fait qu'un paravent d'une nébuleuse de sociétés commerciales, dont le cœur est SAPER VEDERE, une agence de communication spécialisée sur l'accompagnement en cas de crise médiatique. Ces deux structures ont les 3 mêmes fondateurs, dont parmi eux le consultant Nicolas Vanderbiest, actionnaire à 40 % de Saper Vedere.
- 2) Les fondateurs entretiennent régulièrement une confusion entre leurs nombreuses casquettes. Lorsque Nicolas Vanderbiest parle, est-ce le chercheur, le blogueur, le cofondateur de l'association sans but lucratif DisinfoLab, le consultant auto-entrepreneur, l'actionnaire presque majoritaire de Saper Vedere, le partenaire de Visibrain ? Mystère...
- 3) De façon très étonnante, cette micro-association a rapidement été soutenue financièrement par Twitter, ainsi que par de puissants partenaires, tels l'Atlantic Council ou la Fondation Open Society de George Soros.
- 4) Lors de la présidentielle 2017, Nicolas Vanderbiest a été extrêmement actif, et s'est éloigné de la nécessaire neutralité scientifique propre à son statut de chercheur, au détriment de certains candidats (Le Pen, Fillon...).
- 5) La confusion entre les différentes casquettes des fondateurs a fini par entraîner un mélange des rôles entre les structures ainsi que de profonds conflits d'intérêts.

6) La plupart des partenaires de Disinfo ont une attitude envers la Russie qui les ferait certainement qualifier de "complotistes", si un autre pays était la cible de leur obsession.

7) Disinfo a œuvré afin de lancer une polémique autour du rôle de la supposée "russosphère" sur Twitter, sans succès avant le Premier tour de la Présidentielle 2017, mais avec succès au cours de l'affaire Benalla. Et on comprend vraiment mal pourquoi Disinfo a choisi de s'intéresser à cette affaire...

8) Enfin et surtout, deux membres de la Galaxie SaperVedere/Disinfo sont également des membres clés de la Team Macron, et ont œuvré à la communication de Macron durant la Présidentielle. Par ailleurs, Aurore Bergé députée LREM, et Pierre Le Texier responsable du pôle e-influence chez En Marche, s'avèrent étonnements proches de Nicolas Vanderbiest, et ont ardemment soutenu le DisinfoLab au cours de la polémique. Les Crises 17.09

LVOG - EU Disinfo Lab figure à la page 144 du rapport des ministères des Affaires étrangères et des Armées intitulé *Les manipulations de l'information* : À Bruxelles, le EU Disinfo Lab produit également des analyses remarquées.

EU Disinfo Lab figure en compagnie de Digital Forensic Research Lab (DFRLab), une structure de l'Atlantic Council, ythink tank néoconservateur, Bellingcat, dont le fondateur Eliot Higgins a rejoint le Digital Forensic Research Lab du Atlantic Council en 2016 (Wikipédia.org), financé par la plateforme de financement participatif Kickstarter basée à New York, dont on ignore le nom des généreux mécènes, elle brasse déjà 1,9 milliard de dollars, et Securing Democracy (ASD), une officine travaillant sur la base des informations fournies par la CIA, le FBI et le NSA (Source : Wikipédia.org), dont les travaux sont dirigés par d'ex-membres du département d'Etat (Laura Rosenberger, Michael Chertoff, Mike McFaul) ou des hauts fonctionnaires (Jamie Fly) de l'administration Bush ou Obama, bref, une autre antenne des services de renseignements américains.

Lu dans le rapport des ministères des Affaires étrangères et des Armées intitulé ***Les manipulations de l'information***.

- Décrédibiliser la désinformation grâce aux sources ouvertes (page 145)

Un exemple de la puissance du journalisme collaboratif en est la brillante enquête du New York Times – menée notamment avec le groupe d'investigation Bellingcat – qui prouve la responsabilité du régime el-Assad dans l'attaque chimique de Douma.

LVOG - Alors que chacun sait que cette attaque n'a jamais eu lieu !

Ce qui est intéressant ou ce qu'il faut retenir, ce sont les liens qui existent entre toutes ces officines, les médias, l'armée, les services de renseignements, les oligarques, les gouvernements. En fait un véritable complot contre tous les peuples pour les empêcher de prendre conscience de ce qui se trame dans leur dos et ainsi pouvoir continuer de les asservir.

Le rôle que joue tous ces acteurs est inavouable, démasquer leur collusion, les neutraliser, anéantir leur capacité de nuisance, leur ôter tout pouvoir devrait être notre objectif politique.

[Le capitalisme, comment cela fonctionne-t-il ?](#)

Contrairement aux idées reçues ce ne sont pas les hommes particulièrement avides de richesses et de pouvoir qui l'ont adopté qui en décident. Non, ce système économique fonctionne selon les lois de la dialectique ou de la logique qui concourent à l'évolution ou la transformation de la matière, disons pour simplifier, des lois qui se résument à des rapports de cause à effet. Et comme elles présentent la singularité de ne pas apparaître telles quelles au premier abord, elles font l'objet d'une mystification qui tend à faire croire qu'elles seraient la panacée ou qu'elles seraient éternelles, alors qu'en réalité elles correspondent uniquement à une période donnée, au stade déterminé auquel est parvenu le développement des forces productives.

Maintenant toute chose étant périssable un jour ou plutôt, aucun rapport aussi stable soit-il (en apparence seulement) ne pouvant demeurer en l'état indéfiniment, il arrive forcément un moment où ce rapport se désagrège d'une manière ou d'une autre, ou la limite de son existence est atteinte, soit en régressant à un état antérieur pouvant aller jusqu'à la putréfaction, de sorte que ces éléments constitutifs seront rendus méconnaissables pour être retournés à l'état primaire, soit en donnant naissance à un rapport supérieur qui permettra à ces éléments constitutifs d'évoluer encore, dès lors que les conditions qui président à leur développement auront été modifiées ou favorisées, de manière à ce que cette nouvelle progression puisse se réaliser.

Ce qu'il faut comprendre ici, c'est que dans un système, un cadre, un rapport, un mode production donné, tout ne peut pas se produire. Il faut donc recourir à un élément extérieur pour réunir les conditions qui permettront le changement souhaité ou recherché, pour être plus précis, il faut parvenir à agir sur le rapport qui existe entre les éléments déterminants qui sont présents au sein de ce système ou cadre, de manière à le faire éclater et qu'il donne naissance à un rapport supérieur, puisque tel est notre objectif, permettre à la civilisation humaine de progresser à nouveau en se libérant du joug de l'exploitation de l'homme

par l'homme.

De la même manière que ce n'est pas la volonté du capitaliste qui serait à l'origine des lois de fonctionnement du système économique en vigueur, il ne suffit pas de le savoir ou d'en prendre conscience pour que le rapport qui existe entre les classes s'en trouve modifié, inversé, renversé, non, il faut agir, se rassembler, s'unir, s'organiser, construire un parti, s'emparer du pouvoir politique, afin de neutraliser l'élément nuisible qui au sein de ce rapport incarne ou conduit à la décomposition, à la putréfaction de la société, la classe des capitalistes, en commençant par son sommet, l'oligarchie parce que son pouvoir coïncide avec l'instauration d'une société totalitaire.

Eh non, l'esclavage salarial n'est pas une fatalité !

K . Marx - Mais toutes les méthodes qui aident à la production de la plus-value favorisent également l'accumulation, et toute extension de celle-ci appelle à son tour celles-là. Il en résulte que, quel que soit le taux des salaires, haut ou bas, la condition du travailleur doit empirer à mesure que le capital s'accumule.

Enfin la loi, qui toujours équilibre le progrès de l'accumulation et celui de la surpopulation relative, rive le travailleur au capital plus solidement que les coins de Vulcain ne rivaient Prométhée à son rocher. C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même. K . Marx : Le Capital (Livre I - Section VII)

En macronie

- Les sénateurs LREM boycotteront l'audition de Benalla - L'Express.fr 18.09

- Fan de Giscard, ex-journaliste et "dandy"... Cinq choses à savoir sur Gilles Le Gendre, le nouveau patron des députés LREM - Franceinfo 19.09

Voilà qui devrait les inspirer.

- Sodomie, sex-toy et pratiques sexuelles... cette BD répond aux questions avec humour - Le HuffPost 19.09

L'obsession, la perversité, la dépravation sexuelle, voilà à quoi ils veulent conduire nos enfants ou petits enfants ces frustrés ou détraqués.

La question que chacun devrait se poser : Pourquoi tiennent-ils tant à ce que nos enfants se fassent sodomiser, pratiquent l'homosexualité, deviennent des obsédés sexuels ?

Pour qu'ensuite ils se détestent, ils se dégoûtent d'eux-mêmes, pour les rabaisser, les culpabiliser, en faire des êtres inférieurs, faibles, vulnérables, de sorte qu'ils ne parviennent jamais à avoir confiance en eux-mêmes et donc en personne, ainsi ils seront manipulables à merci...

En complément.

- Éducation nationale: 1800 postes supprimés en 2019 - L'Express.fr 17.09

Ces suppressions de poste concerneront le second degré -collèges et lycées- ainsi que les services administratifs. L'Express.fr 17.09

Envoyez chier tous ceux qui ne vous écoutent pas !

Entendu à la Fête de l'Humanité.

AFP - Quel communisme prôner aujourd'hui, à qui et comment le parti doit-il s'adresser ?

"Vous faites lire ça à des jeunes des milieux populaires, ils vont vous envoyer chier, c'est incompréhensible!", peste lors d'un débat une vieille militante. AFP16 septembre 2018

C'est incompréhensible pour tout le monde, et cela ne concerne pas uniquement le PCF. De toutes manières ils s'en foutent, ils ne s'adressent pas aux travailleurs, ils ne s'adressent qu'à des militants ou l'élite intellectuelle.

Personnellement, je partage les conditions et l'état d'esprit d'un travailleur inorganisé, et bien je peux vous dire que je trouve insipide leurs littératures, je ne parle pas des revues théoriques évidemment. A ma connaissance depuis plus de 70 ans, il en a toujours été ainsi tous courants du mouvement ouvrier confondus.

Ils écrivent pour leurs adhérents, pas pour les travailleurs tous statuts confondus qui sont davantage habitués au langage plus fluide ou accessible de la presse. Ils se comprennent entre eux, et encore ! Leurs articles ne sont pas conçus pour vous informer ou pour vous permettre de réfléchir librement, pour que vous progressiez, ils s'en foutent, ils sont uniquement rédigés pour placer leur propagande, leur camelote.

Quand on les écoute, on s'aperçoit qu'ils ont tous le même comportement, ils sont tous formatés sur le même modèle. On a l'impression qu'ils ont subi un lavage de cerveau ou qu'ils ont adhéré à une secte, ils vivent hors sol, dans une bulle, dans un autre monde que le nôtre. Ils ne pensent pas, c'est le parti qui pense à leur place, autrefois j'en ai fait l'expérience pendant trois ans, et ce n'est que bien plus tard que je m'en suis rendu compte.

J'étais devenu tellement cinglé, qu'un jour un de mes meilleurs potes, et sa copine que j'avais fréquentée pendant des années, lui était technicien au CEA et elle secrétaire au ministère de la Défense, m'ont carrément foutu à la porte de chez eux, en me disant que j'étais devenu impossible et qu'ils ne voulaient plus me voir, je ne parlais plus que de politique... J'étais devenu méconnaissable. Je ne les ai jamais revus.

J'allais oublier de préciser que ce sont eux et le frère de Chantal qui m'ont initié à Informations ouvrières (POI) en 1976, ils l'achetaient de temps en temps le dimanche matin sur le marché de Suresnes, mais contrairement à moi qui présentais déjà les signes avant-coureurs et inquiétant de l'activisme forcené que j'allais devenir en rejoignant l'OCI, les discussions qu'ils eurent avec ces militants les détournèrent pour toujours du militantisme et même de la politique. Et le pire ou le plus navrant de cette histoire, c'est qu'à l'époque on partageait les mêmes positions, quel gâchis !

Hélas, "même avec 2%" le cadavre du stalinisme bouge encore !

- A la Fête de l'Humanité, les militants viennent se convaincre que le "PCF n'est pas mort" - AFP 17.09

"La Fête de l'Humanité prouve que même avec 2%, le PCF n'est pas mort"... AFP 17.09

Non, la lutte contre le stalinisme et la social-démocratie ne doit pas faiblir ou disparaître aussi longtemps que le régime existera et même après. Pensez qu'ailleurs qu'en France ils sont encore très présents et nuisibles.

[La gauche, c'est avant tout les affaires.](#)

- Selon Paris Match, l'ancien Premier ministre Manuel Valls file le parfait amour avec Susana Gallardo. - gala.fr 29 août 2018

Cette femme de 53 ans est loin d'être inconnue dans son pays. Susana Gallardo est « une figure de la haute bourgeoisie catalane », écrivent nos confrères. Et pour cause, elle est l'héritière des laboratoires pharmaceutiques Almirall. Celle qui a suivi ses études dans la fameuse université d'Oxford en Angleterre est une redoutable femme d'affaires, qui « a tracé sa voie dans le milieu des affaires et de la finance ». Philanthrope et membre du conseil d'administration de l'Université nationale de Catalogne, elle est également connue pour son précédent mariage.

Pendant près de 30 ans, Susana Gallardo a été mariée à Alberto Palatchi. Il s'agit de la 26e fortune d'Espagne et patron de la société Pronovias, spécialisée dans les robes de mariée. Une union qui « a fait d'elle une des femmes les plus influentes du pays », racontent nos confrères.

Et cette idylle pourrait bien poser quelques problèmes à l'opposition comme le soulignent nos confrères de L'Express : « La gauche barcelonaise reproche à Valls d'être soutenu par la droite libérale et pointe les réseaux de sa nouvelle compagne, Susana Gallardo, peut-on lire. gala.fr 29 août et 17 septembre 2018

[Macron : Le rejet ! Dehors !](#)

- Comment expliquer la fin de l'état de grâce d'Emmanuel Macron - Franceinfo 18.09

Après quinze mois de mandat, seuls 19% des Français estiment que le bilan du chef de l'Etat est positif, selon un sondage Kantar Sofres Onepoint pour RTL, publié lundi. Franceinfo 18.09

Au fait, monsieur Macron, quand vous traverserez, faites attention...

Ils osent tout

- Utiliser des pailles en verre, quelle bonne idée ! - LePoint.fr
- Assurance chômage: Berger craint "un piège" du gouvernement - AFP
- Mattis en Macédoine pour contrer "l'influence" russe sur le référendum - AFP
- Macédoine: Défilé à Skopje en faveur de l'adhésion à l'UE et à l'Otan - Reuters
- Un millier de Hongrois défilent contre Orban à Budapest - Reuters
- Un millier de Hongrois ont manifesté dimanche contre le Premier ministre Viktor Orban lors d'un rassemblement pro-européen organisé par des partis de gauche.
- Syrie: médecins et infirmiers manifestent à Idleb contre une offensive - AFP

Plus de 300 médecins et infirmiers ont manifesté dimanche en Syrie dans la province d'Idleb, s'inquiétant d'une possible offensive du régime de Bachar al-Assad et appelant la communauté internationale à les protéger, a constaté un correspondant de l'AFP.

- Nouvelle manifestation contre la réforme des retraites en Russie - Reuters Quelque 500 personnes ont manifesté à nouveau dimanche à Saint-Petersbourg contre le projet de relèvement de l'âge de la retraite, une semaine après l'interpellation de centaines de protestataires à travers la Russie.
- L'Allemagne inquiète pour la santé de l'opposant russe Verzilov - Reuters

Comment Trump sert les intérêts du premier cercle de l'oligarchie.

- Jamie Dimon (JPMorgan) regrette ses propos sur Donald Trump - Reuters 16 septembre 2018

Le patron de JPMorgan a aussi jugé que les politiques mises en oeuvre par Donald Trump étaient favorables à l'économie américaine.

"Il faut lui en faire crédit", a dit Jamie Dimon en référence aux baisses d'impôts et à la politique de dérégulation appliquées aux Etats-Unis. "Cela a aidé l'économie. C'est impossible de dire dans quelle mesure." Reuters 16 septembre 2018

- John Kerry a voulu tacler Donald Trump, mais il aurait dû s'y prendre autrement - Le HuffPost 18.09

Se moquer du président, d'accord, mais n'importe comment, non. Le HuffPost 18.09

- 200 milliards de dollars de produits chinois frappés à leur tour par Washington - AFP 18 septembre 2018

Donald Trump agitait la menace depuis des semaines. Il a fini par la mettre à exécution: 200 milliards de dollars d'importations chinoises supplémentaires vont être taxés à 10% pour punir la Chine de ne pas corriger ses pratiques commerciales jugées "déloyales".

"Les tarifs douaniers prendront effet le 24 septembre et s'élèveront à hauteur de 10% jusqu'à la fin de l'année. Le 1er janvier, les taxes douanières seront portées à 25%", a-t-il expliqué dans un communiqué transmis par la Maison Blanche.

Pékin ne devrait pas manquer de riposter dans la foulée.

"Si la Chine venait à prendre des mesures de représailles contre nos agriculteurs ou autres industries, nous mettrions en oeuvre immédiatement la phase 3, à savoir des tarifs douaniers sur quelque 267 milliards de dollars d'importations supplémentaires", a d'ores et déjà prévenu le président américain.

Si ce montant de marchandises était à son tour surtaxé, ce serait la totalité des importations chinoises qui seraient frappées de mesures protectionnistes américaines.

Donald Trump exige de Pékin qu'il réduise de 200 milliards le déficit commercial américain en ouvrant davantage son marché aux produits américains.

Outre les tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium de respectivement 25% et 10% imposés au nom de la protection de la sécurité nationale, Washington a taxé à hauteur de 25% quelque 50 milliards de dollars de produits chinois pour compenser cette fois le "vol" de la propriété intellectuelle.

L'administration Trump déplore qu'en contrepartie d'un accès au marché chinois, les entreprises américaines sont contraintes de partager avec des partenaires locaux une partie de leur savoir-faire technologique.

Pour faire changer cette pratique, Donald Trump avait déjà menacé de taxer la totalité des plus de 505 milliards de dollars d'importations chinoises. Sans effet pour le moment sur son partenaire commercial.

"Si les Etats-Unis adoptent de nouvelles mesures sur les droits de douane, la Chine n'aura d'autre choix que de prendre des mesures de rétorsion pour défendre ses droits et intérêts légitimes", a même prévenu lundi Geng Shuang, porte-parole de la diplomatie chinoise, exhortant Washington à négocier de "bonne foi".

Pékin avait déjà indiqué envisager de nouvelles taxes sur 60 milliards de dollars de biens américains après les 25% sur 50 milliards de dollars de marchandises en juillet/août.

"Espérons que cette situation commerciale soit résolue, en dernier ressort par moi-même et par le président Xi (Jinping) pour lequel j'ai un profond respect et affection", a déclaré Donald Trump. AFP 18 septembre 2018

- La Chine taxe 60 milliards de dollars de produits américains Reuters 18 septembre 2018

La Chine a annoncé mardi qu'elle imposerait à partir du 24 septembre de nouveaux droits de douane sur 60 milliards de dollars (51 milliards d'euros) d'importations américaines, en représailles à la décision de Donald Trump de taxer 200 milliards de dollars d'importations chinoises.

Les taxes chinoises iront de 5% à 10%, au lieu des 5% à 25% initialement envisagés, et s'appliqueront comme prévu à 5.207 produits américains importés, précise le ministère des Finances sur son site internet.

Les produits qui devaient initialement être taxés à 25%, comme le gaz naturel liquéfié, le seront à 10%, ajoute-t-il en écho à l'initiative similaire des Etats-Unis d'imposer dans un premier temps des droits réduits.

La Chine présente sa décision comme une "réponse forcée à l'unilatéralisme et au protectionnisme des Etats-Unis". Elle prévient qu'elle relèvera ses tarifs douaniers si Washington fait de même.

Pékin prélèvera les nouveaux droits de douane à partir du 24 septembre, la date fixée par l'administration Trump pour imposer les siens. Reuters 18 septembre 2018

[Dossier sur la Syrie.](#)

- Les revendications occidentales sur la Syrie - Réseau Voltaire 18 septembre 2018

Alors que sur le terrain, la guerre se termine et qu'il ne reste qu'Idleb à libérer des terroristes, les Occidentaux repartent en campagne. Ils viennent de présenter leurs revendications à l'envoyé spécial de l'Onu, Staffan de Mistura. Sans surprise, les États-Unis refusent le processus conduit par la Russie pour la seule raison qu'ils n'y ont pas participé, tandis que le Royaume-Uni et la France entendent imposer des institutions qui leur permettraient de contrôler le pays en sous-main.

par Thierry Meyssan

L'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu pour la Syrie, Staffan de Mistura, a reçu à Genève une délégation du Groupe d'Astana (Iran, Russie, Turquie), puis le 14 septembre, une autre du Petit Groupe (Arabie saoudite, Égypte, États-Unis, France, Jordanie et le Royaume-Uni).

Côté occidental, l'ambassadeur James Jeffrey et le colonel Joel Rayburn conduisaient la délégation US, tandis que l'ambassadeur et ancien directeur du Renseignement extérieur (DGSE 2012-16), François Sénémaud, présidait la délégation française.

Chaque délégation a remis aux Nations unies un document secret sur ses revendications, en vue de peser sur les négociations intra-syriennes en cours. Russia Today a fait fuiter le document occidental [1], comme Kommersant avait fait fuiter il y a deux semaines les directives internes de l'Onu [2].

- Première remarque, le point 3 du document du Petit Groupe reprend la directive interne de l'Onu : « Il n'y aura pas d'assistance internationale à la reconstruction dans les zones contrôlées par le gouvernement syrien en l'absence d'un processus politique crédible conduisant inéluctablement à la réforme constitutionnelle et aux élections supervisées par l'ONU, à la satisfaction des pays donateurs potentiels. » [3].

L'Allemagne, qui a participé à des réunions du Petit Groupe, ne semble pas avoir été représentée à celle-ci. La veille, son ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas, s'était désolidarisé de ce point. Juste avant de rencontrer son homologue russe, Sergeï Lavrov, il avait tweeté que son pays était prêt à participer à la reconstruction « s'il existe une solution politique menant à des élections libres » [4] [5]. Pour le Petit Groupe et pour l'Onu, la reconstruction ne commencera pas tant que les pays donateurs potentiels n'auront pas atteint leurs objectifs de guerre, pour l'Allemagne, elle peut accompagner le processus de réconciliation politique.

- Deuxième remarque : les différents interlocuteurs internationaux font référence à la résolution 2254 du 18 décembre 2015 [6]. Cependant, le Petit Groupe extrapole le sens du texte. Alors que la résolution du Conseil de sécurité pose que la rédaction de la Constitution est l'affaire des seuls Syriens entre eux, le Petit Groupe affirme qu'elle ne doit être rédigée que par un Comité placé sous les auspices et contrôlé par l'Onu.

Il s'agit évidemment de casser les décisions de Sotchi, c'est-à-dire à la fois de détruire ce qui a été fait dans les derniers mois et de s'opposer au rôle de la Russie dans la solution de la crise [7]. Les États-Unis veulent conserver leur statut de puissance indispensable, tandis que le Royaume-Uni et la France entendent poursuivre leur projet colonial.

- Troisième remarque : le Petit Groupe n'entend pas seulement transférer la responsabilité de la rédaction de la Constitution de Sotchi à Genève, il a déjà son idée sur ce qu'elle doit être. Il s'agirait de reproduire le modèle que Washington a imposé à l'Iraq et qui y maintient une crise permanente pour le plus grand bénéfice des Occidentaux. Les pouvoirs du président seraient exclusivement protocolaires ; ceux du Premier Ministre seraient inexistantes au niveau régional ; et ceux de l'armée devraient être limités.

Les puissances coloniales maintiennent leur pouvoir au Proche-Orient derrière des apparences de démocraties. Elles parviennent toujours à constituer des gouvernements non-représentatifs de leurs peuples. Depuis 1926 au Liban et depuis 2005 en Iraq, les institutions ont été conçues pour surtout empêcher que ces pays redeviennent des États-nations. Le Liban est divisé en communautés religieuses et l'Iraq en régions distinctes à prédominance d'une communauté religieuse. Israël, quant à lui, n'a pas plus de gouvernement représentatif, non pas à cause de sa Constitution —il n'en a pas—, mais de son système électoral.

- Quatrième remarque : alors que la résolution 2254 édicte que les élections devront avoir lieu sous la supervision de l'Onu, le Petit Groupe considère que l'organe syrien chargé de l'organisation des élections devra travailler quotidiennement sous les ordres de l'Onu, notamment en ce qui concerne d'éventuelles plaintes pour fraude.

Ainsi, les Occidentaux se conservent la possibilité d'annuler des résultats qui ne correspondraient pas à leurs attentes : il suffira de faire déposer une plainte pour fraude et de la déclarer fondée. Le Peuple syrien aurait le droit de voter pourvu qu'il tombe dans le piège qui lui est tendu, et encore à la condition qu'il vote pour ceux que l'on a choisis pour lui.

En Europe, les citoyens cherchent leur souveraineté, en Syrie ils se battent pour leur indépendance. Réseau Voltaire 18 septembre 2018

Notes.

[1] « Déclaration de principes du Petit Groupe pour la Syrie », Réseau Voltaire, 18 septembre 2018.

[2] « Paramètres et principes de l'assistance des Nations Unies en Syrie », par Jeffrey D. Feltman, Réseau Voltaire, 3 septembre 2018.

[3] "There will be no international reconstruction assistance in Syrian-government-held areas absent a credible political process that leads unalterably to constitutional reform and UN-supervised elections, to the satisfaction of potential donor countries".

[4] "Wenn es eine politische Lösung in #Syrien gibt, die zu freien Wahlen führt, sind wir bereit Verantwortung beim Wiederaufbau zu übernehmen"

[5] « L'Allemagne se positionne contre la directive Feltman », Réseau Voltaire, 14 septembre 2018.

[6] « Résolution 2254 (Plan de paix pour la Syrie) », Réseau Voltaire, 18 décembre 2015.

[7] « Consensus entre Syriens à Sotchi », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 6 février 2018.

- Moscou et Ankara annoncent la création d'une zone tampon à Idlib - Reuters 18 septembre 2018

Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan se sont mis d'accord lundi sur la création d'une zone démilitarisée dans la province syrienne d'Idlib pour séparer les forces gouvernementales de la rébellion.

Cette zone tampon sera opérationnelle mi-octobre et les rebelles "d'orientation radicale", y compris le Front Al Nosra, en seront exclus et devront quitter la région.

Des soldats russes et turcs patrouilleront dans cette zone large de 15 à 20 km d'où seront retirées toutes les armes lourdes, ont déclaré les présidents russe et turc réunis en sommet à Sotchi, au bord de la mer Noire.

Le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a précisé qu'il n'y aurait pas d'opérations militaires supplémentaires de la part des troupes du régime Assad et de leurs alliés contre Idlib, rapporte l'agence de presse Interfax.

Le ministre s'exprimait après les déclarations de Poutine et Erdogan.

Le président turc a fermement plaidé en faveur d'un arrêt des opérations militaires et de l'offensive voulues par le gouvernement Assad dans cette province où vivent quelque trois millions de personnes.

Erdogan redoutait un nouvel exode de civils en direction de la Turquie située un peu plus au nord et où s'entassent déjà 3,5 millions de réfugiés ayant fui les sept années de guerre civile.

"Nous nous sommes mis d'accord pour que soit créée d'ici le 15 octobre le long de la ligne de contact entre l'opposition armée et les troupes gouvernementales une zone démilitarisée de 15 à 20 km avec le retrait de tous les rebelles d'orientation radicale, y compris Al Nosra", a déclaré Poutine lors d'une conférence de presse avec Erdogan.

"D'ici le 10 octobre, à la demande du président turc, nous (avons approuvé) un retrait des armes lourdes, des chars, des lance-roquettes et des mortiers de tous les groupes d'opposition dans cette zone", a ajouté le président russe.

"La zone démilitarisée sera contrôlée par des patrouilles mobiles d'unités turques et d'unités de la police militaire russe", a-t-il poursuivi.

"Grâce à cet accord, nous avons évité de vivre une vaste crise humanitaire à Idlib", a commenté Erdogan devant la presse. "L'opposition va rester dans les régions où elle se trouve. En échange, nous nous assurerons que les groupes radicaux, que nous avons identifiés avec la Russie, ne puissent pas opérer dans la zone concernée".

"La Russie va certainement prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que la zone de désescalade d'Idlib ne soit pas attaquée. Ensemble, nous garantirons la détection et la prévention de provocations et de violations émanant de partis étrangers à l'accord", a ajouté Erdogan. Reuters 18 septembre 2018

- La bataille d'Idlib est repoussée - Réseau Voltaire 18 septembre 2018

Les présidents russe et turc se sont rencontrés à Sotchi, le 17 septembre 2018.

Depuis leur précédente rencontre, le 7 septembre à Téhéran, la Russie avait durci le ton en évoquant pour la première fois le caractère illégal de la présence militaire turque à Idlib. Elle avait souligné que celle-ci devrait prendre fin.

Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan ont avant toute chose signé des accords de coopération économique concernant la construction du gazoduc Turkish Stream et de la centrale nucléaire civile d'Akkuyu ; des accords particulièrement bienvenus pour Ankara dont l'économie vient de s'effondrer brutalement.

Concernant la zone actuellement occupée par les jihadistes et l'armée turque en Syrie —zone qui correspond à peu près au gouvernorat d'Idlib—, les deux États ont décidé de se donner une nouvelle chance de séparer l'opposition armée syrienne des jihadistes.

Des accords identiques de désescalade avaient été convenus pour cette région et pour d'autres par le passé, soit avec les États-Unis, soit avec la Turquie. Ils ont tous échoué et sont devenus caducs au bout de six mois. Dans la pratique, il s'est avéré que les jihadistes et l'opposition armée syrienne sont composés des mêmes hommes, qui sont des mercenaires avant d'être des

militants. Ils ont souvent appartenu à divers groupes durant les sept ans de conflit, changeant de l'un à l'autre au gré des opportunités financières.

La République arabe syrienne avait déjà fait savoir qu'elle considérait comme prudent de repousser la libération d'Idleb après les élections législatives US du 6 novembre. En effet, en cas d'attaque, il aurait suffi au Royaume-Uni de mener une opération chimique sous faux-drapeau pour contraindre le président Trump à attaquer la Syrie durant sa campagne électorale.

Le président Erdogan présente à son peuple l'accord qu'il vient de conclure comme une double victoire : il aurait sauvé la population civile d'Idleb de la guerre et aurait obtenu des contrats avantageux de la Russie.

Cependant, la réalité est bien différente : la Turquie était en position de grande faiblesse pour négocier avec son ennemi historique et ami d'un jour, la Russie. Déjà son économie ne survit que grâce à la présence de touristes russes dont Moscou a déjà montré qu'il pouvait les faire venir ou partir en un instant.

- Les accords économiques éloignent un peu plus Ankara de l'Otan.

- Une ligne de démarcation va être instaurée d'ici le 5 octobre entre la zone jihadiste et le reste de la Syrie. Cette zone démilitarisée sera placée sous la responsabilité jointe de la Russie et de la Turquie. Les troupes turques devraient reculer de quelques kilomètres à l'intérieur de la zone actuelle, de manière à laisser les Syriens libérer l'autoroute reliant Damas à Alep.

La Russie éloigne donc la Turquie des Occidentaux, évite de placer son allié syrien en danger et poursuit la libération de son territoire sans avoir à livrer de combats. Réseau Voltaire 18 septembre 2018

- Israël utilise un avion militaire russe comme bouclier - Réseau Voltaire 18 septembre 2018

Le 17 septembre 2018, vers 22h (heure locale), un turbo-propulseur Il-20 militaire russe a disparu des écrans radars en Méditerranée, à environ 35 kilomètres des côtes syriennes. Il retournait à la base aérienne d'Hmeymim avec 14 personnes à son bord.

L'incident est survenu alors qu'une bataille faisait rage dans la zone. Quatre F-16 israéliens attaquaient depuis les eaux internationales l'Institut des industries techniques de Lattaquié. La défense anti-aérienne syrienne est parvenue à détruire en vol plusieurs missiles ennemis.

Israël attaque désormais tous les centres de recherche scientifique liés aux armées. Il s'agit de poursuivre le programme d'assassinat des scientifiques militaires non-Israéliens du Moyen-Orient, tel qu'il a été déjà mené en Iran et en Iraq.

L'attaque israélienne a été précédée par l'intrusion d'un avion Torpedo britannique.

Les États-Unis ont accusé la Syrie d'avoir détruit l'avion russe par inadvertance dans le feu de l'action.

Cependant, la Syrie accuse la frégate française l'Auvergne d'avoir participé à la bataille, ce que Paris nie comme à son habitude.

De nombreux satellites ont observé la bataille du 17 septembre et en conservent des enregistrements.

L'Iliouchine Il-20 était un quadrimoteur à hélices qui menait une mission d'observation des forces occidentales dans la zone et des drones des jihadistes au moment où la bataille a débuté.

L'étude des enregistrements montre que (1) la France a bien tiré des missiles sur la Syrie (2) un des avions israéliens s'est caché derrière l'appareil russe, de sorte qu'un tir syrien le visant a atteint l'Il-20.

Le fait d'utiliser un avion d'un pays tiers pour se protéger de la DCA ennemie constitue un acte de guerre. C'est ce qu'a fait Israël à l'encontre de la Russie. Réseau Voltaire 18 septembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 23 septembre 2018

[CAUSERIE ET INFOS](#)

Un petit mot personnel.

1- J'ai enfin réussi à venir à bout de mon problème avec la CNAV qui traînait depuis début juin, date depuis laquelle ma retraite était bloquée.

J'ai reçu le 21 ce courriel de la Bred qui effectue les transferts bancaires pour le compte de la CNAV :

- Nous vous informons que la CNAV a ordonné un paiement en votre faveur le 20.09.2018, date de valeur 25.09.2018 chez notre correspondant bancaire en Inde ANZ.

Ce virement correspond aux échéances de mai à août. Par ailleurs, nous vous informons que la CNAV a modifié les informations relatives au code IFSC de la Syndicate Bank afin que ce paiement et les futurs paiements soient correctement acheminés.

Il m'a fallu redoubler de diplomatie, de courtoisie, de patience, de logique et de perspicacité, chaque fois que j'ai correspondu avec ces organismes qui m'ont répondu n'importe quoi pendant des mois. Comme quoi j'ai des qualités cachées, je déconne, j'ai usé de psychologie pour les motiver ou qu'ils bougent, et j'ai évité qu'ils en viennent à me demander de changer de banque, donc j'ai eu tout bon.

Ils ont perturbé mon existence, mais comme j'ai noté tout ce que je n'ai pas pu faire, je n'aurai plus qu'à l'appliquer pour que cette perturbation soit dissipée et qu'on n'en parle plus, comme quoi je ne suis pas non plus parano, aigri ou déstabilisé, je réfléchis trop, c'est quand on arrête de réfléchir qu'on le devient, un vieux con. C'est usant nerveusement tout de même, après je m'étonne d'être parfois anxieux, pas de vieillir ou de la mort, mais de l'orientation de la société où on se retrouve seul face à un mur, un écran, une société déshumanisée. Il m'est arrivé en pleine nuit de me lever pour noter dans l'ordinateur ou sur une feuille de papier une idée qui m'était venue en me réveillant ou en somnolent qui m'ouvrait une porte et ainsi de suite, un travail d'investigation facilité par le fait que je regardais tous les soirs un film avec Hercule Poirot ou Sherlock Holmes pour aiguïser ma logique, on trouve son inspiration où on peut, dans la réalité de préférence, parfois légèrement romancée ou arrangée, adaptée au cinéma ou au théâtre ou mise en musique.

Ce fut une expérience que je pris comme une épreuve pour tester mes capacités, mes facultés, ma résistance aux assauts d'un régime tyrannique. Malheur aux faibles d'esprit !

2- Ce matin mon voisin a coupé deux grosses branches d'un flamboyant qui empiétaient sur son terrain. En fait elles s'étendaient au coin de son terrain au-dessus de sa salle de bain en plein air qui lui sert aussi de pissotière, il n'a pas de toilettes. Et vous savez pourquoi ? Parce que des feuilles minuscules de cet arbre magnifique tombaient sur lui de fines gouttelettes de rosée quand il prend sa douche le matin.

Je précise que son terrain est un véritable dépotoir qui par endroit tient du bidonville, dans lequel figure une cabane en parpaings recouverte de feuilles de cocotier dans laquelle dorment ses poules, il est mitoyen de l'espace qui sert de décharge à cette partie du village sans que cela ne l'incommode contrairement à quelques gouttelettes de rosée. Les deux grosses branches du flamboyant couvraient une superficie d'environ 20m² et leur procuraient de l'ombre une grande partie de la journée. Bref, j'ai estimé qu'il était inutile de lui livrer ma pensée ou de discuter avec lui, parfois on n'a rien à gagner à vouloir forcer le destin. Il m'a demandé s'il y avait un problème, je lui ai répondu que non, tout est dans l'ordre des choses.

3- Tous les matins je fais un tour dans le jardin, et l'après-midi j'y passe entre 1 et 2 heures à l'entretenir, le nettoyer et l'arroser, quelle activité stressante ! Dimanche on va semer des légumes, c'est la saison, les nuits sont plus fraîches.

Du vendredi au lundi matin la famille s'agrandit, je joue au grand-père gâteau avec Vomsica (3 ans et demi), l'une des petites-filles de ma compagne. Son comportement naturel est merveilleux, je la trouve très délurée pour son âge, comme quoi au départ on possède tous la faculté de progresser. Elle a déjà du tempérament ou on voit qu'elle a déjà développé une partie de son propre caractère.

On a parlé de mimétisme dans des causeries, j'ai été surpris de la voir balayer avec sa grand-mère et ranger la vaisselle sans qu'on lui ait demandé, apparemment elle imite spontanément ce que font les autres femmes, d'un point de vue occidental mal informé ou décomposé c'est peut-être regrettable, moi j'y vois une marque de mépris envers les femmes qui devraient forcément se comporter comme les hommes, car c'est comme si on attribuait à leurs activités moins d'intérêt qu'à celles des hommes.

Cette propension à vouloir que les femmes se comportent comme des hommes (ou l'inverse), est aussi malsaine que la prétention à vouloir imposer un mode de pensée ou de vie unique à tous les membres de la société ou à tous les peuples. Cette fâcheuse habitude se reporte aussi sur les enfants ou les animaux de compagnie auxquels on impose à l'excès ou sans faire preuve de discernement nos propres règles ou contraintes. Comme dans toute cohabitation, il faut trouver un équilibre pour éviter que l'existence ne prenne une tournure oppressante. Cela implique que chacun reste à sa place, à condition d'en avoir conscience.

Or, c'est ce qui fait le plus défaut généralement, du coup on empiète sur la liberté de l'autre et on en arrive à une confusion des rôles ou des responsabilités qui nous rend la vie insupportable. Rien n'interdit des aménagements ou une évolution du rôle de chacun du moment que c'est partagé ou assumé.

Ma compagne n'est pas astreinte à certaines tâches, tenez pendant que j'écris ces lignes elle fait une sieste avec sa petite fille, et tout à l'heure c'est moi qui vais cuisiner. Et trois jours par semaine Selvi est absente, elle va aider sa fille et s'occuper de sa vieille mère, il faut bien que quelqu'un le fasse, c'est plutôt honorable comme activité, non ? Pendant ce temps-là je me coltine tout dans la bonne humeur. C'est elle qui m'a imposé cet emploi du temps qui est justifié, donc je m'y suis adapté. Elle m'a imposé beaucoup d'autres choses, mais sachant que par ailleurs elle doit me supporter, la pauvre ! on a trouvé un équilibre qui nous convient en acceptant de part et d'autre de faire des concessions.

En politique on en est incapable, parce qu'on perd de vue l'essentiel, on croit qu'on s'en tirera mieux en le faisant passer à la trappe, parce qu'on craint qu'il soit une source de division, et c'est le contraire qui se produit justement, parce qu'on ne le partage pas vraiment et on refuse de l'admettre, on persiste dans une voie qui ne peut mener que dans une impasse. Parfois l'essentiel se déplace, et aujourd'hui c'est le cas avec les dirigeants dont on a écopé, qui par leur comportement passé nous interdit de leur accorder la moindre confiance, mille fois hélas ! mais on ne peut pas les imiter ou devenir soudainement amnésique, ce serait inutile et nuisible parce qu'on aboutirait au même résultat, autrement dit à rien ou nulle part, et par dessus le marché on s'en voudrait d'avoir fait preuve d'une telle faiblesse ou de s'être compromis dans des illusions sans lendemain.

Présentation de la causerie d'aujourd'hui.

- Dans cette causerie volontairement hors du commun, à partir de quelques faits tirés de l'actualité parmi des milliers d'autres du même genre, j'ai voulu montrer comment ceux qui nous gouvernent pourrissaient tout, pourrissaient systématiquement la vie de l'ensemble de la population.

Ces faits sont somme toute banals et se répètent quotidiennement, et c'est pour cette raison que j'ai trouvé bon de les traiter. Certes ils ne présentent aucun intérêt politique, disons directement, mais répétés des milliers et milliers de fois ils finissent par accaparer, envahir et influencer les esprits, la manière dont les différents acteurs perçoivent les rapports qu'ils ont entre eux, et qui une fois pollués se répercuteront sur le plan politique pour mieux les diviser et les maintenir dans la servitude.

Une suite de petits détails en apparence insignifiants peuvent lentement mais assurément parvenir à modifier le regard que l'on porte sur la société, inconsciemment généralement, c'est dialectique, c'est donc à ce niveau là que j'ai traité ces faits. Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'ils tiendraient uniquement du café du commerce, expression que par ailleurs je trouve méprisante dans la bouche de militants, qui feraient mieux de le fréquenter pour discerner comment la dialectique opère, ce que manifestement ils ignorent pour certains.

● Causerie au format pdf (22 pages)

[Confirmation. Macron est ultra minoritaire et illégitime : 14 %.](#)

- Plutôt aisés, «macronolâtres», pro-Europe : le portrait-robot des sympathisants macronistes - LeParisien.fr 21 septembre 2018

Les sympathisants de La République en marche représentaient, en juin, 14 % de la population. Ils sont plutôt aisés, pro-entreprise, pro-Europe, penchent à gauche sur les questions sociétales, à droite sur l'économie et se divisent sur l'immigration. C'est du moins le bilan d'une vaste étude de la Fondation Jean-Jaurès dévoilée ce vendredi.

Cette enquête, menée sur un panel de 12 500 personnes, montre que ceux qui s'estiment proches du parti présidentiel sont légèrement surreprésentés chez les seniors et nettement plus diplômés et plus aisés que la moyenne : 38 % gagnent plus de 3 500 euros par mois, 12 points au-dessus de la moyenne.

Ils ne sont en revanche guère plus nombreux dans les grandes villes, contrairement à une idée largement répandue. « Leur sociologie est exactement la même que chez les sympathisants LR », explique Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation. « C'est la France qui va bien et qui se sent bien », souligne-t-il : 58 % d'entre eux ont ainsi le sentiment d'avoir « réussi leur vie ».

Ils approuvent massivement Emmanuel Macron, tant pour sa personnalité (91 %) que pour son action (90 %), selon cette enquête réalisée en juin 2018, avant l'affaire Benalla.

Les sympathisants LREM partagent les avis de gauche sur les questions sociétales comme l'homosexualité et la peine de mort. Mais ils sont bien plus pro-Europe, jugeant à 59 % cette question « importante » et estimant qu'ils auraient « de grands regrets » si l'UE disparaissait, contre seulement 55 % des Français. Et ils pensent à 61 % que la démocratie fonctionne bien (contre 28 % des Français).

Plus surprenant, 46 % trouvent qu'il faut à la tête du pays « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections ». Sur cette question ils se situent en 2e place derrière le FN.

Ils sont aussi décalés quand ils classent comme deuxième préoccupation la plus importante, après le chômage, la compétitivité des entreprises, alors que les autres partis citent le pouvoir d'achat ou l'immigration.

Mais les Marcheurs sont divisés sur deux points : l'immigration et la préoccupation sociale. Ils sont 37 % à trouver qu'il y a « trop d'immigrés » (contre 52 % des Français) et 44 % que « l'islam est une menace pour l'Occident » (contre 55 % des Français), mais sur ces deux questions ils se divisent nettement entre pour et contre.

Idem pour la nécessité d'une justice sociale redistributive, où ils se divisent entre pro et anti. « Leur famille politique est celle des libéraux, sur la société comme sur l'économie, mais sur ces points le clivage gauche-droite se reconstitue à l'intérieur du parti », conclut la Fondation. LeParisien.fr 21 septembre 2018

S'ils le disent eux-mêmes.

Il faut à la tête du pays « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections », un point de vue partagé par RN (ex-FN)... Alors, LREM d'extrême droite comme je l'affirme, oui ou non ?

On retiendra également :

- Les sympathisants LREM partagent les avis de gauche sur les questions sociétales, ceux du parti démocrate américain aussi, le modèle de LREM.

LREM reproduit le "le clivage gauche-droite" sur "la société comme sur l'économie", normal, car si certains se disent de droite et d'autres de gauche, cela signifie tout simplement qu'il n'existe aucune différence entre les deux, ils sont tous de droite.

[Voilà une annonce qui devrait réjouir les "macronolâtres".](#)

- Un milliard à 1,3 milliard d'économies par an demandées à l'Unédic - Reuters 21 septembre 2018

Le gouvernement a demandé vendredi aux partenaires sociaux de réaliser des économies d'un à 1,3 milliard d'euros par an sur trois ans dans le cadre des futures négociations sur l'assurance chômage, a-t-on appris de sources syndicales et patronales.

Le chef du cabinet de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a présenté ce vendredi aux partenaires sociaux les grandes lignes du document de cadrage qui doit servir de base aux prochaines négociations sur le régime.

Les négociations sur ce dossier, si les partenaires sociaux souhaitent les mener, se tiendront jusqu'à fin janvier-début février. La lettre de cadrage devrait être envoyée mardi ou mercredi.

Le document demandera aux partenaires sociaux de revoir les règles concernant le cumul emploi-chômage, soit le fait de percevoir des allocations tout en touchant des revenus d'un travail à activité réduite. Ce dispositif, dont les règles ont été changées en 2014, n'encourage pas toujours à reprendre une activité à temps plein, estime le ministère.

Même constat sur "l'activité conservée", soit la possibilité pour une personne travaillant pour plusieurs employeurs de toucher des indemnités en cas de perte d'une des activités. Les règles devront là aussi être rediscutées.

Les partenaires sociaux se sont montrés très critiques sur les orientations de la réforme.

"C'est un document sur une réforme à l'envers puisqu'on part d'un objectif budgétaire pour fixer les objectifs dans lequel on va reparamétrer l'assurance chômage", a dit le vice-président de la CPME, Jean-Michel Pottier, à l'issue de la rencontre.

"Malheureusement, il me semble que cette future réforme de l'assurance chômage, même si le gouvernement la veut systémique, est quand même avec un prisme marqué sur les économies", a dit le négociateur de Force ouvrière, Michel Beaugas. "1,3 milliard d'économies par an, c'est beaucoup." (Vendu, un centime d'euro c'est déjà trop ! - LVOG)

Pour la CGT, "c'est un projet qui est complètement ficelé d'avance" et qui vise "les travailleurs précaires".

Les organisations syndicales et patronales annonceront dans les prochains jours si elles souhaitent participer aux négociations.

Pour la CFDT, "la question, c'est de replacer bien le demandeur d'emploi au coeur de cette logique et de sortir de la logique budgétaire qu'a le gouvernement, avec des économies qui nous ont été annoncées, qui sont extrêmement conséquentes". Reuters 21 septembre 2018

Aucun syndicat ouvrier digne de ce nom ne devrait accepter de participer à cette mascarade.

En complément.

Un pistolet sur la tempe.

- Faut-il obliger les chômeurs à aller vers des secteurs en manque de bras ? - Capital 21 septembre 2018

Les bras lui en tombent !

- Alexandre Benalla explique être au chômage, les internautes lui proposent de "traverser la rue" - Le HuffPost

[Subventionner ou entretenir la pauvreté, ils ont appelé cela un Etat providence, une démocratie.](#)

- Combien d'alocs peut toucher une famille avec quatre enfants et un faible salaire ? Libération 21 septembre 2018

Pour répondre, estimons les droits d'une famille dont un parent est au foyer et n'attend pas d'enfant. L'autre perçoit un smic (soit 1 149,07 euros net par mois). Les quatre enfants sont âgés de 4 à 10 ans. Ils vivent à Paris et ont un loyer de 1 600 euros. Pour estimer le montant de leurs allocations, il faut prendre en compte l'aide personnalisée au logement (APL), le revenu de solidarité active (RSA), la prime d'activité, l'allocation de rentrée scolaire (ARS) et la prime de Noël, également versée par la CAF. Les allocations familiales sont désormais comprises dans le revenu de solidarité active.

Voici les aides auxquelles notre famille pourrait prétendre : 465,30 euros par mois d'APL, 125,07 euros de RSA, 775,76 euros de prime d'activité, 124 euros d'ARS et 36 euros par mois de prime de Noël (ces deux dernières aides n'étant versées qu'une fois par an, nous avons divisé leur montant par douze). Au total, cette famille touche 1 526,13 euros d'allocations par mois. Dans une autre simulation, abaissons le salaire du parent qui travaille à 800 euros par mois. La famille percevrait alors 1633,75 euros.

Au-delà des allocations, cette famille accède à certains services, gratuitement ou à prix réduits. Elle bénéficie de la couverture de maladie universelle (CMU) et des tarifs sociaux pour le gaz et l'électricité. En Ile-de-France, les bénéficiaires de la CMU ont aussi droit aux transports gratuits. Si le montant des allocations cumulées semble élevé aux yeux de certaines personnes, «cette famille est en fait proche du seuil de pauvreté», assure Jean-Christophe Sarrot du mouvement ATD-Quart Monde. Il rappelle qu'elle doit supporter de nombreuses «dépenses incompressibles» telles que le loyer, les assurances ou l'alimentation. Et explique que «l'idée selon laquelle les familles nombreuses pourraient bien vivre avec les aides sociales est fausse». Libération 21 septembre 2018

Cette famille ouvrière de 6 personnes dispose donc mensuellement pour survivre de $1\ 149,07 + 1\ 526,13 = 2\ 675,20$ euros, et une fois payé le loyer, 1 600 euros, il lui reste 1075,20 euros, reste encore à soustraire les factures d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone, d'essence, de parking, d'assurance, de frais scolaires (les cahiers et les stylos ne sont pas encore gratuits), de vêtements (les enfants grandissent), d'alimentation (il faut bien se nourrir), plus au moins un crédit (ils ne peuvent remplacer aucun bien d'équipement comptant avec un revenu aussi misérable), etc. mais cette famille n'est pas pauvre !

[Réseaux asociaux \(Facebook, Twitter, etc\). Pourquoi les ont-ils inventés ?](#)

Instrumentalisation et provocation d'un côté, manipulation et répression, censure de l'autre.

Laurent Joffrin, Directeur de la publication de Libération : (Hapsatou Sy) "violemment attaquée sur «les réseaux», ce pilori moderne". Liberation.fr 20.09

Mais qui met qui au pilori ?

On ne peut le comprendre qu'en ayant en tête l'origine d'Internet, le Pentagone, qui en a assuré le développement civile et en conserve le contrôle, donc quels intérêts ils doivent servir, quand on fait référence au Pentagone, il faut penser au complexe militaro-industriel-financier et médiatique aux mains des oligarques anglo-saxons les plus puissants.

Ils se servent de brebis pour attirer le loup, brebis qu'ils ont élevés eux-mêmes ou qui présentent les qualités requises pour remplir ce rôle à leur insu très souvent. Ils s'en servent et puis les jettent, dit autrement tant qu'ils sont en vie ils s'en servent, et quand le loup leur porte un coup fatal, ils les abandonnent et ainsi de suite.

Leurs brebis sont à la fois l'objet de leur instrumentalisation et leurs proies ou victimes parce qu'elles n'appartiennent pas à leur milieu. Sorties de nulle part généralement, elles sont leurs créatures, passagères, le produit de leur idéologie monstrueuse. Ils les choisissent en fonction de leur degré de médiocrité ou de crétinisme, qui combinés à une ambition démesurée ou psychopathique sont à même de remplir la mission qu'ils leur ont assignée.

On observe également que généralement leurs victimes figurent parmi des personnalités qui ont un long passé derrière elles, qu'ils ont adorées tant qu'elles servaient leurs intérêts ou relayaient leur idéologie, et qu'ils ont décidé de descendre dès lors que leur profile ne correspondrait pas à leur tournant idéologique, elles étaient devenues des brebis galeuses qu'il fallait supprimer ou alors ils allaient s'en servir dans le cadre de nouvelles provocations où elles allaient affronter des brebis toutes fraîches et innocentes.

Pour que leur machination fonctionne et justifier leur idéologie, donc pour que le plus grand nombre la partage, comme toujours ils ont besoin d'un ennemi, qui existe déjà ou qu'ils fabriquent, qui incarne le mal (xénophobe, raciste, homophobe, sexiste, perverse, violent, alcoolique, drogué, menteur, tricheur, faussaire, malhonnête, etc.) , leur victime, auquel ils opposeront la représentation du bien, de l'insouciance, de l'honnêteté, de la générosité, de l'humanisme, etc. leur brebis égarée ou non, corrompue par leur idéologie, qu'ils récompenseront en conséquence ou remercieront en cas de défaillance.

C'est ainsi qu'ils ont mis en pleine un tribunal qui n'a rien à envier à l'inquisition, aux ressources intarissables puisque l'ensemble de la population y participe directement ou indirectement, ses verdicts étant relayés en boucle par tous leurs médias que très peu de gens finalement boycottent. Leur venin va de la sorte s'infiltrer lentement mais sûrement dans toute la société, dans tous les cerveaux, de manière à ce qu'ils s'adaptent à la société totalitaire qu'ils sont en train de mettre en place, répétons-le avec le concours actif ou passif de la population, d'où son succès.

Les véritables opposants au régime sont évidemment étrangers à cette entreprise digne d'un complot puisque tout le monde ou presque ignore les intentions inavouables de leurs commanditaires, ils ne sont jamais invités sur un plateau de télévision ou dans un studio de radio, aucun journal ou magazine ne leur offre une tribune pour qu'ils puissent s'exprimer librement. Ils sont censurés ou font l'objet d'autres attaques sans qu'il leur soit permis d'y répondre...

Pour autant, nous ne devons pas nous détourner des moyens ou des mécanismes auxquels ils recourent pour manipuler la conscience des masses, notre devoir est de les démonter, de leur montrer comment cela fonctionne, comment cela a été conçu pour leur nuire, car c'est là en définitif le objectif.

Nous vivons dans une société structurée autour ou dominée par un Etat voyou et criminel, des imposteurs, des oligarques mafieux, des médias faussaires, des partis, des syndicats, une élite, un système judiciaire, scolaire, universitaire corrompus, un système économique basé sur le vol, le colonialisme, la guerre, l'impérialisme... le tout élevé au rang d'idéal.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner qu'elle ait une influence sur le mode de pensée ou le comportement de chacun, à défaut d'avoir acquis une véritable conscience de classe ou de s'être élevé à un niveau de conscience supérieur.

Leur but est de semer la haine partout, qu'on finisse par haïr la terre entière, que nous nous affrontions les uns et les autres pendant qu'ils tirent les ficelles. Et il faut admettre que cela fonctionne à merveille. Personnellement, je n'ai jamais eu un échange depuis plusieurs décennies avec une personne vraiment saine d'esprit ou qui ne serait pas sous l'influence à des degrés divers de leur idéologie, je dirais même plutôt plus que moins ou les choses allant en empirant avec le temps, ce qui ne pousse pas à adopter un optimisme démesuré évidemment.

Pour autant, on doit continuer de discuter avec chaque travailleur sans les juger, en redoublant de patience et de bienveillance, en essayant de leur faire prendre conscience de la réalité telle qu'elle est, même au risque de les choquer, après tout, au mieux cela peut être salutaire, tout dépend comment on s'y prend, le mieux est de les laisser parler et de les mettre ensuite face à leurs contradictions, qu'ils y réfléchissent plus tard ne pourra que servir leurs intérêts, notre cause. Il faut donc bannir toute accusation puisqu'ils ne savent pas où ils en sont, aidons-les plutôt à le découvrir, ensuite ils seront mieux disposés pour écouter nos propositions.

Voilà leur modèle de société idéale : Une démocratie monarchique (oligarchique adaptée à l'occident).

Un demi-million d'électeurs du petit royaume africain d'eSwatini, une des dernières monarchies absolues de la planète, sont appelés à élire vendredi leurs députés lors d'un scrutin qualifié de "farce" par l'opposition, en l'absence de partis politiques.

Les candidats aux 59 postes soumis au vote se présentent à titre personnel et non sous l'étiquette d'un parti.

Les formations politiques, interdites dans ce pays d'Afrique australe jusqu'en 2005, ne sont toujours pas autorisées à participer aux élections.

"Des élections sont une compétition entre partis politiques. Mais ici, on assiste à une non-élection, un système de nomination par les royalistes. Si vous y participez, vous ne pouvez pas défendre vos idées politiques", explique à l'AFP Alvit Dlamini, à la tête du Ngwane National Liberatory Congress (NNLG), le plus ancien parti de l'eSwatini ou ex-Swaziland.

La commission électorale, elle, défend bec et ongles ce système.

"Les élections dans l'eSwatini sont uniques", reconnaît sa vice-présidente Pholile Dlamini, qui parle de "démocratie monarchique".

"Vous êtes choisis par votre communauté en raison de votre mérite individuel et non de votre affiliation", ajoute-t-elle.

Il contrôle enfin l'exécutif et le judiciaire: il nomme le Premier ministre, son gouvernement et les juges qu'il peut démettre.

"Le système politique est censé être inclusif mais, de fait, il concentre les pouvoirs" entre les mains du roi, constate Bheki Makhubu, rédacteur en chef du mensuel The Nation.

"Le roi a toute autorité, basée sur la présomption qu'il est le plus sage d'entre nous", ajoute-t-il, expliquant que "le gouvernement ne tolère aucune dissidence".

Preuve du règne sans partage du roi Mswati III, il a rebaptisé unilatéralement cette année son pays eSwatini ("terre des Swazis", en langue swati). AFP 21 septembre 2018

Dans cette monarchie absolue si vous participez au processus électoral, "vous ne pouvez pas défendre vos idées politiques", en France, dans cette monarchie oligarchique ou ploutocratie la question ne se pose même pas, puisque ceux qui y participent ont abdiqué leurs idées politiques...

Voilà dans quel dilemme ils voudraient nous enfermer.

Le 13 septembre à la sortie du collège Dulcie-September à Arcueil (Val-de-Marne), un adolescent de 12 ans traverse la rue au moment où un bus de la ligne 323 de la RATP arrive, obligeant le chauffeur à freiner brusquement. Ce dernier demande au collégien de faire attention. «Ferme ta gueule et conduis ton bus», aurait alors lancé le jeune, faisant perdre son sang-froid au conducteur qui est descendu du bus pour le gifler. Le geste filmé par d'autres collégiens et diffusé sur Snapchat a rapidement tourné sur les réseaux sociaux et a été vu plus d'un million de fois sur Internet. liberation.fr 19 septembre

Pourquoi ce fait divers a-t-il été monté en épingle, pourquoi est-il devenu une info virale sur le Net ? Parce qu'il divise ou oppose les générations entre elles, les travailleurs à la jeunesse.

Ce chauffeur de bus, tout comme ses collègues, est excédé par les incivilités et les violences (jets de pierres et vitres brisées) qu'il subit quasi quotidiennement, donc on peut comprendre sa réaction. Ses collègues le soutiennent et c'est normal.

Maintenant, quand ceux qui gouvernent s'emploient à pourrir l'existence de toutes les couches de la population en toute impunité, il ne faut pas s'étonner qu'elles finissent par déteindre sur eux ou par adopter leur comportement, on peut le comprendre également.

Pour éviter que l'un ou l'autre ne se produise, il n'y a plus de doute à avoir : il faut faire table rase !

Personnellement, je n'ai jamais levé la main sur un enfant ou un adolescent.

En France, il n'est plus possible pour des enfants, des vieux, des handicapés, des personnes fragiles de marcher sur un trottoir.

Au-delà de la sécurité, l'utilisation de ces trottinettes pose aussi la question du partage de l'espace public et de la sécurité, car les utilisateurs dépassent très souvent les 6 km/h maximum autorisés sur les trottoirs et slaloment entre les piétons.

Entre vélo et trottinettes électriques, c'est également un peu l'amour vache. "Il est évident que la cohabitation entre des vélos qui vont entre 15 et 25 km/h ne peut pas se faire avec des trottinettes qui peuvent aller jusqu'à 45 km/h, et qui sont en fait des mini-scooters."

Selon Philippe Sfez, le gérant de Glisse Urbaine, un magasin spécialisé : "Mais celle-ci, qui est débridée, peut rouler plus vite. Il paraît que certains modèles peuvent même monter jusqu'à 70 km/h." francetvinfo.fr 19 septembre

En revenant en bus de Pondichéry où j'avais emmené le scooter en révision, le chauffeur freine brusquement, je saisis la barre située devant mon siège et je saisis les cheveux de la passagère qui occupait le siège devant le mien, elle s'est retournée en

grognant, je me suis excusé. J'ai bien fait de quitter la France en 1996.

Ils osent tout. Comment la véritable extrême droite se camoufle.

- Salut les racistes par Laurent Joffrin, Directeur de la publication de Libération — 20 septembre 2018

Eric Zemmour : «Votre mère a eu tort de vous appeler ainsi. Elle aurait dû prendre un prénom du calendrier et vous appeler Corinne par exemple, ça vous irait très bien.»

Hapsatou Sy : «Jamais je n'ai entendu quelque chose d'aussi blessant. Parce que pour moi qui aime ma France, qui aime ce pays, que ça vous plaise ou ça vous déplaie, je trouve que ce que vous venez de dire n'est pas une insulte à mon égard, c'est une insulte à la France.»

Eric Zemmour : «C'est votre prénom qui est une insulte à la France. La France n'est pas une terre vierge. C'est une terre avec une histoire, avec un passé. Et les prénoms incarnent l'histoire de la France.»

Soucieux de ne pas encourir de poursuites, les producteurs coupent le dernier échange au montage. Mais dans la polémique qui s'ensuit, alors qu'elle est violemment attaquée sur «les réseaux», ce pilori moderne, Hapsatou Sy décide de le mettre en ligne pour prouver sa bonne foi. (...)

Au lieu de défendre sa chroniqueuse, Ardisson, importuné dans sa grandeur par la mise en ligne de l'extrait coupé au montage, attaque à son tour Hapsatou Sy. Avec une élégance rare, il déclare publiquement que la production a avancé de l'argent à la chroniqueuse sur ses prestations à venir, affirmant qu'elle a du mal à payer ses impôts et que dans ces conditions, sous-entend-il, elle ferait mieux de ravalier l'insulte et de s'écraser. Ainsi parlent ceux qui ont un portefeuille à la place du cerveau. Au bout du compte, l'insulteur s'en tire avec les honneurs et le fiel médiatique se répand sur l'insultée. Jolie fable moderne, qui mérite une petite morale : il faut désormais appeler un chat un chat et Zemmour un raciste. Quant à ceux qui l'invitent en rangs serrés pour promouvoir son livre à coups d'insanités, ils sont renvoyés à leurs responsabilités. Libération 20 septembre 2018

Libération et tous les médias en connaissent un rayon dans ce domaine !

Une remarque de la vice-présidente Pholile Dlamini d'eSwatini pourrait s'appliquer à Hapsatou Sy : "Vous êtes choisis par votre communauté en raison de votre mérite individuel", entendez la communauté néolibérale qui l'a adoptée pour affronter un des représentants du capitalisme industriel français du XXe siècle qui s'oppose au tournant néolibéral du capitalisme ou au pouvoir des trusts financiers transnationaux, qui pour parvenir à ses fins n'hésitent pas à recourir à tous les moyens (représentations) idéologiques pour briser toute forme de résistance au sein de toutes les classes, y compris celle des capitalistes, toute forme de rapport dans la société, sans prendre de risques puisque cette résistance ne dénoncera jamais leurs contradictions, ce qui somme toute est un jeu d'enfant, ou elle ne remettra jamais en cause l'existence du capitalisme.

On n'a aucun intérêt à entrer dans leur jeu, parce qu'à l'arrivée il n'y aura que des perdants, les seuls gagnants seront ceux qui l'ont initié, ceux qui sont aux commandes. En fait, cette controverse ramène à l'opposition entre Macron et son clan représenté par la courtisane Hapsatou Sy, et Fillon dont le sien est représenté par Zemmour.

Que Zemmour soit un réactionnaire, tout le monde le sait. Qu'il ait une conception de l'identité française étriquée ou archaïque, aussi, il l'assume et ne manque pas une occasion pour le faire savoir, ce qui lui fut donné d'emblée lors de cette émission. Mais ce n'est pas sur ce point précis que Joffrin et Hapsatou Sy l'ont attaqué. Il faut préciser ici que la citation de Joffrin était tronquée dans Libération, le passage suivant ayant disparu et on comprendra plus loin pourquoi : "Chez moi (...) on doit donner des prénoms dans ce qu'on appelle le calendrier, c'est à dire les saints chrétiens" (bfmtv.com 20.09), un concept obsolète depuis déjà de nombreuses années, mais qui renvoyait à la droite chrétienne qui a accompagné le développement du capitalisme et dont il est l'un des porte-parole.

Une fois évacué cet argument qui faisait référence à une représentation idéologique sur laquelle il était préférable de ne pas s'étendre pour éviter que la discussion prenne une tournure politique, exercice auquel Zemmour était rompu, Hapsatou Sy allait lui prêter une "intention à la haine raciale" (bfmtv.com 20.09) qui depuis a été repris en boucle par les médias et les réseaux sociaux, méthode particulièrement scélérate s'il en est qui va bien au-delà du procès d'intention, employée pour que les téléspectateurs ou les lecteurs en arrivent à la conclusion que si Zemmour est aussi peu recommandable, c'est que l'idéologie ou les intérêts qu'il défend ne valent pas mieux ou il est préférable de ne pas l'écouter.

Cette arriviste est allée plus loin sur BFTMTV en estimant qu'"Eric Zemmour mérite d'être interdit de plateaux de télévision". (bfmtv.com 20.09)

Qu'elle se rassure, les GAFAs sont en train de supprimer du Net tous les portails, blogs, vidéos, TV qui ne sont pas conformes à la stratégie du sommet de l'oligarchie, ceux des gouvernements vénézuélien, syrien, du Hezbollah, etc. et ce n'est qu'un début,

après avoir censuré certains supports américains d'extrême droite ou apparentés à l'extrême droite, leur caution morale.

Sur Laurent Joffrin.

Laurent Joffrin, ex-PS, acquis au néolibéralisme et maintenu à son poste après le rachat de Libération par l'oligarque franco-israélien Drahi.

- En 1994, il participe au programme Young Leaders organisé par la French-American Foundation. (Wikipédia.org)

- En novembre 2006, dans le cadre du plan de relance d'Edouard de Rothschild, il est désigné à la fois Président Directeur Général et Directeur de la rédaction de Libération.

Il est enfin membre de plusieurs think-tank comme la Fondation Saint-Simon, En temps réel, Phares et balises ou encore le Club Danton, sans oublier Le Siècle, incontournable select club des élites françaises. (republique-des-lettres.fr)

Dans le même registre, puisqu'ils font un amalgame entre tous les opposants ou voix critiques au néolibéralisme toutes tendances politiques confondues de l'extrême droite à l'extrême gauche, on s'aperçoit que leur instrumentalisation de l'extrême droite qu'ils alimentent sans cesse par le biais de polémique sans fin, comporte de multiples fonctions qui a pour but outre de se présenter en défenseur de la démocratie et de la liberté d'expression, d'isoler, de censurer la véritable extrême gauche qui seule propose aux masses une issue politique à la crise du capitalisme sans même avoir à la nommer ou y faire référence.

Et là encore c'est une affaire qui fonctionne à merveille, puisque tous ceux qui se situent à gauche ou à l'extrême gauche foncent tête baissée sur l'extrême droite, qui en réalité ne fait que révéler ce que ceux qui nous gouvernent et les médias manigancent et passent sous silence, du coup ils se discréditent eux-mêmes en niant des faits bien réels ou qu'ils ont refusé de prendre en compte et que d'autres sources sans rapport avec l'extrême droite ont relayés. Finalement, cette pseudo-gauche et extrême gauche agit en agent de l'oligarchie ou elle fait le sale boulot à sa place, croyant s'attaquer à l'extrême droite, pour peu qu'elle y croit réellement car issue ou liée ou encore influencée par le stalinisme, elle ne sert qu'à discréditer les versions des faits qui dévient de celles officielles qui sont destinées aux masses pour les manipuler, ou à nier des faits compromettant pour le régime et qui ne doivent pas parvenir à la connaissance des masses. Et bien entendu les médias ne sont pas en reste ou se régalent de ce spectacle.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que comme l'extrême droite bénéficie de moyens pour se faire entendre, contrairement aux véritables opposants de gauche au régime qui en sont privés, la faire taire, c'est faire disparaître des faits qui pouvaient parvenir à la connaissance de personnes qui n'épousaient pas forcément l'idéologie de l'extrême droite ou qui n'avaient aucun rapport avec elle, et qui dans certains cas pouvaient aider à se faire une idée libre de la situation ou sans lesquels cela serait rendu très difficile, voire impossible.

Et en dernière analyse, l'extrême droite sert de bouc émissaire à Macron, au gouvernement, à LREM pour qu'on ne les caractérise pas d'extrême droite, ce qu'ils sont en réalité, et elle sert à la pseudo-gauche et extrême gauche à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas pour avoir abandonné le combat pour le socialisme.

Ceux qui ignorent le réseau tentaculaire mondial qu'ils ont tissé pour asseoir leur pouvoir totalitaire, auront forcément des problèmes pour le combattre, c'est un euphémisme. Donc bien le cerner pour ne pas tomber dans ses pièges présente un intérêt pour tous les militants ou travailleurs. Je me répète, j'estime que c'est l'extrême droite qui est déjà au pouvoir, puisque la gauche a pris la place de la droite, et que la gauche est quasiment inexistante ou totalement impuissante, c'est la définition d'un régime totalitaire ou l'opposition n'existe pas, elle n'est pas réduite au silence ou féroce réprimé, c'est le silence qui s'impose à elle du fait de son comportement irrationnel, illogique. Il suffirait juste qu'elle en change pour changer la donne, c'est à cela que nous travaillons. Nous encourageons l'unité, mais pas à n'importe quel prix, sur la base du principe non négociable que seul un changement de régime permettra de changer de société et de mettre ainsi un terme aux maux qui accablent l'ensemble des exploités et des opprimés, nous prenons l'engagement d'oeuvrer dans cette direction.

- L'extrême droite à l'assaut des médias et de la critique des médias ...

- <https://www.acrimed.org/L-extreme-droite-a-l-assaut-des-medias-et-de-la-critique-des-...>

- 18 oct. 2012 - Cet observatoire – « L'Observatoire des journalistes et de l'information médiatique » (OJIM), a été créé très récemment par Claude Chollet, un ...

- L'extrême droite vénézuélienne a les faveurs des médias mainstream ... <https://www.legrandsoir.info/l-extreme-droite-venezuelienne-a-les-faveurs-des-medias-m...>

- LesInrocks - L'extrême droite développe sa critique des médias <https://www.lesinrocks.com/.../l-extreme-droite-developpe-sa-critique-des-medias-1137...>

- Les sites de «réinformation», la stratégie payante de l'extrême droite ... www.slate.fr › Médias

- Ces médias à la droite de la droite qui veulent "réinformer" les ... <https://www.la-croix.com> › France › Politique

Comment Big Brother recrute ses miliciens, les médiocrités qui vont servir ses desseins. Une ascension fulgurante à la Benalla ou Macron.

Wikipédia - À l'âge de 24 ans, Hapsatou Sy crée Ethnicia, un concept d'espaces de beauté et ouvre, en 2005, son premier salon sur l'île Saint-Louis à Paris. En 2007, elle remporte le 2e prix du concours Grand prix jeunes créateurs organisé par le groupe Unibail-Rodamco. Hapsatou Sy rencontre le président de la République Nicolas Sarkozy en 2011, afin d'échanger sur l'entrepreneuriat au féminin. La même année, elle est sélectionnée pour représenter l'entrepreneuriat français au G20 Yes. Elle sera également nommée Rising Talent lors du Women's Forum de Deauville en 2010. Son réseau d'espaces de beauté se développe jusqu'au 25 septembre 2013 où elle annonce, à la suite de difficultés financières, la liquidation judiciaire de sa société, pour se consacrer dorénavant au développement de ses différentes marques de cosmétiques en France et à l'international. En juin 2014, Hapsatou Sy lance sa première collection de prêt à porter nommée 'antiKOD' cosignée avec cinq stylistes.

Elle inaugure chaque année le cours magistral de création d'entreprise à Sciences Po de Jacques-Henri Eyraud.

Dans l'édition 2013 du Choiseul 100, qui regroupe les leaders économiques de demain et qui est le résultat d'une recherche empirique sur la détection des jeunes dirigeants et des cadres à très hauts potentiels, elle occupe la 78e place.

En mai-juin 2012, elle est l'une des membres du jury de cinq numéros de l'émission L'Inventeur 2012 présentée par Alex Goude et Sandrine Corman le lundi en première partie de soirée sur M6.

Entre octobre 2012 et juin 2016, sur D8, elle est chroniqueuse dans l'émission quotidienne Le Grand 8 présentée par Laurence Ferrari, aux côtés de Roselyne Bachelot (présentatrice occasionnelle) Audrey Pulvar (remplacée la dernière saison par Aïda Touihri), Elisabeth Bost et Myriam Weill (occasionnellement)¹². De mars à avril 2015, elle présente Projet Fashion en deuxième partie de soirée sur la même chaîne. L'émission est basée sur un concours de créateurs, qui est l'adaptation française du jeu Project Runaway.

En 2015, il est révélé par le magazine Voici qu'elle partage sa vie avec le présentateur français Vincent Cerutti.

Elle est marraine de la première édition du concours Graines de Projet organisé par The Empowerment House le 21 avril 2016 à Gennevilliers.

Depuis mars 2017 elle présente l'émission Afrique Investigation sur Canal+ Afrique.

En avril 2017, les éditions Dunod publient son premier livre, Partie de rien, témoignage sur son parcours d'entrepreneuse¹⁶.

Depuis septembre 2017, elle fait partie de la bande de chroniqueurs de l'émission Les Terriens du dimanche ! de Thierry Ardisson sur C8¹⁷.

À partir du 14 octobre 2017, tout comme son compagnon Vincent Cerutti, lui aussi candidat, elle participe à la huitième saison de Danse avec les stars sur TF1, avec Jordan Mouillerac comme partenaire de danse.

Télévision

2012 : L'Inventeur 2012 sur M6 : jurée

2012-2016 : Le Grand 8 sur D8 : chroniqueuse

2015, 2017 : Le Grand Concours des animateurs sur TF1 : candidate

2015 : Projet Fashion sur D8 : animatrice

Depuis 2017 : Afrique Investigation sur Canal+ Afrique : animatrice

2017 : Fort Boyard sur France 2 : candidate

Depuis 2017 : Les Terriens du dimanche ! sur C8 : chroniqueuse

2017 : Danse avec les stars sur TF1 : candidate²¹.

Ouvrage

Partie de rien, éditions Dunod, 5 avril 2017, 192 p. (ISBN 978-2100761968)

Récompenses

2007 : 2e prix du concours « Grand prix jeunes créateurs » organisé par le groupe Unibail-Rodamco

2011 : Prix Trofémina dans la catégorie « Business ».

2010 : Rising Talent au Women's forum de Deauville (Wikipédia.org)

Hapsatou Sy est très attachée à ses parents, et notamment à son père, à qui elle rend hommage dans son livre *Partie de rien*. Sénégalais, il est arrivé en France après sept mois de périple entre passeurs, racket, noyade évitée de justesse. Un vrai combat pour devenir Français, qui explique en partie pourquoi la sortie d'Eric Zemmour est vécue comme une claque pour Hapsatou Sy. "Mon père a quitté le Sénégal en 1972. Avant d'arriver en France, il a parcouru de nombreux pays, du Maroc à l'Espagne, et a eu une force incroyable pour changer de vie. Quand il m'a raconté son parcours, un jour de 1998, j'ai décidé que je réussirais pour lui", expliquait-elle à Paris Match durant la promotion de son livre.

« Mon père, c'est mon héros. (...) Le jour où mon père me raconte son parcours, je jure de tout faire pour l'honorer. Ma réussite, c'était juste ça : qu'il me regarde un jour et qu'il me dise 'je suis fière de toi' », rajoutait-elle dans les médias. gala.fr 18 septembre 2018

On croirait entendre Jupiter !

Epilogue.

Elle a commis l'erreur impardonnable ou peut-être fatale d'avoir manqué de loyauté envers ses bienfaiteurs.

lepoint.fr 21.09 - Après une semaine d'invectives et de bad buzz, C8 et les différents protagonistes de cette détestable affaire veulent calmer le jeu. Franck Appietto, directeur général de la chaîne, a reçu la jeune femme et lui a donné des assurances : elle ne sera pas chassée de l'antenne. Hapsatou Sy devrait devenir chroniqueuse dans une des nombreuses émissions de Cyril Hanouna. Sans doute dans *Balance ton post*, qu'il lancera à la fin du mois en deuxième partie de soirée. Voilà pour la version officielle. Dans l'arrière-boutique, on est plus mesuré et on cache difficilement sa colère. Un hiérarque de C8, qui souhaite rester anonyme, ne cache pas son exaspération : « L'urgence est de lui faire signer un document par lequel elle s'engage à ne pas rendre publiques les images qu'elle a tournées. Nous n'avons pas envie de nous offrir un scandale fait d'accusations – même mensongères – de racisme. On lui payera peut-être une année de piges, soit environ 60 000 euros, et après, du balai... Il serait étonnant qu'après sa sortie et l'exploitation illicite des images un producteur accepte de signer avec elle... » « C8 tient à démentir ces propos », a réagi la chaîne auprès du Point. (...)

Elle vantait en mars 2018 à la une du magazine *Management* : « Faire parler de soi en bien... en mal. Les meilleures techniques pour réussir sa com. » lepoint.fr 21.09

Un autre "cas de conscience".

- Exfiltrer Collomb ou pas ? Le casse-tête de Macron... - LeParisien.fr

C'est un macroniste de haut rang qui assène, comminatoire : « Il faut exfiltrer Monsieur Collomb ! ». LeParisien.fr

Les faits qui confirment mon analyse.

- "En Allemagne, le débat ne porte que sur l'immigration" - L'Express.fr 21.09

Selon la journaliste allemande Michaela Wiegel, les discussions sur l'Europe sont éclipsées par la question migratoire. L'Express.fr 21.09

- L'AfD, deuxième parti d'Allemagne (sondage) - euronews 21 septembre 2018

Selon un sondage, la popularité du parti allemand d'extrême droite AfD est à son plus haut niveau. Si des élections se tenaient demain, l'AfD réunirait 18 % des voix, en progression de deux points, d'après l'étude d'ARD DeutschlandTrend.

Le parti créé en 2013 arrive deuxième des intentions de vote derrière la CDU-CSU d'Angela Merkel (28 % en recul d'un point) mais devant les sociaux démocrates (17 %, en recul d'un point).

Une autre étude publiée par l'INSA montre que près d'un Allemand sur deux souhaite une nouvelle élection, soulignant le mécontentement depuis l'affaire Maassen, qui a écorné l'autorité de la chancelière. euronews 21 septembre 2018

Comment cautionner la destruction du Yémen et le massacre de son peuple.

Le Parisien 20.09 - Les bombardements aériens ne suffisent pas à venir à bout des rebelles dissimulés dans la population, d'où une succession de bavures. (Il faudrait peut-être envisager de frapper plus fort encore et tant pis pour les bavures puisqu'elles sont inévitables. - LVOG) Affaiblis, les houthis n'hésitent pas à enrôler des enfants et à truffier le terrain de mines. (Tandis que la coalition Américano-anglo-saoudienne-sioniste massacre sans hésitation des milliers d'enfants yéménites, bombardant écoles et hôpitaux, mais c'est pour leur bien, au paradis sans doute! - LVOG) Le conflit a déjà fait 10 000 morts. (Dont 2500 enfants - LVOG)

Selon l'ONG Save the Children, plus de cinq millions d'enfants sont en train de mourir de famine ! « Dans un hôpital que j'ai visité dans le nord du Yémen, les bébés étaient trop faibles pour pleurer », a déclaré Helle Thorning-Schmidt, directrice générale de l'ONG.

(Save the Children, une ONG liée tout d'abord à la Société des Nations, puis à l'ONU. Elle est financée à hauteur de 80% par l'Etat américain et l'oligarchie, en 2017 elle a brassé plus de 800 millions de dollars (<https://www.savethechildren.org/us/about-us/resource-library/annual-report>). Save the Children International a pour directrice générale depuis 2016, Helle Thorning-Schmidt, sociale-démocrate, Première ministre danoise de 2011 à 2015, c'est la décision de vendre une partie de l'entreprise publique d'énergie DONG Energy à la banque d'investissement américaine Goldman Sachs qui entraîna une crise gouvernementale et des élections anticipées que son parti perdit. (Source : Wikipédia.org) - LVOG)

La communauté internationale, qui tente de relancer les pourparlers de paix, observe avec inquiétude ce conflit dans une région où transite près du tiers du pétrole mondial. Et où, selon l'ONU, se joue presque incognito « la pire crise humanitaire au monde ». Le Parisien 20.09

La communauté internationale, traduire les puissances occidentales impérialistes n'ont aucun intérêt dans la région, par conséquent elles ne sont pas impliquées dans cette guerre, il faut le croire puisqu'ils le disent. Et puis bombarder Idlib pour libérer la population des barbares, ce serait commettre un crime contre l'humanité, mais bombarder le Yémen, c'est assurément accomplir une oeuvre humanitaire. - LVOG

Quand le "mirage écologique" tourne au cauchemar.

- Dans la Somme, village à vendre "cause éoliennes" francetvinfo.fr 20.09

Les éoliennes sont un symbole de l'énergie propre, l'emblème de la transition énergétique. Pourtant, dans toute la France, 70% des projets sont attaqués en justice par des riverains excédés, qui dénoncent ce qu'ils appellent un "mirage écologique". "Envoyé spécial" a rencontré plusieurs de ces opposants pour un reportage à voir le 20 septembre 2018.

Située dans un couloir de vent avec peu de relief, la Somme est un terrain propice à l'installation d'éoliennes. C'est le département qui en compte le plus : 600 sur les 6 000 implantées en France, soit une éolienne terrestre sur 10. Jusqu'à la saturation ? Ou l'encerclement, comme à Montagne-Fayel, 160 habitants ? Le secteur compte déjà 50 éoliennes, et il y en aura bientôt 75 de plus. Pour dénoncer leur présence, des pancartes "A vendre, cause éoliennes" ont fleuri dans le village.

"La seule limite, c'est de ne pas aller à moins de 500 mètres des habitations, donc ils peuvent en mettre où ils veulent...". Est-ce que ce n'est pas le prix à payer pour la transition énergétique ? "Le prix à payer pour qui ? répond Julie Sandri, 37 ans, présidente de l'association SOS de nos campagnes 80. Pour les gens qui consomment le moins ? On est en pleine campagne. Est-ce que vous pensez que c'est la campagne et la rase campagne qui consomment le plus ?" francetvinfo.fr 20.09

Les écologistes s'en foutent que votre village et votre horizon soient défigurés, ils n'y viendront pas passer leurs vacances, même pour un pique-nique à la campagne ils iront ailleurs, c'est trop laid !

Comment, on ne vous a pas consultés, on n'a pas tenu compte de votre opposition à l'installation de ces champs d'éoliennes, ah ben c'est que la France n'est pas une démocratie et que les écologistes ne sont pas des démocrates mais des tyrans comme les autres !

Pour eux ce qui compte, c'est leur petit confort, le vôtre ils s'en tapent complètement. Ils étaient PS compatibles, maintenant ils sont Macron compatibles. Comment, aux prochaines élections vous ne voterez pas ou vous voterez extrême droite, non, ce n'est pas possible, après tout vous méritez bien ce qui vous arrive bande d'arriérés ou de réacs.

Bravo !

[Qui complot, qui sont les complotistes, pourquoi dénoncent-ils les théories du complot ? Réponse.](#)

- Incroyable : le Financial Times admet cacher des informations « dans l'intérêt général » - or-argent.eu 12.09

Vous n'allez pas apprendre grand-chose dans cet article. Vous pourrez en revanche le brandir à ceux qui vous traitent de théoricien du complot. Intitulé « Durant une crise, il ne faut parfois pas tout dire », il rappelle furieusement la déclaration célèbre de Jean-Claude Juncker « vous devez mentir lorsque cela devient important », l'article est signé John Authers, éditeur associé du FT : Durant une crise, il ne faut parfois pas tout dire

« Il est temps d'admettre que j'ai, par le passé, omis de communiquer des informations importantes à mes lecteurs. C'était il y a 10 ans, nous étions au pire de la crise financière, et je pense avoir fait le bon choix. Maintenant qu'une décennie s'est écoulée, je pense qu'il faut en discuter.

Cela s'est passé le 17 septembre 2008, 2 jours après la faillite de Lehman. Ce mercredi fut, selon moi, le jour le plus terrifiant de la crise, lorsque la planète fut à 2 doigts d'un effondrement financier total. Mais je n'en ai pas vraiment parlé dans le Financial Times.

Deux nouvelles très importantes venaient de tomber le mardi soir. Tout d'abord, AIG avait reçu une aide d'urgence de 8,5 milliards. Elle en avait besoin afin de payer les CDS qu'elle garantissait. Sans cela, les obligations qui se trouvaient sur le bilan des banques et qui étaient censées être complètement assurées contre le risque seraient devenues sans valeur. Cela signifie que de nombreuses banques se seraient retrouvées techniquement insolvables. La faillite d'AIG aurait provoqué, selon de nombreux analystes, l'effondrement immédiat de l'intégralité du système bancaire européen, ce qui aurait eu un impact important sur la dette américaine. (...)

Simultanément, le Reserve Fund, le plus important fonds mutuel américain indépendant, annonçait des pertes sur ses obligations Lehman. Ce qui provoqua la chute de son titre à moins d'un dollar. C'était terrifiant, car ce type de fonds, qui achète des obligations à court terme, faisait partie des fonds garantis. Aucune institution de ce genre n'avait jamais franchi la barre du dollar.

Ces fonds étaient des clients vitaux pour les obligations à court terme. Sans eux, comment les sociétés et les grandes banques pouvaient-elles se financer ? Les investisseurs se ruèrent pour retirer leur argent des fonds, tandis que ceux-ci vendaient à tour de bras leurs obligations corporate pour pivoter vers la sécurité des Treasuries.

Il s'agissait d'un bank run, la solvabilité des plus grosses banques de Wall Street était remise en question. Durant ce chaos, le taux des obligations américaines tomba jusqu'à leur plus bas depuis Pearl Harbor. Les gens désespérés cherchaient la sécurité, la chute du rendement n'avait alors aucune espèce d'importance.

Mais contrairement au bank run de Northern Rocks de 2007 en Grande-Bretagne, rien de tout ceci ne fut visible. On ne voyait pas des gestionnaires faire la file dans la rue pour acheter des obligations. Mais selon les banquiers de Wall Street que j'ai interrogés, le système bancaire risquait l'effondrement.

À l'époque, j'avais beaucoup d'argent chez Citibank, plus que le montant garanti. Si Citi devait faire faillite, ce qui m'était inconcevable auparavant, j'allais perdre de l'argent. Durant la pause déjeuner, je me suis rendu chez Citi afin de transférer la moitié de mon épargne chez Chase, dans l'agence voisine. Cela me permettait de doubler le montant assuré.

Cela se passait à Manhattan, où les bureaux de banques d'investissement sont nombreux. Dans l'agence Citi je me suis retrouvé dans une longue file, au beau milieu de banquiers de Wall Street. Ils étaient venus faire la même chose que moi. Dans l'agence Chase d'à côté, idem, elle était remplie de banquiers anxieux.

Lorsque mon tour est venu, on m'a expliqué que Chase et Citi avaient convenu d'un plan d'action commun. Je n'avais pas besoin d'ouvrir un compte chez la concurrence. L'employée m'a demandé si j'étais marié, et si j'avais des enfants. Elle a ensuite ouvert autant de comptes séparés que possible. En souriant, elle m'indiquait avoir fait la même chose durant toute la matinée. C'était la première fois que de telles demandes se manifestaient.

J'avais du mal à respirer. J'étais en train d'assister à un bank run, au cœur du quartier des affaires de New York. Les gens qui étaient en train de paniquer étaient les personnes les mieux informées de la situation.

Tout ce que j'avais à faire, c'était de prendre quelques photos de banquiers en costume en train de faire la file, et d'ajouter une petite légende.

Nous ne l'avons pas fait. Un tel article en première page du Financial Times aurait pu faire basculer le système dans le précipice. Nos lecteurs ne se doutaient de rien, cela aurait engendré une terrible panique.

Ai-je pris la bonne décision ? Je le pense. Aucun journal n'a publié ces photos dans les agences de Manhattan. La liberté d'expression ne nous octroie pas le droit de mettre de l'huile sur le feu. (...)

Quelques semaines plus tard, les dépôts assurés passaient de 100.000 à 250.000 \$. 10 ans plus tard, les banques américaines

sont virtuellement les seules qui sont devenues plus sûres. (...) Le souci est que les actions entreprises pour résoudre ce problème ont empêché la prise de mesures pour juguler d'autres risques. Aujourd'hui, ils prennent la forme d'actifs surévalués, d'investissements à effets de levier, et des caisses de retraite qui possèdent ces actifs. La prochaine crise ne sera pas bancaire, elle sera posée par la chute de la valeur des actifs détenus par les caisses de retraite, laissant ensuite une génération avec des revenus insuffisants pour vivre.

La mauvaise nouvelle est qu'il s'agit d'une crise dont la solution peut attendre. Les politiciens peuvent l'ignorer. La bonne nouvelle est que, cette fois, je ne suis pas obligé de ne pas en parler. » [Commentaire or-argent.eu](#)

Nos lecteurs apprécieront le cynisme de ce journaliste. Si le système s'était effondré, aurait-il eu aussi le courage d'informer ses lecteurs qu'il s'était mis à l'abri, en compagnie de ses amis banquiers, tout en omettant de faire son travail d'information ? Il s'agit de la preuve irréfutable que vous ne pouvez pas compter sur la presse pour vous informer lorsque la situation est grave. C'est pourquoi se préparer est important. [or-argent.eu 12.09](#)

[Extrait de la revue de presse du blog Les Crises.](#)

- Affaire Chevron-Équateur : l'arbitrage international confirme sa réputation d'instrument au service des puissants - [multinationales.org](#)

"La Cour permanente d'arbitrage de La Haye, tribunal commercial privé saisi par Chevron, a rendu une décision sommant l'Équateur d'annuler la sentence historique rendue par ses tribunaux contre le géant pétrolier américain, responsable d'un désastre environnemental dans la région amazonienne du pays. Une nouvelle illustration du rôle controversé de l'arbitrage international et des mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États, inclus dans de nombreux traités de libre-échange." [multinationales.org](#)

- Venezuela : L'ONU affirme que la situation est due à la guerre économique - [legrandsoir.info](#)

"Le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme (ACNUDH) a publié un long rapport sur la situation au Venezuela qui assure que ses problèmes sont dus, en grande partie, à la guerre économique et au blocus financier contre le Gouvernement de Nicolás Maduro. Ce document compare les sanctions et les blocus économiques modernes contre les pays aux « sièges des villes mis en place au Moyen-Âge dans l'intention de les obliger à se rendre. » Il est catégorique sur le fait qu'au Venezuela, il n'y a pas de crise humanitaire ni de crise de l'alimentation. Le document, publié le 30 août dernier, a été élaboré par l'expert indépendant de l'ONU, Alfred-Maurice de Zayas, dans le cadre de la « promotion d'un ordre international démocratique et équitable » après une visite qu'il a faite dans le pays entre le 26 novembre et le 9 décembre 2017." [legrandsoir.info](#)

[Ils osent tout.](#)

- Les États-Unis dénoncent le sort des musulmans ouïghours : nouvelle attaque contre la Chine - [LeParisien.fr](#)

C'est si inattendu que les observateurs des relations entre les deux pays ont du mal à ne pas y voir un but caché. [LeParisien.fr](#)

Alors que les États-Unis ont massacré des millions de musulmans en Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Somalie, etc.

- Docteur Jeremy et mister Corbyn - [L'Express.fr](#)

Au Royaume-Uni, Jeremy Corbyn a revigoré le Parti travailliste. Qui reste cependant miné par les accusations d'antisémitisme. [L'Express.fr](#)

Etre antisioniste ou soutenir les Palestiniens, c'est être antisémite...

- L'aptitude de Trump à gouverner de nouveau mise en doute - [AFP](#)

Donald Trump faisait face vendredi à une nouvelle polémique explosive sur sa capacité à gouverner, un haut responsable de l'administration ayant évoqué en 2017 la possibilité de le mettre à l'écart du pouvoir, selon des informations du New York Times que ce dernier dément fermement. [AFP](#)

Et Reagan, Bush ? Ah ben non, ce sont nos modèles...

- Des employés de Google ont voulu contrer le décret migratoire de Trump, selon le Wall Street Journal - [AFP](#)

Tels maîtres, tels chiens...

[La fabrique du consentement ou leur propagande permanente, hystérique.](#)

- Climat : Emmanuel Macron va être désigné «champion de la Terre» à New York - LeParisien.fr

A quand le maître de l'Univers ?

- Ce migrant vénézuélien pousse son père handicapé jusqu'à Bogota à la recherche de médicaments - Le HuffPost

Sortez vos mouchoirs, quel tyran ce Maduro !

- USA: un militant pour les armes accusé d'agression sexuelle sur mineure - AFP

Enfin, ils en ont trouvé un !

- Chaque année, 12 millions de mineures sont mariées de force dans le monde - LeFigaro.fr

Et 10 fois plus crèvent de faim ou de sous-alimentation...

- L'UE hausse le ton pour défendre l'Etat de droit - euronews

Les institutions européennes sont à l'offensive pour défendre l'Etat de droit au sein des Etats membres. Le Luxembourg n'a pas enfreint les règles européennes en matière d'aides d'Etat avec McDonald's. C'est la conclusion d'une enquête de la Commission européenne ouverte en décembre 2015. euronews

L'UE ou la parole d'un paradis fiscal mafieux...

- La France se mobilise pour le cinéaste ukrainien Sentsov - euronews

La France se mobilise pour Oleg Sentsov , ce cinéaste ukrainien emprisonné en Russie et qui mène une grève de la faim depuis le 14 mai dernier. Depuis vendredi dernier, un collectif de personnalités dont l'ancienne garde des Sceaux Christiane Taubira, ont entamé une grève de la faim tournante... euronews

Comment, il n'est pas encore mort depuis le temps ? C'est étrange au Yémen ils crèvent plus vite de faim...

- Décès de Marceline Loridan-Ivens : "Elle avait senti l'antisémitisme monter", selon l'écrivaine Judith Perrignon - Franceinfo

L'écrivaine et cinéaste Marceline Loridan-Ivens est morte mardi à l'âge de 90 ans. Franceinfo a recueilli le témoignage de Judith Perrignon, avec qui elle a écrit deux ouvrages. Franceinfo

Les sionistes n'avaient que cela à se mettre sous la dent...

- "Ici on sauve des vies": dans l'usine à bébés de MSF en Afghanistan - AFP

La mère a été admise à 9h30, la naissance enregistrée à 9H35. Dans le sud-est de l'Afghanistan, les femmes arrivent souvent in extremis à la maternité de Médecins sans Frontières (MSF), l'une des plus actives au monde avec jusqu'à 90 naissances par jour.

MSF une autre officine de renseignement financée par la NED/CIA.

- La Chine expurge les manuels scolaires de contenus non approuvés - Reuters

Comme partout ailleurs dans le monde...

- Sanctions US contre la Chine pour l'achat d'armes russes - Reuters

Optez pour le made in USA...

- Au Venezuela, les excès meurtriers de la politique sécuritaire - Liberation.fr

Amnesty International s'alarme, dans un rapport publié jeudi, d'un nombre croissant d'exécutions impunies, souvent menées par les militaires, dans le cadre de la lutte contre l'insécurité. Liberation.fr

Amnesty International spécialisé dans la réalisation de rapport à la demande de Soros et Cie...

- Guerre au Yémen: plus de cinq millions d'enfants menacés de famine - AFP 19 septembre 2018

Au moins leurs souffrances seront abrégées, quelle généreuse attention...

- Fake news: Ce sont les pro-Fillon qui en auraient partagé le plus pendant la présidentielle - Le HuffPost

Ah ben moi qui croyais que c'était Le Monde, Libération, Le Parisien, Le Figaro, Le Point, TF1, etc...

- Benalla, simple collaborateur ou garde du corps ? des doutes persistent - AFP

Simple collaborateur ou garde du corps du chef de l'État ? Pourquoi était-il autorisé à porter une arme ? L'audition d'Alexandre Benalla par les sénateurs mercredi n'a pas permis de lever les zones d'ombre entourant son rôle à l'Élysée.

Ils sont bien les seuls à avoir des doutes...

- "Je ne suis pas un voyou", a protesté l'ex-chargé de mission. Reuters

Pourquoi, aurait-on des raisons d'en douter ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis.

- L'aptitude de Trump à gouverner de nouveau mise en doute - AFP 22 septembre 2018

Donald Trump faisait face vendredi à une nouvelle polémique explosive sur sa capacité à gouverner, un haut responsable de l'administration ayant évoqué en 2017 la possibilité de le mettre à l'écart du pouvoir, selon des informations du New York Times que ce dernier dément fermement.

Au coeur de ces nouvelles révélations: Rod Rosenstein, numéro deux du ministère de la Justice qui supervise l'enquête du procureur spécial Robert Mueller sur les soupçons de collusion entre l'équipe de campagne de Donald Trump en 2016 et le Kremlin.

Le New York Times s'appuie sur plusieurs sources, notamment des notes prises par des agents du FBI. Or l'un des auteurs de ces compte-rendus, Andrew McCabe, ex-directeur par intérim du FBI, n'a pas démenti leur contenu vendredi. "Il ignore comment un journaliste peut avoir obtenu ces notes", a simplement écrit son avocat, Michael R. Bromwich.

Selon le Washington Post, M. McCabe explique dans ses notes qu'en mai 2017, un Rod Rosenstein très inquiet après le limogeage choc du chef du FBI, James Comey, par le président américain, a suggéré devant témoins qu'il faudrait enregistrer Donald Trump à son insu pour rendre compte du "chaos" régnant à la Maison Blanche.

Il aurait alors discuté d'une mise à l'écart de M. Trump, en activant une procédure encore jamais utilisée aux Etats-Unis, prévue par le 25e amendement de la Constitution en cas d'incapacité du président à gouverner.

L'article du New York Times prend un écho particulier après plusieurs publications récentes qui décrivent une Maison Blanche dysfonctionnelle, où de hauts responsables vont jusqu'à contourner les ordres présidentiels: le livre du journaliste d'investigation Bob Woodward et la tribune d'un haut responsable anonyme de l'administration Trump.

Ce dernier texte, publié par le même New York Times, affirmait également que certains membres du cabinet avaient

brèvement envisagé d'écarter Donald Trump de la présidence peu après son arrivée à la Maison Blanche, en janvier 2017.

Rod Rosenstein a catégoriquement nié vendredi estimer que Donald Trump n'était pas en mesure d'exercer ses fonctions.

"Je veux être clair sur ce point: sur la base de mes échanges personnels avec le président, il n'existe aucun fondement pour invoquer le 25e amendement de la Constitution", a-t-il écrit.

"L'article du New York Times est inexact et incorrect", a-t-il ajouté, dénonçant des "sources anonymes qui sont évidemment partiales contre le ministère".

"Je n'ai jamais envisagé ou autorisé un enregistrement du président", a-t-il martelé dans un nouveau communiqué publié dans la soirée.

"Aucune des propositions de M. Rosenstein n'a apparemment abouti", souligne le New York Times. Mais "il a dit à M. McCabe qu'il pourrait parvenir à convaincre" le ministre de la Justice, Jeff Sessions ainsi que John Kelly, alors ministre de la Sécurité intérieure, de se joindre à ses efforts.

Le ministère de la Justice a laissé entendre qu'une plaisanterie de M. Rosenstein avait en fait été mal comprise, en publiant le témoignage, sous couvert d'anonymat, d'un ex-haut responsable qui se trouvait "dans la salle" lorsqu'il a évoqué le sujet.

"Son commentaire était sarcastique et n'a jamais été débattu avec une quelconque intention d'enregistrer une conversation avec le président", dit-il.

L'avocat d'Andrew McCabe, Michael R. Bromwich, explique lui que son client a bien mis sur papier la teneur de ses rencontres avec de hauts responsables du gouvernement Trump. Il les a toutes livrées au procureur Mueller il y a "plus d'un an". Une autre copie de ces notes était encore conservée au FBI en janvier 2018.

Ces révélations vont en tout cas dans le sens du scénario, martelé sans relâche par Donald Trump, de forces à l'oeuvre contre lui au sein même de son administration.

Son fils, Donald Junior, a d'ailleurs rapidement ironisé sur Twitter: "Personne n'est choqué que ces gars fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour saper" la présidence Trump.

De quoi inquiéter les démocrates et autres défenseurs de l'enquête du procureur Mueller que Donald Trump n'a de cesse d'attaquer en dénonçant une "chasse aux sorcières".

Puisque le ministre de la Justice, Jeff Sessions, s'est récusé dans l'affaire russe, Rod Rosenstein est le seul rempart censé protéger la bonne marche des investigations.

Le chef de l'opposition démocrate au Sénat, Chuck Schumer, a d'ailleurs rapidement averti vendredi: "cet article ne doit pas être pris comme prétexte pour servir l'objectif vil de limoger" Rod Rosenstein "afin de nommer un responsable qui autorisera le président à s'immiscer dans l'enquête du procureur spécial". AFP 22 septembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 25 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

● [Causerie au format pdf \(15 pages\)](#)

1- Ils sont partis dans l'intelligence artificielle, alors qu'ils ne sont pas capables de développer l'intelligence tout court.

2- La parfaite valeur est de faire sans témoins ce qu'on serait capable de faire devant tout le monde. (La Rochefoucauld, Réflexions ou sentences et maximes morales, 216, p. 275.) (Le Grand Robert de la langue française)

Une variante que j'avais lu quelque part et que j'ai conservée parce que j'ai en horreur l'hypocrisie : La générosité qui consiste à se séparer du superflu ne coûte rien ou n'a aucune valeur. La véritable générosité consiste au contraire à partager ce qu'on a, quitte

à ce que notre condition en soit affectée ou à devoir se priver soi-même.

Qui partage ce principe, qui le met en pratique ? Il existe assurément différents niveaux de conscience, c'est ce qu'on peut observer ou en déduire, cela étant nous n'avons pas vocation à porter des jugements mais à nous fixer pour objectif que chacun puisse progresser.

Quand on vit en Inde depuis de longues années, on est très souvent confronté à des cas de conscience, cela fait réfléchir à tous les niveaux.

C'est une expérience éprouvante, mais ô combien enrichissante quand on l'aborde honnêtement. Plus d'une fois j'ai dû me sermonner pour ne pas voir eu un comportement exemplaire, parce que j'étais moi-même accablé de difficultés et abandonné à mon sort, puisque je ne pouvais compter sur absolument personne pour me venir en aide d'une manière ou d'une autre, et comme il était relativement facile de se trouver des excuses, ma bonne conscience était sauvée sur le coup. Sauf que par la suite elle allait se transformer en cauchemar parce que je ne me passe rien, pas le moindre écart qui révèle un manque de maturité d'esprit, une entaille à mes principes dont je dois absolument découvrir l'origine pour progresser, c'est mon obsession.

On ne peut pas être digne d'un idéal, du socialisme, en se conduisant n'importe comment dans la vie... J'ai suffisamment à faire avec mes propres faiblesses et lacunes pour m'occuper de celles des autres. Le témoignage que je livre ou le partage de mes expériences me valent des critiques ou plutôt des jugements injustifiés de la part de ceux qui se sentent visés parce que je décris, alors que je ne vise personne en particulier sauf si je le précise, peut-être parce qu'ils se reconnaissent eux-mêmes et ne le supportent pas, ne se supportent pas eux-mêmes.

On doit admettre que nous avons tous plus ou moins des idées préconçues sur un tas de choses qui sont bien-fondées ou non, mais celles sur lesquelles généralement on refuse de se pencher nous concernent directement et c'est dommage, car si on a besoin des autres pour apprendre à se connaître, on ne peut pas connaître les autres sans se connaître soi-même. D'où l'intérêt d'être modeste et de ne jamais se prendre pour ce qu'on n'est pas, ce qui en guise de récompense si on peut dire, nous procurera en retour une grande satisfaction à côté de laquelle toutes les autres apparaîtront désuètes ou insolentes.

Pour commencer, il faut s'assumer tel que nous sommes. L'épreuve suivante va permettre de vous tester et tant pis si elle s'avèrera cruelle pour certains, ils ne devront s'en prendre qu'à eux-mêmes.

3- Pour commencer levons le voile sur une dissimulation, une mystification qui fait le bonheur du capitalisme et ses agents dans le mouvement ouvrier qui se retranchent derrière ou qui l'ont adoptée.

K. Marx- ...le salaire semble payer le travail parce que l'ouvrier ne le reçoit qu'une fois le travail accompli. La forme du salaire efface toute trace de division de la journée de travail en travail payé et travail non payé. C'est l'inverse de ce qui se passe avec l'esclavage. L'esclave semblait ne travailler que pour son maître, même dans la partie de la journée de travail où il ne faisait que remplacer la valeur de ses propres moyens de subsistance; tout son travail apparaît comme du travail non payé. Dans le salariat, au contraire, le travail non payé lui-même apparaît comme payé. Dans un cas, le rapport de propriété dissimule le travail effectué pour son propre compte par l'esclave; dans l'autre, le rapport d'argent dissimule le travail gratuit de l'ouvrier salarié.

On conçoit, par conséquent, écrit Marx, l'importance décisive de la transformation de la valeur et du prix de la force de travail en salaire ou en valeur et prix du travail lui-même. Sur cette forme apparente, qui rend invisible le rapport réel et fait apparaître exactement son contraire, repose toute la notion juridique de l'ouvrier comme du capitaliste, toute la mystification du mode de production capitaliste, toutes ses illusions de liberté, toutes les billevesées apologétiques de l'économie vulgaire. (Extrait de Franz Mehring, Karl Marx. Histoire de sa vie, Leipzig 1920 (3e édition))

Tout le monde ou presque est parvenu à la conclusion que rien n'était gratuit dans cette société. Or c'est une erreur, l'ensemble des salariés quel que soit leur statut fournissent gratuitement une partie de leur travail aux capitalistes ou aux patrons, à l'Etat essentiellement au service des capitalistes.

Cet argument mériterait d'être développé, les travailleurs ne doivent rien aux capitalistes, aux patrons, à l'Etat, ce sont eux qui leur doivent tout...

Plus consistant.

On a rajouté dans la page d'accueil du portail un extrait de *L'impérialisme et la scission du socialisme* rédigé par Lénine en 1916.

Aujourd'hui on traitera brièvement le passage suivant qui est toujours d'actualité, pour peu qu'on tienne compte de l'ensemble des facteurs qui composent la situation, au lieu de s'évertuer à leur prêter d'autres fonctions que celles qu'ils remplissent.

Lénine - Notons que dans sa « conception » de l'impérialisme, qui revient à farder ce dernier, Kautsky marque un recul non

seulement par rapport au Capital financier de Hilferding (quel que soit le zèle que mette aujourd'hui Hilferding lui-même à défendre Kautsky et l'« unité » avec les social-chauvins !), mais aussi par rapport au social-libéral J. A. Hobson. Cet économiste anglais, qui n'a pas la moindre prétention au titre de marxiste, définit avec beaucoup plus de profondeur l'impérialisme et en dévoile les contradictions dans son ouvrage de 19023. Voici ce que disait cet auteur (chez qui l'on retrouve presque toutes les platitudes pacifistes et « conciliatrices » de Kautsky) sur la question particulièrement importante du caractère parasitaire de l'impérialisme :

Des circonstances de deux ordres affaiblissaient, selon Hobson, la puissance des anciens Empires :

1. le « parasitisme économique » et
2. le recrutement d'une armée parmi les peuples dépendants.

« La première circonstance est la coutume du parasitisme économique, en vertu de laquelle l'Etat dominant utilise ses provinces, ses colonies et les pays dépendants pour enrichir sa classe gouvernante et corrompre ses classes inférieures, afin qu'elles se tiennent tranquilles. » En ce qui concerne la seconde circonstance, Hobson écrit :

« L'un des symptômes les plus singuliers de la cécité de l'impérialisme »

(dans la bouche du social-libéral Hobson, ce refrain sur la « cécité » des impérialistes est moins déplacé que chez le « marxiste » Kautsky)...

LVOG - ... et chez tous nos dirigeants un siècle plus tard dont l'aveuglement est devenu légendaire.

Pour ce qui est du « parasitisme économique », depuis il s'est développé dans des proportions tentaculaires, monstrueuses. Il a été théorisé. Il s'est structuré, il s'est doté de puissantes institutions financières supranationales sous l'égide de l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale qui dictent leurs lois à tous les Etats, et malheur à ceux qui leur résistent ! Il coïncide aussi avec la réglementation et les instruments financiers de type mafieux dont l'oligarchie financière s'est dotée, après avoir réalisé le hold-up du siècle en s'emparant des banques centrales et de la machine à billets...

Quant au « recrutement d'une armée parmi les peuples dépendants », elle n'a jamais cessé pour donner les armées de mercenaires sanguinaires des Talibans, Al-Qaïda, Daesh, que les kautskystes de notre époque atteints de « cécité » ont assimilés à la classe ouvrière ou au mouvement ouvrier, auxquelles il faut ajouter l'armée d'esclaves qui déferlent sur l'Europe, selon les plans définis par les mêmes impérialistes et que le mouvement ouvrier corrompu soutient unanimement de la même manière, ce qui est logique en somme.

Mais comment expliquer cela ? Lénine a fourni la réponse :

- Une couche privilégiée du prolétariat des puissances impérialistes vit en partie aux dépens des centaines de millions d'hommes des peuples non civilisés.

LVOG - "Centaines de millions d'hommes des peuples non civilisés" sur lesquels le mouvement ouvrier verse bruyamment une larme et pas une de plus pour se donner bonne conscience, parce qu'il n'incarne plus que cette "couche privilégiée du prolétariat des puissances impérialistes" qui vit à leur dépens, ceci explique ou cautionne cela. Ce facteur est devenu tabou, les militants le nient ou ne veulent pas en entendre parler. Pourquoi ? Vous n'avez pas une petite idée...

On aura compris que c'est parce que les puissances impérialistes partagent cette « cécité » avec cette "couche privilégiée du prolétariat " que la perspective d'un changement de régime est renvoyée à une date indéterminée ou aux calendes grecques.

Et pour notre malheur, ainsi que celui des "centaines de millions d'hommes des peuples non civilisés", c'est vers cette "couche privilégiée du prolétariat " que nos dirigeants se tournent, alors qu'il existe des millions de travailleurs qui n'en font pas partie et qui ont atteint un degré de conscience qui ne demande qu'à progresser pour peu qu'on sache s'adresser à eux au lieu de les négliger.

[La démagogie ou manipuler les esprit est un art. Qui a dit ?](#)

- "Il faut parler à l'individu, à ce qu'il est et pas forcément parler en fonction de ses propres pensées. Il ne faut pas asséner une vérité, il faut aller la rechercher dans son interlocuteur. Et si on parle de l'autre on arrivera à le convaincre, si on parle de soi, on sera hautain et arrogant."

Réponse : François Hollande, en visite dimanche à Tulle, en Corrèze. L'Express.fr 24 septembre 2018

Traduction : Pour embobiner quelqu'un il faut le laisser parler et ensuite lui dire ce qu'il avait envie d'entendre, en passant sous silence vos propres pensées ou vos réelles intentions qui vont à l'encontre des siennes. Votre interlocuteur manifeste une attente, des besoins, il suffira d'affirmer que vous l'avez bien compris ou que vous allez en tenir compte pour faire naître chez lui un espoir... qui sera sans lendemain et ainsi de suite.

On peut très bien parler de soi sans être pour autant hautain et arrogant, en arborant une fausse modestie par exemple pour tromper les naïfs ou ceux que cela arrange. Quand on représente ou défend des intérêts aussi inavouables que nos intentions, il ne peut pas en être autrement, c'est pour cela que Hollande et ses semblables sont si répugnants, sordides.

Communautarisme et son instrumentalisation. Et touche pas à la police.

- Marcel Campion provoque un tollé...

Il a osé faire référence ou s'attaquer au communautarisme homosexuel, il est accusé d'homophobie. Que défendent-ils en réalité ? Le communautarisme et non les homosexuels ou les intérêts d'une quelconque minorité ou communauté.

Ils se servent du communautarisme pour faire valoir des intérêts individuels ou politiques ou pour régler leurs propres comptes. Quand c'est une femme qui en prend l'initiative, elle accusera ensuite son contradicteur de misogynie ou pire encore, si c'est un juif, d'antisémitisme, si c'est un Arabe ou un Africain, de racisme, si c'est un pro UE, de nationalisme ou de xénophobie, et ainsi de suite.

Epilogue qui le confirme dès le lendemain.

- Campion: l'attribution du marché de Noël en suspens - L'Express.fr 24.09

- Le gouvernement est favorable au réexamen de la convention du marché de Noël, suite aux propos homophobes du roi des forains. L'Express.fr 24.09

- Gérard Collomb dénonce les propos "intolérables"...

Quand un policier ou un militaire meurt dans l'exercice de ses fonctions, il a les honneurs officiels de l'Etat, mais quand c'est un manifestant qui est handicapé à vie ou assassiné par des CRS, il a tout juste droit à des regrets tirés du bout des lèvres et encore, en somme, le regret qu'ils aient dû formuler des regrets !

Quant à leur insécurité, elle est proportionnelle à l'insécurité sociale qui est le produit de l'ordre qu'ils défendent ou de la politique antisociale du gouvernement.

"L'édifice est lézardé" : Abattons-le ! Dehors Macron, à bas l'oligarchie !

- Sondage. Popularité de Macron : la dégringolade continue - lejdd.fr 22 septembre 2018

Emmanuel -Macron avait déjà perdu 5 points dans notre précédent sondage Ifop, au mois d'août (34%). Il récidive en septembre et chute d'autant, à 29% de satisfaits seulement. "Le Président est extrêmement fragilisé dans sa relation avec les Français, note Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'Ifop. Il n'y a plus que son socle du premier tour de la présidentielle qui tient." Il perd en particulier 9 points dans les professions intermédiaires et 11 chez les employés. Il chute également de 12 points chez les sympathisants écologistes, conséquence de la démission de Nicolas Hulot, et baisse très fortement parmi ceux du centre (MoDem et UDI). Edouard Philippe perd 6 points

Parmi les griefs les plus fréquemment exprimés par les sondés : le pouvoir d'achat, le sort réservé aux retraités, le -désintérêt pour l'environnement. "L'édifice est lézardé, note Dabi. La bienveillance, c'est fini." Édouard Philippe suit la même pente et perd 6 points à 34%. lejdd.fr 22 septembre 2018

Encore une info approximative ou arrangée en faveur de Macron, car en réalité lors du 1er tour de la présidentielle Macron n'avait obtenu que 24,01% des voix des votants, 18,19% des voix des inscrits.

Inscrits:47 581 118
Votants: 37 003 546
Abstention: 10 577 572
Votes blancs: 659 302
Votes nuls: 285 431

Emmanuel Macron: 8 657 326

(Source : <https://www.interieur.gouv.fr/Archives/Archives-elections/Election-presidentielle-2017/Election-presidentielle-2017-resultats-globaux-du-premier-tour>)

[La Suisse, un modèle de démocratie à moins de 25% de matière grasse.](#)

Dans le canton de Saint-Gall (nord-est) près de 67% des habitants ont voté dimanche en faveur d'une "interdiction de la burqa" dans l'espace public de leur région. Le taux de participation était de 36%.

La participation aux scrutins nationaux n'a mobilisé dimanche que 37% des inscrits. AFP 23 septembre 2018

Pratiquement partout dans le monde, lors de chaque élection de nos jours les candidats élus obtiennent moins de 25% des suffrages des inscrits. Le régime capitaliste est minoritaire et illégitime à l'échelle mondiale. Normal, c'est à cette échelle qu'il faut l'éradiquer.

[Budget 2019](#)

- Budget : qui veut gagner des milliards ? Qui doit se serrer la ceinture ? - liberation.fr 23 septembre 2018

Les entreprises gagnent sur presque tous les tableaux

Ce qu'elles gagnent :

Les organisations patronales ont la victoire modeste - même grognonne. Mais, comme l'an passé, les entreprises sont les principales gagnantes de ce budget. En 2019, elles bénéficieront à la fois du versement du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) au titre de 2018 et d'une baisse «durable» de cotisations patronales qui remplacera, à l'avenir, le CICE. Coût pour les finances publiques : 20 milliards d'euros. S'y ajoute une nouvelle baisse de l'impôt sur les sociétés : de 33,3 % à 31 % pour celles qui réalisent des bénéfices supérieurs à 500 000 euros, avant un plancher de 25 % pour toutes en fin de quinquennat. Le gouvernement a aussi prévu de supprimer 21 «petites taxes» à faible rendement et veut stimuler les investissements des PME en leur permettant de déduire, pendant deux ans, jusqu'à 40 % de leurs achats robotiques et numériques. L'Etat poursuit ainsi une politique de l'offre dont il attend des gains de compétitivité, de nouveaux investissements... et des embauches.

Ce qu'on leur demande :

D'abord, un peu de patience. Les entreprises devaient bénéficier au 1er janvier d'une baisse de 4 points des cotisations patronales au niveau du salaire minimum. «L'année prochaine, on sera à zéro cotisation sur le Smic», s'enthousiasme-t-on dans la majorité. Mais cette ristourne à 2 milliards d'euros n'interviendra finalement qu'au 1er octobre 2019 pour tenir le budget. Les plus grosses sociétés devront aussi accepter une majoration de leur cinquième acompte de l'impôt sur les sociétés. «L'Etat nous demande de lui avancer sa trésorerie», pestait il y a quelques semaines le nouveau patron du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux. Dans sa revue des aides aux entreprises, le gouvernement a aussi choisi de récupérer un milliard d'euros : certains secteurs industriels ne bénéficieront plus du taux réduit de la taxe sur les produits énergétiques et les réductions d'impôt dont bénéficient les entreprises qui font du mécénat pourraient être rabotées.

Les plus fortunés toujours autant chouchoutés

Ce qu'ils gagnent : Pour les plus riches, les mesures ont été mises en place dès l'année dernière : en réformant la fiscalité du capital (flat tax de 30 %) et en réformant l'impôt sur la fortune, l'exécutif voulait les inciter à rapatrier leurs capitaux et à investir dans l'économie nationale. Ces deux mesures sortiront intactes du projet de loi de finances (PLF) 2019. Lequel va aussi réformer l'exit tax. Celle-ci s'appliquait pendant quinze ans après un départ hors de France aux plus-values réalisées dans le pays. Il faudra désormais attendre deux ans pour être exonéré. Ce seuil permettra, selon le gouvernement, de «limiter les abus» et d'«envoyer un signal» aux plus aisés.

Ce qu'on leur demande :

Fort peu de chose, sauf d'«investir» en France. Selon le ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin, il est encore «trop tôt» pour mesurer les effets des mesures adoptées en 2018. Mais «de plus en plus de contribuables fortunés reviennent en France», disait-il la semaine dernière à Libération. Pour les inciter davantage, le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, est chargé d'installer la tuyauterie : réforme de l'épargne retraite, nouveautés dans l'assurance-vie... Plusieurs mesures de son «plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises» (Pacte) devraient être intégrées au PLF.

État et collectivités soumis aux réductions d'effectifs, à quatre exceptions près

Ce qu'ils gagnent :

L'exécutif en fait la grande vertu de son budget : celui-ci serait construit autour de «choix». Autrement dit, certains ministères seront gagnants, d'autres sacrifiés. Parmi les premiers, les missions «Défense», «Justice», «Recherche et Enseignement supérieur» ou «Solidarité» voient leurs crédits augmenter nettement l'année prochaine. Dans l'ensemble, les dépenses publiques devraient augmenter de 0,6 % en 2019 (contre + 1,5 % en 2017). Du côté des collectivités, «le montant global des concours financiers de l'Etat [...] ne sera pas remis en cause», a assuré le secrétaire d'Etat Olivier Dussopt. L'Etat souhaite cependant qu'elles limitent leurs dépenses annuelles à + 1,2 %. Quant aux 70 000 suppressions de postes attendues dans les collectivités sur le quinquennat, Dussopt leur fait «confiance pour y parvenir, sans intervenir dans leur libre administration».

Ce qu'on leur demande :

Les ministères du Travail et de la Cohésion des territoires sont les principaux perdants du budget, en raison notamment des nouvelles coupes dans les aides au logement et les emplois aidés. L'Etat doit par ailleurs supprimer 4 500 postes, (dont 1 800 pour la seule Education nationale dans le secondaire). C'est pourtant peu, compte tenu de l'objectif de 50 000 suppressions fixé d'ici à 2022. La Cour des comptes a mis en garde le gouvernement : «Pour atteindre [cet] objectif, ce seront 70 000 emplois qui devront être supprimés, compte tenu des effectifs supplémentaires prévus pour les missions sécurité, défense et justice, soit 19 500 emplois», prévenait-elle avant l'été. Soulignant qu'«un tel effort ne [peut] être concentré sur les seuls autres ministères, [...] cela correspondrait en effet à une réduction de leurs effectifs de près de 25 % en cinq ans».

Les retraités condamnés à payer

Ce qu'ils gagnent :

Attention, terrain miné. L'exécutif sait qu'il a perdu des points auprès de ce public stratégique, dont 40 % a été touché cette année par une hausse non compensée de 1,7 point de CSG. Le Premier ministre a donc annoncé la semaine dernière un geste pour 300 000 retraités : ceux qui sont soumis au taux réduit de CSG (3,8 % au lieu de 8,3 % pour le taux plein) le resteront tant que leurs revenus ne dépassent pas le seuil de 1 331 euros par mois (2 042 euros pour un couple) deux années de suite. Et ils seront bien plus nombreux à bénéficier de la nouvelle baisse de la taxe d'habitation. L'exécutif a aussi promis pour 2019 une hausse «très significative» du minimum vieillesse et tué dans l'œuf le débat sur les droits de succession souhaité par le patron de La République en marche, Christophe Castaner. «Arrêtez d'emmerder les retraités», a déclaré Emmanuel Macron à son entourage - accreditant au passage l'idée que c'était le cas jusqu'à présent...

Ce qu'on leur demande :

L'opposition en fera son miel durant le débat budgétaire : comme les allocations familiales et les APL, les pensions ne progresseront que de 0,3 % durant les deux prochaines années, un taux qui s'annonce nettement inférieur à celui de l'inflation. Au sein de la majorité, certains cherchent à épargner les retraités les plus modestes, préservés de la hausse de CSG en 2018. Une idée que Bercy n'écarte pas : «Mais c'est technique et il faut faire attention à ne pas faire entrer des gens dans la CSG», fait remarquer un ministre. Au sein du gouvernement, d'autres militent pour que l'exécutif «assume» sa position de départ : les retraités doivent faire un effort pour aider les actifs.

Le pouvoir d'achat des ménages au cœur de la com

Ce qu'ils gagnent :

Préparez-vous à entendre ce chiffre chez tous les porte-voix de la majorité : «6 milliards d'euros de baisses d'impôts» en 2019. Après avoir raté l'an dernier sa communication sur les «gains de pouvoir d'achat en faveur des actifs», le gouvernement compte se rattraper cette année. La suppression des cotisations salariales chômage et maladie, faite en deux temps en 2018, produira ses effets complets en 2019. A l'automne, la grande majorité des Français bénéficiera d'un deuxième tiers de baisse de taxe d'habitation. En outre, salariés et fonctionnaires ne paieront plus de cotisations lorsqu'ils accepteront des heures supplémentaires. Pour un salarié au Smic, cette mesure est censée, selon le gouvernement, rapporter 200 euros de plus par an. Enfin, comme en 2018, les travailleurs pauvres bénéficieront d'une revalorisation de la prime d'activité. De quoi, espère l'exécutif, clore l'insistant procès instruit sur le pouvoir d'achat.

Ce qu'on leur demande :

Le gouvernement s'était engagé à ne pas augmenter les impôts, ni en créer de nouveaux. Une promesse qui a ses exceptions : la fiscalité des carburants va - encore - progresser au 1er janvier 2019, de 7 centimes par litre pour le diesel et 4 centimes pour l'essence, selon la trajectoire fixée par l'ex-ministre Nicolas Hulot. Hausse aussi de la taxation du tabac, qui devrait augmenter

de 50 centimes en avril et de 50 en novembre. A la rentrée, Edouard Philippe a aussi annoncé la fin, en 2019 et en 2020, de l'indexation sur l'inflation des allocations familiales, des allocations logement ainsi que des retraites. Elles ne progresseront que de 0,3 % (quand l'inflation sera, selon l'Insee, de 1,6 % en 2018). En intégrant ces «désindexations», l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) chiffre le «gain de pouvoir d'achat» à 3,5 milliards d'euros. Près de deux fois moins que les 6 milliards avancés par le gouvernement. liberation.fr 23 septembre 2018

Comment les ploutocrates se goinfrent sur fond de corruption généralisée.

Extrait du rapport de la cours des Comptes. (Le Point)

Grand Palais

Entre 2010 et 2017, le budget de cette rénovation de luxe avait été doublé et une nouvelle rallonge de 75 millions d'euros vient encore d'être accordée, ce qui nous amène à un total, sans doute encore provisoire, de 541 millions.

La Maison de la radio

Le budget s'élevait au départ à 262 millions d'euros (...) il atteint aujourd'hui 736 millions, près de trois fois plus.

Le réaménagement des Halles

Un milliard d'euros. Pour la seule Canopée, cette treille de métal jaunâtre qui coiffe le centre commercial, il aura fallu déboursier 300 millions d'euros, le double du budget initial.

La nouvelle salle philharmonique de la Villette

L'enveloppe de départ avait été estimée à 100 millions d'euros. Puis on est très vite passé à 170 millions pour terminer finalement à 386 millions, près de trois fois plus !

Aux Batignolles, pour la nouvelle cité judiciaire

Résultat : 90 millions d'euros de loyer annuel à payer jusqu'en 2043, ce qui va représenter une addition finale de 2,7 milliards d'euros en tenant compte des intérêts.

Le « supermétro » du Grand Paris Express

En 2010, le projet était évalué à 19 milliards d'euros. En 2017, selon la Cour des comptes, on atteignait 38,5 milliards !

Le musée des Confluences

Son budget a été multiplié par cinq, passant de 61 à 330 millions d'euros.

La deuxième gare TGV de Montpellier

Elle a coûté 135 millions d'euros

40 000 ronds-points

A 1 million d'euros en moyenne, cela fait 40 milliards.

133 millions du kilomètre

La Réunion. «La route la plus chère du monde », car il s'agit d'un chantier de 1,6 milliard d'euros pour 12,5 kilomètres d'une route côtière entre Saint-Denis et La Possession, soit 133 millions du kilomètre, c'est-à-dire 22 fois plus qu'une autoroute normale !
Le Point 23.09

Commentaire d'un abonné du Point.

- "Permettez-moi de supposer que vous n'avez pas approché l'état-major d'un grand groupe du B.T.P. Chez nous le devis initial

n'a aucune importance. Les "gros" se mettent d'accord entre eux, se partagent le gâteau et ne se marchent pas sur les pieds. J'ai eu sous les yeux une carte ultra secrète où étaient découpés les "terrains de chasse respectifs". Non, ce qui est essentiel, ce sont les avenants. C'est là-dessus qu'entreprises et partis politiques s'engraissent. Oui, s'engraissent. Parce que là, c'est open bar. Tout y passe !

Je n'entre pas dans les détails, mais croyez-en ma très longue expérience, le prix de départ est totalement accessoire. : Treize années chez une grosse entreprise aujourd'hui filiale de Vinci et vingt ans chez "le" major. Et pour finir, dix ans chez Framatome où là encore... Quoique pour ce dernier, la philosophie était différente. Il fallait cibler "la" personne (pas forcément un "gros cigare", non) et ensuite la traiter comme il convenait. Putain le fric qu'on a ramassé avec ça ! Indécent ! "

En complément. Le Palais doit être digne de son monarque.

- La Cour des comptes somme l'Élysée de faire des travaux - LeParisien.fr 22.09

On ne badine pas avec les travaux de rénovation de l'hôtel particulier le plus célèbre de la République qu'est l'Élysée. LeParisien.fr 22.09

On imagine déjà toutes les entreprises qui vont se jeter sur ce marché extrêmement juteux ou le fric qu'ils vont se faire, sans parler de ceux qui leur auront attribué...

Totalitarisme. Leur humanisme est la politesse des salauds. La boucherie des guerres les émeuvent moins.

Je rappelle que je mange moins de 50 grammes de viande ou de produits de la mer par jour.

- «La viande est un meurtre»: des dizaines d'actions antispécistes organisées devant des boucheries - Liberation.fr 22.09

«Boucherie Abolition» organisait ce samedi des happenings avec d'autres mouvements pour dénoncer le «système zoophage» partout en France. Liberation.fr 22.09

Ces tyrans attaquent absolument toutes les couches de la population, voilà venu le tour des bouchers, donc des éleveurs, des agriculteurs qui pratiquent aussi l'élevage, puis ce sera à celui des charcutiers, des poissonniers et des pêcheurs, des pisciculteurs, des apiculteurs qui pillent les abeilles, des fromagers, des boulangers et des pâtisseries qui utilisent des oeufs, des épiciers qui vendent des produits contenant de la viande, j'allais oublier les maroquiniers, les chirurgiens qui utilisent des boyaux pour faire des valves cardiaques, etc.

Au milieu des années 80, j'avais appris que le patron de la marque Céréale qui était végétalien (vegan) était mort suite au régime alimentaire qu'il s'imposait

L'Inde est réputée pour ses vaches sacrées, les Indiens seraient végétariens, patati, patate. Depuis 22 ans j'en ai croisé des milliers, notamment quand j'enseignais, je n'ai rencontré qu'un seul végétarien, cherchez l'erreur.

A midi au déjeuner, oeufs durs et crudité, et ce soir, un reste de foie de poulet et des crevettes, plus des lentilles et bien sûr des légumes et du riz. On ne mange plus de porc ou de mouton, trop cher, quant aux boeufs, puisque tout le monde n'en mange pas chez nous, on s'en passe dorénavant, je ne vais tout de même pas cuisiner plusieurs currys de viande. En saison on mange du calamar, quant aux poissons, on en mange peu, on a abandonné aussi les gros poissons style requin ou thon, trop cher.

Bon, c'est vrai que j'ai les moyens d'en acheter, mais pas de gaspiller mon fric, c'est une question de décence quand beaucoup d'autres n'ont pas le choix ou se nourrissent comme ils peuvent. Eh oui, jusque dans les détails je respecte mes principes, et je vous assure qu'on ne s'en porte pas plus mal pour autant, la preuve, j'ai 10 ou 15 kilos en trop, quelle honte, je déconne, je mange peu en réalité, je bouge peu, c'est ce portail qui me fait grossir !

Il n'a qu'à prendre celui du POID : Aquarius : « Ouvrez-nous les portes ! » (<https://latribunedestravailleurs.fr>)

- Le Panama annonce qu'il retire son pavillon à l'Aquarius - AFP 22 septembre 2018

Le Panama a annoncé samedi qu'il allait retirer son pavillon au navire humanitaire Aquarius, déjà privé de pavillon par Gibraltar, pour "non-respect" des "procédures juridiques internationales" concernant le sauvetage de migrants en mer Méditerranée.

En août, le gouvernement de Gibraltar avait révoqué le pavillon de l'Aquarius après lui avoir demandé de suspendre ses activités de sauvetage pour lesquelles il n'est pas enregistré dans le territoire britannique. Le bateau s'était alors tourné vers le Panama. AFP 22 septembre 2018

Les passeurs sont de véritables hommes d'affaires, au lieu d'emmener leur marchandise à destination, en cours de route ils la transfèrent sur des embarcations qui la livreront à bon port gratuitement, ils réalisent ainsi une économie de temps et de gasoil ; en accélérant la circulation du capital, les capitalistes réalisent davantage de profit, on comprend mieux dès lors pourquoi tous ces acteurs sont liés... par des intérêts communs. Quant à leur marchandise, sa valeur demeurera inchangée, d'où le prix dérisoire auquel elle sera vendue sur le marché aux esclaves.

Parole d'internaute

- "La première fake-news est celle de l'omission, pratiquée chaque jour par nos donneurs de leçons. Combien de témoignages oubliés dans les 575 pages du Rapport de la Commission sur le 11/9 (dont 300 témoignages d'explosions dans les WTC 1 2 et 7 parmi lesquels 118 infalsifiables compilés selon les méthodes du FBI par un universitaire US "taquin" ...) ?...

Pourquoi avoir caché en France l'origine des nombreux témoignages dès mars 2011, de journalistes en Syrie qui ont été inquiétés menacés séquestrés voire attirés dans des guet-apens en zone de tir de l'armée syrienne, par les pseudo-rebelles encensés par nos médias ?

Pourquoi avoir oublié de publier les témoignages des 6 congressistes US qui ont demandé à lire et analyser les preuves US de la culpabilité de l'armée syrienne dans l'attaque au gaz de la Ghouta du 21 août 2013 ? Tous sont remontés des sous-sols du Capitole en déclarant que c'était bidon. Et ceux qui voulaient voter pour une intervention avaient changé d'avis.... mais que dalle dans nos médias... etc... la fake news par omission, de ce côté-ci du rideau de fer atlantiste, est toujours pratiquée dans le même sens, celui de ses maîtres."

LVOG - Et ce que vous ne savez peut-être pas, le plus navrant ou pitoyable, c'est que même le mouvement ouvrier s'en fout et continue de soutenir les versions officielles du 11/9 ou de la guerre en Syrie et bien d'autres fables...

L'internationale des corrompus.

Julie Gayet, Hollande et les Rafale : les clés d'une histoire franco-indienne - leparisien.fr 22 septembre 2018

En accordant une interview à Mediapart vendredi, François Hollande a ravivé en Inde la polémique autour des conditions d'achat de 36 Rafale en 2016. L'opposition reproche au Premier ministre indien, Narendra Modi, d'avoir favorisé la société de l'un de ses proches, Reliance.

L'ancien chef de l'Etat entendait lui se défendre de tout conflit d'intérêts avec ce groupe qui a partiellement financé en 2016 un film de sa compagne Julie Gayet. Explications.

Deux partenariats qui coïncident

Le 23 septembre 2016, la France signe la vente de 36 avions de chasse à l'Inde pour 8 milliards d'euros, dix ans après le lancement de l'appel d'offre et cinq ans après son attribution à la France. Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian se félicite du « plus important contrat d'aéronautique militaire jamais signé par la France ».

Pour fournir les chasseurs demandés, Dassault travaillera avec un partenaire indien, Reliance.

Depuis l'an dernier, l'opposition indienne accuse Narendra Modi d'avoir favorisé cette société appartenant à l'un de ses proches, Anil Ambani, au détriment de Hindustan Aeronautics Limited, un groupe d'armement public choisi par le gouvernement précédent (quand la vente portait sur 126 appareils). Le président du parti du Congrès, Rahul Gandhi, accuse Modi d'« énorme corruption ».

L'affaire rebondit le 31 août dernier, quand le quotidien The Indian Express relève la coïncidence entre deux événements impliquant le couple Hollande-Gayet : la signature pour les besoins d'un film d'un partenariat entre Reliance et la société de production de Julie Gayet, Rouge Internationale, le 24 janvier 2016, d'une part ; la venue de François Hollande en Inde pour signer un protocole d'accord pour la vente des avions Dassault, le 26 janvier 2016, d'autre part.

Ce qu'en disent Hollande et Gayet

Interrogé par Mediapart, François Hollande affirme qu'il n'était « pas du tout informé » de l'accord entre l'entreprise de Julie Gayet et Reliance. En outre, le choix de cette société indienne comme partenaire de Dassault ne lui aurait pas non plus incombé.

« Nous n'avions pas notre mot à dire à ce sujet. C'est le gouvernement indien qui a proposé ce groupe de service, et Dassault qui

a négocié avec Ambani. Nous n'avons pas eu le choix, nous avons pris l'interlocuteur qui nous a été donné. C'est pourquoi, par ailleurs, ce groupe n'avait pas à me faire quelque grâce de quoi que ce soit. Je ne pouvais même pas imaginer qu'il y avait un quelconque lien avec un film de Julie Gayet », explique François Hollande.

Les autorités indiennes affirment pour leur part que c'est Dassault qui a sélectionné Reliance, non le ministère de la Défense. C'est également ce que dit la société d'Anil Ambani, ainsi que Dassault, dans un communiqué, vendredi. Concernant la contribution de Reliance au budget de son film Tout là-haut, Julie Gayet affirme que c'est My Family, co-producteur du long-métrage, qui a demandé à cette entreprise de participer au tour de table.

La Cour des comptes indienne saisie

En Inde, l'affaire a encore enflé ces derniers jours. Jeudi dernier, les parlementaires d'opposition ont saisi le Comptroller and Auditor General of India (CAG), la Cour des comptes du pays, d'une demande d'enquête sur ce marché pour « mauvaise gestion des fonds publics, mise en danger de la sécurité nationale, favoritisme et violation des dispositions légales des marchés par Dassault Aviation ».

Depuis la publication des propos de François Hollande, le président Rahul Gandhi, a accusé le Premier ministre Modi d'avoir « trahi l'Inde » : selon lui, il « a personnellement négocié et modifié le contrat Rafale à huis clos. Grâce à François Hollande, nous savons maintenant qu'il a personnellement apporté à Anil Ambani un contrat portant sur plusieurs milliards de dollars ». La presse indienne souligne qu'avant cette signature Reliance a enregistré des pertes pendant quatre années consécutives.

Outre le lien étroit de son patron avec le Premier ministre, l'opposition indienne reproche à la filiale de Reliance dédiée à la défense son manque d'expérience dans la fabrication d'avions de chasse : elle n'a été enregistrée que 12 jours avant l'annonce par Modi, le 28 mars 2015, de l'achat des 36 avions Rafale. leparisien.fr 22 septembre 2018

Anil Ambani et son clan ou plutôt gang sont réputés mafieux, criminels ici en Inde.

Personnellement j'ai rompu ma connexion Internet avec Reliance il y a plus de 4 ans après avoir été victime de ce que j'appellerai une escroquerie, ils m'avaient vendu un modem G3, et quelques mois plus tard sans préavis du jour au lendemain ils ont carrément coupé ma connexion pour que j'achète le nouveau modem G4. J'ai refusé et en prime je leur ai laissé une ardoise équivalent à une fois et demi le prix du modem. Ils m'ont menacé du tribunal, puis ils ont abandonné les poursuites.

Avant, la société Tata m'avait volé 1.000 roupies, la caution que j'avais versée lors de la signature de mon abonnement à leur service. Quand j'ai rompu mon contrat avec eux dans les règles, ils ne m'ont jamais rendu cette somme, des gangsters !

[En famille. Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Violences conjugales : 88 personnalités lancent un appel à Macron - Liberation.fr

La comédienne Murielle Robin est à l'initiative de la tribune «Sauvons celles qui sont encore vivantes», parue le 23 septembre dans le «Journal du Dimanche». Liberation.fr

- 160 personnalités et anonymes réclament un congé paternité plus long et obligatoire - Liberation.fr

Une pétition lancée par les collectifs Congé Parentégalité et Pour une parentalité féministe (PA.F) a réuni 160 signataires, dont le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez ou l'ancienne patronne du Medef Laurence Parisot, pour réclamer l'instauration d'un congé paternité obligatoire... Liberation.fr

En famille quoi...

- Les adolescentes sont les premières victimes des crises humanitaires selon l'ONU - Le HuffPost

Les crises humanitaires sèment la terreur, et particulièrement chez les adolescentes, qui sont les premières victimes à souffrir de l'instabilité géopolitique mondiale. Mariées de force, abusées, privées d'école, elles sont vulnérables...Le HuffPost

[Ils osent tout](#)

- Hollande étrille Mélenchon, "un opposant à la fois en frac et en peau de lapin" - Le HuffPost

- Budget : « Ce que Macron donne d'une main, il le reprend de l'autre » selon Olivier Faure - Publicsenat.fr

- Bayrou réclame une démocratie sans "corset" à LREM - AFP

- Quand les démagogues minent l'Europe de l'intérieur - Liberation.fr

- Russie: l'opposant Alexeï Navalny arrêté dès sa sortie de prison - AFP

"Navalny est arrêté parce que le pouvoir est faible comme jamais", a estimé sur Twitter l'une des responsables du mouvement anticorruption de l'opposant, Lioubov Sobol...

"Ils isolent (...) le leader de l'opposition. Ils ont peur, paniquent et se vengent", a-t-elle ajouté.

M. Navalny est devenu la principale figure de l'opposition russe depuis d'imposantes manifestations en 2011 et 2012.

LVOG - Navalny monsieur 1%, l'agent de Soros et Cie. !

AFP - ... des milliers de Russes ont répondu à son appel dans tout le pays contre la réforme des retraites...

LVOG - Ce ne serait pas plutôt les syndicats et le Parti dit communiste qui y auraient appelé ?

... ces rassemblements sont restés limités à quelques milliers de personnes, comme samedi encore à Moscou,

- Cour suprême : nouvelle accusation d'inconduite sexuelle contre le juge Kavanaugh - LeParisien.fr

Le juge Brett Kavanaugh, candidat de Donald Trump à la Cour suprême, fait face à une nouvelle accusation d'inconduite sexuelle. Ce deuxième témoignage intervient quatre jours avant l'audition...

- Brésil: Black & Black, un réseau social pour mobiliser la population noire - AFP

À l'approche des élections générales brésiliennes, le réseau social Black & Black se présente comme le premier au monde destiné à la communauté noire, donnant plus de visibilité aux candidats de couleur dans un pays gravement touché par le racisme.AFP

LVOG - ... d'extrême droite, comme au Venezuela ou ailleurs. Chut !

AFP - Cette plateforme numérique permet aussi de mettre en valeur des événements culturels et des initiatives d'entrepreneurs noirs.

Le communautarisme déguisé pour diviser les travailleurs brésiliens et permettre au candidat à l'élection présidentielle d'extrême droite d'être élu l'année prochaine...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

- S-300 : le Royaume-Uni, la France et Israël ne pourront plus survoler la Syrie - Réseau Voltaire
24 septembre 2018

La Fédération de Russie livrera d'ici deux semaines des batteries de défense anti-aérienne S-300, ainsi que des systèmes de contrôle automatisés modernes pour les postes de commandement de la défense antiaérienne, présents uniquement dans l'arsenal de l'armée russe, à la Syrie.

Le modèle des S-300 n'a pas été spécifié. En 2013, la Fédération de Russie avait promis des S-300-V4 à la Syrie, mais ils n'avaient pas été livrés pour ne pas mettre en péril la domination aérienne d'Israël.

Le ministre de la Défense russe, Sergueï Choïgou, a déclaré : « Cela garantira notamment la gestion centralisée de toutes les forces et installations de défense antiaérienne syriennes, la surveillance des airs et une prise de décision rapide. Plus important encore, l'identification de tous les avions russes par les moyens de défense antiaérienne syriens sera garantie ».

Cette décision fait suite à l'attaque britannico-franco-israélienne du 17 septembre 2018 à Lattaquié au cours de laquelle un Iliouchine Il-20 russe a été détruit avec 15 hommes à son bord.

La Syrie est le 17ème pays à s'équiper de S-300.

D'une portée de 300 km, ces équipements rendent impossible le survol du pays ou son approche depuis la Méditerranée ou un pays voisin par une aviation ennemie, dont les aviations britannique, française et israélienne.

Leur entrée en service en Syrie met fin à la domination aérienne israélienne sur le Moyen-Orient. Si la livraison de S-300 envisagée, il y a cinq ans, avait été annulée, c'était à la demande des États-Unis pour protéger les capacités aériennes israéliennes. Manifestement, ce veto ne fonctionne plus. Pourtant, le conseiller de Sécurité nationale US, John Bolton, a qualifié cette décision d'« escalade », manifestement pour protéger le président Trump durant la campagne électorale législative US.

« Nous sommes convaincus que la mise en œuvre de ces mesures permettra de refroidir les "têtes brûlées" et de décourager les actions insensées qui menacent nos militaires. Sinon, nous devons répondre conformément à la situation en cours », a déclaré M. Choïgu, faisant clairement référence à l'État hébreu. Réseau Voltaire 24 septembre 2018

- Il-20: Moscou fournit de nouvelles données contraires aux explications d'Israël - sputniknews.com 24.09

Le ministère russe de la Défense a rejeté les explications d'Israël suite à la destruction de l'avion Il-20 en Syrie s'appuyant sur les données recueillies par ses systèmes antiaériens déployés sur le terrain.

Les données provenant de la base aérienne de Hmeimim en Syrie prouvent la responsabilité d'Israël dans le récent crash de l'Iliouchine Il-20 russe, a annoncé lundi le ministère de la Défense.

Selon le porte-parole ministériel Igor Konachenkov, les allégations de représentants de Tsahal selon lesquelles la partie israélienne n'a aucun rapport avec la destruction de l'appareil sont « fausses ». L'officiel a évoqué les données sur les vols d'avions israéliens et celui du missile syrien S-200 recueillies par les radars des systèmes antiaériens S-400 sur la base aérienne russe de Hmeimim.

« Ces nouvelles informations prouvent que la responsabilité de la tragédie de l'Il-20 russe incombe entièrement aux forces aériennes israéliennes », a affirmé M. Konachenkov lors d'une conférence de presse. sputniknews.com 24.09

D'après lui, les militaires russes ont établi que les F-16 israéliens n'avaient pas quitté la zone concernée suite à la destruction de l'Il-20, contrairement aux déclarations de Tsahal.

Dans le même temps, les nouvelles données témoignent du fait que les avions israéliens se cachaient derrière l'aéronef russe, l'exposant ainsi aux tirs de missiles syriens, a fait savoir le porte-parole.

« Sur l'écran, on voit bien la direction du vol du missile S-200 syrien et la position des avions israéliens et russe. On voit également que le missile se dirige vers l'avion israélien », explique M. Konachenkov.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Le mot du jour : Il faut refonder de fond en comble l'avant-garde du mouvement ouvrier.

● [Causerie au format pdf \(23 pages\)](#)

Pourquoi ? La question de trop.

Et nous qui pensions qu'ils étaient animés de mauvaises intentions, on a dû se tromper. A moins que...

Pourquoi ceux qui détiennent le pouvoir, les médias-oligarques, le New York Times et le Washington Post ou Le Monde et Libération notamment, autrement dit le groupe Bilderberg, Wall Street ou le CAC40 qui au passage sont responsables du chômage de masse et des guerres, les négriers des temps modernes, le parti démocrate ou la gauche devenus la caution morale de la

pire réaction, pourquoi se passionnent-ils tant pour les migrants ?

Pour que ce marché aux esclaves ne fasse l'objet d'aucune critique ou soit soutenu par la majorité de la population qui jusqu'à présent s'y oppose, le mouvement ouvrier lui apportant sa caution de gauche, sa touche "d'humanité".

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Aquarius : la gauche dénonce le refus du gouvernement de laisser débarquer les 58 migrants - Le Parisien 25 septembre 2018

- « On ne ferme pas les portes des urgences quand quelqu'un qui est au bord de mourir s'y présente », a réagi sur BFMTV le porte-parole du PS, Boris Vallaud.

- « Ce n'est pas celui d'un pouvoir moralement décadent car incapable d'honorer notre devoir le plus simple et le plus élémentaire d'humanité », a dénoncé de son côté Benoît Hamon, le président de Génération.s, dans un message posté sur Twitter.

- Yannick Jadot, tête de liste d'EELV pour les élections européennes, a critiqué des réponses gouvernementales « si éloignées de notre humanité et de nos principes ».

- « L'Aquarius doit pouvoir accoster à Marseille. C'est notre devoir et notre honneur », avait lancé lundi sur Twitter le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, qui a renchéri dans un autre message posté mardi matin. « Honteuse trahison du devoir d'humanité. Le supplice des 58 de l'Aquarius doit prendre fin. L'alliance Macron/Salvini contre les naufragés doit cesser. ».

- « Tergiverser, ne pas honorer ce devoir d'humanité, est aussi cynique qu'inacceptable », a abondé la députée LFI Clémentine Autain.

- Au PCF, Ian Brossat, tête de liste pour les Européennes, a demandé « quelle crédibilité aura Macron lorsqu'il fera la leçon à Salvini ? » Le Parisien 25 septembre 2018

C'est le front unique de la mauvaise conscience qui exige que Macron accomplisse son devoir, mais il ne demande que cela, cela tombe bien.

Avec l'ONG Oxfam le PCF tient à ce que Macron soit "crédible"... à défaut d'être légitime, mais cela il ne faut surtout pas le dire. Quant aux autres suppôts du régime, Hamon, Jadot, Autain et Mélenchon, ils tiennent exactement le même discours, c'est dans l'ordre des choses, on est social-impérialiste ou on ne l'est pas, on ne se refait pas.

Ils sont les fers de lance des lois liberticides ou de la répression de la liberté d'expression

Autrefois le mouvement ouvrier dénonçait les provocateurs, de nos jours il les encense ou il participe à leurs opérations.

- Marlène Schiappa salue la première condamnation pour outrage sexiste - Le HuffPost 25.09

C'est une première saluée par le gouvernement. Marlène Schiappa a confirmé ce mardi que pour la première fois une personne a été condamnée pour outrage sexiste dans la foulée de l'adoption de la loi sur les violences faites aux femmes. Le HuffPost 25.09

- A Calais, «une atteinte sans précédent à la liberté d'expression» - Libération 25 septembre 2018

Le tribunal de Boulogne-sur-Mer a condamné ce mardi un travailleur humanitaire à 1 500 euros d'amende pour un tweet ironique dénonçant les abus policiers.

Loan Torondel, alors coordinateur à Calais de l'association l'Auberge des migrants, a été reconnu coupable de diffamation. Même s'il a fait appel de la décision, il s'agit d'un signal «très fort» et «dangereux» selon Katia Roux, chargée de plaider à Amnesty International, qui s'était rendue au tribunal pour apporter son soutien au jeune travailleur humanitaire.

C'est un message négatif et paralysant qu'envoie la justice à ceux qui défendent les migrants sur le terrain et relatent d'éventuels abus des forces de l'ordre. C'est la première fois qu'une personne est condamnée pour diffamation, mais les situations de harcèlement envers les bénévoles ne sont pas rares. Libération 25 septembre 2018

Halte à la réaction, au totalitarisme : La "régression victorienne" ne passera pas !

- "Une main aux fesses n'a jamais tué personne", quand Eugénie Bastié lance la polémique - Public 25 septembre 2018

"Je crois qu'une main aux fesses n'a jamais tué personne". avec cette déclaration, Eugénie Bastié créait la polémique. Invitée au micro de Léa Salamé sur France Inter, ce mardi 25 septembre à 7h50, la journaliste essayiste est venue présenter son prochain ouvrage "Le porc émissaire: terreur ou contre-révolution". Ainsi, elle appuie quelques-uns de ses propos écrits sur les mouvement "MeToo" et "BalanceTonPorc" qu'elle présente comme, signe d'une "régression quasiment victorienne".

L'essayiste conservatrice explique alors que : "la libération de la parole autorise toutes les dérives et le bazarlement de l'État de droit au nom de la lutte contre les violences sexuelles." Elle continue sur les mouvement lancés après l'affaire Weinstein : "Les hommes craignent désormais de se retrouver seuls avec les femmes, redoutent d'être accusés, la peur a bel et bien changé de camp (...). Je trouve qu'il y a un climat désagréable et détestable de suspicion généralisée entre les deux sexes."

Plus tard, Léa Salamé revient sur une citation tirée de son livre : "Une main aux fesses n'a jamais tué personne, contrairement aux bonnes intentions qui pavent l'enfer des utopies". Ce à quoi l'invité répond : "Je ne réhabilite pas la main aux fesses, je m'érige contre la victimisation excessive, qui à mon avis, est une régression parce qu'on considère dans une certaine frange du mouvement #MeToo que la femme doit être traitée comme un enfant. C'est-à-dire qu'elle est innocente a priori, (...) Je crois qu'il faut hiérarchiser les violences, hiérarchiser les souffrances."

Ainsi, Eugénie Bastié estime que les violences subies par les femmes doivent être hiérarchisées. "Hier, le JDD a fait sa Une sur les femmes battues. Il me semble que c'est urgent de combattre les violences faites aux femmes, notamment physique". Toutefois, elle souligne que toutes les violences ne se valent pas et ne doivent pas "être mises dans le même sac". "De l'allusion sexuelle à la remarque sexiste, à la mains sur les fesses jusqu'à l'agression et au viol, on finit par mettre toutes les violences dans le même sac et ne plus les hiérarchiser".

Plus tard, la journaliste regrette qu'il y ait "une dimension élitiste qui occulte la question sociale, selon elle. Elle conclut : "MeToo est un mouvement, une révolte des élites. Il n'y a pas eu de MeToo dans les supermarchés, dans les usines. Il y a MeToo dans les journaux, dans le milieu du cinéma".

En affirmant que la main aux fesses ne se fait que dans les classes populaires c'est se fourrer le doigt dans l'oeil jusqu'au coude. C'est même du mépris de classe.

Face à ses propos, la rédactrice en chef de la revue Limite, à laquelle Eugénie Bastié participe également, s'est désolidarisée au nom de la revue en ajoutant : "je te le dis clairement, tes propos d'aujourd'hui me choquent."

Pour information et pour avis : c'est l'avis personnel d'Eugénie Bastié, pas celui de la rédaction de Limite, et il n'engage pas l'ensemble des rédacteurs de Limite.

Qui a dit le contraire chère Mahaut Herrmann ? Pourquoi te sens-tu obligée de me désavouer publiquement ? Public 25 septembre 2018

On est bien en présence d'une dictature débridée ou assumée de la pensée unique, puisqu'ils ne jugent pas le comportement ou les actes d'une personne, mais ce qu'elle pense ou exprime à propos de comportement ou d'actes, qui doit être conforme à la conception qu'en a l'idéologie de la classe dominante, que chacun doit adopter sous peine d'être cloué au pilori ou jeter en pâture aux chiens de garde de l'idéologie néolibérale et à leurs agents sur les réseaux numériques.

Cette véritable tyrannie qui vise tous ceux qui dévient ou s'écartent de leur conception des rapports qui doivent exister à tous les niveaux de la société, témoigne que la démocratie est incompatible avec l'existence du capitalisme.

Dès lors on se trouve placé face à l'alternative suivante : Soit on leur emboîte le pas et nous sommes condamnés à connaître le même sort que la société vouée à une régression ou à une dégénérescence sans fin, au chaos et à soutenir leurs guerres ; soit on s'y refuse et on engage le combat politique pour en finir avec le capitalisme et ses institutions en s'organisant, car en demeurant isolé on prendrait le risque d'être trop faible pour résister à l'influence de leur propagande relayée par notre entourage.

[Défense du marxisme. Le capitalisme à visage humain n'a jamais existé.](#)

L'accumulation primitive du capital et les inégalités sociales n'ont rien de naturel ou ne relèvent pas de la fatalité. Comment le capitalisme dont on nous vante les qualités s'est-il développé ?

K. Marx - La première manufacture de plumes d'acier sur une grande échelle a été fondée à Birmingham, par M. Gillot. Elle fournissait déjà, en 1851, plus de cent quatre-vingt millions de plumes et consommait, par an, cent vingt tonnes d'acier en lames. Birmingham monopolisa cette industrie dans le Royaume-Uni et produit maintenant, chaque année, des milliards de plumes d'acier. D'après le recensement de 1861, le nombre des personnes occupées était de mille quatre cent vingt-huit ; sur ce nombre il y avait mille deux cent soixante-huit ouvrières enrôlées à partir de l'âge de cinq ans.

K. Marx - La bonneterie était encore, en 1840, un métier manuel. Depuis 1840, il y a été introduit des machines diverses, mues aujourd'hui par la vapeur. La bonneterie anglaise occupait, en 1862, environ cent vingt mille personnes des deux sexes et de tout âge, à partir de trois ans. « Tendency to factory system. » (L.c., p.LXVII.)

Oui, vous avez bien lu, ce n'est jamais mauvais de se rafraîchir un peu la mémoire ou de regarder les choses en face. C'est cette monstruosité que cautionnent tous ceux qui s'émeuvent de la condition des femmes, des enfants, etc. en Afrique ou en Asie, et qui s'accommodent du capitalisme ou refusent de rompre avec lui.

D'où vient l'orientation économique adoptée par Macron et le Medef ?

Je vous propose les conclusions d'un rapport du Forum économique mondial qui en quelque sorte s'attribue les fonctions d'un gouvernement mondial sans en avoir le pouvoir, que j'ai traduit de l'anglais avec l'aide de Google. En caractères gras figurent les passages les plus significatifs.

World economic forum (Forum économique mondial)

Committed to improving the state of the world (Engagé pour améliorer l'état du monde)

The Future of Jobs - Report 2018 (L'avenir des emplois - Rapport 2018)

Centre for the New Economy and Society (Centre pour la nouvelle économie et société)

Conclusions

Le nouveau marché du travail qui prend forme à la suite de la quatrième révolution industrielle présente à la fois des défis et des opportunités. Alors que les entreprises commencent à formuler des stratégies de transformation de main-d'œuvre au cours de la période 2018-2022, elles disposent d'une véritable opportunité pour tirer parti des nouvelles technologies, notamment l'automatisation, afin d'améliorer la création de valeur économique par le biais de nouvelles professions et augmenter les compétences de leurs employés pour atteindre leur plein potentiel pour effectuer de nouvelles tâches à forte valeur ajoutée, dont certaines n'auront jamais été effectuées auparavant par des travailleurs humains. L'argument commercial en faveur d'une telle «stratégie d'augmentation» devient de plus en plus clair et devrait, à notre avis, faire l'objet d'une attention croissante au cours des prochaines années, notamment grâce aux travaux du Centre pour la nouvelle économie et la société.

Dans le même temps, les évolutions technologiques et l'évolution des rôles professionnels et des structures professionnelles transforment la demande de compétences à un rythme plus rapide que jamais. Il est donc impératif pour les gouvernements, les entreprises et les particuliers de réaliser une vision positive de l'avenir des emplois pour un apprentissage tout au long de la vie, des stratégies et des programmes inclusifs de reconversion et de perfectionnement des compétences professionnelles. Les compétences non techniques et non cognitives deviennent de plus en plus importantes en tandem et il existe des opportunités significatives de partenariats multipartites innovants et créatifs entre gouvernements, employeurs, prestataires de services éducatifs et autres pour expérimenter et investir dans de nouveaux types d'enseignement et de formation, ce sera plus utile pour les individus dans ce nouveau contexte du marché du travail.

À mesure que ce nouveau marché du travail prendra forme au cours de la période 2018-2022, les gouvernements, les entreprises et les particuliers se trouveront également confrontés à une série de questions entièrement nouvelles. Par exemple, alors que les relations de travail s'orientent de plus en plus vers des arrangements temporaires et indépendants, comment pouvons-nous nous assurer que les individus reçoivent le soutien et les conseils dont ils ont besoin pour acquérir les bonnes compétences tout au long de leur vie professionnelle? Alors que les employeurs déconstruisent les rôles professionnels traditionnels et regroupent les tâches en réponse aux nouvelles technologies, comment peuvent-ils minimiser les risques et tirer le meilleur parti de nouveaux partenariats avec des ressources telles que les indépendants et les plateformes de talents en ligne? Et comment peuvent-ils garantir que ce regroupement des tâches ne mène pas par inadvertance à de nouvelles formes de polarisation de l'emploi par le biais de la «ségrégation des tâches», selon laquelle des groupes spécifiques de travailleurs se voient attribuer de manière disproportionnée les tâches les plus gratifiantes?

Bien qu'il soit hors de la portée de ce rapport d'essayer de fournir des réponses complètes à toutes les questions ci-dessus, une série d'implications et de priorités immédiates se distinguent pour différentes parties prenantes. Pour les gouvernements, il faut d'abord s'attaquer de toute urgence à l'impact des nouvelles technologies sur les marchés du travail en améliorant les politiques éducatives visant à améliorer rapidement le niveau d'instruction des individus de tous âges, notamment (et mathématiques) et compétences non cognitives, permettant aux gens de tirer parti de leurs capacités humaines uniques. Les

points d'intervention pertinents comprennent les programmes scolaires, la formation des enseignants et la réinvention de la formation professionnelle à l'ère de la quatrième révolution industrielle, élargissant ainsi son attrait au-delà des professions traditionnelles faiblement et moyennement qualifiées. Deuxièmement, l'amélioration de la formation et de l'offre de compétences doit être équilibrée par les efforts déployés du côté de la demande. Les gouvernements peuvent aider à stimuler la création d'emplois grâce à des investissements publics supplémentaires et en mobilisant des investissements privés grâce à des financements mixtes ou à des garanties publiques. La nature exacte des investissements souhaitables variera d'un pays à l'autre.

Cependant, au cours des prochaines années, il existe un énorme besoin et un besoin évident de créer une infrastructure matérielle pour alimenter la quatrième révolution industrielle - des réseaux de communication numérique aux réseaux d'énergie renouvelables et intelligents jusqu'aux écoles et hôpitaux intelligents, en passant par les dispensaires et les structures de garde améliorées. Troisièmement, dans la mesure où les nouvelles technologies et l'augmentation de la main-d'œuvre stimuleront la productivité, les revenus, les gouvernements pourraient trouver des moyens d'améliorer les filets de sécurité sociale pour mieux soutenir ceux qui ont besoin d'aide pour s'adapter au nouveau marché du travail. Cet objectif pourrait être atteint en réformant et en étendant les systèmes de protection sociale existants ou en adoptant un modèle entièrement nouveau, comme l'idée du revenu de base et des services de base. Les enseignements tirés de projets pilotes de ce type - en plus de ceux actuellement menés dans des pays tels que les Pays-Bas, divers États américains et canadiens, le Kenya, l'Inde et le Brésil - seront déterminants pour tous les gouvernements au cours de la période 2018-2022.

Pour les industries, premièrement, il sera rentable de se rendre compte que la concurrence pour les rares talents qualifiés équipés pour saisir les opportunités de la quatrième révolution industrielle s'intensifie et devient plus coûteuse dans les années à venir. Il existe une opportunité de soutenir les compétences de leurs effectifs actuels vers de nouveaux rôles hautement qualifiés (et réorganisés sur le plan technologique) pour garantir que leur effectif atteigne son plein potentiel. Nos constatations indiquent que, à ce jour, de nombreuses entreprises ont l'intention de limiter leur offre de formation aux compétences au cours de la période 2018-2022 aux salariés exerçant les fonctions d'emploi actuelles plutôt que de penser plus à long terme et de manière créative. De toute évidence, une approche plus inclusive et proactive sera nécessaire pour accroître la disponibilité des compétences futures et remédier à la pénurie imminente de compétences et pour permettre à un plus large éventail de travailleurs de partager les avantages des nouvelles technologies et de travailler plus efficacement avec eux grâce à l'augmentation des compétences. Deuxièmement, la nécessité d'assurer un bassin suffisant de talents qualifiés crée une opportunité pour les entreprises de se repositionner véritablement en tant qu'organisations d'apprentissage et de recevoir un soutien pour leurs efforts de requalification et de mise à niveau d'un large éventail de parties prenantes. Un modèle prometteur implique de nouvelles formes de certification des compétences professionnelles, similaires aux systèmes existants fournis par diverses entreprises du secteur des technologies de l'information. En établissant des références objectives et commercialisables pour un grand nombre de nouveaux emplois, ces programmes pourraient aider à mieux cibler les programmes de formation, accroître la flexibilité du marché du travail et créer des compétences claires et des mesures de performance pour aider les employeurs à sélectionner les candidats et les travailleurs certifiés pour obtenir des primes de compétences. Troisièmement, avec l'importance croissante des plates-formes de talents et des travailleurs en ligne, les industries conventionnelles devraient également réfléchir de manière stratégique à la manière dont ces éléments d'action pourraient également être appliqués aux effectifs de 'concert' et de plate-forme.

Pour les travailleurs, il faut absolument assumer la responsabilité de l'apprentissage tout au long de la vie et du développement de carrière. Il est également clair que de nombreuses personnes devront être soutenues par des périodes de transition professionnelle et des phases de recyclage et de perfectionnement par les gouvernements et les employeurs. Par exemple, l'apprentissage tout au long de la vie devient un domaine d'expérimentation riche, plusieurs gouvernements et industries recherchant la bonne formule pour encourager les individus à se soumettre volontairement à une mise à niveau périodique des compétences. De même, si un revenu de base universel à part entière peut rester politiquement et économiquement irréalisable ou indésirable au cours de la période 2018-2022, certaines variantes ou certains aspects de l'idée - comme un fonds universel d'apprentissage tout au long de la vie - peut recevoir une attention croissante au cours des prochaines années. Les solutions sont susceptibles de varier selon les pays et de dépendre des circonstances politiques, économiques et sociales locales.

En fin de compte, l'objectif principal des gouvernements, des industries et des travailleurs devrait être de veiller à ce que les emplois de demain soient rémunérés équitablement, entraînent un traitement respectueux et décent et offrent des possibilités réalistes de croissance personnelle, de développement et d'épanouissement. Nous espérons que cette nouvelle édition du Rapport sur l'avenir de l'emploi du Forum économique mondial constitue à la fois un appel à l'action et un outil utile pour façonner de manière proactive l'avenir des emplois afin de concrétiser cette vision.

Fin.

Quelles fonctions remplissent les moyens de production au sein de la formation du capital

Ce rapport ayant été rendu public, vous aurez discerné les expressions ou les passages destinés aux différents acteurs qui évidemment pouvaient apparaître contradictoires, selon qu'ils s'adressaient aux exploités ou aux exploités.

Contrairement à ce qu'ils affirment, les nouvelles technologies ne sont pas la panacée, elles ne produiront pas de miracle pour sauver le capitalisme de la faillite, en revanche elles devraient permettre à l'oligarchie d'accroître ses richesses et son pouvoir totalitaire sur le reste du monde.

Pour que ces affirmations aient un sens ou soient prises au sérieux, j'ai pensé qu'il serait bon de montrer ou de rappeler quelles fonctions remplissaient les moyens de production au sein de la formation du capital.

Dans ces extraits du tome I du Capital rédigé par Karl Marx, on pourrait remplacer les machines par les nouvelles technologies et on arriverait sensiblement aux mêmes conclusions.

Elles doivent servir notamment à augmenter le taux d'exploitation, à fabriquer davantage de plus-value sans toutefois à l'arrivée parvenir à freiner la chute inexorable du taux de profit.

Le manuscrit de Marx a été rédigé de manière à pouvoir être accessible aux ouvriers à la fin du XIXe siècle, les lecteurs reconnaîtront donc le ou les facteurs qui dans chaque passage demeurent actuels ou sont communs aux machines et aux nouvelles technologies. Ils s'apercevront également que le capitalisme n'a pas changé et que l'essentiel des enseignements qu'en ont tirés Marx et Engels sont toujours d'actualités. Ils en déduiront ou ils comprendront peut-être pourquoi le capitalisme n'est pas réformable et il est devenu un obstacle au progrès social, d'où la nécessité d'abolir ce système économique basé sur la propriété privée des moyens de production ou de passer au socialisme.

K. Marx - De même qu'un changement dans la valeur des moyens de production, malgré la réaction qu'il opère sur eux, même après leur entrée dans le procès de travail, ne modifie en rien leur caractère de capital constant, de même un changement survenu dans la proportion entre le capital constant et le capital variable n'affecte en rien leur différence fonctionnelle. Admettons que les conditions techniques du travail soient transformées de telle sorte que là où, par exemple, dix ouvriers avec dix instruments de petite valeur façonnaient une masse proportionnellement faible de matière première, un ouvrier façonne maintenant avec une machine coûteuse une masse cent fois plus grande. Dans ce cas, le capital constant, c'est-à-dire la valeur des moyens de production employés, serait considérablement accrue, et la partie du capital convertie en force de travail considérablement diminuée. Ce changement ne fait que modifier le rapport de grandeur entre le capital constant et le capital variable, ou la proportion suivant laquelle le capital total se décompose en éléments constants et variables, mais n'affecte pas leur différence fonctionnelle.

K. Marx - Comme tout autre développement de la force productive du travail, l'emploi capitaliste des machines ne tend qu'à diminuer le prix des marchandises, à raccourcir la partie de la journée où l'ouvrier travaille pour lui-même, afin d'allonger l'autre où il ne travaille que pour le capitaliste. C'est une méthode particulière pour fabriquer de la plus-value relative.

K. Marx - Comme tout autre élément du capital constant, la machine ne produit pas de valeur, mais transmet simplement la sienne à l'article qu'elle sert à fabriquer. C'est ainsi que sa propre valeur entre dans celle du produit. Au lieu de le rendre meilleur marché, elle l'enchérit en proportion de ce qu'elle vaut. Et il est facile de voir que ce moyen de travail caractéristique de la grande industrie est très coûteux, comparé aux moyens de travail employés par le métier et la manufacture. Remarquons d'abord que la machine entre toujours tout entière dans le procès qui crée le produit, et par fractions seulement dans le procès qui en crée la valeur. Elle ne transfère jamais plus de valeur que son usure ne lui en fait perdre en moyenne.

K. Marx - Etant donné la proportion suivant laquelle la machine transmet de la valeur au produit, la grandeur de cette quote-part dépendra de la valeur originale de la machine. Moins elle contient de travail, moins elle ajoute de valeur au produit. Moins elle transmet de valeur, plus elle est productive et plus le service qu'elle rend se rapproche de celui des forces naturelles. Or la production de machines au moyen de machines diminue évidemment leur valeur, proportionnellement à leur extension à leur efficacité.

Une analyse comparée du prix des marchandises produites mécaniquement et de celles produites par le métier ou la manufacture, démontre qu'en général cette portion de valeur que le produit dérive du moyen de travail, croît dans l'industrie mécanique relativement, tout en décroissant absolument.

En d'autres termes, sa grandeur diminue absolument, mais elle augmente par rapport à la valeur du produit total, d'une livre de filés, par exemple.

Il est clair qu'un simple déplacement de travail a lieu, c'est-à-dire que la somme totale de travail qu'exige la production d'une marchandise n'est pas diminuée, ou que la force productive du travail n'est pas augmentée, si la production d'une machine coûte autant de travail que son emploi en économise. La différence cependant entre le travail qu'elle coûte et celui qu'elle économise ne dépend pas du rapport de sa propre valeur à celle de l'outil qu'elle remplace. Cette différence se maintient tant que le travail réalisé dans la machine et la portion de valeur, elle ajoute par conséquent au produit, restent inférieurs à la valeur que l'ouvrier avec son outil, ajouterait à l'objet de travail. La productivité de la machine a donc pour mesure la proportion suivant laquelle elle remplace l'homme.

K. Marx - En supposant donc que trois mille livres sterling soient le prix ou de cent soixante ouvriers ou de la machine qui les déplace, cette somme d'argent, par rapport à la machine, exprime tout le travail - travail nécessaire et surtravail - réalisé en elle, tandis que par rapport aux ouvriers elle n'exprime que la partie payée de leur travail. Une machine aussi chère que la force du travail qu'elle remplace, coûte donc toujours moins de travail qu'elle n'en remplace.

Considéré exclusivement comme moyen de rendre le produit meilleur marché, l'emploi des machines rencontre une limite. Le travail dépensé dans leur production doit être moindre que le travail supplanté par leur usage. Pour le capitaliste cependant cette limite est plus étroite. Comme il ne paye pas le travail mais la force de travail qu'il emploie; il est dirigé dans ses calculs par la différence de valeur entre les machines et les forces de travail qu'elles peuvent déplacer. La division de la journée en travail nécessaire et surtravail diffère, non seulement en divers pays, mais aussi dans le même pays à diverses périodes, et dans la même période en diverses branches d'industrie. En outre, le salaire réel du travailleur monte tantôt au-dessus, et descend tantôt au-dessous de la valeur de sa force. De toutes ces circonstances, il résulte que la différence entre le prix d'une machine et celui de la force de travail peut varier beaucoup, lors même que la différence entre le travail nécessaire à la production de la machine, et la somme de travail qu'elle remplace reste constante. Mais c'est la première différence seule qui détermine le prix de revient pour le capitaliste, et dont la concurrence le force à tenir compte. Aussi voit-on aujourd'hui des machines inventées en Angleterre qui ne trouvent leur emploi que dans l'Amérique du Nord. Pour la même raison, l'Allemagne aux XVI^e et XVII^e siècles, inventait des machines dont la Hollande seule se servait; et mainte invention française du XVIII^e siècle n'était exploitée que par l'Angleterre.

En tout pays d'ancienne civilisation, l'emploi des machines dans quelques branches d'industrie produit dans d'autres une telle surabondance de travail (redundancy of labour, dit Ricardo), que la baisse du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail, met ici obstacle à leur usage et le rend superflu, souvent même impossible au point de vue du capital, dont le gain provient en effet de la diminution, non du travail qu'il emploie, mais du travail qu'il paye.

K. Marx - La productivité de la machine est, comme nous l'avons vu, en raison inverse de la part de valeur qu'elle transmet au produit. Plus est longue la période pendant laquelle elle fonctionne, plus grande est la masse de produits sur laquelle se distribue la valeur qu'elle ajoute et moindre est la part qui en revient à chaque marchandise. Or la période de vie active de la machine est évidemment déterminée par la longueur de la journée de travail ou par la durée du procès de travail journalier multipliée par le nombre de jours pendant lesquels ce procès se répète.

L'usure des machines ne correspond pas avec une exactitude mathématique au temps pendant lequel elles servent. Et cela même supposé, une machine qui sert seize heures par jour pendant sept ans et demi embrasse une période de production aussi grande et n'ajoute pas plus de valeur au produit total que la même machine qui pendant quinze ans ne sert que huit heures par jour. Mais dans le premier cas la valeur de la machine se serait reproduite deux fois plus vite que dans le dernier, et le capitaliste aurait absorbé par son entremise autant de surtravail en sept ans et demi qu'autrement en quinze.

L'usure matérielle des machines se présente sous un double aspect. Elles s'usent d'une part en raison de leur emploi, comme les pièces de monnaie par la circulation, d'autre part par leur inaction, comme une épée se rouille dans le fourreau. Dans ce dernier cas elles deviennent la proie des éléments. Le premier genre d'usure est plus ou moins en raison directe, le dernier est jusqu'à un certain point en raison inverse de leur usage.

La machine est en outre sujette à ce qu'on pourrait appeler son usure morale. Elle perd de sa valeur d'échange à mesure que des machines de la même construction sont reproduites à meilleur marché, ou à mesure que des machines perfectionnées viennent lui faire concurrence. Dans les deux cas, si jeune et si vivace qu'elle puisse être, sa valeur n'est plus déterminée par le temps de travail réalisé en elle, mais par celui qu'exige sa reproduction ou la reproduction des machines perfectionnées. Elle se trouve en conséquence plus ou moins dépréciée. Le danger de son usure morale est d'autant moindre que la période où sa valeur totale se reproduit est plus courte, et cette période est d'autant plus courte que la journée de travail est plus longue. Dès la première introduction d'une machine dans une branche de production quelconque, on voit se succéder coup sur coup des méthodes nouvelles pour la reproduire à meilleur marché, puis viennent des améliorations qui n'atteignent pas seulement des parties ou des appareils isolés, mais sa construction entière. Aussi bien est-ce là le motif qui fait de sa première période de vie, période aiguë de la prolongation du travail.

K. Marx - A mesure que les machines se généralisent dans une même branche de production, la valeur sociale du produit mécanique descend à sa valeur individuelle. Ainsi se vérifie la loi d'après laquelle la plus-value provient non des forces de travail que le capitaliste remplace par la machine, mais au contraire de celles qu'il y occupe. La plus-value ne provient que de la partie variable du capital, et la somme de la plus-value est déterminée par deux facteurs : son taux et le nombre des ouvriers occupés simultanément. Si la longueur de la journée est donnée, sa division proportionnelle en surtravail et travail nécessaire détermine le taux de la plus-value, mais le nombre des ouvriers occupés dépend du rapport du capital variable au capital constant. Quelle que soit la proportion suivant laquelle, par l'accroissement des forces productives, l'industrie mécanique augmente le surtravail aux dépens du travail nécessaire, il est clair qu'elle n'obtient cependant ce résultat qu'en diminuant le nombre des ouvriers occupés, par un capital donné. Elle transforme en machines, en élément constant qui ne rend point de plus-value, une partie du capital qui était variable auparavant, c'est-à-dire se convertissait en force de travail vivante. Il est impossible par exemple d'obtenir de deux ouvriers autant de plus-value que de vingt-quatre. Si chacun des vingt-quatre ouvriers ne fournit sur douze heures qu'une heure de surtravail, ils fourniront tous ensemble vingt-quatre heures de surtravail,

tandis que le travail total des deux ouvriers n'est jamais que de vingt-quatre heures, les limites de la journée étant fixées à douze heures. L'emploi des machines dans le but d'accroître la plus-value recèle donc une contradiction, puisque des deux facteurs de la plus-value produite par un capital de grandeur donnée, il n'augmente l'un, le taux de la plus-value, qu'en diminuant l'autre, le nombre des ouvriers. Cette contradiction intime éclate, dès qu'avec la généralisation des machines dans une branche d'industrie la valeur du produit mécanique règle la valeur sociale de toutes les marchandises de même espèce, et c'est cette contradiction qui entraîne instinctivement le capitaliste à prolonger la journée de travail avec la plus extrême violence, pour compenser le décroissement du nombre proportionnel des ouvriers exploités par l'accroissement non seulement du surtravail relatif, mais encore du surtravail absolu.

La machine entre les mains du capital crée donc des motifs nouveaux et puissants pour prolonger sans mesure la journée de travail; elle transforme le mode de travail et le caractère social du travailleur collectif, de manière à briser tout obstacle qui s'oppose à cette tendance; enfin, en enrôlant sous le capital des couches de la classe ouvrière jusqu'alors inaccessibles, et en mettant en disponibilité les ouvriers déplacés par la machine, elle produit une population ouvrière surabondante qui est forcée de se laisser dicter la loi. De là ce phénomène merveilleux dans l'histoire de l'industrie moderne, que la machine renverse toutes les limites morales et naturelles de la journée de travail. De là ce paradoxe économique, que le moyen le plus puissant de raccourcir le temps de travail devient par un revirement étrange le moyen le plus infaillible de transformer la vie entière du travailleur et de sa famille en temps disponible pour la mise en valeur du capital.

K. Marx - Le système mécanique augmente en premier lieu la plus-value et la masse des produits dans lesquels elle se réalise. A mesure que croît la substance matérielle dont la classe capitaliste et ses parasites s'engraissent, ces espèces sociales croissent et multiplient. L'augmentation de leur richesse, accompagnée comme elle l'est d'une diminution relative des travailleurs engagés dans la production des marchandises de première nécessité, fait naître avec les nouveaux besoins de luxe de nouveaux moyens de les satisfaire. Une partie plus considérable du produit social se transforme en produit net et une plus grande part de celui-ci est livrée à la consommation sous des formes plus variées et plus raffinées. En d'autres termes, la production de luxe s'accroît.

K. Marx - Enfin l'accroissement extraordinaire de la productivité dans les sphères de la grande industrie, accompagné comme il l'est d'une exploitation plus intense et plus extensive de la force de travail dans toutes les autres sphères de la production, permet d'employer progressivement une partie plus considérable de la classe ouvrière à des services improductifs et de reproduire notamment en proportion toujours plus grande sous le nom de classe domestique, composée de laquais, cochers, cuisinières, bonnes, etc., les anciens esclaves domestiques.

K. Marx - Tous les représentants sérieux de l'économie politique conviennent que l'introduction des machines est une calamité pour les ouvriers manufacturiers et les artisans avec lesquels elles entrent en concurrence; presque tous déplorent l'esclavage des ouvriers de fabrique.

Et pourtant, quel est leur grand argument ? C'est que les désastres qui accompagnent la période d'inauguration et de développement une fois consommés, les machines augmentent en dernier lieu le nombre des esclaves du travail, au lieu de le diminuer ! Oui, le nectar dont l'économie politique s'enivre est ce théorème philanthropique : Qu'après une période de transition et d'accroissement plus ou moins rapide, le régime de fabrique courbe sous son joug de fer plus de travailleurs qu'à son début il n'en avait affamés par le chômage forcé.

Citations employées dans ces extraits qui sont d'actualité.

LVOG - Les bienfaits de la "croissance" : en fait elle appauvrit l'ouvrier !

- « Quand le fabricant, par suite de l'amélioration de ses machines, double ses produits... il gagne tout simplement (en définitive) parce que cela le met à même de vêtir l'ouvrier à meilleur marché, etc., et qu'ainsi une plus faible partie du produit total échoit à celui-ci. » (Ramsay, l.c., p.168.)

LVOG - Les prix baisses, quelle aubaine ! Vraiment ?

- Dans tous les pays où l'industrie n'est pas restreinte, le prix des subsistances doit affecter le prix du travail. Ce dernier sera toujours diminué quand les articles de première nécessité deviendront moins chers. » (Considerations concerning taking off the Bounty on Corn exported, etc. London, 1752,, p.3.) « Le salaire diminue dans la même proportion que la puissance de la production augmente. Les machines, il est vrai, font baisser de prix les articles de première nécessité, mais elles font par cela même baisser de prix le travailleur également. » (A Price essay on the comparative merits of competition and cooperation. London, 1834, p.27.)

LVOG - Pourquoi font-ils produire en Chine, en Inde, etc. ?

- « Les machines ne peuvent que rarement être employées avec succès pour abrégier le travail d'un individu : il serait perdu plus de temps à les construire qu'il n'en serait économisé par leur emploi. Elles ne sont réellement utiles que lorsqu'elles agissent sur de grandes masses, quand une seule machine peut assister le travail de milliers d'hommes. C'est conséquemment dans les pays

les plus peuplés, là où il y a le plus d'hommes oisifs, qu'elles abondent le plus. Ce qui en réclame et en utilise l'usage, ce n'est pas la rareté d'hommes, mais la facilité avec laquelle on peut en faire travailler des masses. » Piercy Ravenstone: Thoughts on the Funding System and its Effects. Lond., 1824, p.45.

LVOG - Quand l'Etat, les ONG ou plutôt les cotisations sociales, les impôts ou les taxes que nous payons ont remplacé les "paroisses".

- Ce qui avant l'établissement de la loi des pauvres (en 1833) fit en Angleterre prolonger la concurrence entre le tissu à la main et le tissu à la mécanique, c'est que l'on faisait l'appoint des salaires tombés par trop au-dessous du minimum, au moyen de l'assistance des paroisses. « Le Rév. Turner était en 1827, dans le Cheshire, recteur de Wilmslow, district manufacturier.

LVOG - Le travail des femmes, quel bonheur! Pour qui ?

- « Le but constant et la tendance de tout perfectionnement des machines est de se passer du travail de l'homme ou de diminuer son prix en substituant le travail des femmes et des enfants à celui des adultes, ou le travail d'ouvriers grossiers et inhabiles à celui d'ouvriers habiles. » (Ure, l.c., t. 1, p.35.)

D'un clan à l'autre de l'oligarchie.

- Le locataire de la Maison Blanche a entamé son intervention à l'ONU par une séquence d'autosatisfaction, soulignant la bonne santé de l'économie américaine, le budget record de l'armée, les sommets atteints par les marchés financiers ou l'ampleur de sa réforme fiscale, adoptée fin 2017.

(Référence à la Cour Pénale Internationale, notamment.) « Nous n'abandonnerons jamais la souveraineté américaine à une bureaucratie mondiale non élue et irresponsable », a affirmé le président américain, rejetant « l'idéologie du mondialisme ».

L'oligarchie n'a pas changé de stratégie, constatant que l'hégémonie américaine était de plus en plus contestée jusqu'au sein des institutions internationales, une fraction de celle-ci a décidé qu'il valait mieux en sortir ou procéder autrement pour parvenir à ses fins, et effectivement le budget record de l'armée, les sommets atteints par les marchés financiers ou l'ampleur de sa réforme fiscale témoignent que Trump gouverne bien dans la même direction ou exclusivement pour accroître le pouvoir de l'oligarchie et de l'armée.

Il y en a qui estiment que Trump gouvernerait pour le bien des Américains, en réalité c'est tout le contraire. Comment cela ? C'est très simple à comprendre, il vise la réindustrialisation encore largement hypothétique de l'Amérique, qui si elle devenait se concrétiser se traduirait par la mise en concurrence d'entreprises fonctionnant selon des conditions particulièrement avantageuses pour leurs actionnaires au détriment de leurs salariés qui se verraient privés de tout droit, dont celui de constituer des syndicats, avec des entreprises qui continueraient de fonctionner selon les anciennes normes, de telle sorte qu'elles seraient désavantagées et seraient vouées, soit à disparaître ou fusionner, soit elles seraient contraintes d'adopter la réglementation dont bénéficient leurs concurrents, donc d'affronter la classe ouvrière pour peu qu'elles en aient les moyens, ce qui est une autre histoire. Précisons que cette concurrence ne viserait pas forcément la même branche d'industrie, elle servirait de moyen de pression pour tirer vers le bas la condition de l'ensemble de la classe ouvrière, en particulier ses couches supérieures.

Mimétisme

- Dans son discours (...) Emmanuel Macron s'est alarmé de la "crise profonde" que traverse "l'ordre international", symbolisée par "l'impuissance" dont est menacée l'ONU.

Ce constat rejoint celui du chef de l'ONU, Antonio Guterres, qui a déploré "un monde de plus en plus chaotique". Il a regretté que "le multilatéralisme soit autant critiqué au moment où il est le plus nécessaire". Sur les libertés : «L'agenda des droits de l'homme perd du terrain et l'autoritarisme progresse».

Tout en saluant un discours "fort" (de Macron - ndlr), l'ONG Oxfam a appelé le chef de l'Etat "à joindre bien davantage le geste à la parole (...) s'il veut être réellement crédible". AFP et Libération 25 et 26 septembre 2018

Macron regrette que le Conseil de sécurité de l'ONU ne l'ait pas autorisé à bombarder la Syrie. Ensuite, son discours ne sert qu'à masquer qu'il est le produit ou l'expression de ce qu'il dénonce.

Rappel sur le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres.

- ...depuis juillet 2012, le véritable pouvoir n'y est plus détenu par le secrétaire général, mais par son « numéro 2 » : le directeur des Affaires politiques, Jeffrey Feltman. En dehors de tout contrôle, celui-ci utilise les moyens de l'Onu pour maintenir la guerre

dans tout le « Moyen-Orient élargi ». (Pour Lavrov, Guterres ne serait qu'un homme de paille à la tête de l'Onu - Réseau Voltaire 21 août 2018)

- Le nouveau secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a procédé aux nominations de son équipe.

Le directeur des Affaires politiques, Jeffrey Feltman, a été prorogé dans ses fonctions pour une année. Durant le mandat de Ban Ki-moon, il s'agissait de la plus haute fonction diplomatique au monde.

M. Feltman représente les intérêts de l'État profond US. Diplomate de carrière, il a d'abord servi en Israël, puis pour le compte de l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak (un organisme privé qui ne dépendait pas de la Coalition, mais concentrait les membres du « gouvernement de continuité » US). Ambassadeur au Liban, il organisa l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, la Commission d'enquête de l'Onu et le Tribunal spécial contre les présidents Émile Lahoud et Bachar el-Assad. Par la suite, il devint l'assistant d'Hillary Clinton au département d'État, puis entra comme numéro 2 à l'Onu. (Feltman prorogé à l'Onu - Réseau Voltaire 16 février 2017)

[Née en 1934, elle a vécu la guerre, quelle chance !](#)

- Christiane, retraitée de 82 ans: "On a eu beaucoup plus de chance que les jeunes d'aujourd'hui" - Le HuffPost 25 septembre 2018

Comme quoi les épreuves les plus pénibles de l'existence ne servent strictement à rien, quand on n'est pas capable d'en tirer des leçons, autrement dit, elles peuvent se répéter et ainsi de suite. Après on nous parle du "devoir de mémoire", pure démagogie. On comprend également pourquoi il serait inutile de se pencher sur le passé... C'est le meilleur moyen pour ne jamais progresser.

Quand ils ne sont pas nostalgiques d'un passé qui ne le mérite pas ou qu'ils embellissent, et encore, quand il a vraiment existé, ils le noircissent, à croire que le présent serait meilleur, et ne parlons pas du futur qui devrait être merveilleux...

C'est ainsi qu'on s'illusionne à tout propos. Dans ces conditions il n'y a pas de quoi s'étonner de ce qui arrive, puisque c'était pour ainsi dire déjà écrit. Si on se penchait sur le passé, on comprendrait mieux le présent, et ainsi peut-être pourrions-nous prétendre à un avenir meilleur. Comme nous sommes barrés, c'est plutôt compromis.

[A quoi mesure-t-on l'avancé du totalitarisme ? Au degré de servilité ou de lâcheté des élites et de leurs serviteurs.](#)

Vous aurez bien compris que ce n'est pas le cas du dénommé Zemmour qui nous intéresse, mais les mécanismes auxquels ils recourent pour descendre quelqu'un, ici, pour éliminer ou écarter un des leurs qui hier encore servait leurs intérêts, ailleurs, quiconque ose critiquer le régime, au-delà, ses véritables opposants.

Vous me direz que les véritables opposants au régime n'ont jamais accès aux médias ou ils les censurent déjà. Certes, à ce stade ce ne sont pas eux qui sont directement visés, mais ceux qui se contentent de mettre en lumière les contradictions du discours ou de la politique adoptée par le gouvernement, de la propagande des représentants ou des agents du régime, et qui ainsi portent un coup à leur crédibilité, ce qu'ils estiment insupportable, alors que Macron a besoin du soutien de la majorité pour gouverner ou appliquer son programme.

Toute personne dont le discours fait référence à un fait censuré, tronqué, détourné, manipulé par Macron ou son gouvernement ainsi que les médias, et qui révélerait leurs véritables intentions, doit être systématiquement traitée en paria, réprimée, éliminée.

Sans soutien populaire, les despotes ne peuvent pas se maintenir au pouvoir indéfiniment, et ils encourent le risque que l'opposition finisse par se rassembler ou trouver la voie pour les renverser. D'où la nécessité d'exercer un contrôle absolu sur l'information, et de recourir à une multitude de mécanismes, dont des provocations pour diviser les opposants au régime.

On pourrait aller plus loin ou préciser que pour le moment ils ont de la chance et ils peuvent continuer de gouverner, parce que la question à l'ordre du jour n'est plus de porter au pouvoir un candidat ou un parti pour réformer ou améliorer le régime, mais de trouver les moyens pour le renverser. Cette question, les masses ne sont pas encore parvenues à en prendre conscience clairement, mais elles ont commencé à l'intégrer dans leur analyse de la situation, ce qu'exprime leur rejet de Macron et l'abstention massive lors de chaque élection, le rejet des institutions antidémocratiques de la Ve République.

C'est dans cette perspective que s'inscrit notre combat politique et cette partie de la causerie, en fait tous les sujets que j'aborde dans les causeries. En doutiez-vous ?

- Eric Zemmour lâché par les journalistes du Figaro - programme-tv 23.09

Dans un mail interne que se sont procurés nos confrères de 20 Minutes, la société des journalistes (SDJ) du quotidien a tenu à rappeler à l'ordre Eric Zemmour : "La SDJ rappelle qu'une Charte déontologique, ratifiée par notre actionnaire, la direction, la rédaction et les syndicats, s'impose à tous les collaborateurs du Groupe Figaro et ce, quels que soient la forme et le canal de leurs prises de position." Dans cette charte, il est notamment stipulé que les journalistes qui l'ont ratifiée, s'engagent à ne pas porter atteinte à l'image du journal, par leurs propos, et ce même dans le cadre "d'interventions extérieures dans les médias (TV, radio,...)".

"La SDJ a été saisie par des journalistes de la rédaction qui se sont émus des propos tenus par Eric Zemmour. Il nous a semblé opportun de rappeler notre Charte, qui s'applique à tous," s'est ainsi expliqué Stéphane Durand Souffland, président de la SDJ du Figaro, à 20 Minutes.

La réponse d'Eric Zemmour ne s'est pas faite attendre. Ce dernier a ainsi déclaré qu'il n'avait pas à se justifier devant la SDJ qui s'érigeait en "en tribunal révolutionnaire", rappelant que ses propos n'ont pas été publiés dans Le Figaro, "n'engagent aucunement le journal", selon lui. programme-tv 23.09

La Charte déontologique de journalistes, cela existe ? A part celle des oligarques propriétaires des médias et d'usines d'armement, dont Dassault, vous, vous en connaissez d'autres ? Même que leurs clients qui ont bombardé la Libye, l'Irak et la Syrie y font référence, c'est pour dire...

L'autocensure doit devenir la norme sous peine d'être excommunié par les inquisiteurs.

- "ONPC": Eric Zemmour désinvité par Laurent Ruquier? La production s'explique - huffingtonpost.fr 26.09

Les propos d'Eric Zemmour sur le plateau des "Terriens du dimanche" au sujet du prénom de Hapsatou Sy ont relancé le débat de savoir s'il faut "interdire de télévision" le polémiste. À cette question, Laurent Ruquier semble, pour le moment, avoir tranché.

Alors que sa présence dans l'émission "On n'est pas couché" du 20 octobre prochain dans le cadre de la promotion de son dernier livre "Destin Français" semblait actée, selon les informations de Valeurs actuelle confirmées par Le Parisien, le polémiste n'en sera pas. Ce mardi 25 septembre, l'ancien chroniqueur de "ONPC" a appris d'après les médias qu'il a été "décommandé".

Et si l'entourage de l'écrivain a expliqué au Parisien que cette décommande avait été faite "sans donner aucune raison", la production précise qu'elle n'a pas à se justifier à chaque fois qu'elle décide de ne pas inviter quelqu'un.

Dans l'émission "Quotidien" sur TMC ce 24 septembre, le journaliste Julien Bellver a affirmé que Laurent Ruquier était "défavorable" à la présence d'Eric Zemmour sur le plateau de son émission. La direction de France Télévisions n'a pas donné de consignes, selon le journaliste, mais la production "ne veut pas prendre de risque".

Une épidémie.

- L'avocat d'Alexandre Benalla, Laurent-Franck Liénard, annonce sur Facebook qu'il lâche l'affaire - Le HuffPost 26.09

Et pour cause...

- Selfie d'Alexandre Benalla armé : le parquet de Poitiers ouvre une enquête préliminaire - Franceinfo 25 septembre 2018

En complément.

Comment accuser ses adversaires de ses propos méfaits ou refuser d'en assumer les conséquences.

- Castaner s'en prend à Salvini, Orban, Le Pen et Wauquiez, les «pyromanes de l'Europe» - LeFigaro.fr 26.09

[Ils n'ont jamais cessé de s'enrichir.](#)

Sous Mitterrand la Bourse avait flambé. Sous Hollande les riches sont devenus encore plus riches, normal, ils étaient de gauche ! Et ceux qui avaient porté Hollande au pouvoir ont désigné son ministre de l'Economie, un ex-banquier, pour poursuivre son oeuvre, quoi de plus naturel, puisque même l'oligarchie est de gauche ou ni de droite ni de gauche, ce qui revient au même, puisque finalement ils étaient tous de droite ! Chut !

Si on ne se retenait pas, on dirait : mais qui a été assez con pour appeler à voter pour eux, devinez ? Et le pire, c'est que la plupart des militants seraient prêts à remettre le couvert !

- Patrimoine «net» des plus fortunés : plus de 1 000 milliards d'euros - Libération 26 septembre 2018

Selon un rapport du gouvernement remis aux députés, le nombre de redevables à l'impôt de solidarité sur la fortune n'a cessé de progresser sous le quinquennat Hollande.

On en sait plus sur les derniers jours de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Transformé depuis le vote du budget 2018 en simple «impôt sur la fortune immobilière» (IFI), cette contribution demandée aux plus fortunés du pays a connu sa dernière année en 2017. Alors, un rapport remis cette semaine aux députés de la commission des finances de l'Assemblée nationale sur le «plafonnement» de l'ISF (mesure que le Conseil constitutionnel avait obligé à mettre en place pour éviter un impôt «confiscatoire» lors de l'abaissement en 2012 du seuil d'entrée dans l'ISF par le nouveau pouvoir socialiste) en dit beaucoup sur nos plus fortunés.

Ainsi, l'an dernier, 358 198 personnes exactement étaient redevables de l'ISF. Ces derniers ont, détaille ce document, «déclaré» un «patrimoine net taxable» de 1 029 milliards d'euros ! Certes, le patrimoine net de l'ensemble des ménages français est estimé à quelque 11 000 milliards d'euros. Mais, selon l'économiste Pierre Madec de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), cela veut donc dire que «1,5% des contribuables les mieux dotés possèdent 9% du patrimoine net total».

Sous Hollande, 15% de «redevables ISF» en plus

Par ailleurs, selon ces données transmises par le gouvernement au Parlement, le nombre de redevables de l'ISF a très sensiblement augmenté entre 2013 et 2017, soit sous le quinquennat de François Hollande : on est passé de 312 406 à 358 198 personnes soumises à cet impôt sur la fortune, soit, avec 45 792 redevables supplémentaires, une hausse de 14,7%. «Ce qui montre bien que, en pleine période de crise, les riches continuent de s'enrichir fortement», s'insurge le député communiste du Nord Fabien Roussel. «Les plus fortunés ont profité de ce «plafond» imposé par le Conseil constitutionnel. Petit rappel : depuis 2013, si l'impôt sur le revenu et celui sur la fortune dépassent 75% des revenus perçus, alors le fisc rabote l'ISF. Résultat, les plus gros contribuables, mieux protégés que le bouclier fiscal mis en place par Nicolas Sarkozy, récupéraient une partie de leur ISF... voire ne payaient plus rien. «Sur les cinquante plus grandes fortunes françaises, onze ne payaient plus d'ISF grâce au plafonnement !» rappelle le député centriste Charles de Courson, partisan de la suppression de cet impôt.

L'Etat a rendu 1 000 euros par jour

En 2017, 11 514 personnes ont ainsi bénéficié de ce plafonnement : soit deux fois plus qu'en 2013. Au total, ces familles dont le patrimoine moyen était de 13,6 millions d'euros (+7% en quatre ans) ont vu diminuer, grâce au plafonnement, le montant moyen d'ISF net à payer : il était de 45 449 euros en 2017 contre 54 588 euros en 2013 (-16,7%). Sans le plafonnement, l'Etat aurait récupéré 1,3 milliard d'euros supplémentaires, c'est près de deux fois plus qu'en 2013 (708,6 millions). Mieux : si on regarde dans le détail, les 1 139 redevables de l'ISF gagnants ont été épargnés, en moyenne, de près de 365 000 euros chacun en 2017. L'Etat leur a donc rendu 1 000 euros par jour...

Ce même mécanisme a été maintenu pour le nouvel impôt sur la fortune immobilière. Avec une bonne nouvelle pour l'Etat sur ce sujet-là : l'IFI rapportera plus que les premières estimations réalisées l'an dernier par le gouvernement. Bercy tablait ainsi sur 850 millions d'euros quand l'ancien impôt sur la fortune a permis de récolter 4,2 milliards en 2017. Selon le quotidien les Echos, qui s'appuie sur les annexes du projet de loi finances adopté lundi en conseil des ministres, l'IFI rapportera finalement 1,2 milliard d'euros en 2018 et devrait amener 1,5 milliard dans les caisses l'an prochain. «Je n'ai jamais cru aux estimations du gouvernement, fait savoir le député Charles de Courson. Il était impossible que, dans le patrimoine des 300 000 plus fortunés français, l'immobilier représente seulement 20%.» Si les chiffres se confirment, la transformation de l'ISF en IFI n'aura donc pas coûté 3,4 milliards aux caisses de l'Etat mais 2,7 milliards à 3 milliards... tout de même. Libération 26 septembre 2018

Et au même moment les syndicats refusent d'avancer les revendications qui correspondent aux besoins des travailleurs les plus pauvres : augmentation de salaire de 20 à 30%, smic, retraite minimum, allocation chômage, vieillesse, handicapée à 2.000 euros, etc. blocage et réduction des loyers jusqu'à 50%, retraite à 50 ans, abrogation de la sélection à l'université, interdiction des licenciements, confiscation de toutes les bureaux et habitations inoccupés pour loger tous les clochards et mal logés, confiscation des dividendes des actionnaires du CAC40, etc...

En complément.

- Médicaments : et si on ne remboursait plus que les génériques ? - Capital 25.09

Après 20 ans d'existence, le médicament générique a toujours du mal à se vendre. Le gouvernement souhaite en faire décoller les ventes et présente, dans le cadre du projet de loi financement de la Sécurité sociale, une mesure visant à moins rembourser les patients qui refusent des génériques... Capital 25.09

Si on ne remboursait plus rien, ce serait mieux encore, dans l'avenir les cotisations sociales demeureraient dans les caisses des compagnies d'assurance ou des mutuels et autres organismes privés, le capital récupérerait ainsi plus rapidement et plus sûrement une partie de la plus-value qu'il a dû céder aux travailleurs... et d'éliminer plus rapidement les déchets qu'il a produits, les plus faibles, les plus pauvres qui coûtent à l'Etat beaucoup d'argent qu'il pourrait employer à meilleur escient, par exemple pour financer des travaux d'infrastructures en faisant appel à des multinationales pour les réaliser.

Si on voulait être encore plus précis, on devrait dire que rien ne coûte à l'Etat puisque l'Etat ne produit rien, il gère les impôts et taxes ainsi que les cotisations sociales qu'il nous extorque dont une partie bénéficie aux travailleurs. Et l'Etat gère à la manière d'une entreprise capitaliste la masse salariale des fonctionnaires et le capital dont il dispose, capital qui ne fonctionne pas en circuit fermé, mais qui est une fraction du capital total produit ou disponible d'une nation, et au-delà de l'économie mondiale... Il est donc normal qu'il soit soumis aux mêmes lois et aux mêmes influences ou pressions du marché, ou qu'il doive s'adapter à ses besoins ou emprunter la même orientation néolibérale.

Entre nous, je me demande si un jour on va finir par le comprendre, ce n'est pas gagné d'avance parce qu'il y a trop d'intérêts en jeu, vous voyez ce que je veux dire, n'est-ce pas ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Suède

- Suède : le Premier ministre démis de ses fonctions - euronews 25 septembre 2018

En Suède, le Premier ministre Stefan Löfven a été démis de ses fonctions par une motion de censure au parlement. L'opposition de centre-droit et l'extrême droite ont voté ensemble contre le gouvernement de ce Social-démocrate, fortement fragilisé depuis les législatives du 9 septembre.

"A travers l'histoire, a déclaré le Premier ministre sortant, les partis de gauche et de droite ont pu se rassembler et porter ce pays au travers de temps difficiles. Partout dans le pays, les partis collaborent pour obtenir une majorité et gouverner localement. Le peuple suédois a le droit d'attendre la même chose au niveau national. Je continuerai à travailler pour trouver un gouvernement qui abandonne la politique des blocs et place le pays en premier."

Ensemble, les conservateurs de l'Alliance et l'extrême droite totalisent plus de sièges au parlement que le bloc de centre-gauche, qui reste la première force élue.

Le soutien de l'extrême droite, emmené par Jimmie Akesson, sera primordial pour les conservateurs pour prendre la tête du prochain gouvernement. Leur leader, Ulf Kristersson, a pourtant promis de ne jamais coopérer ni avec la gauche, ni avec les populistes.

Les consultations, qui reprennent jeudi, pourraient durer plusieurs semaines. euronews 25 septembre 2018

Syrie

- C'est parti: la Russie envoie des armes pour brouiller les radars de l'aviation en Syrie - sputniknews.com 25.09.2018

Le ministère russe de la Défense a commencé à transférer en Syrie des complexes de guerre électronique, écrit le journal Izvestia, se référant à des sources proches du ministère.

Les premiers complexes de guerre électronique ont été livrés le lundi 24 septembre à la base aérienne de Hmeimim, en Syrie, par des avions Il-76, annonce le journal russe Izvestia, se référant à des sources proches du ministère. La composition exacte du transfert n'a pas été divulguée.

«Ce sera un cauchemar»: les médias israéliens sur les S-300 russes en Syrie Le transfert d'armes de guerre électronique vise à supprimer la navigation par satellite, les radars de bord et les systèmes de communication de l'aviation militaire. Ces complexes pourront créer un dôme radioélectronique impénétrable sur un rayon de plusieurs centaines de kilomètres au-dessus de la Syrie et du territoire adjacent de la mer Méditerranée.

Selon le rédacteur en chef du portail militaire, il s'agirait de systèmes Krasoukha4, destinés à combattre les avions et les drones et R-330J «Jitel». De plus, la base de Hmeimim pourrait se doter du complexe dernier cri Divnomorye, capable de brouiller des signaux des radars à bord, ainsi que ceux des systèmes de communication, de contrôle et de navigation par satellite.

Le 24 septembre, la Russie a annoncé son intention de livrer prochainement des systèmes antiaériens S-300 à l'armée syrienne afin de renforcer ses capacités de combat dans le cadre du drame de l'avion russe Il-20.

De plus, le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a prévenu que l'armée russe brouillerait les communications de tout avion voulant frapper la Syrie depuis la mer Méditerranée. sputniknews.com 25.09.2018

Iran

- Les Émirats revendiquent l'attentat d'Ahvaz - Réseau Voltaire 24 septembre 2018 Réseau Voltaire 24 septembre 2018

Un attentat a tué 24 personnes et en a blessé 60 autres lors d'un défilé militaire, le 22 septembre à Ahvaz (Iran).

Ahvaz est la capitale de la région arabe du Khuzestan. Le 22 septembre 1980, le président Saddam Hussein tenta d'annexer cette population à l'Iraq, provoquant la guerre Iraq-Iran. À l'époque, l'immense majorité des arabes iraniens résistèrent à l'agression étrangère. Le défilé militaire du 22 septembre 2018 marquait l'anniversaire de cette terrible guerre, financée par les Occidentaux contre la Révolution khomeiniste.

Plusieurs groupes organisent régulièrement des protestations et des attentats au Khuzestan :

- Le Parti de la solidarité démocratique d'Ahvaz (soutenu par la CIA et le MI6, il tente de coaliser les diverses minorités non-perses d'Iran)

- L'Organisation de libération d'Ahvaz (soutenue par les fidèles de feu Saddam Hussein).

L'attentat de cette semaine a été revendiqué à la fois par le Front populaire et démocratique des Arabes d'Ahvaz (censé regrouper diverses organisations pro-Iraqiens) et par Daesh (qui a publié une vidéo des kamikazes avant leur action).

Rappelons que le régime de Saddam Hussein en Iraq avait abandonné la laïcité dans le cadre de son programme de « Retour à la Foi ». Lors de l'invasion US, les membres du Parti Baas furent interdits de politique et l'armée nationale fut dissoute, tandis que le pays fut dirigé par des chiites liés à l'Iran. L'ancien vice-président Ezzat Ibrahim Al-Douri étant le grand maître de l'Ordre des Nachqbandis (une confrérie soufie), fit alliance avec la CIA et le MI6 pour intégrer Daesh avec ses hommes et obtenir sa revanche contre les chiites. Par conséquent, les deux revendications de l'attentat renvoient par des chemins différents à Washington et à Londres. C'est pourquoi la République islamique d'Iran a immédiatement accusé les Occidentaux et les États du Golfe sponsors du terrorisme.

Cependant, l'un des conseillers du prince héritier des Émirats arabes unis, Mohammed ben Zayed, a déclaré que son pays venait de parvenir à faire entrer la guerre en Iran, revendiquant ainsi publiquement le rôle de son pays dans l'attentat. Ce type de déclaration n'est pas si surprenant que cela au Moyen-Orient. En 2015, le président turc, Recep Tayyip Erdogan s'était publiquement félicité des attentats qu'il avait commandité en Europe.

La position des Émirats a brusquement changée, non pas à cause de la guerre au Yémen (où ils combattent contre les Houthis soutenus par l'Iran), mais à cause de la rupture de l'accord USA-Iran (JCPoA). Au cours des deux dernières décennies, la richesse des Émirats était basée sur le contournement des sanctions US par l'Iran. Le port de Dubaï était devenu le centre de ce trafic. Désormais les deux pays sont ennemis et la question de la souveraineté d'un îlot du Golfe ressurgit.

Le président iranien, cheikh Hassan Rohani, a promis une « réponse terrible » aux Émirats, contraignant le ministre émirati des Affaires étrangères, Anwar Gargash, à revenir en arrière et à démentir les propos précédents de son gouvernement. Réseau Voltaire 24 septembre 2018

Etats-Unis-Palestine occupée

- Proche-Orient: Trump penche pour la première fois pour la solution à deux Etats - AFP 27 septembre 2018

Le président américain Donald Trump a dit mercredi pour la première fois sa préférence pour une solution à deux Etats afin de mettre fin au conflit israélo-palestinien, promettant de présenter son plan de paix "équilibré" d'ici quatre mois.

"Je pense vraiment que quelque chose va se passer. C'est mon rêve d'y parvenir avant la fin de mon premier mandat", en janvier 2021, a-t-il lancé lors d'une rencontre avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

En marge de l'Assemblée générale annuelle de l'ONU à New York, il s'est dit convaincu "à 100%" que les Palestiniens, qui ont gelé tout contact avec l'administration américaine depuis qu'elle a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël fin 2017, reviendraient à la table des négociations.

"J'aime bien la solution à deux Etats", a ajouté le président américain, qui s'était jusque-là gardé de privilégier cette voie appuyée par ses prédécesseurs et la communauté internationale.

"Je pense que les deux Etats vont voir le jour", a-t-il même ajouté un peu plus tard devant la presse. Même si c'est "un peu plus difficile", "cela marche mieux parce que chacun gouverne de son côté", a-t-il expliqué.

Il n'a pas précisé si c'est ce que proposera le plan de paix concocté dans le plus grand secret par son gendre et conseiller Jared Kushner.

"Si les Israéliens et les Palestiniens veulent un Etat, c'est OK pour moi. S'ils veulent deux Etats, c'est OK pour moi", a-t-il assuré. "Je suis un facilitateur".

Mais le plan sera, a-t-il promis, "équilibré", car Jared Kushner, s'il "adore Israël", sait que "tout le monde doit être satisfait".

Pour la première fois également, l'occupant de la Maison Blanche a d'ailleurs donné un calendrier pour la présentation de cette proposition, maintes fois reportée. "Dans les deux, trois ou quatre mois", a assuré Donald Trump, qui rêve d'aboutir à "l'accord ultime" entre Israéliens et Palestiniens là où tous ses prédécesseurs ont échoué.

La ligne officielle de l'administration Trump consistait jusqu'ici à soutenir une solution qui aurait la faveur des deux camps, israélien et palestinien, sans pousser ni rejeter les deux Etats.

"La solution des deux Etats a complètement disparu du paysage politique israélien et n'existe que dans les rappels que nous en faisons, nous Européens. Les Etats-Unis se refusent depuis l'élection de Trump à y faire référence", déplorait encore récemment un diplomate européen.

Il s'agit donc d'un tournant. AFP 27 septembre 2018

Russie

- «Intox» à un moment bien choisi: Moscou sur le nouveau tournant dans l'affaire Skripal - sputniknews.com 26.09

Dans le contexte de nouvelles révélations du site Bellingcat, qui «enquête» régulièrement sur l'affaire Skripal, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova a indiqué qu'il s'agissait d'une intoxic faite à un moment soigneusement choisi.

Pour la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, l'article de Bellingcat sur Rouslan Bochirov, impliqué par Londres dans l'affaire Skripal, et qui serait «en réalité» un agent du renseignement russe, n'est qu'une «intox» qui s'inscrit dans la continuité de la campagne visant à détourner l'attention de ce qui s'est réellement passé à Salisbury.

«La nouvelle intoxic concernant Alexandre Petrov et Rouslan Bochirov est parue tout de suite après le discours de Theresa May au Conseil de sécurité de l'Onu sur les armes de destruction massive où elle a de nouveau formulé des accusations contre la Russie. Il n'y a pas de preuves, ce qui signifie la poursuite de la campagne dont l'objectif principal est de détourner l'attention de la question essentielle: que s'est-il passé à Salisbury?», a-t-elle écrit sur sa page Facebook.

«La question reste la même: quand seront formulées des preuves quelconques de l'implication ne serait-ce que de quelqu'un dans, comme le dit Londres, l'empoisonnement à Salisbury?», a souligné Mme Zakharova.

Le site Bellingcat, qui a déjà fait paraître d'autres articles manquant de preuves irréfutables, a affirmé mercredi que Rouslan Bochirov, ressortissant russe suspecté par Londres d'implication dans l'empoisonnement de l'ex-agent double Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, serait «en réalité» un colonel des services russes de renseignement militaire, le GRU, répondant au nom d'Anatoli Tchépiga.

Selon un article publié par le site Bellingcat en coopération avec Insider, Rouslan Bochirov serait né le 5 mai 1979 dans le village de Nikolaïevka, dans la région de l'Amour (Extrême-Orient russe), et aurait servi à Khabarovsk dans la 14e brigade des troupes d'élite relevant du GRU.

Le secrétaire britannique à la Défense, Gavin Williamson, a de son côté publié un tweet affirmant que «la véritable identité d'un des suspects de Salisbury s'avérait être un colonel russe», mais a ensuite supprimé ce tweet.

Le ministère russe de l'Intérieur commente «l'enquête» de Bellingcat sur l'affaire Skripal Bellingcat avait précédemment publié un article avec «des informations affirmant que selon "la base de données du Service fédéral des migrations", Petrov et Bochirov étaient des agents du GRU». Igor Zoubov, vice-ministre russe de l'Intérieur, a alors déclaré qu'il était impossible d'établir, en se basant sur ces données, si une personne concrète travaillait pour le renseignement militaire russe et que le Service des migrations ne comptait pas «de sections relevant du GRU».

Le 5 septembre dernier, le parquet britannique avait formulé aux Russes Alexandre Petrov et Rouslan Bochirov quatre chefs d'accusation, notamment pour tentative de meurtre de l'ancien officier Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, ainsi que du policier britannique Nick Bailey. La Première ministre britannique, Theresa May, affirme que les deux suspects sont des hommes du GRU sans pour autant présenter de preuves pour appuyer ces allégations.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a indiqué pour sa part que «l'affaire Skripal» volait en éclats en raison de l'absence de quelque preuve que ce soit de la culpabilité de Moscou. Le ministère a présenté au Foreign Office une soixantaine de notes diplomatiques pour exiger d'accorder à la Russie l'accès à l'enquête et aux citoyens russes impliqués, demander une aide juridique et proposer une coopération, notamment pour organiser une enquête commune. Toutefois, les autorités britanniques n'y ont pas réagi. sputniknews.com 26.09

Qui a relancé cette affaire ?

Des médias britanniques, le Daily Telegraph et la BBC.

Qui révèle quoi ?

Le site Bellingcat lié au think tank du Pentagone Atlantic Council.

Qu'a-t-ils trouvé ?

Une photo d'une personne qui aurait pu être Chepiga jeune, sans en avoir la certitude cependant. (Atlantico.fr 26 Septembre 2018)

Et à part cela ? Rien ou si, on a au moins la certitude que leurs récits sont purement et simplement fabriqués.

Soudan du Sud

Tiens, c'est bizarre, il n'y a personne pour aller jouer au justicier au Soudan du Sud ?

- La guerre civile au Soudan du Sud a fait près de 400.000 morts - Reuters 26.09

Le bilan de la guerre civile au Soudan du Sud est considérablement plus élevé que ce qui avait été rapporté jusqu'à présent, à en croire une étude rendue publique mercredi, qui avance le chiffre global de plus de 380.000 morts.

La partition du Soudan sous l'égide de la "communauté internationale", de l'ONU, et particulièrement d'Israël ne devait pas vraiment profiter à ses habitants. Bon, ce sont des nègres, des sauvages, qui plus est des musulmans, des pauvres, des déchets colatéraux du capitalisme mondial...

Ils n'ont pas eu la chance de naître au bon endroit au bon moment, voilà tout.

Et après cela ils osent encore nous donner des leçons de morale, d'humanisme, ils osent prétendre que le capitalisme serait légitime...

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Argentine

- Paralysée par une grève, l'Argentine change de gouverneur de la Banque centrale - AFP 25 septembre 2018

L'Argentine, paralysée mardi par une grève générale contre la baisse du pouvoir d'achat, a changé de gouverneur de sa Banque centrale, un signal sans doute destiné au Fonds monétaire international, avec lequel le gouvernement négocie un renforcement du plan d'assistance.

A la surprise générale, le gouverneur de la Banque centrale de la République d'Argentine (BCRA), Luis Caputo, a démissionné après trois mois seulement à son poste, "pour raisons personnelles" selon un communiqué officiel.

Le nouveau gouverneur de la Banque centrale, Guido Sandleris, jusqu'ici vice-ministre de l'Economie, est un proche du ministre de l'Economie Nicolas Dujovne que le FMI connaît bien : c'est lui qui a mené les négociations techniques qui ont abouti en juin à l'octroi d'un prêt de 50 milliards de dollars.

"Il y avait une rumeur (de démission) depuis vendredi. En raison de frictions entre le FMI et la Banque centrale. Et puis Caputo n'était pas un gouverneur définitif", estime un économiste argentin, Fausto Spotorno. "La priorité du gouvernement est un accord avec le FMI", souligne-t-il.

Le FMI n'est pas étranger au départ de M. Caputo, relève l'économiste en chef de l'Institut management and fit Matias Carugati. "Je ne sais pas si le FMI a demandé son départ ou s'il a préféré démissionner plutôt que de travailler sur une ligne contraire à celle qu'il préconise, mais son départ est lié au nouvel accord avec le FMI", dit-il.

Proche du président de centre-droit Mauricio Macri, Luis Caputo avait négocié début 2016 l'accord sur la dette avec les fonds "vautours" américains. Secrétaire aux Finances, puis ministre des Finances, il avait été nommé en juin gouverneur de la Banque centrale. Mais les tensions avec le FMI et le ministre de l'Economie Nicolas Dujovne ont eu raison de lui.

La première tranche du prêt, de 15 milliards de dollars, a aussitôt été débloquée pour stabiliser la troisième économie d'Amérique latine et enrayer la crise du peso, qui depuis le début de l'année a perdu la moitié de sa valeur face au dollar.

Le remplacement de M. Caputo par M. Sandleris met en évidence que "Dujovne se maintient comme le patron de l'équipe économique. En plus, (Sandleris) est quelqu'un qui a une bonne relation avec le FMI. Son arrivée à la BCRA devrait donner lieu à une politique monétaire plus proche à ce que veut le FMI", relève M. Carugati.

Dans la rue, les manifestants ont justement dénoncé l'alignement de l'Argentine sur les politiques du FMI. "Nous sommes mobilisés car nous sommes contre la politique d'austérité du gouvernement et le FMI. Cela affecte nos salaires, et notre qualité de vie", se plaint Gabriela Vera, une enseignante participant au blocage d'un accès routier à Buenos Aires, dans le cadre de la grève générale.

Mardi, les administrations et la plupart des commerces étaient fermés dans la capitale et les principales villes du pays, car ni autobus, ni métro, ni taxis ne circulaient. Dans les aéroports, les écrans affichaient que tous les vols étaient annulés. Le trafic aérien devait reprendre mercredi.

La grève générale a eu lieu alors que Mauricio Macri se trouve à New York pour l'Assemblée générale des Nations unies et pour rassurer les marchés sur la politique qu'il a mise en oeuvre pour faire face à la crise économique que traverse son pays.

Le pouvoir d'achat des 41 millions d'Argentins a considérablement baissé. En 2018, l'inflation se situera au dessus de 40%, la récession atteindra 2,4% et le chômage est en hausse. AFP 25 septembre 2018

ECONOMIE

[Etats-Unis-Japon](#)

- USA et Japon vont négocier un accord de libre-échange - Reuters 27 septembre 2018

Donald Trump a annoncé s'être entendu mercredi avec le Premier ministre japonais Shinzo Abe pour engager des négociations sur un accord bilatéral de libre-échange à l'égard duquel Tokyo se montrait jusqu'ici très réticent.

"C'est quelque chose que, pour diverses raisons au cours des années, le Japon n'était pas disposé à faire mais maintenant, il

"l'est. Nous sommes donc très heureux à ce propos, et je suis sûr que nous aboutirons à une conclusion satisfaisante et dans le cas contraire, ohhhhhh", a commenté le président américain.

Donald Trump dénonce un excédent commercial à ses yeux trop important du Japon vis-à-vis des Etats-Unis - 69 milliards de dollars (58,7 milliards d'euros) dont près des deux tiers proviennent des exportations d'automobiles. Il réclame un accord bilatéral afin de corriger ce qu'il considère comme une anomalie.

Tokyo veut éviter des droits de douane élevés sur ses exportations d'automobiles et redoute l'ouverture de certains de ses marchés sensibles, notamment son marché agricole.

Les principaux négociateurs commerciaux des deux pays - le ministre japonais de l'Economie, Toshimitsu Motegi, et le représentant américain au Commerce, Robert Lighthizer - se sont rencontrés mardi à New York et, selon les médias japonais, se sont entendus sur les grandes lignes d'un accord bilatéral.

Un communiqué commun aux deux pays fixe les limites des négociations.

"Pour les Etats-Unis, les résultats concernant l'accès aux marchés pour le secteur automobile seront destinés à accroître la production et les emplois aux Etats-Unis dans l'industrie automobile", peut-on lire.

"Pour le Japon, concernant les produits de l'agriculture, de la forêt et de la pêche, les résultats relatifs à l'accès aux marchés tels que reflétés dans les précédents accords de partenariat économique constituent le niveau maximal", est-il ajouté en référence au Partenariat transpacifique abandonné par Trump en 2017. Reuters 27 septembre 2018

[Haut de page ↗](#)